



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries décembre 2013

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er décembre 2013

CAUSERIE

42 articles ont été ajoutés. Les statistiques sur la fréquentation du site fonctionnent à nouveau. On a maintenu le niveau du mois dernier apparemment, mais je crois qu'en réalité il y aurait beaucoup moins de visiteurs uniques que ce que j'avais cru comprendre. En fait je n'y comprends rien ! Selon les deux modes de calcul que j'ai consultés, il y aurait entre 80 et 100 connexions seulement par jours ou 400 à 500. Pour 100 connexions par jour, si j'en avais confirmation pas OVH, j'arrêteraient tout fin décembre, je ne vais pas ruiner ma santé pour si peu, j'ai déjà sacrifié mon chien, c'est déjà trop à mon goût !

Ici il pleut et on n'a plus de courant sans doute pour la nuit, donc je ferme la boutique. Bonne manif pour demain si vous n'avez rien de mieux à faire, avec l'instrumentalisation du racisme ils me dégoûtent tous, je ne devrais pas le dire mais je m'en fous, au point où on en est...

Dimanche 17h à Pondichéry, 12h30 à Paris.

ACTUALITE EN TITRES

[Abolition du salariat !](#)

- La justice en termes de rémunération n'existe pas - Atlantico.fr

[Elle suinte l'arrivisme et le mépris.](#)

- 74% des Français ont une mauvaise opinion de Cécile Duflot - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

[Manipulation foireuse. Le soutien au gouvernement ne fait pas recette.](#)

- Insultes contre Taubira: des manifestations antiracistes en demi-teinte - AFP

- Marche antiraciste à Paris: 3.900 participants selon la police, 25.000 selon les organisateurs - 20minutes.fr

Présentation.

- L'initiative de cette marche revenait à des collectifs d'ultramarins, CollectifDom et CM98, fortement affectés par les insultes racistes essuyées par la ministre de la Justice, comparée à une guenon à plusieurs reprises.

Ils ont ensuite été ralliés par les quatre grandes associations antiracistes (SOS Racisme, Ligue des droits de l'Homme, Ligue contre le racisme et l'antisémitisme et Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), par les six grandes centrales syndicales (CFDT, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, UNSA), par des mouvements de jeunes (Fidl, Unef, UEJF...)

Au final, 101 organisations ont signé l'appel à manifester contre le "*climat nauséabond*" qui "*s'installe dans notre pays*". Le Parti socialiste a également indiqué qu'il soutenait l'initiative, appelant ses militants à se joindre aux cortèges.

Pour toucher le plus grand nombre, les signataires se sont mis d'accord sur un mot d'ordre très général - la condamnation de toute dérive raciste - qui ne nomme aucun responsable et ne porte aucune revendication concrète.

"*Il s'agit juste de dire ça suffit*", selon Vincent Réberieux de la LDH. "*Il y a des moments où on ne peut pas rester chez soi*", a renchéri Alain Jakubowicz, président de la Licra.

Au final

- Entre 3.900 personnes, selon la police, et 25.000 personnes, d'après les organisateurs, ont défilé samedi à Paris entre la place de la République et la Bastille contre le racisme à l'appel du monde associatif et syndical, en réaction aux attaques contre la ministre de la Justice Christiane Taubira. AFP 30.11

Quand vous faites le compte du nombre d'adhérents de tous les partis, toutes les organisations et associations qui avaient appelé à cette manifestation et que vous le comparez au nombre de manifestants, vous avez la preuve sous les yeux que leurs adhérents n'étaient pas vraiment en phase avec leurs appareils, on peut ajouter qu'un certain nombre de manifestants étaient inorganisés.

Ils prennent vraiment les travailleurs et les militants pour des demeurés et je suis poli, car ils n'arrêtent pas de répéter depuis des semaines que la lutte contre le racisme est quelque chose de très sérieux et chacun peut constater qu'ils n'ont absolument rien fait pour mobiliser leurs propres troupes.

Donc à l'arrivée il faut en déduire qu'il s'agissait d'une vulgaire opération de propagande électorale pour le compte du PS et du gouvernement et rien d'autres.

Ils pourront dire par la suite que si le racisme se développe en France, c'est de la faute des travailleurs ou des gens qui n'ont pas participé à leurs manifestations, en fait dans leur combine pourrie.

D'un sondage à l'autre

- 72% des Français pessimistes pour la société française - AFP

La moitié des Français (49%) jugent probable que la France connaisse une explosion sociale dans les mois qui viennent et plus d'un quart (27%) estiment qu'elle est même certaine, selon un sondage Ifop pour Ouest France Dimanche publié samedi.

L'institut de sondage souligne que la proportion de personnes interrogées (76%) qui jugent certaine ou probable cette éventualité n'a jamais été aussi importante.

Elle se compare avec des taux de 64% en janvier 1998, en plein mouvement des chômeurs, de 66% en avril 2009 au plus fort de la crise et de 70% en avril dernier.

Politiquement parlant, le risque d'explosion sociale est nettement plus ressenti non seulement aux deux extrémités du spectre politique - 84% de réponses positives à l'extrême gauche, 78% au Front de Gauche et 89% parmi les proches du Front national - mais aussi dans l'électorat de droite (85% à l'UMP) et même chez les centristes de l'UDI (89%).

L'électorat socialiste est un peu moins pessimiste concernant l'évolution de la situation sociale, 56% des sympathisants PS jugeant probable ou certaine une telle issue. Reuters 30.11

Ce qu'ils appellent "*l'électorat socialiste*" fait partie des nantis, intellectuels, dont une majorité d'enseignants, aristocratie ouvrière, couche et classe moyenne, qu'il se trouve bien dans le régime tel qu'il est n'a rien de surprenant, qu'il soit qualifié de révolutionnaire l'est assurément. Ce sont les couches auxquelles appartiennent l'immense majorité des adhérents de tous les partis ouvriers sans exception pour ne pas dire le mouvement ouvrier de nos jours.

Maintenant si on compare les résultats de ce sondage avec le suivant il y aurait comme un problème au premier abord, en apparence seulement.

Si 76% des personnes interrogées estiment possible une explosion sociale dans les mois qui viennent, il n'est dit nulle part qu'ils la souhaiteraient et qu'ils envisageraient d'y participer. Et s'ils y participaient, pour y faire quoi, pour revendiquer quoi, avec qui, et c'est là que le second sondage est instructif, en admettant qu'il n'ait pas été trop bidouillé, si une immense majorité estime que Mélenchon en ferait trop et les ferait plutôt fuir, alors avec qui s'organiseraient-ils ou quel parti suivraient-ils, qui rejette la politique du gouvernement et bénéficie d'une audience nationale, à part le FN, personne, l'UMP est hors course, vous allez dire que le sondage disait à gauche, or le FN ne fait pas partie de la gauche, d'accord, mais à gauche existe-t-il un autre parti ou mouvement auquel penserait ces personnes en dehors du Front de gauche, à ma connaissance aucun, ou alors ce sondage est complètement bidon, ce qui est possible aussi.

Et puis qui dit aussi qu'une majorité de personnes interrogées ne classeraient pas le FN à gauche dès lors qu'il reprend les questions qu'elles se posent, qui dit qu'elles tiennent vraiment compte de la classification classique à laquelle se réfèrent les instituts de sondage ou ce qu'on appelle la classe politique, elles peuvent passer outre et s'en tenir à leur propre interprétation, après tout, quand Hitler repris le programme social que la social-démocratie allemande et les staliniens n'avaient pas appliqué pour le mettre en oeuvre, la majorité des Allemands considèrent le régime nazi comme plutôt social ou socialiste, donc de gauche si on considère que les questions sociales sont portées ou satisfaites par des partis classés à gauche et non à droite, ils placèrent au second plan son aspect dangereusement nationaliste, raciste, antisémite, etc.

A cette époque-là aussi les uns et les autres dénoncèrent le côté nationaliste et raciste du parti d'Hitler et faussement socialiste, en vain, car les travailleurs allemands faisant face à une situation sociale catastrophique étaient prêts à suivre le premier venu qui leur promettait d'en sortir, se moquant de toute autre considération, la priorité étant d'avoir un boulot et de quoi vivre normalement, d'enfin percevoir que l'espoir de vivre mieux pouvait se concrétiser, Hitler leur avait promis et allait s'y atteler à un train d'enfer grâce à l'aide de la finance internationale, peu importe à quel prix politique pour les masses puisque leur niveau de conscience politique n'avait pas évolué et la social-démocratie et les staliniens avaient démissionné, le dictateur avait le champ libre, heureusement qu'en France le FN n'a pas un dirigeant de la trempe du führer.

- Mélenchon plutôt un handicap pour la gauche, selon un sondage - AFP

Une forte majorité de Français (72%) considère que Jean-Luc Mélenchon est "*plutôt un handicap pour l'ensemble de la gauche*" et à 61% qu'il a "*tort d'employer des formules trop rudes*", selon un sondage BVA pour l'émission CQFD d'i>TELE.

A l'inverse, 36% des personnes interrogées jugent que Jean-Luc Mélenchon "*a raison d'employer des formules marquantes, car c'est le seul moyen d'être écouté sur le fond de son propos*".

A la question "*pensez-vous que Jean-Luc Mélenchon est plutôt un atout ou plutôt un handicap?*", 72% des sondés répondent qu'il est "*plutôt un handicap pour l'ensemble de la gauche*", 25% qu'il est "*plutôt un atout*", et 3% ne se prononcent pas.

Il est considéré "*plutôt un atout pour l'extrême gauche*" par 54% des personnes interrogées, "*plutôt comme un handicap pour l'extrême gauche*" par 41% des sondés. 5% ne se prononcent pas. AFP 30.11

On a dit plus haut que ce sondage pouvait être bidouillé, en réalité des gens se situant à droite et à gauche ont été consultés, or pour ceux de droite le discours de Mélenchon sera forcément outrancier, ils constituent peut-être 50% des 72%. Donc la manipulation ne serait pas dans la question mais dans la nature des personnes interrogées, ce n'est pas propre à ce sondage, mais c'est encore plus flagrant ici au regard de la question qui était posée, pour quelqu'un qui se dit de droite ou vote à droite, il sera porté à rejeter le discours de Mélenchon sans même l'écouter attentivement.

A côté de notre discours, celui de Mélenchon c'est de la guimauve pour petit-bourgeois ou mentalité petite-bourgeoise, il ne peut effrayer que ceux qui bénéficient de conditions de vie relativement confortables et qui préfèrent se tourner vers le capitalisme pour les conserver.

[Dans quelle perspective politique à part le maintien du régime en place ? Aucune.](#)

- Injustice fiscale: pour Mélenchon, la France est "en 1788" - AFP

"La France est en 1788", déclare Jean-Luc Mélenchon en référence à l'année précédant la Révolution française. "Le système de l'impôt est rejeté par tout le monde car tous savent qu'il protège les privilégiés fortunés. Pourtant, il n'y a pas d'alternative : sans impôt, il n'y a plus d'Etat".

(Quel Etat ? Au service de quelle classe ? Incarnant la domination de quelle classe ? Il suffit de se poser ces questions élémentaires et d'avoir à l'esprit que le renégat n'entend pas combattre l'Etat en place pour l'abattre, pour comprendre qu'il roule pour lui, on peut facilement recourir (en apparence) à un discours radical sans pour autant défendre une orientation politique axée contre l'Etat des capitalistes, c'est la démonstration à laquelle se livre en permanence Mélenchon. -ndlr)

"Il faut donc établir un impôt universel et juste. Et abolir les privilèges. Tous les efforts reposent sur la classe moyenne. Les très riches et les très grandes entreprises ne contribuent pas à la hauteur de leurs moyens. Au contraire, ils se servent à pleines mains", juge le député européen. AFP 30.11

(Il y recourt une nouvelle fois, car "abolir les privilèges" ne peut signifier que rompre avec le mode de production capitaliste, or Mélenchon n'en a pas du tout l'intention. Question : Peut-il exister un impôt "juste" quand la force de travail des prolétaires est volée par les capitalistes ? Non évidemment, tout impôt payé par les travailleurs sera toujours injuste puisqu'il servira en premier lieu à assurer la survie du régime économique qui les exploite.

De la même manière qu'il ne peut pas exister une répartition des richesses "équitable" ou "juste", satisfaisante ou conforme aux besoins des travailleurs, pour que cela soit possible, il faudrait que les producteurs des richesses détiennent le pouvoir économique et politique, qu'ils organisent la production en fonction de leurs besoins et non du profit des capitalistes.

Le philistin soigne la classe moyenne, ce qu'il dit est insupportable, car même l'ouvrier, le jeune, le retraité, le chômeur le plus miséreux parmi les pauvres paie des impôts, la TVA sur tout ce qu'il achète juste pour survivre. Mais eux n'iront pas voté en 2014, ils sont les seuls à n'avoir rien à perdre et n'attendent plus rien des discours démagogiques de pîtres du genre de Mélenchon. Et puis, ils pourraient penser qu'en évoquant 1789, Mélenchon se serait trompé de révolution... - ndlr)

En complément. Chapeau ! Bien bas !

- Le gouvernement annonce une baisse de la TVA sur les préservatifs - LeMonde.fr

Grossesse nerveuse au Point.

- Les deux mamelles du confort intellectuel - LePoint.fr

L'antiracisme et la dénonciation des méfaits supposés du libéralisme sont les piliers du prêt-à-penser.

Pour masquer le vide de leur pensée, ils surévaluent les menaces. Antifascisme et antilibéralisme sont les deux mamelles du confort intellectuel. Cynisme sans limites de ces apprentis sorciers ! LePoint.fr 30.11

L'antiracisme se réduit aux différences de couleurs de peau ou de "race" (dans antiracisme, il y a le mot race) et ne se situe pas sur le terrain de la lutte des classes, contrairement à la lutte des Noirs américains pour obtenir les mêmes droits civiques que le reste de la population qui avait un contenu politique, de la même manière que le féminisme fait référence aux droits des femmes sans aucune distinction de classes, dès lors il a un contenu politique corporatiste à mettre au même rang que le l'union nationale qui par nature a pour fonction de faire disparaître les différentes classes, toutes seraient placées dans les mêmes conditions et auraient les mêmes intérêts.

C'est d'ailleurs pour les raisons qui viennent d'être évoquées que ces thèmes ainsi traités sont toujours récupérés par la droite ou qu'elle en tire profit sur le plan politique, soit qu'elle puisse se prévaloir dans le futur d'être progressiste et d'être en mesure de le prouver (Simone Veil avec le droit à l'avortement), soit que cela lui permette d'appliquer sa politique alors qu'elle était fortement contestée dans le pays.

La dénonciation du libéralisme procède du même processus qui consiste à éviter de s'attaquer aux fondements du capitalisme, pour ne dénoncer que certains aspects de ses excès les plus criants, autrement dit, elle participe d'un mouvement tendant à corriger le capitalisme pour lui donner un visage plus acceptable, plus humain, au lieu de combattre pour son abolition, autrefois on combattit pour abolir l'esclavage, aujourd'hui on devrait combattre pour le rendre supportable. Et puis n'oublions pas que toute concession ou amélioration du mode de vie que le capitalisme accorderait d'accorder aux masses ou à certaines couches privilégiées dans les pays dominants se ferait automatiquement au détriment des exploités des pays dominés, car si tout a un coût, il faut bien que quelqu'un paie la note.

Le Point qui a adopté le "*confort intellectuelle*" du néolibéralisme s'en prend à l'antiracisme et à l'antilibéralisme, uniquement parce que le racisme et le libéralisme sont attribués à la droite, aux capitalistes et ses représentants. Ce qui est insupportable à leurs yeux et dans l'ordre des choses selon eux, puisque d'une part ce sont de farouches partisans du capitalisme, et d'autre part parce que toute expression de la démocratie ou contestation du capitalisme doit être bannie de nos jours, car il n'existe pas d'alternative à la politique néolibérale pour tenter de sauver le système capitaliste.

Le Point et ses chroniqueurs attirés ultra réactionnaires (BHL notamment) peuvent dénoncer le cynisme chez ceux qui instrumentalisent le racisme et le libéralisme parce qu'ils se situent au-delà, il n'existe pas de mot pour le traduire.

Il faut être extrêmement précis ou rigoureux pour décrypter le contenu et la portée de leurs discours si l'on veut combattre l'idéologie dominante. Ils usent de procédés tellement tordus qu'il leur est facile d'amener les lecteurs à adhérer à leur interprétation de la situation, d'où la nécessité quotidiennement d'en démontrer les rouages et de mettre en lumière leurs véritables intentions. Si nous avions un parti, nous y consacrerions une page entière par semaine dans notre journal. Ne pas mener le combat sur le terrain idéologique est de notre point de vue impensable, ce devrait être une de nos priorités politiques.

Il ne vous aura pas échappé que Le Point et BHL le scélérat étaient montés au créneau les derniers jours pour se joindre à la cohorte des opportunistes qui avaient pris place au côté de Taubira, alors même que Le Point dénonce l'antiracisme. Pourquoi ? Pour masquer qu'ils sont racistes d'une part, sionistes notamment, d'autre part parce qu'il ne fallait pas laisser tout l'espace médiatique à leurs concurrents faussement de gauche, ne pas se retrouver marginalisés, de plus, un soutien supplémentaire au gouvernement n'était pas de trop au moment où il est en difficulté, à défaut de mieux, l'UMP étant toujours en convalescence, tandis que le Medef ménageait Moscovici, il est normal que les représentants de la réaction volent au secours des membres du gouvernement quand ils s'acquittent si bien du mandat qu'elle leur avait confié, il n'y avait donc là nulle contradiction dans leur démarche.

En complément.

En famille. Un ministre aussi servile à votre service, cela se ménage.

- Bercy assiégé par les manifs : pourquoi le patronat commence à se dire qu'il faut sauver le soldat Moscovici - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- France

- Emmanuelle Cosse prend la tête d'EELV sur fond de divisions - AFP

Emmanuelle Cosse, 39 ans, a été élue samedi secrétaire nationale d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) lors de leur congrès à Caen, où les écologistes ne sont pas parvenus à s'entendre sur une motion commune, laissant planer le spectre de la division dans un parti coutumier des déchirements.

Face à la motion d'Emmanuelle Cosse, proche de la ministre Cécile Duflot, qui a obtenu 55,35% des exprimés, "*La motion participative*" (LMP) d'Yves Cochet et Alain Lipietz a obtenu 36,53% des voix et la motion "*Love*" d'Eva Joly et Julien Bayou 8,12%.

"*Nul dans cette salle ne peut être satisfait ce soir que nous ne soyons pas parvenus à un large rassemblement*", a déclaré d'emblée la nouvelle secrétaire nationale lors de son premier discours.

"*Si nous ne savons pas nous rassembler, comment voulez-vous que la société nous entende?*", avait déploré son prédécesseur Pascal Durand, lors de l'ouverture du congrès.

"*C'est plus difficile avec 50% des voix qu'avec 80%, c'est une évidence*", reconnaissait avant les résultats du vote Denis Baupin, député de Paris et compagnon d'Emmanuelle Cosse. "*J'aurais préféré qu'on donne de nous une image plus consensuelle*", admettait-il.

"*Je dis aux socialistes que nous savons être des partenaires loyaux et acteurs de la majorité mais nous serons toujours exigeants avec ses réalisations et ses réalités*", a prévenu Emmanuelle Cosse estimant que "*la première partie du quinquennat*

de François Hollande a *déçu beaucoup de Français et nous avec*". AFP 30.11

La servilité se conçoit à des degrés différents selon ce qu'on est en droit d'en attendre à titre personnel, ils ne représentent qu'eux-mêmes et roulent pour eux, et le régime.

2- Grèce

Plus de mille personnes ont manifesté samedi en fin d'après-midi à Athènes à l'appel d'organisations antifascistes contre le parti néonazi Aube dorée, qui a appelé à un rassemblement plus tard dans la soirée dans le centre-ville.

"*Chassez les fascistes*", "*Les néonazis en prison*", "*Pavlos Fyssas (militant antifasciste assassiné par un membre d'Aube dorée en septembre) vit, brisez les néonazis*", proclamaient les banderoles des manifestants regroupés devant le bâtiment de l'Université dans le centre d'Athènes.

Cette manifestation s'est déroulée à 300 mètres de la place Syntagma, où Aube dorée a appelé à un rassemblement pour protester contre l'offensive judiciaire déclenchée contre ses dirigeants après l'assassinat de Pavlos Fyssas.

L'organe de "*coordination des mouvements antifascistes*" a dénoncé dans un communiqué "*la provocation d'Aube dorée qui organise un rassemblement sur la place historique de Syntagma*".

Nommée place Syntagma (place de la Constitution, ndr) en 1843, au cours d'une révolte ayant obligé le roi Othon à accorder une Constitution à la Grèce, cette place située devant le Parlement a été le théâtre de grandes manifestations contre la rigueur, souvent violentes, ces dernières années.

La police a interdit vendredi aux manifestants de défiler dans le centre-ville pour éviter les incidents.

Le centre d'Athènes était bouclé à la circulation automobile et d'importantes forces antiémeutes étaient présentes près de la place Syntagma où environ 3.000 sympathisants d'Aube dorée ont afflué en début de soirée, brandissant des drapeaux grecs et des torches, a constaté l'AFP.

"*Non aux prisons pour les nationalistes*", proclamait une banderole d'Aube dorée. l'AFP 30.11

3- Ukraine

De gré ou de force, vous adhérez à la dictature européenne.

- Ukraine: l'opposition appelle à renverser le pouvoir après les violences - AFP

L'opposition ukrainienne a appelé samedi à "*renverser*" le pouvoir en descendant dans la rue, après la violente dispersion de manifestants qui occupaient le centre de Kiev pour protester contre la volte-face de l'Ukraine à l'égard de l'UE.

L'opposante emprisonnée et ex-Première ministre Ioulia Timochenko a appelé les Ukrainiens à "*se lever contre la dictature*" et à se mobiliser dimanche dans le centre de la capitale.

L'opposition a prévu une nouvelle manifestation à midi (10H00 GMT) près d'un monument érigé à la mémoire du poète et héros national Taras Chevtchenko.

"*Ne quittez pas la rue, tant que le régime ne sera pas renversé*", a ajouté Mme Timochenko, qui purge une peine de sept ans de prison et dont l'Union européenne a réclamé la libération.

Environ 10.000 personnes, selon l'estimation d'un correspondant de l'AFP, étaient de nouveau rassemblées samedi soir place Mikhaïlovskoe, pas très loin de la Place de l'Indépendance d'où l'opposition avait été délogée le matin.

Samedi à l'aube, les forces antiémeutes avaient dispersé avec violence un millier de manifestants qui occupaient, avec des braseros pour se réchauffer et des drapeaux européens, la Place de l'Indépendance, dans le centre de la capitale.

Le président ukrainien Viktor Ianoukovitch a réagi en se disant "*profondément indigné par les événements qui ont eu lieu au cours de la nuit sur la Place de l'Indépendance*". "*Je condamne les actions qui ont mené à une confrontation à des souffrances dans le peuple*", a-t-il ajouté, affirmant que ceux qui ont eu recours à la force seraient punis.

Les Etats-Unis, tout comme l'Union européenne, avaient avant lui dénoncé l'usage de la violence contre les manifestants.

Dans un communiqué commun, le chef de la diplomatie européenne, Catherine Ashton, et le commissaire à l'Elargissement de l'UE, Stefan Füle, avaient en outre appelé l'Ukraine à "*respecter pleinement ses engagements concernant la liberté d'expression et de réunion*".

Les manifestants dénonçaient la volte-face de M. Ianoukovitch qui a refusé vendredi pendant un sommet à Vilnius de signer un accord d'association avec l'UE, en préparation depuis des mois, et qu'ils accusent de renvoyer leur pays dans les bras de la Russie.

"*Ianoukovitch a décidé qu'il était autorisé à commettre tous les crimes contre son propre peuple*", a déclaré dans un communiqué le chef du parti Oudar, Vitali Klitschko.

"*S'il n'est pas stoppé aujourd'hui, l'Ukraine deviendra un Etat policier sauvage et une source d'instabilité au centre de l'Europe*", a-t-il ajouté.

Au cours d'un briefing organisé après une rencontre des chefs des trois principales formations, Arseni Iatseniouk, un leader du parti Batkivschina (la Patrie) de Mme Timochenko, a annoncé que l'opposition réclamait "*la démission du gouvernement et du président, des élections présidentielle et législatives anticipées*".

Il a affirmé que les chefs de l'opposition devaient rencontrer samedi "*tous les ambassadeurs de l'Union européenne*" à Kiev.

"*Nous nous adressons à nos partenaires occidentaux : le temps des discussions est fini*", a-t-il ajouté, indiquant que l'opposition avait pris la décision de former "*un état-major de résistance nationale*" et même de "*préparer une grève générale*". AFP 30.11

Encore un coup tordu de l'UE et ses partisans en Ukraine contre l'horrible diable russe, ils en sont encore là !

4- Iran

De nouvelles sanctions européennes, Araqchi réagit

La décision de l'UE de sanctionner les compagnies iraniennes est au contraire de l'esprit de coopération qui s'est établi dans la foulée de l'accord de Genève.

C'est inopportuniste surtout alors que les Iraniens attendent voir les signes de bonne foi et de la bonne volonté de la partie occidentale, a estimé l'adjoint aux affaires juridiques et internationale du ministère iranien des affaires étrangères. L'Europe a sanctionné aujourd'hui 17 nouvelles sociétés iraniennes en vertu du régime des sanctions anti-iraniennes qui en dépit de l'accord de Genève continue à rester de vigueur. french.irib.ir 29.11

5- Liban

L'armée libanaise a découvert, vendredi dans l'Est, trois roquettes Grad, en état d'être tirées.

« *Les forces de l'armée ont découvert, vendredi à 16 heures locale, trois roquettes Grad de 107 millimètres, qui étaient sur le point d'être tirées* », a annoncé l'armée libanaise dans un communiqué. « *Les experts militaires ont fait exploser ces trois roquettes sur place et la police militaire a ouvert une enquête pour identifier les auteurs* », ajoute le communiqué. Aucune information sur les objectifs et les auteurs de cet événement n'a été publiée. french.irib.ir 30.11

6- Arabie saoudite

Le roi Abdallah connaîtra-t-il le sort du shah d'Iran ?

C'est un analyste israélien qui le confirme : "*Le roi Abdallah d'Arabie a terriblement peur de connaître le même sort que le shah d'Iran si les Etats Unis le laissent choir*". Selon Boaz Bismuth, "*cette crainte est partagée par des proches du roi saoudien qui ne cessent de se rappeler le tragique destin du shah d'Iran, dès lors que les Etats Unis lui ont tourné le dos. Les saoudiens se souviennent parfaitement de Jimmy Carter et de sa politique des années 70 et du fait qu'il a carrément laissé tomber le shah à un moment où ce dernier avait plus besoin de lui. Ce scénario risque de se reproduire en Arabie saoudite et rien ne dit que les Américains ne l'appliquent pas au souverain wahhabite*". Interrogé sur le récent accord signé entre l'Iran et les 5+1, l'analyste israélien affirme : "*pour Riyad, il n'existe aucune différence entre ce que les Etats Unis ont fait en Syrie en se refusant à s'engager militairement contre Assad et ce que les Etats Unis viennent de faire au sujet de l'Iran à savoir conclure une entente. Les deux démarches sont répréhensibles et visent à renforcer l'axe anti-saoudien dans la région*". "*L'Arabie saoudite ne va pas quatre chemins, il a peur d'être la prochaine cible sur la liste des régimes à abattre*". french.irib.ir 30.11

[Haut de page ↗](#)

Le 2 décembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 23h30 en Inde.

Deux nouveaux fichiers dans la Tribune libre, plus les statistiques du site de septembre et novembre, celles d'octobre ne sont pas disponibles en raison d'un problème informatique chez OVH.

Le nombre de visites et de téléchargements est stable. Il y a environ 9.000 articles ou documents divers disponibles dans le site, pour 1,5 GB en volume.

J'ai corrigé avec beaucoup de retard des fautes de frappe que j'ai reproduites parce que je procède souvent par copier/coller, et puis je manque d'attention parfois.

Lundi 22h25 à Pondy

Mon pauvre chien est en train de mourir, il a dû choper un virus, il ne s'alimente plus depuis trois jours, il n'a même plus la force de lever la tête pour boire, il ne bouge plus du tout, je le lave, je le soigne, c'est bien triste.

On reviendra demain sur la situation en Ukraine et en Thaïlande, je n'ai pas le temps aujourd'hui.

Depuis l'imposture du 11 septembre 2001, plus rien ne les arrête.

Hollande prétend il y a quelques jours que le chômage aurait diminué, alors que les chiffres démontraient exactement le contraire.

Et voilà le ministère de l'ordre établi qui ramène à 7.000 le nombre de participants à une manifestation dont le cortège s'étendait sur près d'un kilomètre, constat réalisé par un journaliste de l'AFP qui n'est pas réputé pour être une officine spécialement favorable à la classe ouvrière ou aux partis qui avaient appelé à cette manifestation, bref, encore un mensonge grotesque.

Ils méprisent ouvertement ceux qui ont voté pour eux, mais on aura du mal à leur donner tort, car parmi eux figure un grand nombre qui leur trouveront encore des circonstances atténuantes, à croire que quelque part ils leur ressemblent. Oui, il est parfois nécessaire de remettre les uns et les autres à leurs places, car parfois il y en a qui nous accusent de mépriser travailleurs et militants, alors qu'en réalité on ne fait que se livrer à un constat, et peu importe qu'il y en ait qui s'accommodent de cette pratique détestable, peu importe pourquoi, parce que cela les arrange généralement, selon nous rien ne permet et ne doit le justifier, c'est une question de principe, d'honnêteté, de respect, des valeurs qui sont piétinées de nos jours.

Nous ne donnons pas de leçons de morale, nous défendons certains principes et certaines valeurs qui nous sont chers, et que nous considérons comme des acquis de la civilisation humaine sans avoir à faire référence à une religion ou une philosophie quelconque.

Nous partons du principe qu'on ne peut pas mener un combat pour changer la société sur une base fausse, en trompant ceux auxquels nous nous adressons ; on ne peut pas dire que la vérité est révolutionnaire et mentir ou cautionner le mensonge quand cela nous arrange, il faut choisir, il faut savoir ce que l'on veut dans la vie.

Ceux qui s'adressent encore à Hollande ou le soutiennent alors qu'ils savent qu'il ment effrontément, c'est parce qu'ils y trouvent ou espèrent y trouver leurs intérêts, ils ne nous intéressent pas ou ne constituent pas les couches auxquelles nous nous adressons en priorité, celles qui n'ont rien à perdre savent également qu'il ment et elles n'en attendent rien, cela les renforcent dans leur conviction, c'est vers ces couches qu'il faut se tourner.

ACTUALITE EN TITRES

[Place aux potentats locaux.](#)

- Travail du dimanche: place au "*dialogue territorial*" et social, dit Sapin - AFP

Le ministre du Travail Michel Sapin, invité de BFMTV, a estimé dimanche que pour "*remettre de l'ordre*" dans le dossier du travail dominical, il fallait une "*souplesse ordonnée*" et laisser de la place au "*dialogue territorial*" et au "*dialogue social*". AFP 01.12

- Travail dominical : avant la remise du rapport Bailly, cacophonie au PS - Francetv info

Martine Aubry veut préserver le repos dominical, Ségolène Royal veut décentraliser les autorisations et Anne Hidalgo se dit prête à réexaminer les zones où il est autorisé... Francetv info 01.12

[Le capitalisme pour l'éternité...](#)

- Fonction publique: Bertrand (UMP) veut remettre en cause "*l'emploi à vie*" - AFP

Le député et ancien ministre UMP Xavier Bertrand s'est prononcé dimanche pour un système où "*celui qui rentrera dans la fonction publique n'aura pas forcément l'emploi à vie*". AFP 01.12

[La réaction européenne à l'oeuvre.](#)

- Ukraine: 100 000 manifestants exigent la démission du président Ianoukovitch - L'Express.fr -

- Ukraine: «*Révolution !*», «*Kiev, lève-toi !*» - Liberation.fr

- Des Femmes urinent sur la photo du président ukrainien à Paris - AFP

[Comment consolider un régime bonapartiste et finir de liquider les droits politiques du peuple, le modèle français fait des émules.](#)

- Vers une inversion du calendrier électoral en Egypte - Reuters

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Bloqués au pied de la première marche.](#)

- Marche pour la révolution fiscale: 7000 ou 100 000 manifestants? - L'Express.fr

Le Front de gauche a revendiqué la participation de 100.000 personnes à cette manifestation organisée entre la place d'Italie et le ministère de l'Economie et des Finances.

Ils étaient beaucoup moins selon des observateurs et la Préfecture de police les a estimés à 7.000.

Le cortège, parti peu après 14H00 de la place d'Italie. La tête du défilé était arrivée à Bercy à 15H15 tandis que la queue de la manifestation se trouvait encore gare d'Austerlitz, à près d'un kilomètre de là, ont constaté des journalistes de l'AFP.

(Valls et Le Figaro même camp et même combat, il a titré : *La capacité de mobilisation de Jean-Luc Mélenchon en berne* le 1er décembre à 19h42 :

"... *l'estimation de la préfecture de police, qui n'a compté pour sa part que 7.000 manifestants, montre que le pari est loin d'être gagné. Et que la capacité de mobilisation du Front de gauche est en berne.*"

Quelques heures plus tard Le Figaro sortait un autre article sur le Net, le 2 décembre à 7h24 intitulé : *La «révolution fiscale» manquée de Mélenchon* corrigeant le mensonge outrancier que contenait le précédent qui s'en tenait au chiffre du ministère de l'ordre établi en écrivant :

"Certes, au départ place d'Italie, la circulation routière n'a pas été interrompue et à l'arrivée, à quelques mètres des fenêtres du ministère de l'Économie à Bercy, il a fallu que l'animatrice lance un appel aux manifestants pour qu'ils convergent sur la place plutôt que de rester éparpillés dans les rues adjacentes. Mais les manifestants, au plus fort de l'après-midi, étaient bien quelques dizaines de milliers." Le mensonge était cette fois trop gros, mais Le Figaro s'est bien passé de faire référence à ce journaliste de l'AFP. Nous de notre côté, nous avons donné aux lecteurs un compte-rendu aussi fidèle que possible en fonction des informations en notre possession, même si nous ne partageons pas les positions du Front de Gauche. - ndlr)

Le parti de Jean-Luc Mélenchon a dénoncé les chiffres "farfelus" de la préfecture, affirmant qu'ils avaient été "dictés" par le ministre de l'Intérieur Manuel Valls.

En tête de cortège, derrière une banderole proclamant "*Contre l'injustice fiscale, taxer le capital, non à l'augmentation de la TVA*", se tenaient les co-présidents du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon et Martine Billard, le secrétaire national du PCF Pierre Laurent, Clémentine Autain, responsable d'une autre composante du Front de gauche, de même que l'ancienne candidate à la présidentielle de Lutte ouvrière (LO), Nathalie Arthaud. Son parti ainsi que le Nouveau parti capitaliste (NPA) d'Olivier Besancenot et plusieurs sections de la CGT ont pris part au défilé.

Dans un discours prononcé à la fin du cortège, Jean-Luc Mélenchon a dénoncé la hausse à venir de la TVA, qui concerne tant le taux ordinaire (de 19,6% à 20%) que le taux intermédiaire (de 7% à 10%), coûtera en moyenne 428 euros par an pour une famille de quatre personnes, et ce "pour donner 20 milliards de cadeaux sans contrôle" au patronat.

(Des cadeaux au patronat, d'accord mais à condition que ce soit sous le contrôle des travailleurs et leurs organisations, cela porte un nom : le corporatisme. - ndlr)

"Nous sommes des gens de gauche, nous sommes des partageux, et ça nous fait mal au coeur de voir, nous qui nous sommes toujours battus pour l'égalité, qu'on soit en quelque sorte marginalisés, et que des gens qui défendent des intérêts particuliers occupent tout le terrain", a dit M. Mélenchon à TF1, peu avant le départ de la manifestation. Il faisait allusion aux Bonnets rouges qui ont défilé samedi à Carhaix (Finistère).

(Nous sommes l'opposition de gauche et nous ne partageons rien avec les nantis ! Mélenchon se défend donc de défendre des "intérêts particuliers", il défend donc des intérêts collectifs. Nous lui répondrons par un extrait de l'éditorial de D. Gluckstein (POI - IO n°279) :

"« L'expression légitime des intérêts particuliers », c'est l'essence de la démocratie, la reconnaissance qu'il existe des intérêts contradictoires — en particulier ceux qui opposent les exploités aux exploités — qui s'expriment notamment dans l'existence de partis et de syndicats. « L'expression légitime des intérêts particuliers », c'est la reconnaissance de la lutte de classe, et donc du droit imprescriptible de la classe ouvrière à s'organiser pour les faire prévaloir." - ndlr)

M. Mélenchon a appelé les partenaires du Front de gauche et "toutes les forces syndicales, politiques et associatives" à se rencontrer "dans la quinzaine" afin d'"examiner les campagnes de mobilisation pour l'annulation de la hausse de la TVA", en vue d'une "action de masse" en janvier 2014. (Il va leur falloir tenir ainsi jusqu'aux élections municipales, c'est encore long ! - ndlr)

"L'ennemi, ce n'est pas l'immigré, ce n'est pas le fonctionnaire, ce n'est pas le travailleur révolté", a-t-il poursuivi dans son discours de clôture de la manifestation. "Nous ne nous trompons pas de colère! L'ennemi, il y en a un: c'est la finance française et mondialisée qui profite, salit et saigne sans limite!"

(On croirait Hollande au Bourget, je plaisante, à peine ! On connaît par coeur tous les numéros de l'illusionniste. - ndlr)

En rangs serrés, derrière des slogans comme: "on est fiers de l'impôt quand il est juste" ou encore "Hollande caresse la finance, le peuple répond: "résistance!"" , les manifestants, venus de toute la France, ont réclamé une "politique fiscale ambitieuse", avec un "vrai redécoupage fiscal" et la suppression de la hausse de la TVA, prévue pour le 1er janvier 2014.

(Pour un exploité, l'impôt sera toujours injuste en régime capitaliste, en être fier est une honte, on reconnaît là les mots d'ordre des lieutenants du capital ! - ndlr)

Jean-Luc Mélenchon a conclu son intervention en appelant l'opposition de gauche à se concerter en vue d'une nouvelle action contre la hausse de la TVA, en janvier, avec en toile de fond la préparation des municipales qui doivent être l'occasion d'administrer aux puissants "la raclée qu'ils méritent".

Le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a réclamé pour sa part la tenue d'états généraux pour la justice fiscale dans une interview au Journal du dimanche.

Les communistes porteront cette revendication lundi à Matignon, où leurs chefs de groupes parlementaires seront reçus dans le

cadre des consultations du Premier ministre sur la remise à plat de la fiscalité, même si Pierre Laurent dénonce une "*méthode qui sent l'embrouille*".

"Jean-Marc Ayrault fait un tour de consultations alors que ses services sont déjà en train d'écrire une réforme qui n'a rien à voir avec la demande sociale exprimée", indique-t-il. Reuters et AFP

Au lieu de refuser toute relation avec le gouvernement à partir du constat qu'il est "*en train d'écrire une réforme qui n'a rien à voir avec la demande sociale exprimée*", se rendre à Matignon ne sert qu'à la cautionner et légitimer ce gouvernement, CQFD.

La "*Renaissance*" de l'Ancien Régime.

Face au rejet qu'inspire le PS et sa politique social-libéral-impérialiste y compris dans son fond de commerce traditionnel, passées les critiques et quelques défections isolées d'élus, c'est la débandade au sommet de l'appareil.

Certains préfèrent quitter le navire avant qu'il ne coule pour ne pas connaître le même sort et créent leur propre parti, comme Pierre Larrourou qui vient d'annoncer le lancement de Nouvelle Donne (causerie du 28 novembre), et voilà que c'est au tour de Martine Aubry de lancer son association, "*Renaissance*", tout en restant au PS contrairement à Larrourou, une "*coopérative d'idées et d'actions*", qui, tout comme Nouvelle Donne et bien d'autres organismes (fondations, instituts, think tank, etc) extérieurs au PS fondés depuis de nombreuses années, aura pour fonction de recycler le vieux réformisme de façon à le rendre compatible avec le néolibéralisme, puisqu'aucun d'entre eux n'entend rompre avec le capitalisme.

C'est ce qu'ils ont en commun et les caractérise comme des ennemis de la classe ouvrière, car dès lors qu'on refuse de rompre avec le capitalisme et ses institutions, quelles que soient les idées, la doctrine, la théorie ou l'idéologie dont on se réclame, on est obligé de s'y adapter, de soutenir le régime en place quelle que soit son orientation politique, aujourd'hui néolibérale.

Dénoncer et démasquer cette imposture est un jeu d'enfant dès lors qu'on se livre à une critique de leur argumentation et leurs positions en se situant strictement sur le terrain du marxisme, du socialiste. Leur discours sera forcément incohérent et bourré de contradictions, au point qu'on pourra démontrer et réduire en poussières sans effort leurs démonstrations et mettre en lumière leur véritable nature et leurs réelles intentions. Ils vont tous continuer de rouler pour le PS, ils n'ont pas le choix.

On pourrait ajouter que dans le contexte actuel de crise aigue ou permanente du capitalisme mondial, le PS est appelé à appliquer à la lettre la politique néolibérale dictée par les oligarques, dès lors cette politique est tellement antisociale et réactionnaire qu'il devient difficile, voire impossible de laisser s'exprimer ou coexister dans le même parti des courants qui bien que tous inféodés au capitalisme seraient sur une autre longueur d'onde, qui représenteraient différentes versions conservatrices du capitalisme ou des époques révolues du capitalisme, l'heure n'étant plus à la concurrence ou aux monopoles, mais aux oligopoles, à la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de l'oligarchie financière.

Comme il en va de la survie du capitalisme ou de sa transformation en un système économique basé sur une dictature absolue (économique et politique), cette politique, le néolibéralisme, ne peut souffrir ou tolérer de critiques, elle est une et indivisible, elle constitue un bloc et doit être adoptée telle qu'elle, elle n'est pas amendable ou négociable. Je crois qu'on n'a pas encore vraiment pris conscience de tout ce qu'elle impliquait en amont et en aval.

En aparté. Nombreux sont ceux qui pensent qu'on extrapole ou qu'on fabule quand on parle d'une dictature implacable, particulièrement cruelle, barbare, totale, absolue, ils nous prennent pour des hystériques ou des schizophrènes, alors que malheureusement nous sommes bien portants et nous ne faisons que nous en tenir aux faits. Et encore, nous ne savons pas tout, et les semaines ou les mois passant on s'aperçoit que la réalité est bien pire que ce que nous avons décrit. Non, nous n'exagérons rien malheureusement, et si nous demandons aux lecteurs de réfléchir à la signification et à la portée des analyses qu'on lui soumet, ce n'est pas pour qu'ils y adhèrent forcément, mais parce que le sujet ou les sujets que nous traitons sont d'une extrême importance pour la suite de notre combat et pour l'avenir de l'humanité, j'ai bien écrit que c'était ces sujets qui présentaient une importance exceptionnelle et non la manière dont je les traite ou mes propres analyses.

Revenons à notre sujet.

Il est impossible de dissocier le pouvoir économique absolu vers lequel tend la finance de sa quête du pouvoir politique qui doit être également absolu ou sans partage, car personne ne doit pouvoir contester son pouvoir sous peine de retomber dans le cycle infernal de la lutte des classes qui à terme lui serait fatal.

On ne peut pas comprendre la situation et la politique du gouvernement, de la Commission européenne, du FMI, de la Banque mondiale, de Washington, Pékin, Moscou, de la Fed, du PS et des différents partis en général, mais aussi d'autres institutions officieuses, Bilderberg, CFR, Trilatérale, etc., ajoutons les think tanks et les médias, les derniers développements du capitalisme, si on ne comprend pas ou qu'on refuse de prendre en compte ou d'admettre les tenants et les aboutissants du néolibéralisme qui intègrent tous les facteurs et tous les rapports qui ont accompagné le développement du capitalisme et de

la lutte des classes jusqu'à nos jours, du point de vue des capitalistes il en est l'aboutissement, la quintessence, il incarne la victoire définitive du capital sur le travail, la défaite historique du communisme une fois que les bases sociales et politiques en seraient sapées.

Pour les forces de la réaction, la victoire du néolibéralisme qui se matérialiserait pas la constitution d'un gouvernement mondial est à la lutte des classes, ce que le passage du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou de la nécessité à celui de la liberté préfigurerait pour les masses opprimées du monde entier et la civilisation humaine. Les deux camps en présence poursuivent des objectifs diamétralement opposés, qui, pour que l'un puisse l'atteindre nécessite l'anéantissement politique de son ennemi.

Il ne peut exister de demi-mesure à ce stade-là, c'est ce qu'on a beaucoup de mal à concevoir. C'est d'ailleurs étrange comme démarche intellectuelle. On peut concevoir un monde où l'exploitation et l'oppression continuerait d'exister, mais pas l'inverse, on se l'interdit, c'est comme si on prétendait qu'étant né un jour il devrait toujours en être ainsi, on serait immortel, tandis que le capitalisme serait éternel, puissent nos chaînes ne pas résister aux chocs de la lutte des classes des mois et des années à venir !

- Martine Aubry lance son association, "*Renaissance*" - AFP

Très discrète depuis son départ de la direction du Parti socialiste, en septembre 2012, l'ancienne candidate à la primaire socialiste de 2011 (43,6% au second tour) a réuni à Paris ses proches - le ministre de l'Ecologie Philippe Martin, les parlementaires Jean-Marc Germain, Christian Paul, Laurence Rossignol, la maire de Reims, Adeline Hazan, ainsi que des intellectuels et personnalités.

Se sont ainsi retrouvés aux côtés de la maire de Lille l'économiste Daniel Cohen, le sociologue Michel Wieviorka, le généticien Axel Kahn (qui s'était présenté sous l'étiquette PS à Paris aux législatives de 2012) ou encore la philosophe Fabienne Brugère.

Tous ont planché toute la journée, à l'Institut de physique du Globe, en "*ateliers*", dans un amphi de quelque 160 personnes selon M. Paul, avec pour mission d'apporter une idée "*décapante*", "*dérangeante*" ou une "*expérimentation*".

"*Renaissance*", une association loi 1901, compte une présidente, Mme Aubry, un secrétaire général, Jean-Marc Germain, qui fut son bras droit lorsqu'elle était la Première secrétaire du PS, trois vice-présidents, Christian Paul, Daniel Cohen et Fabienne Brugère, et des premiers adhérents, socialistes ou non.

A quoi ressemble cet objet politique ? "*Ni un club, ni un think tank mais une coopérative d'idées et d'actions où chacun vient produire et contribuer*", a affirmé à l'AFP M. Paul, qui avait lui-même mis en place au PS un "*laboratoire des idées*" en vue notamment de l'élaboration du programme socialiste pour la présidentielle de 2012.

(Quel programme ! Tout est dit ici. - ndlr)

"*Nous avons la responsabilité de faire émerger un monde nouveau*", a lancé Mme Aubry devant ses partisans, selon des propos rapportés. "*En France, y compris les responsables politiques dénigrent notre pays. Or ce pays n'est ni fini, ni décadent*", a-t-elle souligné.

(Seulement en décomposition et la risée du monde grâce à Hollande et Fabius. Au fait c'est quoi un "*nouveau monde* sans en changer les bases, le nouvel ordre mondial, la renaissance de l'Ancien Régime, une monarchie absolue sous les traits de l'oligarchie financière toute puissance ? - ndlr)

Plaidant pour "*redonner du sens à la société*", pour "*réaffirmer le collectif*" elle a "*insisté sur le "care"*" (altruisme, ndlr), a souligné Mme Rossignol à l'AFP, faisant référence à une expression déjà défendue par Mme Aubry.

(Qui cela "*altruistes*", les banquiers, les actionnaires du CAC40, les marchands de canons, les esclavagistes ? - ndlr)

Après une tribune publiée en août et prônant cinq "*renaissances*", notamment industrielle, européenne et culturelle, il s'agit d'un retour sur la scène nationale de Mme Aubry.

"*Elle veut mettre ses expériences, ses idées, son réseau au service d'une initiative qui lui paraît urgente*", selon M. Paul.

Encore très populaire chez les militants, Mme Aubry peut compter au PS sur un réseau puissant et organisé qui se réunit régulièrement le mardi à Paris. Au sein même du groupe socialiste à l'Assemblée, les "*aubrystes*", plus nombreux que les "*hollandais*", constituent un noyau dur. AFP 01.12

Inutile de resserrer les mailles du filet, les poissons passent à côté, il faut plutôt l'étendre...

Haut de page ↗

Le 3 décembre 2013

CAUSERIE

Les causeries et les articles de presse de novembre sont disponibles au format Adobe Reader.

J'ai mis en ligne l'excellent article de Thierry Meyssan sur l'Iran, sans forcément partager son appréciation sur les différents dirigeants iraniens, ce qui ne présente aucun intérêt ici.

Je n'ai pas eu le temps de traiter l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, mais au regard du compte-rendu qu'en avaient donné les agences de presse et les médias, et surtout des déclarations des différentes délégations, je m'étais dit qu'il y avait quelque chose qui clochait, apparemment l'Iran avait accepté des concessions exorbitantes et de l'autre elle n'avait absolument rien obtenu, j'en avais conclu qu'elle avait capitulé, mais n'étant pas le mieux placé pour en parler et n'ayant suivi ce sujet que de très loin, j'attendais d'en savoir plus et que d'autres plus autorisés que moi s'expriment pour me faire une idée définitive, c'est fait, les autorités iraniennes ont bien bradé les intérêts du peuple iraniens et ils se sont ralliés à Washington.

On savait depuis longtemps que l'Iran jouait un double jeu et qu'en réalité elle était un "*ennemi*" docile des Américains, la bourgeoisie iranienne, tout comme nous dirions d'ailleurs la bourgeoisie ou les oligarques russes ou chinois, nous l'avons écrit encore récemment.

Ce ne sont que des problèmes intérieurs à certains pays qui empêchent de nos jours leurs dirigeants de se ranger au côté de l'internationale néolibérale, sinon ce n'est pas l'envie qui leur manque. Problèmes intérieurs qui sont liés à leur histoire, à leur niveau de développement, à la répartition des pouvoirs au sein de la classe dominante, la concurrence que peuvent se livrer certaines de ses couches, à leurs institutions ou forme de pouvoir qui peuvent être en contradiction avec une nouvelle répartition des pouvoirs entre elles par exemple.

Au delà de l'hégémonie de l'impérialisme américain qui focalise l'attention, on oublie très souvent celle de l'idéologie et de la stratégie néolibérale qui est mondiale et au service de laquelle sont placées les armées des puissances impérialistes, et devant laquelle aucun pays ne peut et n'a envie de résister aujourd'hui. J'ai affirmé à plusieurs reprises qu'ils parviendraient à leurs fins quoi qu'il arrive et qu'ils n'abandonneront jamais leur stratégie, les derniers développements sur l'Iran le confirment, mais aussi concernant la Syrie ou les Américains par la voix de l'ONU repassent à l'offensive contre Assad. Là aussi, soit ils auront sa peau, soit il capitulera totalement et rejoindra leur camp, il n'existe pas d'autres alternatives. C'est la même chose pour les traités transpacifiques et transatlantiques, ils seront signés et entreront en vigueur un jour ou l'autre car rien ni personne ne peut les arrêter, seul le prolétariat mondial serait en mesure de les stopper mais il n'est pas en ordre de bataille, il est complètement désarmé politiquement, donc l'humanité court à sa perte, tout du moins dans l'état actuel des choses en étant parfaitement lucide.

Le capitalisme est passé de l'ère de la concurrence au XVIIIe et XIXe siècle à celui des monopoles à la fin du XIXe et au XXe siècle, et pour finir il a atteint le stade final de sa mutation en inaugurant à la fin du XIXe et au XXIe siècle la période des oligopoles, et à ce stade plus personne ne peut lui résister, sa domination est totale, globale, absolue. Qu'un pays ou un chef d'Etat leur résiste et il le détruit, il le liquide sans d'autres formalités, le temps des grandes guerres interimpérialistes est révolu, semble-t-il, elles leurs coûteraient trop chères, elles seraient trop dévastatrices, ce qui est étonnant c'est qu'on refuse encore ce constat qui paraît évident...

Tout retour en arrière est évidemment impossible, le capitalisme mondial ne peut désormais qu'imposer sa volonté à tous les pays de la planète ou se désagréger, se disloquer en cas de rupture ou de faille dans son dispositif avant qu'il parvienne à ses fins ou réalise son objectif, ce qui est loin d'être le cas, c'est ce qu'on se répète sans cesse pour se rassurer parce qu'on a bien conscience que le mouvement ouvrier est hors de combat pour le socialisme, tout en sachant que le temps nous est compté et que notre ennemi ne cesse d'avancer et de renforcer son pouvoir.

Vous pouvez prendre n'importe quel fait tiré de l'actualité économique et politique, il confirmera cette analyse, ce n'est pas toujours évident, mais c'est ainsi, par exemple, les Chinois se libèreraient progressivement de la tutelle du dollar, les Américains ont sacrifié leur propre peuple pour sauver le dollar et vont continuer de le faire souffrir, le dollar incarne à lui seul toutes les contradictions du capitalisme et sa décomposition avancée, donc si les Chinois en rajoutaient pour le coup il ne pourrait pas s'en remettre ou l'économie mondiale s'effondrerait, il leur faut donc prendre des mesures conservatrices de leur propre économie dont dépend l'économie américaine et l'économie mondiale, les autorités chinoises se foutant bien du sort de leur prolétariat, les décisions économiques qu'elles sont amenées à prendre n'ont qu'un seul objectif : assurer la survie du système capitaliste, et si nécessaire de telle ou telle économie ou monnaie dans le monde, et dans tous les pays les représentants de la classe

dominante agissent de la même manière.

Vous pouvez me soumettre n'importe quelle mesure dans n'importe quel pays du monde dans n'importe quel domaine, je vous en donnerai la traduction sur le plan politique et vous pourrez ainsi vérifier ce que j'avance ici. Un conseil, faites-le également avec vos dirigeants, ils sont restés bloquer plus d'un demi-siècle en arrière, ensuite comparez les réponses que vous avez obtenues, soyez audacieux, tentez l'expérience, je vous assure que cela vaut vraiment le coup, vous ne serez pas déçus.

En complément, une info qui confirme ce qui vient d'être dit.

- L'Iran appelle l'Arabie à coopérer en faveur de la stabilité régionale - AFP

Le ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif, en tournée dans des pays du Golfe, a estimé lundi que l'Iran et l'Arabie saoudite, chef de file des monarchies de la région, devraient "travailler ensemble" pour promouvoir la stabilité au Moyen-Orient.

"Nous pensons que l'Iran et l'Arabie saoudite devront travailler ensemble pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région", a déclaré M. Zarif à l'AFP au terme d'une visite à Mascate, deuxième étape de sa tournée.

M. Zarif, qui a commencé sa tournée dimanche au Koweït, est arrivé lundi à Doha pour une visite au Qatar, selon une source diplomatique iranienne à Doha. Mais aucune visite en Arabie saoudite n'est prévue, pour le moment, au programme de sa tournée.

"Je suis prêt à me rendre en visite en Arabie saoudite", a-t-il déclaré à l'AFP, indiquant toutefois que la date de cette visite restait à "convenir mutuellement".

"Je visiterai bientôt" le royaume saoudien, a-t-il insisté, ajoutant que les relations irano-saoudiennes *"devraient être élargies car nous considérons l'Arabie saoudite comme un pays très important dans la région et dans le monde islamique"*.

Le ministre iranien tente de convaincre les monarchies du Golfe que l'accord conclu le 24 novembre à Genève avec les grandes puissances sur son programme nucléaire est dans l'intérêt de la stabilité régionale.

"Le règlement de (la) question (nucléaire) est dans l'intérêt de tous les pays de la région et ne se fait aux dépens d'aucun pays de cette région", a-t-il déclaré à Koweït.

"Soyez rassurés, cet accord sert la stabilité et la sécurité de la région", a-t-il insisté.

Les monarchies arabes du Golfe ont généralement bien accueilli l'accord de Genève. Mais ces monarchies, qui souhaiteraient des relations de bon voisinage avec l'Iran, craignent toutefois qu'il n'encourage Téhéran dans ses ambitions régionales. AFP 02.12

Au passage l'analyse de T. Meyssan est confirmée par le ministre iranien des Affaires étrangères.

De mon côté il y a quelques jours j'ai affirmé qu'à terme ils fonderont au Moyen et au Proche-Orient une institution réunissant tous les pays de la région sur le modèle de celles qui existent en Europe ou en Amérique latine, les néolibéraux forceront aussi tous les pays du Maghreb à former l'Union des pays de cette région et ainsi de suite en Afrique, ainsi tous les peuples de tous les pays sur tous les continents n'auront plus aucun pouvoir politique.

Tenez, une autre info toute fraîche qui montre qu'ils avancent bien dans cette direction.

- Cinq pays d'Afrique de l'Est se lancent vers une union monétaire - lemonde.fr 01.12

Le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et le Rwanda ont signé samedi 30 novembre à Kampala un protocole d'accord instaurant une union monétaire entre leurs pays, préalable à la création d'une monnaie unique.

Les cinq pays d'Afrique de l'Est, réunis au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), sont engagés depuis plusieurs années dans la construction d'un marché unique qui, sur le modèle de l'Union européenne (UE), rassemblerait quelque 135 millions de citoyens, mais peine encore à se concrétiser.

Outre le principe de l'union monétaire, entériné samedi à l'occasion d'un sommet des chefs d'Etat de l'EAC, ce marché unique porte sur une union douanière, censée voir le jour dès 2014, et vise à instituer une libre circulation de la main d'œuvre, des marchandises, des services et des capitaux entre les cinq pays.

Samedi, le protocole a été signé par les présidents kényan Uhuru Kenyatta, dont le pays vient de prendre la présidence tournante de l'EAC, et ses homologues rwandais Paul Kagame, burundais Pierre Nkurunziza, tanzanien Jakaya Kikwete et ougandais Yoweri Museveni.

L'avènement d'une monnaie unique, qui, sur le modèle de l'UE, s'accompagnera de critères macro-économiques à respecter, notamment en termes de contrôle de l'inflation, ainsi que de la mise en place d'une Banque centrale est-africaine, devrait cependant encore prendre plusieurs années : l'EAC table sur une décennie.

Le projet d'union monétaire des cinq pays, qui comptent 135 millions d'habitants, vise en outre à attirer les investissements étrangers. lemonde.fr 01.12

A terme 135 millions d'habitants supplémentaires se retrouveront placés sous la tutelle d'une Banque centrale contrôlée ou entre les mains de l'oligarchie financière, alors que ces habitants seront déposés de tout pouvoir, comme dans l'UE avec la BCE ou aux Etats-Unis avec la Fed, et ainsi de suite, et si un jour ils parviennent à boucler la boucle en étendant ce principe à la planète entière, ce jour-là on pourra dire adieu au socialisme, car entre temps ils auront renforcé leur pouvoir politique et surtout policier dans les mêmes proportions ainsi que le contrôle total e la population.

A nous de voir maintenant, si on a envie ou non de livrer ce dernier combat, de répondre à la guerre par la guerre ou en ménageant notre ennemi comme on le fait depuis 70 ans et qui finira par nous broyer, c'est bien parti pour en prendre le chemin, d'où aussi la guerre à toutes les formes d'opportunisme dans nos rangs.

Il faut bien comprendre ou prendre conscience qu'on n'a plus rien à perdre désormais puisqu'on n'a déjà plus aucun pouvoir politique et pratiquement plus aucun droit, donc on se fout éperdument d'être traité de gauchiste ou d'extrémiste, ceux qui nous traitent de la sorte sont en général des nantis, des capitulards, des vendus au capital qui s'ignorent ou non.

Sur l'Ukraine.

Le dossier Ukraine - Pierre Van Grunderbeek - mondialisation.ca 25.11

Extraits.

Qu'ont gagné les entreprises ukrainiennes ce 21 novembre ?

Les termes de l'accord d'association avec l'Union européenne étaient très défavorables à l'Ukraine sur le plan commercial. On peut se demander si cet accord a été bien étudié par la partie ukrainienne.

Cet accord ouvrait le pays aux investissements occidentaux ainsi qu'à l'ouverture du marché ukrainien aux produits de l'Union européenne. Les produits ukrainiens devaient d'abord se mettre aux normes européennes avant de pouvoir être exportés. Il n'était pas prévu d'aide substantielle pour cette mise aux normes.

Très logiquement, la Russie a menacé l'Ukraine de la fermeture de son marché aux produits ukrainiens vu que les produits européens pouvaient entrer en Russie en passant par l'Ukraine.

Avec la rupture de l'accord d'association avec l'Union européenne, les entreprises ukrainiennes maintiendront leur niveau d'exportation vers la Russie et elles l'amélioreront encore si le pays adhère à l'Union douanière vu la complémentarité des deux économies.

Chantier naval à Mikolaiv

Les conséquences pour les entreprises européennes.

Les entreprises européennes viennent de perdre un marché prometteur mais tout de même incertain. En alimentation par exemple, les Ukrainiens sont très attachés à leur façon traditionnelle de manger. Les produits locaux frais prennent la plus importante place dans leurs habitudes.

Le secteur énergétique ukrainien serait passé sous le contrôle d'agences européennes comme par exemple Euratom et le secteur aurait été privatisé voire démantelé au bénéfice des grands groupes européens.

L'accord aurait surtout permis de faire main basse sur les bijoux industriels ukrainiens à des conditions favorables.

Quelles conséquences pour la Russie ?

La Russie a manœuvré pour faire échouer l'accord. Les fermetures récentes de la frontière russes aux marchandises ukrainiennes ont fait prendre conscience aux oligarques ukrainiens qu'ils avaient beaucoup à perdre si le marché russe leur était rendu difficile. Une sécession de l'Est de l'Ukraine avait même été évoquée.

La dislocation de l'URSS a affaibli toutes les nouvelles républiques. Il a alors manqué beaucoup de centres de production à la Russie et elle a mis 20 ans pour en créer de nouveaux grâce à ses revenus tirés de l'exportation d'énergies.

Quand Vladimir Poutine dit que la fin de l'URSS a été une grande catastrophe du XXe siècle, il n'évoquait pas le système soviétique en lui-même mais plutôt l'ensemble industriel et économique qui avait un potentiel de développement élevé dans une économie libérale.

Ces propos ont été détournés de leur sens par les médias occidentaux. Ils ont alors évoqué la nostalgie du président russe pour un ancien régime dictatorial. Une adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière et sa transformation éventuelle en une entité politique ferait de cet ensemble un acteur de premier plan et bouleverserait la géopolitique mondiale.

Les États-Unis l'ont bien compris. L'appel téléphonique de Joseph Biden à Victor Ianoukovitch ce vendredi 22 novembre est bien là pour nous rappeler que les États-Unis veilleront à empêcher un rapprochement entre l'Ukraine et la Russie. (5) Des troubles seront même à prévoir avant les élections présidentielles ukrainiennes de 2015.

Et Ioula Timochenko.

Les Européens ont commis une erreur tactique en liant l'accord d'adhésion au sort de Ioula Timochenko. Ils ont permis au gouvernement ukrainien de justifier la non signature de l'accord à Vilnius sans devoir trouver de motif politique.

L'ex-égérie de la Révolution orange n'est cependant pas une oie blanche. Les accusations contre elle sont justifiées et la grande majorité des Ukrainiens approuve sa condamnation.

Là où le bât blesse, c'est que ces accusations peuvent être portées contre tous les dirigeants politiques du pays et la condamnation de la seule Ioula Timochenko ressemble à une mise à l'écart politique.

Un mot sur l'Holodomor.

La famine qui a sévit dans le Sud de l'URSS entre 1931 et 1933 fit des millions de morts mais n'est pas reconnue comme un génocide par les instances internationales.

Il existe une abondante littérature sur le sujet et cela laisse à chacun l'occasion de se faire son opinion.

Il faut noter que c'est suite à la Révolution orange que les autorités ukrainiennes ont employé le mot « génocide ». Cela a permis l'exploitation d'un sentiment anti-russe dans le pays et cela a été à l'origine de la tentation du rapprochement de l'Ukraine avec l'Union européenne. Cela n'échappe pas à un observateur attentif, surtout que l'Ukraine accueille une grande quantité de conseillers étasuniens depuis son indépendance.

L'avenir.

La suspension de la signature du projet d'accord laisse à chacun des acteurs le temps de la réflexion.

Les discussions triparties entre l'Ukraine, l'Union européenne et la Russie peuvent rapprocher les points de vue mais l'Union européenne exerce actuellement le même chantage que la Russie en menaçant de rompre les négociations en cas d'adhésion de l'Ukraine à l'Union douanière.

La fermeture du marché russe aux produits ukrainiens serait une catastrophe pour le pays.

Une heure de vérité approche avec le nouveau prêt du FMI qui sera lié comme d'habitude à des mesures de libéralisation de l'économie. Ce sera à suivre de près.

De toute façon, le traité qui est actuellement proposé sera tout-à-fait à renégocier.

La décision finale reviendra sans doute aux Ukrainiens lors des prochaines élections présidentielles. Ce serait la voix de la sagesse

et surtout, ce serait de la démocratie élémentaire.

(5) <http://french.cri.cn/621/2013/11/23/562s354425.htm> • Le dossier Ukraine. (mondialisation.ca) (25.11.13)

En complément

- Le président roumain rejette un accord avec le FMI - Reuters

Le président roumain Traian Basescu, issu de la droite, a annoncé lundi qu'il ne ratifierait pas en l'état l'accord conclu par le gouvernement de gauche avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne.

Le chef de l'Etat a expliqué son refus par son hostilité à un projet de nouvelle taxe sur les carburants.

Cet accord, négocié il y a plusieurs mois, devait permettre de débloquer quatre milliards d'euros pour la Roumanie.

En contrepartie, le FMI a eu un droit de regard sur le projet de budget 2014 élaboré par le gouvernement de Victor Ponta, qui prévoit des hausses de salaires et des pensions de retraite, mais aussi un alourdissement de la fiscalité et notamment une nouvelle taxe sur les carburants.

Cet accord devait être officiellement entériné dans le courant du mois par le conseil d'administration du FMI.

"C'est la première fois que je refuse de signer un protocole (d'accord sur une aide du FMI) négocié par le gouvernement, c'est sans précédent", a déclaré Traian Basescu à la presse lundi soir.

"Légalement, il ne peut être soumis (au conseil d'administration du FMI) car il s'agit d'un accord international pour lequel l'accord du président est obligatoire", a-t-il ajouté.

Cité par l'agence de presse roumaine Mediafax, Victor Ponta a déclaré que *"de fait, nous n'avons plus d'accord avec le FMI et la Commission européenne"*.

La Roumanie ne comptait pas puiser dans cette aide mais l'accord devait servir de garantie pour les investisseurs étrangers contre d'éventuels problèmes budgétaires en 2014, année d'élection présidentielle dans ce pays. Reuters 02.12

ACTUALITE EN TITRES

[Supercherie. Sondage sur commande du patronat.](#)

- Trop de fonctionnaires, selon une majorité de Français - Reuters

- Sondage: 61% des Français prêts à des fermetures de services publics pour faire des économies - 20minutes.fr

Trois éléments pour comprendre comment ils ont pu parvenir à ce résultat :

1- Un sondage Ifop pour Le Figaro. (le Medef, quoi !)

2- La question : L'Etat peut faire aussi bien avec moins d'agents... (qui sera autant d'économie pour vous !)

3- Le sondage a été réalisé par questionnaire en ligne. (donc n'importe qui a pu y répondre sans aucun moyen de contrôle)

[Vivre pour travailler...](#)

- Travail dominical: Marisol Touraine prône *"plus de souplesse"* - AFP

- Le rapport Bailly propose d'étendre de cinq à douze le nombre de dimanches travaillés autorisés - 20minutes.fr

- Travail dominical: comment généraliser sans le dire grâce au rapport Bailly - L'Expansion.com

- Travail du dimanche : la droite juge les mesures encore trop faibles - LeParisien.fr

Cependant...

- Travail le dimanche: et si les salariés n'en voulaient pas? - L'Expansion.com

Le gouvernement a déjà décidé le contraire, ensuite on ne leur demandera pas leur avis, ce sont des bureaucrates syndicaux qui ne sont même pas concernés par le travail la semaine qui vont décider à leur place qu'ils pourraient sacrifier leurs dimanches ou le cautionner... pour soutenir la croissance, le redressement de la France l'exige s'il vous plaît !

[Ils intensifient leur offensive.](#)

- Les milieux d'affaires veulent sommer le Président de changer de politique économique - Atlantico.fr

Au fait, de notre côté, il peut advenir n'importe quoi de Hollande et son gouvernement, jamais nous ne le défendrons ou ne le ménagerons.

[La méthode : le bradage de tous nos acquis par des syndicats jaunes et traîtres.](#)

- Rapport Bailly: le secteur du meuble souhaite la "*négociation avec les partenaires sociaux*" - AFP

[Résistance](#)

- Lidl: «*Le mouvement de grève le plus suivi depuis dix ans*» - 20minutes.fr

- L'attente déçue des profs des écoles - Liberation.fr

[Régime policier.](#)

- Sécurité à Paris: Bertrand Delanoë passe au cran supérieur - 20minutes.fr

[Une haine qu'on leur vaut bien et le mot est encore trop faible](#)

- Municipales: Boutih (PS) redoute une "*haine électorale*" contre son camp - AFP

Le camp de l'ordre établi.

C'est que le PS a la rancune ou plutôt la haine chevillée au corps, jugez plutôt à propos de l'interview de Mélenchon à TF1 :

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a indiqué lundi soir à Europe 1 que cette affaire allait être "*examinée à la prochaine réunion du groupe de travail déontologie*". francetvinfo.fr 02.12

Pourquoi ne pas traîner Mélenchon devant les tribunaux pendant qu'ils y sont ?

Le premier secrétaire du PS, Harlem Désir, a lui noté que 7.000 participants ne constituait "*pas une réussite*". Un repris de justice à la direction du PS et il n'est pas le seul dans ce cas-là, c'est assurément une belle "*réussite*", on a le talent qu'on peut dans la vie.

Le porte-parole du PS, David Assouline, a ironisé ainsi sur le comptage de Jean-Luc Mélenchon: "*S'il compte, quand il s'agit du budget, comme il compte les participants à sa marche, il y a un petit problème.*"

En ayant compté et couvert Cahuzac, ex-ministre du budget, il ferait mieux de la fermer celui-là !

[Les porte-parole médiatiques de la stratégie néolibérale à l'oeuvre](#)

- L'Europe doit soutenir l'aspiration démocratique à Kiev - LeMonde.fr

- Conseil des droits de l'homme de l'ONU : les Européens envoient une invitation à Israël - LeMonde.fr

- Crimes de guerre en Syrie : l'ONU évoque des preuves contre Al-Assad - Liberation.fr

- Crimes contre l'humanité : l'ONU accuse Assad - Le Nouvel Observateur

Souvenez-vous ce qu'on a écrit plus haut : guerre à la guerre sur tous les fronts, halte à la réaction !

ACTUALITÉ DU JOUR

Polémique suite à la manifestation à Paris, dimanche, contre l'augmentation de la TVA

Des précisions du journal Le Monde.

- Raphaëlle Besse Desmoulières, journaliste chargée entre autres du suivi du Front de gauche au Monde, et qui était à la manifestation de dimanche, de même que l'essentiel des journalistes présents, estime que le chiffre de 100 000 personnes évoqué par le Front de gauche est très exagéré. Elle évoque, de même que d'autres journalistes sur place (dont Mediapart, qui a tenté de comptabiliser) 20 000 à 30 000 personnes au plus.

On peut également recourir à un peu de mathématiques. Le boulevard de l'Hôpital fait 1,395 km de long, sur 43 mètres de large au total. Si on retient la largeur de la chaussée, approximativement 20 mètres, on parvient à une superficie « utile » de 27 900 m². Pour que 100 000 personnes aient défilé sur cette surface, elles auraient dû être, en moyenne, 3,5 par mètre carré, soit une foule très dense, qui ne semble pas se refléter sur les clichés de la manifestation. On peut aussi évoquer la faible durée – deux heures – du défilé, qui semble contredire une mobilisation massive.

(En faisant une moyenne entre 1,7 et 2 personnes au mètre carré, cela donne entre 40 et 55.000 manifestants maximum ou entre 30 et 45.000 si la chaussée était plus étroite, c'est toujours beaucoup plus que le chiffre ridicule de 7.000. -ndlr)

Les accusations réciproques de « *manipulation* » des images, quant à elles, sont exagérées par les deux camps : l'AFP n'a pas publié un cliché retouché, et la foule qu'on voit boulevard de l'hôpital est réelle, même si un effet d'optique peut poser question.

Quant au faux « *mur de militants* » placé derrière M. Mélenchon pour son duplex, il interroge sur la pratique télévisuelle de mettre parfois en scène le réel. Mais pose aussi la question des intérêts bien compris d'un responsable politique toujours prompt à fustiger les médias et les journalistes, mais qui n'hésite pas à participer à cette mise en scène de l'information si elle sert ses intérêts. lemonde.fr 02.12

Rappelons au passage que dans la présentation du conflit syrien, Le Monde ne s'est pas contenté de "*mettre (...) en scène le réel*" il l'a remplacé par des faits fabriqués de toutes pièces, rendant compte de fausses informations, manifestations, de faux témoignages, allant jusqu'à rendre compte pour illustrer la situation en Libye et en Syrie de vidéos tournées... au Qatar !

Mélenchon joue un personnage, celui que les médias lui ont attribué et qu'il assume, à l'excès, sans lesquels il n'existerait pour ainsi dire pas. La couverture médiatique dont il bénéficie ne correspond ni au poids politique du Parti de gauche sur le plan institutionnel, il n'a aucun député, ni à son nombre d'adhérents, ni à celui de son implantation dans le pays.

Tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute, quand il était au PS il jouait un petit rôle, pour ainsi dire insignifiant, ses dirigeants toléraient sa présence, il servait de rabatteur à gauche, c'était l'idiot utile, il suffisait de ne pas lui donner la parole pour qu'on n'entende pas parler de lui et il en fut ainsi pendant près de 30 ans, sa servilité sans faille fut récompensée, il fut nommé ministre par Jospin avec l'accord de Chirac, là non plus on n'entendit pas vraiment parler de lui, ils lui attribuèrent un sous-ministère, un placard confortable quoi, frustré et rongé par son frein il en prit ombrage et comprenant qu'il avait atteint là son zénith au PS, sa carrière de serviteur du régime étant derrière lui et son avenir financier assuré jusqu'à la fin de sa vie, il prit son courage à deux mains, celui qui lui avait fait tant défaut pendant plus de 30 ans, pour réaliser un coup d'éclat qui le propulserait sur le devant de la scène médiatique, finalement cela demeura son dernier caprice d'acteur raté de la lutte des classes. Bien triste parcours en vérité.

Il s'est mis dans une position où le voilà qui défend TF1, vous avouerez comme dirait Bourvil qu'il faut vraiment être un corniaud !

Quand on dit de certains dirigeants qu'ils sont corrompus, vous en avez ici un exemple magistral, ils acceptent de se faire manipuler au détriment de l'idéal qu'ils prétendent défendre, et si vous les écoutez ou lisez attentivement leurs déclarations vous vous apercevrez que c'est devenu naturel chez eux.

Parfois on pourrait penser qu'on pousse le bouchon trop loin, qu'on va chercher la petite bête pour juste avoir quelque chose à leur reprocher, bref on serait d'affreux dogmatiques ou sectaires qui seraient les seuls sur terre à n'avoir rien à se reprocher, pour un peu on serait des dictateurs, si, si, il faut oser le mot, cela ne nous effraie pas. Mais en réalité à travers un détail en apparence insignifiant, on peut déterminer les véritables intentions de la personne qui nous tient un discours, sa véritable nature, l'orientation politique de son discours, quelle est sa position et son objectif... Rien que cela direz-vous? Oui effectivement. N'est-ce pas encore abuser de votre part penserez-vous peut-être. Attendez, réfléchissez un instant.

Dans une déclaration figure des faits où sont énumérés un certain nombre d'éléments qui en réalité figurent dans toutes les déclarations ou articles, à l'exception souvent d'un ou quelques mots seulement qui font toute la différence, quand le message est très bref ou que le passage essentiel est très court, un mot peut déterminer l'orientation politique d'un discours.

Si par exemple derrière le mot impôt vous ajoutez "*juste*", vous en précisez la portée. Vous prétendez qu'en régime capitaliste l'impôt pourrait être juste y compris pour les ouvriers, autrement dit vous justifiez qu'au delà de la force de travail qui leur est déjà volée par les capitalistes au cours ou à l'issue du procès de production, il serait normal qu'ils lui en volent une partie supplémentaire sur la part qu'ils leur ont distribuée au titre de leur salaire, dès lors l'impôt se pare d'une signification politique. Alors que les ouvriers ne détiennent aucun pouvoir pour contrôler qui paiera un impôt et quel en sera son usage, vous considérez normal qu'il laisse les représentants de la classe dominante en disposer à leur convenance et en déterminent le niveau. Allons plus loin, cela signifie aussi que vous admettez que la classe des exploités serait légitime pour disposer du produit du travail des ouvriers, c'est donc le rapport de domination de classe existant que vous cautionnez, à l'arrivée vous révélez que vous soutenez le régime en place que vous prétendez combattre, ensuite il ne faut pas s'étonner qu'il soit impossible d'en venir à bout puisque ce n'est pas votre objectif politique. Voilà tout ce que recouvrait ce déterminant de cinq lettres : juste une supercherie signée Front de gauche.

Leurs déclarations et littérature en sont bourrés, par centaines ou milliers, ce n'est donc pas gratuitement ou pour les calomnier qu'on affirme qu'ils sont corrompus par le capitalisme et qu'ils soutiennent le régime, qu'il n'y a absolument rien à attendre de toutes les composantes du Front de gauche. Une simple analyse de texte suffit à en convaincre tout militant honnête et qui n'est pas borné sans même avoir à avoir à analyser leur programme. Il suffit de reprendre la méthode de Marx et Engels et le tour est joué, fastoche, non ?

[Haut de page ↗](#)

Le 4 décembre 2013

CAUSERIE

Yvan, mon brave chien, mon fidèle compagnon pendant 10 ans est mort hier après-midi. Par sa taille et sa présence, la complicité, l'amitié qui s'était établie entre nous, sa disparition m'a rempli de tristesse, c'est un grand vide dans ma vie tant sa personnalité était forte.

Bien que vacciné il a été emporté par un virus et j'ai été impuissant à le sauver, alors qu'il était encore en bonne santé. Même si je savais que 10 ans était la durée moyenne des dogues allemands, il avait encore toutes ses dents, sa disparition soudaine me bouleverse, du coup je n'actualiserai pas le site aujourd'hui, demain peut-être, je travaille malgré tout, mais j'ai l'esprit ailleurs.

[Haut de page ↗](#)

Le 5 décembre 2013

CAUSERIE

Le site ne sera pas actualisé aujourd'hui, peut-être demain...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 décembre 2013

CAUSERIE

Le site a été actualisé jeudi soir à 21h30 en Inde.

J'ai travaillé toute la journée depuis 10h ce matin pour éviter de penser à mon chien. Hier et en début de matinée j'ai déménagé tout l'intérieur de la maison et mon épouse a passé tout son temps à bricoler dans le jardin pour ne pas penser à Yvan, on est inconsolables.

Depuis sa mort j'enrage, après l'avoir lavé et soigné une dernière fois 20 minutes avant de mourir j'étais reparti travaillé dans mon bureau, donc je n'étais pas à ses côtés pour l'accompagner au moment de son dernier souffle et je m'en veux terriblement, il est mort seul à cause de ce putain de site de merde qui ne sert à rien ni à personne, sauf à moi, j'en conviens, pour combattre l'injustice humaine, face à celle de la nature, sa crauté, inutile, on sera toujours impuissant.

Le site ne sera plus actualisé quotidiennement. Demain je me contenterai de mettre en ligne une trentaine de nouveaux fichiers, et le reste du temps je le consacrerai à mes affaires et mon épouse, je vais profiter de ma retraite.

Le Medef, les "pigeons", les "bonnets rouges", la ligue des poujadistes, tous les corporatistes des professions indépendantes, les syndicats des latifundistes, l'UMP, l'UDI, le FN, les partis nationalistes ou autonomistes (le Parti Breton notamment), on peut ajouter une agence de notation, le tout à l'offensive ou rassembler pour faire payer aux travailleurs la crise du capitalisme, flanqués à l'occasion de syndicalistes et des gauchistes du NPA et d'autres organisations encore archaïques ou aux relents féodales, cela se passe en France.

Ce sont les mêmes classes (dominante et la petite-bourgeoisie, moyenne) ou couches réactionnaires qui manifestent à Kiev en Ukraine pour rejoindre l'Union européenne que l'ensemble des travailleurs des 28 pays de l'UE rejettent.

Ce sont les mêmes classes (dominante et la petite-bourgeoisie, moyenne) ou couches réactionnaires qui manifestent à Bangkok en Thaïlande car elles estiment que c'est aux plus pauvres et aux paysans de supporter le poids de la crise du capitalisme.

Chaque fois ils parviennent à entraîner des milliers ou centaines de milliers de travailleurs qui ne supportent plus leurs conditions et qu'ils manipulent en l'absence d'un parti ouvrier représentant leurs intérêts capable de les rassembler contre le gouvernement et les institutions, ces travailleurs sont donc amenés sans le savoir à combattre contre leurs propres intérêts de classe au profit de leur ennemi, comme dans d'autres circonstances ils leur servent de chair à canon. On pourrait dire encore qu'ils les utilisent comme des boucliers humains qui seront les premiers victimes de la répression.

Autre aspect de la situation mondiale.

En France, le PS et les parasites qui se greffent dessus instrumentalisent le racisme à des fins politiques, en Inde c'est le viol des femmes et plus généralement leur condition qui depuis six mois continue de faire la Une des médias ou fait l'objet de la propagande du gouvernement.

En France, ce sont les Blancs qui sont soupçonnés d'être racistes, en Inde, ce sont les hommes qui sont soupçonnés d'être des violeurs ou des pervers potentiels. Et quand les corporatistes se mobilisent en France, c'est aussi pour s'attaquer à la majorité de la population, les masses exploitées.

Chaque fois ils se servent des agissements qui ne concernent qu'une infime minorité pour s'attaquer à la majorité et ce n'est pas un hasard, puisque dans chaque pays c'est la majorité qui rejette leur politique antisociale ou réactionnaire.

Dans tous les cas de figure, c'est la masse des travailleurs qu'ils visent, dont il leur faut briser la résistance, diviser, pour mieux spolier leurs droits sociaux et politiques, empêcher qu'ils se mobilisent ensemble contre le régime et l'Etat, qu'ils trouvent la voie menant à leur émancipation des chaînes de l'exploitation et de l'oppression, le socialisme.

Pour y parvenir ils ont adopté une tactique qui consiste à briser les frontières qui existent entre les classes, d'associer la classe ouvrière et ses organisations à leur bataille ou objectifs quitte à les travestir, de telle sorte qu'ils perdent leur indépendance de classe et seront incapables par la suite de se mobiliser sur ce terrain là, telle est leur méthode.

Marcher dans cette combine serait évidemment mortel, fatal à tout militant ou travailleur qui s'y engagerait.

En France, à plusieurs reprises déjà ils ont testé cette méthode, ils commencèrent par l'ANI qui fut un réel succès pour eux et le patronat, ils continuèrent avec le mariage homosexuel avec plus ou moins de bonheur mais parvenant tout de même à leurs fins, ensuite ils ont embayé sur la fiscalité où là ils rencontrèrent un obstacle inattendu, l'écotaxe étant une initiative de l'UMP, le gouvernement ne pensait pas que l'UMP allait se dresser contre, mais face au rejet unanime dont elle allait faire l'objet dans

leur camp électoral, l'UMP dut discrètement et temporairement (tactiquement) se désavouer et le gouvernement suspendre cette loi, et pour finir, face à la multiplication des mobilisations de toutes les classes, couches et catégories de travailleurs dans le pays, ils recoururent à l'argument fétide du racisme qu'ils allaient une nouvelle fois instrumentaliser pour réaliser l'union nationale autour du gouvernement totalement isolé et tenter de redonner une légitimité au président le plus impopulaire de la Ve République qui était entre temps devenu la risée du monde après avoir témoigné sa vassalité envers Washington et Tel Aviv mais aussi des régimes dictatoriaux honnis du monde entier, le Qatar et l'Arabie saoudite.

Dans ces conditions, il était impératif de réaffirmer notre refus absolu de ménager Hollande et son gouvernement, de nous adresser à lui ou d'en attendre quelque chose, de participer ou de soutenir d'une façon ou d'une autre les mesures ou lois qu'ils se proposaient d'adopter sachant qu'elles étaient toutes tournées contre les intérêts fondamentaux des travailleurs, y compris celles concernant prétendument certaines couches ou communautés qui en réalité allaient être stigmatisées et davantage attaquées par la suite, réaffirmer notre rejet de tout compromis avec le PS qui est un parti réactionnaire et ennemi de la classe ouvrière, antisocialiste, mais aussi les appareils vendus des syndicats qui se partagent les rôles entre les jaunes et les traîtres ou imposteurs pour mieux brader nos acquis sociaux ou permettre au gouvernement d'appliquer sa politique, était une nécessité pour demeurer sur le terrain de classe du prolétariat, préserver son indépendance vis-à-vis de l'Etat, et assurer la continuité du socialisme qui est incompatible avec toute collusion avec le régime en place ou ses représentants ou les institutions.

On ne peut combattre pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire, prétendre combattre pour changer la société, pour le socialisme, en demeurant lié au capital et ses représentants, ses institutions et ses partis.

[Le djihad ignoré. Un prosélytisme permanent, effréné, tout azimut et sur tous les continents.](#)

Relévé en deux jours sur le portail de la radio d'Etat iranienne francophone, french.irib.ir :

Lille : manifestation contre les violences faites aux femmes voilées
Arabie saoudite : Elles nettoient bénévolement des mosquées
Baby Loup ou la fin de la crédibilité du droit français ?
Norvège : le contrôle du halal est renforcé
Un préfabriqué pour Nemours avant la grande mosquée
Des inscriptions islamophobes à l'entrée d'un lycée à Besançon
Une église de Wheaton convertie en mosquée
La viande de renne halal, une première en Norvège
Plus de 100.000 convertis à l'islam en Malaisie

De par le contexte international et les alliances politiques, l'Arabie saoudite, le Qatar et les autres pays du Golfe pratiquent plutôt un djihad financier en occident, qui arrange bien des gouvernements, pas seulement, religieux aussi qui les arrange sur le plan politique...

Je sais, c'est politiquement incorrect de dire cela, y compris dans les rangs du mouvement ouvrier, qui en plus d'être complètement gangrené par le capitalisme, l'est également par le communautarisme, et je n'en ai rien à foutre que cela ne plaise pas, je ne retiens personne sur ce portail.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Concentration - contrôle - pouvoir - dictature.](#)

- Rachat de Nokia par Microsoft: feu vert de Bruxelles - L'Expansion.com

[Les femmes comme on les aime !](#)

- Noël: Plus de neuf femmes sur dix s'occupent de tous les cadeaux du foyer - 20minutes.fr

[Conditionnement.](#)

- Pour les parents d'élèves, il faut revoir les méthodes d'enseignement - LeFigaro.fr

- En France, la discipline est de moins en moins requise pendant les cours - LeFigaro.fr

Pourquoi ne pas carrément supprimer l'école publique ?

"Trop" de fonctionnaires en France: "Il faut un choc de privatisation massif" - Lexpress.fr

Eric Verhaeghe, ancien haut fonctionnaire et président de l'Apec, fondateur de Parménide, cabinet de conseil en innovation sociale.

La mesure du bon nombre de fonctionnaires est proportionnelle au service rendu. Or il faut reconnaître que le service public français a un problème de productivité, notamment dans les services chers aux Français que sont l'école, l'hôpital et la police. C'est flagrant avec l'étude PISA de l'OCDE sur la performance des systèmes éducatifs : la France a encore perdu trois places, alors même qu'on crée 60.000 postes de plus dans l'éducation ; globalement, la dépense publique par élève est restée stable ces dernières années, et pourtant le niveau scolaire a baissé. Ce n'est donc pas avec plus de moyens que l'on améliore la qualité du service rendu. (...)

A plus long terme, il faut s'interroger sur la mission de service public de l'école. Aujourd'hui, à l'heure du numérique, la transmission de savoir ne peut plus se faire comme au temps de Jules Ferry, avec des dizaines d'élèves enfermés dans une classe toute la journée avec un professeur. L'école publique doit réformer sa pédagogie. Sans doute faut-il un choc de privatisation massif. L'idée que l'école publique est ce qu'il y a de mieux pour l'éducation est largement battue en brèche. Lexpress.fr 04.11

En complément

- Système de santé: les Français portent un regard contrasté - AFP

[Le gouvernement sioniste français couvre l'assassinat d'Arafat.](#)

- Arafat : le rapport français "va dans le sens d'une mort naturelle" - LePoint.fr -

- Mort d'Arafat: Sa veuve «bouleversée» par l'expertise française - 20minutes.fr

- Arafat : pour Israël, le rapport français n'est "pas une surprise" - LePoint.fr

Le sujet est trop sensible, tous des lâches, personne ne veut se mouiller et affronter le courroux des sionistes.

- A l'inverse des Français, les Suisses ont indiqué début novembre qu'ils privilégiaient la thèse de l'empoisonnement après avoir mesuré des quantités de polonium-210 jusqu'à 20 fois supérieures à ce qu'ils ont l'habitude de mesurer. Ils n'ont toutefois pas affirmé catégoriquement que cette substance était la cause du décès.

L'expertise russe est plus prudente, concluant à l'impossibilité de déterminer si le polonium est la cause de la mort. 20minutes.fr et AFP 03.11

[Ils manquent de pif ou ils se sont manifestement trompés d'espèce !](#)

- Le Royaume-Uni échoue à éradiquer les blaireaux - LeMonde.fr

[Il n'y a pas de mal à se faire du bien, sauf au Kenya !](#)

- Kenya: Une chèvre assiste au procès de son violeur - 20minutes.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[La République bananière a une nouvelle égérie : la ministre des sots !](#)

- Soirée contre la haine: Christiane Taubira longuement ovationnée - AFP

La garde des Sceaux Christiane Taubira a été longuement applaudie lundi soir par le public debout au Théâtre du Rond-Point à Paris, où se tenait une soirée "contre la haine", à l'invitation de la ministre de la Culture Aurélie Filippetti et de Jean-Michel Ribes, directeur du théâtre.

Mme Taubira, vêtue d'une veste rouge, parlait d'une voix vibrante devant un public de politiques - la première Dame Valérie Trierweiler, Jacques Toubon, ancien ministre de la Culture, Harlem Désir, le premier secrétaire du PS - et d'artistes, de l'acteur de la Comédie-Française Guillaume Gallienne au rappeur MC Solaar.

Sur scène, deux graffeurs (Marco93 et Hopare) peignaient sans relâche tandis qu'étaient projetés sur un écran géant les croquis réalisés en direct par les dessinateurs de Charlie Hebdo Charb et Riss.

Humoristes (Guy Bedos, Patrick Timsit, François Morel, Alexandre Astier), slammeur (Abd Al Malik), acteurs (Nicole Garcia, Jacques Weber, Charlotte Valandrey, Valeria Bruni Tedeschi ...), écrivains (Pierre Lemaitre, Daniel Pennac, Régis Jauffret), chanteurs (Yael Naim, Ayo, Gaël Faye, Rost ...): en rimes, en sketches ou en chansons, tous ont apporté leur pierre à la soirée.
AFP 03.11

Et vous vous faites campagne pour ceux qui lui ont ouvert la voie du pouvoir.

- Pour Guy Bedos, "*Marine Le Pen fait la campagne de Hitler*" Le Nouvel Observateur

Le Beur rance.

- A la une de «Libé» le 3 décembre 1983 : «*Paris sur Beur*» - Liberation.fr

Pari perdu, mais qui a permis à l'époque à ce torchon de se faire du beurre...

Parole d'internaute.

1- "*Toute la république bananière était représentée.*"

2- "*Théâtre du Rond-Point : capacité 1.000 places..*

Incidemment, les subventions (votre fric et le mien) du théâtre du Rond-Point du propriétaire-gérant très "de gôche" Jean-Michel Ribes atteignent 77 % de ses recettes. Il est financé également par quelques mécènes dont... La mairie de Paris (encore votre fric).

En 2010 Il y a eu 820 représentations pour un total de 210 993 spectateurs. Soit une moyenne de 257 par séance, y compris les nombreux invités non payants. Et ainsi de suite..."

Merci pour ces précisions.

3- "*Si on enlève juste le mot "racisme" de la bouche de ces gens, on supprimerait environ 85% du vrai racisme qui sévit en France"*

Tout à fait, lisez les infos qui suivent et vous en aurez amplement confirmation. Ces gens-là, mais c'est valable aussi à l'UMP ou dans d'autres parties, ils aiment bien les Noirs et les Arabes, etc.... à condition qu'ils leur ressemblent, qu'ils soient issus du même milieu qu'eux, et encore, à condition qu'ils ne la ramènent pas trop ou acceptent les aspects "*positifs*" de la colonisation, ne soyons pas dupes. Ajoutons qu'en cas de besoin, ce seront les premiers qu'ils sacrifieront.

4- "*Artistes triés sur le volet, public trié sur le volet ...Sans aucun doute possible. Que veut-on nous faire croire ? Qu'elle fait l'unanimité ? Oui, comme tout le gouvernement auquel elle appartient : nulle"*

Ce n'était pas une "*soirée*" publique mais privée effectivement, les convives faisaient figure de claqué ou de figurants, comme sur les plateaux de télé ou dans leurs meetings.

5- "*Cette propagande politicienne, ce bourrage de crâne enfumeur, cette hypocrisie chez ces gens..... C'est prodigieux !"*

N'est-ce pas, on atteint des sommets avec cette pourriture.

6- "*Il n'y a jamais eu de déclarations ou images racistes relatives à Rama Yade ou même de la décriée Rachida Dati..."*

Qui ignorait que le PS était plus abjecte encore que l'UMP ?

7- "*Tout ce pitoyable numéro était parfaitement rôdé depuis bien longtemps : Taubira, femme noire, a été délibérément choisie pour porter un projet dont ils savaient qu'il provoquerait beaucoup de remous ; ainsi s'offrait comme du pain béni l'opportunité de*

sortir des vieux cartons la bonne vieille lutte "antiraciste", pour cacher la misère. Taubira est le "punching ball" de ce gouvernement. "

Assurément. C'était une provocation qu'ils comptaient bien exploiter, rien ne justifiait qu'elle soit ministre de la Justice en dehors du critère que vous avez relevé...

Marché de dupes. Les racistes passent à l'offensive. Les guerres coloniales de rapine ont de l'avenir, c'est le PS qui l'affirme.

- Afrique: Védrine fait 15 propositions pour que la France regagne des parts de marché - AFP

- "*La France doit doubler ses échanges avec l'Afrique*", dit Hollande - AFP

- L'armée française en Centrafrique : ce sera l'opération «*Sangaris*» - LeParisien.fr

Sang à rire à Paris, sang à pleurer à Bangui !

- Pirates : les navires français pourront avoir recours à des mercenaires - LeParisien.fr

- Etats-Unis: La justice saisie pour déterminer si les chimpanzés sont légalement des hommes - 20minutes.fr

Les chimpanzés peuvent-ils prétendre aux droits de l'homme? Une organisation de défense des animaux vient en tout cas de saisir la justice américaine pour faire établir qu'ils sont «*légalement des personnes*».

L'association a fait la demande d'un mandat d'habeas corpus, qui énonce la liberté fondamentale de ne pas être emprisonné sans jugement. Elle souligne que les tribunaux de New York avaient permis aux esclaves d'utiliser le mandat (d'habeas corpus) pour établir qu'ils n'étaient pas une propriété et avaient droit à la liberté. «*Notre dossier (...) établit clairement pourquoi ces êtres autonomes, au comportement complexe, ont le droit légal de ne pas être emprisonnés*», affirme l'association à propos des chimpanzés. 20minutes.fr 03.11

Parfois, en observant la cruauté des hommes et l'injustice dont ils sont capables envers leurs semblables (mettons provisoirement de côté les classes), on en vient à se demander si l'homme a véritablement évolué depuis l'époque où il s'est différencié du chimpanzé, non ?

On en vient même à douter de sa supériorité, qui au fil du temps a fait de lui le plus grand prédateur de toutes les espèces vivantes et de tous les temps, non ?

[Humanistes, démocrates, progressistes, ne sont-ils pas plein de bonnes intentions ?](#)

C'est la faute à pas de bol, et n'accusez pas les nantis.

- Les droits de l'homme victimes de l'austérité en Europe - Reuters

Enfin la démocratie en Libye chère à Sarkozy, BHL, Hollande, Fabius...

- La Libye va appliquer la charia - Reuters

Le Parlement libyen s'est prononcé mercredi en faveur de l'application de la loi islamique, la charia, comme base de la législation et des institutions nationales.

Le Parti de la justice et de la construction (PJC), issu des Frères musulmans, défend la mise en oeuvre de la charia dans le droit libyen, mais l'Alliance des forces nationales (AFN), une coalition hétéroclite à tendance plus libérale, se montre frileuse.

"*La loi islamique est la source de la législation en Libye*", a annoncé le CGN, qui doit de plus bientôt se prononcer sur la formation d'une commission de 60 personnes, chargée de rédiger la future Constitution. "*Toutes les institutions du pays doivent s'y conformer*", a ajouté l'assemblée. Reuters 04.11

Après le Yémen et le Pakistan, les assassinats à l'aide de drones généralisés par l'ONU

- L'ONU s'appuiera sur des drones pour pacifier les provinces du Kivu - LeMonde.fr

Dites, c'est bien le Front de gauche qui s'en remet à l'ONU pour régler les conflits internationaux orchestrés ou commandités par l'impérialisme américain et ses alliés occidentaux dictateurs, n'est-ce pas ?

Monseigneur étend sa cour, car est un gage de durée... pour les intitutions de la Ve République.

- Hollande célèbre les 50 ans de l'Ordre du mérite - AFP

François Hollande a "salué" mardi l'Ordre du mérite créé 50 ans plus tôt, jour pour jour, par le général de Gaulle.

La création de l'Ordre du mérite visait à réduire l'inflation de Légions d'honneur et à harmoniser le système des décorations françaises, se substituant à treize ordres ministériels.

"Dix ans de service seulement sont exigés avant de pouvoir être distingué" par l'Ordre du mérite, a noté François Hollande, qui a regretté "que la pratique ait progressivement porté ce délai à quinze ans".

"J'ai souhaité que nous revenions à la lettre du code" et "la dernière promotion respecte cette recommandation", s'est-il félicité. AFP 03.11

Voilà qui va ravir les vrais gaullistes !

Tout passe tranquillement...

Après un parcours agité, le budget de la Sécu pour 2014 adopté - AFP

A l'issue d'un parcours mouvementé, le Parlement a adopté définitivement mardi le budget de la Sécurité sociale pour 2014, avec son volet sur la taxation de l'épargne revu et corrigé, et l'ajout d'un geste pour la complémentaire santé des retraités.

Les députés socialistes, radicaux de gauche et écologistes ont voté pour, soit 316 voix, l'UMP, l'UDI et le Front de gauche contre, par 233 voix. Le Sénat, où le gouvernement ne dispose pas de majorité, avait rejeté jeudi dernier ce texte, pour la deuxième fois, mais l'Assemblée a le dernier mot. AFP 03.11

L'Assemblée adopte la proposition de loi pénalisant les clients de prostituées - AFP

Après des semaines de controverse, les députés ont adopté mercredi par une majorité "transpartisane" la proposition de loi qui vise à lutter contre le développement de la prostitution en France, notamment en pénalisant les clients.

Les députés ont approuvé à une majorité de 268 voix contre 138 (et 79 abstentions) ce texte qui punit l'achat d'actes sexuels d'une contravention de 1.500 euros.

Le camp du oui comprend notamment 238 socialistes mais aussi onze UMP (dont Nathalie Kosciusko-Morizet), quatre UDI et la plupart des députés Front de gauche.

A l'inverse le non est dominé par l'UMP (101 contre), mais on y trouve aussi beaucoup d'écologistes (12 sur 17), de radicaux de gauche et cinq PS. Plusieurs ténors de l'opposition ont choisi l'abstention, comme François Fillon, Christian Jacob ou Jean-Louis Borloo.

"Nous nous réjouissons de cette majorité absolue et au-delà des clivages politiques", se sont félicités les trois initiateurs de ce texte, les socialistes Maud Olivier et Catherine Coutelle et l'UMP Guy Geoffroy. AFP 04.11

Etat mafieux - Justice corrompue - Délation.

Woerth propose de suspendre les contrôles fiscaux des entreprises en 2014 - LeFigaro.fr

Conseil constitutionnel: La garde à vue de 96 heures censurée dans la loi anti-fraude fiscale - 20minutes.fr

Adoptée par le Parlement début novembre, la loi relative à la lutte contre la fraude fiscale, votée après l'affaire Cahuzac, est retoquée. Le Conseil constitutionnel a censuré ce mardi «la possibilité de recourir à une garde à vue de 96 heures avec report de la présence de l'avocat à la 48ème heure» dans des affaires de fraude fiscale, estimant que les infractions n'étaient «ni des crimes ni des infractions d'atteinte aux personnes».

L'instance a censuré également l'article 3 qui instaurait une amende calculée sur le chiffre d'affaires de la personne morale en cause. La peine, a-t-il rappelé, doit être proportionnelle à l'infraction. A également été invalidée la possibilité de visites domiciliaires ouverte aux administrations fiscale et douanière, sur le fondement de documents obtenus illégalement (par exemple lors d'une perquisition ensuite annulée par la justice).

Les juges, présidés par Jean-Louis Debré, ont par ailleurs retoqué l'article 57 qui ajoutait à la liste internationalement admise de dix «*paradis fiscaux*» tous les territoires avec lesquels la France n'a pas signé une convention d'assistance en matière de documents fiscaux.

«*Cet article devait entrer en vigueur le 1er janvier 2016*», relève le Conseil, mais «*selon les informations communiquées par le gouvernement, la France n'a conclu à ce jour aucune convention bilatérale comportant une clause d'échange automatique de documents. De très nombreux États auraient donc été susceptibles d'être inclus dans la liste des États et territoires non coopératifs au 1er janvier 2016*».

Saisi par des sénateurs UMP sur les deux textes (lois organique et ordinaire), les juges constitutionnels ont cependant validé la création d'un procureur financier spécialisé. 20minutes.fr 04.11

Bertrand Tavernier assigné pour outrage par le juge Burgaud Liberation.fr

Le ministère public a requis, hier, une amende de 3 000 euros à l'encontre du réalisateur de cinéma Bertrand Tavernier, assigné pour outrage par le «*juge d'Outreau*» Fabrice Burgaud devant le tribunal de grande instance de Paris. Au cœur du litige, les déclarations de Tavernier dans l'émission de France 5 C à vous du 10 avril à propos du film *Présumé Coupable*, long métrage inspiré de l'autobiographie de l'un des accusés de l'affaire, le notaire Alain Marécaux. «*Quand vous voyez le film, je ne suis pas pour la peine de mort, mais c'est quelqu'un que vous avez envie d'exécuter, le juge d'Outreau*», avait déclaré le réalisateur.

A l'audience, Fabrice Burgaud a expliqué qu'il avait eu l'impression d'une «*fatwa*», d'un «*contrat*» sur sa tête, et avait modifié ses habitudes et sorties. La décision sera rendue le 14 janvier. Liberation.fr 03.11

Il suffit qu'un juge hystérique et paranoïaque sujet à un délire de persécution ait soudainement une "*impression*" morbide qui le tourmente à en perdre le sommeil, pour qu'il soit autorisé à poursuivre en justice celui qu'il désigne comme étant l'auteur de son désordre mental. La mauvaise conscience doit peut-être, vaut mieux émettre des réserves, lui faire perdre la tête, mais ce n'est pas encore suffisant pour la faire éclater...

Contrairement à Bertrand Tavernier qui est parfaitement sain d'esprit, c'est à un psychiatre qu'il aurait fallu présenter Fabrice Burgaud, à moins qu'il faille l'envoyer au trou pour éviter qu'il puisse nuire à quiconque dans l'avenir.

Suisse. Libération d'Arcadi Gaydamak, en route vers Israël - Le Nouvel Observateur

L'homme d'affaires franco-israélien Arcadi Gaydamak, arrêté en Suisse il y a une quinzaine de jours et détenu dans une prison genevoise, a été libéré, a annoncé mercredi 4 décembre dans la soirée le journal "*La Tribune de Genève*".

Cette information a été confirmée par une source proche d'Arcadi Gaydamak. L'homme d'affaires a quitté la Suisse à bord d'un avion privé à destination d'Israël, où il devait arriver dans la nuit, a précisé la même source. Selon le journal, l'avocat d'Arcadi Gaydamak, Me Marc Bonnant, a signé un accord financier avec l'avocat du plaignant, qui est l'ancien international de football français, Luis Fernandez. Cet accord a permis la libération d'Arcadi Gaydamak, ajoute le journal. Le ministère public de Genève n'avait pas confirmé cette libération en début de soirée.

Arcadi Gaydamak, domicilié en Russie, est en outre visé par un mandat d'arrêt européen émis par la France en décembre 2011. Arcadi Gaydamak a en effet été condamné par défaut en appel en avril 2011 à Paris à trois ans de prison et 375.000 euros d'amende pour fraude fiscale et blanchiment dans le cadre de l'Angolagate, une affaire de vente d'armes vers l'Angola.

Arcadi Gaydamak avait été arrêté le 19 novembre à Zurich alors qu'il se rendait dans un cabinet d'avocats à la suite d'un mandat d'arrêt émis quatre jours plus tôt par le parquet de Genève. Quelques jours plus tard, la France avait réactivé un mandat d'arrêt international datant de décembre 2011.

En octobre 2009, Arcadi Gaydamak avait été condamné en France en première instance à six ans de prison ferme pour son implication dans l'affaire de trafic d'armes avec l'Angola, au début des années 1990, pour un montant de 790 millions de dollars gagés sur les recettes futures du pétrole de ce pays alors en proie à une guerre civile.

En avril 2011, la Cour d'appel de Paris avait cependant infirmé le jugement prononcé en première instance, estimant qu'il n'y avait pas eu trafic d'armes, ni trafic d'influence, et ne retenant pour l'essentiel que des infractions d'abus de biens sociaux (ABS),

recel d'ABS, fraude fiscale et blanchiment à l'encontre de la plupart des 18 prévenus dans l'affaire.

La justice française n'avait alors retenu contre Gaydamak, en fuite, que la fraude fiscale et le blanchiment et l'avait condamné à trois ans de prison. Son pourvoi en cassation a été rejeté en début d'année. Le Nouvel Observateur avec AFP 04.11

Grande-Bretagne : dénoncer les crottes de chien peut rapporter gros - Le Point.fr

Régime policier : quand la délation atteint le caniveau.

- Une municipalité offre à hauteur de 90 euros aux personnes qui dénoncent les propriétaires de chien n'ayant pas ramassé les déjections de leurs animaux.

Jusqu'à présent, "seule une poignée de contrevenants" ont été pris en flagrant délit par des patrouilles de la municipalité de Stafford (centre de l'Angleterre), obligeant les autorités locales à prendre des mesures plus drastiques. "Désormais, toute personne donnant des informations permettant de poursuivre ou de verbaliser un contrevenant recevra 75 livres (90 euros ou 122 dollars)", a annoncé mercredi la municipalité de Stafford dans un communiqué.

De fait, le délateur recevra le montant de l'amende payée par le propriétaire du chien qui n'aurait pas respecté ses obligations, alors que la municipalité a mis à disposition, dans plusieurs quartiers de la ville, des sacs gratuits pour ramasser les déjections canines.

"L'opinion publique soutient notre position de tolérance zéro en la matière depuis le début. Certaines personnes nous ont dit qui, où et quand (un tel délit avait été commis), et cela nous a permis de verbaliser des contrevenants. Il nous paraît donc juste de prendre l'argent de ceux qui n'ont pas de considération pour l'environnement et la santé des autres et de la reverser à ceux qui s'en préoccupent", a justifié un conseiller municipal de Stafford, Frank Finlay, en charge de l'environnement et des questions de santé.

Dans le même registre, la police de deux régions britanniques (Derbyshire et West Midlands) a décidé de récompenser jusqu'à hauteur de 1 000 livres (1 200 euros ou 1 600 dollars) les personnes qui dénonceront les chauffeurs ivres à l'occasion des fêtes de fin d'année. Le Point.fr 04.11

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Le représentant français auprès de l'ONU a fait part du refus par l'Iran et la Syrie du communiqué de Genève 1.

Si le gouvernement syrien n'accepte pas la mise à exécution du communiqué « Genève 1 », on ne voit aucun intérêt à la participation des opposants syriens à la conférence Genève II le 22 janvier, a affirmé Gérard Araud, lors d'une conférence de presse. La Syrie et même l'Iran n'accepteront pas le communiqué de Genève et si la conférence Genève II porte sur la formation d'un gouvernement de transition on y participera avec beaucoup d'espérance, a-t-il prétendu. La tenue de la conférence Genève le 22 janvier est la seule voie pour résoudre la crise syrienne, a précisé Araud en faisant savoir que la France ne participera pas à la conférence Genève II si cette conférence ne s'inscrit pas dans le sens du Genève 1. french.trib.ir 04.11

1.2- La déclaration de guerre de l'Armée Syrienne Libre (ASL) aux côtés de l'armée syrienne contre les groupes terroristes liés à Al-Qaïda a retenu l'attention de tous les médias britanniques.

Salim Idriss chef de l'ASL a déclaré la guerre aux groupes terroristes liés à Al-Qaïda et fait part de la disponibilité des opposants armés à coopérer avec l'armée syrienne contre Al-Qaïda., a-t-on appris d'Al-Alam. 3 groupes sont en guerre en Syrie à savoir l'Etat, les révolutionnaires et les groupes extrémistes liés à Al-Qaïda, a rapporté, aujourd'hui, mercredi, le quotidien londonien Times. Salim Idriss a revu en baisse avant la tenue de la conférence Genève II ses revendications et déclaré que la mise à l'écart de Bachar al-Assad ne constitue plus un préalable, car il est possible que le départ d'Assad soit évoquée avant les négociations. La déclaration de guerre de l'ASL aux autres groupes terroristes comme Al-Qaïda témoigne d'une nouvelle évolution dans les affrontements en Syrie, selon les ce rapport. french.trib.ir 04.11

2- Liban

- Ryad derrière l'attentat de l'ambassade d'Iran à Beyrouth, selon le Hezbollah AFP

Le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah, a accusé mardi l'Arabie saoudite d'être derrière le double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth, qui avait fait 25 morts le 19 novembre et a été revendiqué par un groupe lié à Al-Qaïda.

Les brigades Abdallah Azzam, qui ont revendiqué l'attaque, ont "*un émir et il est Saoudien, et je suis convaincu que (ce groupe) est lié aux services secrets saoudiens, qui dirigent des groupes comme celui-là dans différentes parties du monde*", a affirmé Hassan Nasrallah sur la chaîne libanaise OTV.

Alors que le Hezbollah et son allié iranien soutiennent le régime du président syrien Bachar al-Assad, l'Arabie saoudite appuie les rebelles qui cherchent à le renverser.

M. Nasrallah a souligné que l'attentat était "*lié à la colère de l'Arabie saoudite contre l'Iran en raison de son échec*" en Syrie.

SOCIAL

1- France

- Rythmes scolaires : plus de 40% des instituteurs en grève selon un syndicat d'enseignant

Instituteurs et agents municipaux poursuivent, jeudi 5 décembre, la fronde contre la réforme des rythmes scolaires prévoyant un retour à la semaine de 4,5 jours. Soutenus par des parents d'élèves, plusieurs syndicats appellent à cette journée de mobilisation nationale pour réclamer l'assouplissement du décret instituant la nouvelle semaine scolaire dans le primaire, ou son abandon. Trois mois après sa mise en oeuvre dans 17% des communes, les autres attendant la rentrée 2014, la réforme destinée à mieux répartir les cours pour lutter contre l'échec scolaire, reste contestée.

Le ministère de l'Education annonce un taux de grévistes de 21,35% au niveau national et de 22% à Paris. Dans la capitale, la mairie précise qu'un tiers des écoles sont partiellement en grève (195 écoles sur 663), et 31 le seront entièrement. Le premier syndicat du primaire SNUipp-FSU annonce "*plus de 30% de grévistes et au moins 40 écoles fermées*". Au niveau national, le SNUipp-FSU estime que près de 42% des instituteurs ne feront pas classe. Les cantines, la garderie et les activités périscolaires sont également être touchés par le mouvement.

Mi-novembre, l'opposition à la réforme des rythmes, mesure-phare du programme de François Hollande, s'était étalée sur trois jours et avait aussi réuni enseignants, animateurs, éducateurs, assistantes de maternelle, parents. Après avoir demandé un report de la réforme qu'il avait qualifiée de "*bricolage*", le SNUipp-FSU réclame désormais une réécriture du décret pour l'assouplir. "*Le débat sur les rythmes empoisonne l'école et je ne crois pas que l'échec scolaire va être réglé en retournant à l'école le mercredi matin*", a déclaré Sébastien Sühr, le secrétaire général du syndicat d'enseignant.

D'autres organisations n'appellent pas à la mobilisation. La FCPE, principale fédération de parents, soutient la réforme même si elle juge qu'il aurait fallu aller plus loin. Parmi les syndicats d'enseignants, l'Unsa ne soutient pas une grève qui "*amalgame des revendications de toutes sortes*" et le Sgen-CFDT estime qu'appeler à suspendre ou réécrire le décret "*c'est se tromper de cible*" parce que "*les difficultés*" relèvent "*des modalités concrètes de mise en oeuvre*".

Les députés examinent également jeudi une proposition de loi UMP visant à laisser aux maires "*le libre choix*" d'organiser le temps scolaire dans leurs écoles. Des maires comptent d'ailleurs boycotter la réforme : "*On va approcher les 1 000 maires opposés à la réforme*", assure Jean-Michel Fourgous, député-maire UMP et coordinateur du collectif. "*On n'a pas l'argent pour la financer et rien ne prouve qu'elle sera efficace sur les résultats scolaires*". La liberté laissée aux élus "*n'a jamais été aussi grande qu'avec ce décret*", a rétorqué Vincent Peillon mercredi à l'Assemblée. "*Il est dommage que quelques-uns ne veulent pas unir leur bonne volonté et mènent un combat d'arrière-garde*". Francetv info avec AFP 05.11

2- Portugal

2- La troïka de retour au Portugal, les salaires en ligne de mire - AFP

Les créanciers du Portugal ont entamé mercredi un nouvel examen du programme de rigueur du pays sous perfusion financière, au moment où patronat et syndicats sont unanimes à dénoncer une cure d'austérité qui pèse sur la reprise fragile de l'économie.

"*Ce n'est pas en diminuant les salaires, comme le suggèrent certains membres de la troïka, que l'on va faire repartir l'économie*",

s'est emporté Antonio Saraiva, président de la Confédération des entreprises portugaises.

Les experts du Fonds monétaire international sont notamment favorables à une baisse du salaire minimum (actuellement de 485 euros) pour les jeunes pour favoriser l'embauche de chômeurs.

"Une politique de bas salaires est inacceptable. Nous espérons que le gouvernement fera valoir ce point de vue auprès de la troïka", a déclaré Lucinda Damaso, présidente du syndicat UGT, en attendant une rencontre entre les partenaires sociaux et les créanciers programmée mercredi prochain.

Une fois n'est pas coutume, la très austère ministre des Finances Maria Luis Albuquerque a dit partager l'avis des syndicats, estimant que les salaires ont déjà assez baissé dans le secteur privé: *"Sur ce point, nous avons une divergence de vues avec le Fonds monétaire international"*.

Selon une étude de la Banque du Portugal, 39,4% des salariés du pays ont subi en 2011 et 2012 des baisses de leurs revenus. Les nouveaux arrivants sur le marché du travail ont dû accepter en moyenne une diminution de 11% de leurs salaires en 2012.

Saisie par le président Anibal Cavaco Silva, la Cour doit se prononcer prochainement sur un projet phare du budget, les coupes de près de 10% dans les retraites des fonctionnaires.

En cas de verdict défavorable, le Portugal est tenu de proposer des économies alternatives. *"Il faut trouver le cas échéant de nouvelles mesures, mais nous n'avons pas discuté d'un plan B avec le gouvernement"*, avait assuré en novembre Subir Lall, chef de la mission du FMI pour le Portugal. AFP 04.11

2.2- 3 000 fonctionnaires portugais acceptent de quitter leur poste - Liberation.fr

Environ 3 000 fonctionnaires portugais ont d'ores et déjà accepté de quitter leur poste en échange d'une indemnisation dans le cadre d'un plan de départs volontaires destiné à réduire les dépenses publiques, a annoncé mardi le gouvernement.

Sur les 3 019 personnes ayant répondu à l'appel, plus de la moitié a pour l'heure obtenu l'aval de l'administration et le reste des demandes est à l'étude, indique le gouvernement dans un communiqué. Ce nombre reste toutefois en retrait par rapport aux 5 000 à 15 000 départs volontaires sur lesquels avait tablé initialement le gouvernement.

Le gouvernement de centre droit compte réduire de 2% en 2014 les effectifs de la fonction publique sur un total de 575 000 actuellement (hors hôpitaux). Depuis 2005, 173 000 postes de fonctionnaires ont déjà été supprimés, dont 28 000 au cours des douze derniers mois.

Une autre vague de départs est prévue pour les enseignants, qui ont jusqu'au 28 février prochain pour se porter candidats. La coalition au pouvoir applique les remèdes du Fonds monétaire international, qui avait épinglé en janvier les «sureffectifs» dans les domaines de l'éducation et des forces de sécurité. Selon le FMI, ces catégories représentent 60% du total des fonctionnaires portugais, un taux «nettement au-dessus de la moyenne européenne». Liberation.fr 03.11

ECONOMIE

Etats-Unis

- La justice américaine autorise Detroit à se déclarer en faillite - Reuters

Detroit peut se déclarer en faillite, la plus importante dans l'histoire municipale des Etats-Unis, a décidé mardi un juge fédéral américain en faisant valoir que la ville est insolvable et qu'elle ne pourra pas se désendetter si elle ne bénéficie pas du régime de sauvegarde.

Le juge Steven Rhodes est également parvenu à la conclusion que bien que la municipalité de Detroit n'ait pas négocié *"de bonne foi"* avec ses créanciers, ces derniers étaient trop nombreux pour que de telles négociations soient menées avec succès.

Cette décision, dont plusieurs créanciers ont déjà annoncé faire appel, va permettre à l'ancien fleuron de l'industrie automobile américaine de présenter un plan de réorganisation financière d'ici au 1er mars. Le juge a précisé que les appels ne seraient pas suspensifs.

Detroit avait demandé le 18 juillet à pouvoir se placer sous le régime des faillites pour gérer ses quelque 18 milliards de dollars (13 milliards d'euros) de dettes et passifs divers, dont plus de la moitié est constituée par l'assurance-maladie et les retraites.

Les syndicats d'employés municipaux, les retraités et les fonds de pension s'opposaient au recours au Chapitre 9 du Code des faillites américain en soutenant que Detroit est solvable et que l'administrateur judiciaire nommé par la municipalité n'a pas suffisamment négocié avec les créanciers avant de présenter le dépôt de bilan.

La ville, qui comptait 1,8 million d'habitants au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle ses usines de production de chars, d'avions ou de munitions lui ont valu le surnom d'"*arsenal de la démocratie*", a vu sa population fondre à 700.000 personnes. Quelque 78.000 bâtiments y sont laissés à l'abandon et l'éclairage public ne fonctionne qu'à 40%. Reuters 03.11

[Haut de page ↗](#)

Le 7 décembre 2013

CAUSERIE

Vendredi 23h15 en Inde

46 nouveaux articles ont été ajoutés.

La suite plus tard samedi si j'en ai le courage ou dimanche...

Samedi 13h10 en Inde

Le site est actualisé.

On ajoutera des articles de presse ce soir.

ACTUALITE EN TITRES

[PS. Une mesure préventive...](#)

- La France durcit sa lutte contre le trafic d'espèces menacées - AFP

[La guerre au terrorisme permet de légitimer toutes les guerres partout dans le monde.](#)

C'est G.W. Bush qui l'a dit, c'est Hollande qui le fait, normal, non ? Ah vous ignoriez ce qu'était le PS, pas de bol !

- Après le Mali, Hollande se pose de nouveau en chef de guerre, en Centrafrique - AFP

- Centrafrique: feu vert de l'ONU à une intervention française - AFP

- République centrafricaine : l'Union européenne va soutenir l'intervention franco-africaine - LeMonde.fr

Heureusement qu'il y a eu le 11 septembre 2001, quel hasard, quelle chance !

Au fait, le droit à la guerre ou les droits de l'homme, c'est du pareil au même, non ? Pourquoi ? Mais parce qu'en période de paix ce sont les droits de l'homme qui permettent de poursuivre tranquillement la guerre de classe et de s'acheter à bon compte une bonne conscience, la seule qui vaille en dernière analyse, non ?

[Sacrifiés sur l'autel du capital](#)

- Deux mille jeunes Européens combattent pour Al-Qaeda en Syrie - Liberation.fr

- Un quart des Européens menacés de pauvreté ou d'exclusion en 2012 - LePoint.fr
- Chômage : hausse à un rythme ralenti et coup de frein confirmé chez les jeunes - Liberation.fr
- Un Français sur trois déclare travailler au noir - L'Expansion.com

33% des Français déclarent travailler ou avoir travaillé au noir en 2013, contre 13% en 2008, selon le baromètre O2-Market Audit.

20% des sondés reconnaissent également avoir recours au "*travail au gris*" (déclaration en partie des heures travaillées) contre 2% lors de la précédente étude. L'Expansion.com 05.12

Franchement, il faut être con pour ne pas frauder l'Etat, le fisc, tout ce qui représente le capital...

[Voilà ce qui alimente la xénophobies !](#)

- Canalisations : plus de 7 millions de logements ne sont pas aux normes - LeFigaro.fr -
- Sondage : 72% des Français opposés aux travailleurs détachés - LeParisien.fr

Les travailleurs détachés font polémique, comme en 2005 la directive Bolkenstein et son fameux « *plombier polonais* ». LeParisien.fr 06.12

Ah ces sales Français, 72% de conservateurs, réactionnaires, (social) nationalistes, souverainistes, xénophobes, racistes !

N'est-ce pas ce que vont déclarer SOS Racisme, le Mrap, le Cran, le Crif, l'UEJF, la Ligue des droits de l'homme, Amnesty international, la confrérie réunie des communautaristes et mondialistes, l'UMP, le PS, la gauche et l'extrême gauche, les gauchistes ? Non, étonnant, on ne comprend pas pourquoi...

[Le lobbying patronal est prioritaire sur l'école et les conditions de vie de nos enfants ou petits-enfants.](#)

- Professionnels du ski et parlementaires font pression pour changer les vacances scolaires - L'Express.fr

Soixante-quatre parlementaires ont signé à l'initiative de professionnels du ski une motion pour demander au gouvernement des vacances de printemps moins tardives... L'Express.fr 06.12

Ces 64 parlementaires devraient sur le champ être révoqués à vie du Parlement...

[Dans le monde.](#)

- Défilé sous tension en Grèce, cinq ans après la mort d'un jeune - Reuters
- La police égyptienne intervient et met fin à des heurts au Caire - Reuters
- Thaïlande: les manifestants se préparent à reprendre leur lutte contre le gouvernement - AFP

[L'Etat sioniste compte un élu de plus](#)

- La Jordanie élue au Conseil de sécurité, après le refus de l'Arabie saoudite - LeMonde.fr

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Rien de tel qu'une bonne guerre pour se refaire une santé... institutionnelle \(seulement\).](#)

- Nouveau record d'impopularité pour Hollande et Ayrault, selon CSA - Reuters

François Hollande et Jean-Marc Ayrault battent un nouveau record d'impopularité avec respectivement 24% et 22% de confiance dans un sondage CSA pour Les Echos, diffusé jeudi.

Jean-Marc Ayrault bat le record d'impopularité pour un Premier ministre enregistré par ce baromètre. Reuters 05.12

- La cote de popularité de Jean-Marc Ayrault chute à 18% - 20minutes.fr

La cote de popularité de Jean-Marc Ayrault est en berne. Le Premier ministre enregistre une cote de confiance de 18% (-4) dans le baromètre TNS-Sofres-Figaro Magazine de décembre paru ce jeudi.

François Hollande, lui, est stable à 21%. 20minutes.fr 05.12

[Un petit tour d'illusionnisme pour se donner bonne conscience.](#)

- La députée Isabelle Attard quitte EE-LV - Liberation.fr

La députée Isabelle Attard quitte Europe Ecologie-les Verts. L'élue du Calvados a choisi de rejoindre Nouvelle Donne, la jeune formation de l'économiste Pierre Larrouturou, qui était, lui, encore récemment au PS. La décision d'Attard a provoqué un fort mécontentement chez les responsables d'EE-LV.

Se situant désormais hors de la majorité, elle précise que la réforme des retraites - contre laquelle elle a voté - a constitué un «*point de rupture*» : «*Je ne pouvais plus continuer ce grand écart entre mes convictions, inchangées depuis mon élection, et les pratiques de ce gouvernement.*» Liberation.fr 05.12

Quel courage, quelle audace ! Pas vraiment, car en réalité Nouvelle Donne n'est pas sur une ligne de "rupture" avec le capital, donc s'ils devaient gouverner demain, ils feraient exactement la même politique que le gouvernement Hollande-Ayrault, CQFD.

[En famille. Le régime est reconnaissant et généreux envers les siens.](#)

- Le gouvernement tire un trait sur les dettes du quotidien L'Humanité - L'Expansion.com

Un amendement du gouvernement au projet de loi de finances rectificative pour 2013 propose de lui accorder l'effacement d'une dette de plus de 4 millions d'euros, plus les intérêts, contractée sous forme de prêt du Fonds de développement économique et social.

L'amendement explique que "L'Humanité ne peut faire face au remboursement de sa dette contractée auprès de l'État (...), parce que ses résultats financiers sont très faibles et qu'elle ne possède plus d'actifs". "Par conséquent, il est nécessaire d'abandonner cette créance", conclut-il.

L'Humanité est le journal le plus subventionné sur la période 2009-2011 si l'on rapporte les montants des aides perçues à sa diffusion (0,48 euro par exemplaire), indique la Cour des Comptes. Il a touché 6,8 millions d'euros par an en moyenne. L'Expansion.com 05.12

[INFOS EN BREF](#)

POLITIQUE

1- Afrique du Sud

Nelson Mandela, ancien président de l'Afrique du Sud et symbole de la lutte contre l'apartheid, est décédé jeudi soir à son domicile laissant le souvenir d'un géant politique dont le courage et l'influence ont été salués par les dirigeants de la communauté internationale.

Mandela s'est éteint à l'âge de 95 ans, après avoir été soigné pendant plusieurs mois cette année pour une infection pulmonaire récurrente, résultat de ses 27 années d'internement, notamment dans la colonie pénitentiaire de Robben Island, près du Cap.

Originaire d'un milieu rural, Nelson Mandela fut l'un des premiers partisans de la résistance armée à l'apartheid en 1960, un

combat qui est devenu un symbole de la seconde moitié du XXe siècle dans les pays émergents.

Lorsque le régime blanc conduit par le président Frederik de Klerk dut céder le pouvoir, Mandela fut le premier à prôner la réconciliation et le pardon des noirs en faveur de la minorité blanche.

Madiba, le surnom de Nelson Rolihlahla Mandela, devenait chef de l'Etat sud-africain après la victoire de l'ANC aux élections de 1994 avant de se retirer de la politique cinq ans plus tard.

Le dernier président blanc de l'Afrique du Sud et son adversaire le plus déterminé partagèrent en 1993 le prix Nobel de la paix. De Klerk avait ordonné la libération de Mandela en 1990 et avait négocié avec lui la fin du régime de l'apartheid.

Mandela fut pour lui un homme "*humain*" et "*compatissant*" qui avait su comprendre la peur des Blancs face à la perspective d'une transition démocratique.

Qualifié de "*colosse, de modèle d'humilité, d'équité, de justice, de paix et d'espoir*" par le Congrès national africain, Mandela se vit confronter à la tâche immense de bâtir une nouvelle nation à son arrivée à la tête de l'Etat.

Il prit les rênes d'un pays profondément divisé, vivant sur l'héritage de plusieurs décennies de racisme institutionnel et il fit de la réconciliation le thème central de l'unique mandat qu'il servit.

Il créa une Commission de la vérité et de la réconciliation qui fut chargée de panser les blessures ouvertes d'un pays en proie à la violence, offrant un modèle pour les autres nations traversées par des conflits civils.

En 1999, il céda le pouvoir à des dirigeants plus jeunes et mieux rompus que lui aux réalités de la gestion économique, se révélant encore une fois un exemple: il fut l'un des rares dirigeants africains à quitter ses fonctions de sa propre volonté. Reuters 05.12

Récupération de la poubelle du vieux monde.

- Les Obama, les Bush et les Clinton iront en Afrique du Sud rendre hommage à Mandela - LeMonde.fr

Le président des Etats-Unis Barack Obama et deux de ses prédécesseurs, George W. Bush et Bill Clinton, iront rendre hommage à Nelson Mandela la semaine prochaine en Afrique. LeMonde.fr 06.12

Récupération des communautaristes.

Appels à des rassemblements à Paris en hommage à Mandela - AFP

Les associations antiracistes saluaient vendredi la mémoire de Nelson Mandela, décédé jeudi soir à 95 ans, SOS Racisme appelant à un rassemblement en fin de journée devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris.

"SOS Racisme déposera une gerbe et appelle à se rassembler devant l'ambassade d'Afrique du Sud vendredi à 18h00", précise SOS Racisme dans un communiqué.

Louis-Georges Tin, président du Cran (Conseil représentatif des associations noires) salue lui aussi dans un communiqué la mémoire de "*Madiba*" et appelle également à un rassemblement samedi à 13h, en amont de la manifestation contre le racisme et pour l'égalité des droits devant l'église Saint-Bernard, à Paris.

L'UEJF (Union des étudiants juifs de France) a également salué "*la mémoire d'une grande figure de la lutte antiraciste*". "*Nelson Mandela restera à jamais un modèle pour tous les militants antiracistes*", estime Jonathan Hayoun, président de l'organisation. AFP 06.12

En complément dans le même registre.

Récupération des imposteurs.

- Taubira invitée chez les francs-maçons du Grand-Orient - L'Express.fr

Christiane Taubira, Garde des Sceaux, a accepté la proposition de Daniel Keller, Grand Maître du GODF, de se rendre au siège de l'obédience pour plancher sur le thème : "*Crise des valeurs de la République : Analyse et Perspectives*".

Au cours de cette conférence publique, il n'est pas prévu d'aborder la politique pénale de la Chancellerie. L'Express.fr 06.12

Vous avez raison, vaut mieux pas aborder la politique du gouvernement qui piétinent les valeurs de la République que vous prétendez défendre...

2- Syrie

Les terroristes de l'Etat islamique en Irak et au Levant ont exécuté un cameraman indépendant irakien au nord de la Syrie. C'est le président des Reporters sans frontières pour le Moyen Orient et le nord de l'Afrique qui confirme la mort par pendaison de Yasser Fayçal al Jamili. " *Il s'agit de la première exécution de journaliste dans les régions contrôlées par les rebelles* " le rapport n'explique pas le motif de cette exécution. french.irib.ir 05.12

2- Palestine

Les palestiniens ont rejeté le nouveau plan du secrétaire d'Etat américain des Etats-Unis consistant à poursuivre les négociations de compromis avec Israël et signer l'accord sécuritaire.

La partie palestinienne a réfuté la proposition du secrétaire d'Etat américain des Etats-Unis de poursuivre le processus de compromis avec Israël, affirmant que cette proposition ne mène qu'à la poursuite de l'occupation des territoires occupés de la Palestine, a révélé une autorité palestinienne sous le sceau de l'Anonymat. french.irib.ir 05.12

3- Israël

-Israël exonère l'un de ses soldats pour la mort d'un Palestinien - Reuters

L'armée israélienne a blanchi l'un de ses soldats pour la mort en 2011 d'un manifestant palestinien tué par une cartouche de gaz lacrymogène.

Moustafa Tamimi, 28 ans, avait été atteint à la tête par cette cartouche alors qu'il poursuivait un véhicule de l'armée israélienne tout en jetant des pierres lors d'une manifestation en Cisjordanie occupée.

Dans un communiqué diffusé jeudi soir, l'armée israélienne déclare qu'une enquête interne a permis d'établir que le soldat responsable du tir " *n'avait vu personne dans sa ligne de mire* " et que, par conséquent, aucun des militaires impliqués dans cet incident ne saurait être tenu pénalement responsable.

L'armée ajoute que son enquête a été entravée par le refus de témoigner d'un autre manifestant, qu'elle n'identifie pas, et par des " *émeutes* " lorsque des experts scientifiques ont voulu procéder à des analyses sur les lieux de l'incident.

Louai Tamimi, frère du manifestant tué, rejette cette version de l'armée israélienne et dit ne pas avoir été approché par les enquêteurs malgré sa présence dans la manifestation du 9 décembre 2011.

Il a déclaré à Reuters qu'il se tenait aux côtés de son frère, à " *quatre ou cinq mètres, ou moins* " du véhicule israélien. " *Lorsque le soldat a tiré la cartouche de gaz lacrymogène, il ne fait aucun doute qu'il nous avait vus et il a touché mon frère directement* ", a-t-il affirmé vendredi.

L'organisation israélienne de défense des droits de l'homme B'Tselem juge que les faits tels qu'ils sont présentés par l'armée israélienne contreviennent à ses propres règles, selon lesquelles un tir de grenade lacrymogène ne doit pas entraîner de risque mortel.

Dans un communiqué, elle critique la durée et le champ limités des investigations de l'armée sur cet incident. " *Dans de telles circonstances, c'est seulement une question de temps avant qu'un autre civil palestinien désarmé soit tué de la même manière. Pour les Palestiniens de Cisjordanie, cette décision représente un message clair qu'ils ne peuvent attendre la justice du système juridique israélien* ", écrit B'Tselem. Reuters 06.12

On appelle cela un assassinat, un crime raciste puisque l'armée sioniste ne procéderait jamais de la sorte contre des manifestants juifs.

Question : SOS Racisme et l'Union des étudiants juifs de France, BHL, Kouchner, Fabius et Hollande vont-ils dénoncer ce meurtre, cette parodie de justice et appeler à manifester à Paris devant l'ambassade de l'Etat sioniste en soutien à ce Palestinien ? Vous connaissez d'avance la réponse...

4- Kenya

- L'Assemblée kényane adopte la loi de contrôle des journalistes - LeMonde.fr

Les députés kényans ont adopté jeudi 5 décembre une loi donnant des pouvoirs étendus au gouvernement pour contrôler les médias. Le texte prévoit notamment la création d'un tribunal spécial qui pourra infliger des amendes très élevées aux journalistes, pouvant aller jusqu'à 20 millions de shillings kényans (173 000 euros)

Le vote de cette loi s'inscrit dans le cadre d'une série de mesures du gouvernement kényan pour renforcer la sécurité nationale après la sanglante attaque islamiste contre le centre commercial Westgate de Nairobi en septembre.

Les médias avaient déclenché la colère des autorités en dévoilant des images prises par les caméras de sécurité du centre. Elles montrent des soldats probablement en train de piller les magasins pendant l'opération contre le commando islamiste.

Le directeur d'une chaîne de télévision et deux journalistes avaient d'ailleurs été convoqués par la police. Celle-ci avait finalement dû faire machine arrière devant le tollé. Avant de revenir sur sa décision, la police avait néanmoins expliqué « *qu'il existe des limites* » à la liberté d'expression, accusant les journalistes d'inciter au soulèvement contre les autorités. LeMonde.fr 05.12

SOCIAL

1- France

- Un projet socialement responsable promis pour La Redoute - Reuters

- Les départs contraints au sein de La Redoute seront limités "*au maximum*" - lemonde.fr

Le champs sémantique du sinisme social s'enrichit

- En 2008, le plan de départ avait concerné 672 départs ; pour l'actuelle présidente de La Redoute, ce projet de reprise est « *socialement responsable* ». « *Les changements sont inévitables dans l'organisation du travail, et nous allons accompagner les salariés dans le temps en intervenant en priorité sur les mesures d'âge et sur les départs volontaires* », a-t-elle ensuite précisé.

Plus tôt dans la journée, une centaine de salariés de La Redoute, sur le site de La Martinoire à Wattrelos, avaient cessé le travail pendant environ deux heures pour dénoncer le plan de reprise annoncé la veille par Kering. « *Ce matin, aux alentours de 10 heures, une centaine de salariés de La Martinoire ont débrayé pour dénoncer le plan de reprise annoncé en comité d'entreprise extraordinaire* », a indiqué la Confédération générale du travail (CGT) de La Redoute dans un communiqué.

Vers midi, les salariés étaient retournés à leur secteur, « *bien décidés à convaincre tous les collègues de l'importance de réussir la prochaine manifestation le 13 décembre (...) à Roubaix* », peut-on lire dans le communiqué.

« *On nous prend pour des c..., tout simplement. On a une PDG qui dépose un dossier le samedi et le mercredi elle est retenue, alors que depuis juillet, Kering nous dit que c'est un processus long parce qu'il faut étudier les dossiers de façon sérieuse* », a déclaré le délégué syndical de la CGT Fabrice Peeters. Il s'est aussi exprimé sur les attentes des salariés de La Redoute, désireux d'une preuve de confiance de la part de Kering, sous forme de « *un compte réservé aux salariés* ». « *Et si au bout d'un certain nombre d'années, que l'on définira ensemble, tout le monde est encore au travail, Kering récupérera son argent* », propose M. Peeters. lemonde.fr 05.12

2- Grande-Bretagne

- Le départ en retraite des Britanniques sera repoussé à 69 ans - Liberation.fr

Ah, ils vont y arriver à 70 ans ! Et après ?

L'âge pour toucher la retraite d'État au Royaume-Uni devrait passer à 69 ans vers la fin des années 2040 contre 65 actuellement, a annoncé mercredi le ministre des Finances, George Osborne.

«C'est une des décisions difficiles que doit prendre un gouvernement s'il veut sérieusement contrôler les dépenses publiques», a-t-

il déclaré à l'occasion de son traditionnel discours d'automne sur l'économie et le budget.

L'âge de la retraite, qui progresse en fonction de l'espérance de vie, sera dans un premier temps relevé à 68 ans au milieu des années 2030, une accélération par rapport à l'objectif initial de 2046, a indiqué le Chancelier de l'Echiquier.

Ces mesures, qui s'ajoutent à une précédente réforme des retraites annoncée en 2011, devraient permettre d'économiser 500 milliards de livres (un peu plus de 600 milliards d'euros) au total, selon le ministre. Le calendrier exact de cette réforme des retraites doit encore être précisé, en prenant notamment en compte les futures estimations d'espérance de vie.

La retraite d'Etat britannique, très faible, ne dépasse pas les 475 livres par mois (570 euros) et de nombreux salariés cotisent donc aussi à un fonds de pension. Elle doit être relevée de 2,95 livres par semaine à partir d'avril prochain, a indiqué George Osborne. Liberation.fr 05.12

ECONOMIE

1- Allemagne

Deutsche Bank a annoncé jeudi la fermeture de la plus grande partie de ses activités de trading de matières premières en raison des nouvelles contraintes réglementaires, devenant la dernière banque en date à cesser ou réduire ce type d'opérations jadis lucratives.

La première banque allemande a précisé qu'elle ne pratiquerait plus de négoce dans l'énergie, l'agriculture, les métaux de base et le vrac sec. Elle ne conservera que quelques activités dans les métaux précieux et les dérivés financiers.

Le trading de matières premières n'est plus aussi intéressant qu'auparavant pour le secteur bancaire en raison d'une baisse des marges, d'une mobilisation de capitaux plus importante et d'un durcissement marqué du cadre réglementaire.

"La décision de recentrer notre activité dans les matières premières s'explique par le fait que nous avons identifié de meilleures manières de déployer notre capital et nos ressources du bilan", a dit Colin Fan, co-directeur de la division Corporate Banking & Securities de la banque.

La décision de la Deutsche Bank aboutira à la suppression de quelque 200 postes. Reuters 05.12

2- OMC

- Un accord à l'OMC menacé par l'opposition subite de Cuba et ses alliés - AFP

Un accord à la réunion ministérielle de l'OMC à Bali, qui semblait acquis après l'aval de l'Inde, a été bloqué tôt samedi par l'opposition subite de Cuba, de la Bolivie, du Venezuela et du Nicaragua, plongeant l'organisation dans une nouvelle impasse.

"Cuba, la Bolivie, le Venezuela et le Nicaragua ont rejeté le paquet" de mesures que les 155 autres Etats membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont accepté, a indiqué à la presse Keith Rockwell, porte-parole du directeur général de l'OMC, Roberto Azevedo.

Des consultations sont actuellement en cours mais *"je ne sais pas quelles seront les étapes ultérieures"*, a-t-il ajouté tandis que des tractations intenses se poursuivaient au beau milieu de la nuit de vendredi à samedi sur l'île indonésienne de Bali.

Des préparations ont été faites pour que la réunion ministérielle, qui devait s'achever vendredi après-midi, se poursuive *"une journée encore"*, a-t-il averti.

Les quatre pays latino-américains *"sont insatisfaits à la suite du retrait d'une référence faite à l'embargo"* américain contre Cuba, a précisé M. Rockwell, évoquant *"une déclaration très politique, où ont été exprimés des éléments idéologiques"*.

Un accord à la réunion ministérielle sur l'île indonésienne de Bali semblait en vue vendredi soir après d'ultimes tractations qui avaient permis le ralliement de l'Inde, jusqu'à présent opposée à une entente.

Mais, lors des consultations nocturnes nécessaires pour faire officiellement approuver le texte, les quatre pays latino-américains ont subitement marqué leur opposition, surprenant les participants qui tablaient sur une conclusion imminente.

Un accord à Bali, le premier depuis la création de l'OMC en 1995, est perçu comme la dernière chance de relancer les négociations sur l'ouverture des échanges mondiaux, paralysées depuis leur lancement en 2001 à Doha, capitale du Qatar.

De nombreux responsables ont averti qu'un nouvel échec à Bali, après quatre réunions ministérielles vaines depuis le lancement du cycle de Doha, sonnerait le glas de l'OMC, au moins sous sa forme actuelle, voire du multilatéralisme en général.

Un compromis de dernière minute avait réussi vendredi soir à rallier in extremis l'Inde, dont l'opposition menaçait jusqu'alors toute entente.

"C'est une décision historique", s'est félicité le ministre indien du Commerce, Anand Sharma, en annonçant son soutien au "paquet de Bali", après quatre jours d'opposition qualifiée d'intransigeante par ses détracteurs.

"C'est une décision historique. Non seulement pour l'Inde mais pour tous les pays en développement et les pays pauvres. C'est une victoire pour l'OMC, pour le monde", a-t-il clamé.

Oubliant leur vive opposition passée, M. Sharma et son homologue américain, Michael Froman, sont tombés dans les bras l'un de l'autre à la sortie d'une réunion où a été présentée la nouvelle mouture du projet d'accord, visiblement soulagés de la fin du blocage.

L'Inde s'était opposée à plusieurs offres de compromis, rendant ainsi plus qu'incertaine la conclusion d'un accord appelé à relancer les négociations sur l'ouverture des échanges mondiaux.

L'Inde exigeait que soit aboli le plafond imposé par l'OMC aux subventions agricoles dans le cas où elles serviraient à la mise en oeuvre de programmes alimentaires.

New Delhi, disant parler au nom des 46 pays en développement du G33, veut en particulier offrir à prix artificiellement bas des denrées alimentaires de base à près de 800 millions de pauvres.

Derrière les apparences humanitaires, les critiques ont accusé l'Inde de prendre en otages les discussions à l'OMC pour des visées électorales: le gouvernement indien est en difficulté dans les sondages à l'approche d'un scrutin national.

Le compromis approuvé par l'Inde prévoit qu'aucune sanction ne sera recherchée contre les pays qui dépassent le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire jusqu'à ce qu'une "solution permanente" soit trouvée lors de la 11e ministérielle de l'OMC, qui doit théoriquement intervenir dans quatre ans. AFP 06.12

Puisqu'aucune sanction ne sera prise contre l'Inde si elle dépasse le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire, cela revient à lui laisser les mains libres, ce sont les Américains qui ont dû reculer et non l'Inde comme c'est affirmé dans cet article.

3- UE - Mercosur

- Barroso: le Brésil veut un accord avec l'UE, le Mercosur doit se décider - AFP

Marché de dupe. Borroso : " *Nos amis du Mercosur*", tout flatteur vit au dépend de celui qui l'écoute...

- Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a exhorté vendredi à Paris le Mercosur à décider s'il entend avancer dans les négociations commerciales avec l'Union européenne, pointant le fait que le Brésil "souhaite" un accord.

"*Quelques pays du Mercosur ne soutiennent pas*" ces négociations avec l'Union européenne, mais "*le Brésil veut un accord, veut avancer*", a indiqué M. Barroso dans un entretien avec l'AFP.

"*Nos amis du Mercosur doivent voir s'ils sont ou non en condition d'avancer ensemble*" dans ces négociations "*ou si quelques pays souhaitent avancer seuls*".

M. Barroso a indiqué que l'Union européenne préférerait négocier avec "*l'ensemble des pays du Mercosur*" pour l'établissement d'un Traité de libre-échange (TLC), en projet depuis plusieurs années, car "*notre vision est de région à région*".

"*Le Brésil doit décider s'il veut ou non (signer) un accord (avec l'UE) conjointement avec le Mercosur et également avec les autres pays*" membres du bloc sud-américain, a-t-il insisté.

"Nous souhaitons un accord de l'ensemble du Mercosur mais il faut voir" si tous ses membres "sont prêts", a-t-il poursuivi.

Le Mercosur et l'UE sont convenus en janvier lors d'une réunion ministérielle que les deux parties présenteraient leur offre d'ouverture du marché avant la fin de l'année pour avancer dans la négociation, rouverte en 2010 après six années de stagnation.

Les pays formant le Mercosur, marché commun du cône sud-américain, sont le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, le Venezuela, et le Paraguay (suspendu depuis juin 2012 et le renversement du président Fernando Lugo). AFP 06.12

Un tel traité ne peut être qu'un marché de dupe au détriment des peuples d'Amérique latine quand on compare leur puissance financière (BCE, banques et multinationales) à celle de l'UE.

Traité transpacifique de libre-échange, traité transatlantique de libre-échange, traité de libre-échange UE- Mercosur, des maillons du Nouvel ordre mondial qu'ils sont en train de mettre en place après avoir fait main basse sur le pouvoir politique aux Etats-Unis et en Europe, ils commencent pas les pays et les continents du vieux capitalisme, les plus riches, le reste suivra et la boucle de la dictature mondiale de l'oligarchie financière sera bouclée.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 décembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai plus le temps parce que je dois me reposer, demain on décryptera un article intéressant de l'AFP: *Birmanie: Christine Lagarde appelle le pays à lutter contre la pauvreté.*

Je n'ai pas eu le temps de lire l'article suivant mais je vous en conseille vivement la lecture : ● De BHL à Charlie Hebdo : la propagande néoconservatrice déguisée en gauche progressiste (michelcollon.info) (07.11.13)

Boycott des élections municipales de 2014 !

L'essentiel d'un article que je me suis refusé de mettre en ligne.

« Ensemble »... dans la dissimulation ! - Philippe Alcoy - jeudi 5 décembre 2013 - legrandsoir.info

« Ensemble », c'est le nom du nouveau regroupement « à la gauche du Front de Gauche » né les 23 et 24 novembre dernier. L'une des principales composantes de cette « coalition » est la FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologiste), parti de la maire de Saint-Ouen, Jacqueline Rouillon, depuis 2009. Dans un communiqué daté de vendredi 29 novembre, « Ensemble » qualifie « d'insupportable inhumanité » l'expulsion de 800 Rrom à Saint-Ouen les mercredi 27. Mais dans ce communiqué, outre le fait de ne pas mentionner qu'il s'agit d'une mairie Front de Gauche, on donne une version plus qu'étonnante du rôle tout à fait néfaste de la majorité municipale.

En effet, en plus de laisser entendre que les actions les moins défendables entamées par la maire, comme l'arrêté d'expulsion, seraient le résultat des pressions des trois entreprises publiques propriétaires des terrains et du préfet, on avance une version incroyable de l'appel à Valls de la part de J. Rouillon. D'après le communiqué la mairie aurait contacté Valls « afin de vérifier que la décision d'expulsion prise par le tribunal de Grande Instance de Bobigny (TGI) du 2 octobre serait appliquée et les termes de la loi respectés ». C'est à dire, que l'expulsion soit « précédée d'une prise en charge sociale et, singulièrement, de mesures de relogement ». Alors on peut imaginer que c'est sûrement parce que la mairie de Saint-Ouen avait « vérifié » les « mesures de relogement » étaient bien respectées qu'elle a décidé d'accélérer la procédure d'expulsion, le tout... en cachette !

Dans une tentative à peine dissimulée de justifier l'attitude de la mairie, « Ensemble » avance une bien malheureuse déclinaison municipale de la formule bien connue qui sert de justificatif pour expulser les « sans » : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde ». Dans le communiqué de « Ensemble » cela donne :

« La ville de Saint-Ouen, pas plus qu'une autre du département de la Seine-Saint-Denis ne peut accueillir la totalité des Roms qui sont régulièrement expulsés, conformément à la politique de M. Valls ». (...)

C'est donc cela « l'alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste, en rupture avec la logique capitaliste et productiviste » et « l'outil pour l'auto-organisation et l'autogestion, l'unité populaire et l'émancipation » qu'Ensemble prétend défendre ? Fin

Non, vous ne rêvez pas, en régime capitaliste, sous la Ve République, « *l'alternative sociale, écologique, féministe, internationaliste* » serait possible sans que la classe ouvrière n'ait pris le pouvoir politique, d'ailleurs à quoi bon lutter pour cet objectif, s'il suffirait de s'emparer d'une municipalité pour que tout devienne possible.

Nous ne prenons pas la défense du Front de gauche ou une de ses composantes, nous remettons simplement les choses à leurs places. Les uns sont pris à leur propre piège, l'autre prend ses désirs pour la réalité, les militants n'ont rien à attendre de tels charlatans.

Complément

- Une majorité de Français prêts à voter pour un nouveau parti dès 2014, selon un sondage - AFP

Une majorité (52%) de personnes seraient prêtes à voter pour un "*nouveau parti politique qui viendrait de se créer*" aux municipales et européennes de 2014, selon un sondage BVA pour iTélé.

A la question "diriez-vous qu'avec les partis politiques existants, un électeur dispose aujourd'hui d'une offre politique assez variée et satisfaisante?", 49% des sondés répondent par l'affirmative (15% "*oui tout à fait*", 34% "*oui plutôt*"). Mais un nombre identique de personnes répond négativement ("*non pas du tout*" 19%, "*non plutôt pas*" 30%).

Interrogés sur l'éventualité d'un vote pour "*un nouveau parti qui viendrait de se créer* ou "*pour un parti traditionnel existant depuis longtemps*", 52% des sondés assurent qu'ils pourraient "*très bien voter*" pour le premier. A l'inverse, 45% des personnes interrogées jugent qu'elles auraient "*probablement tendance à voter*" pour le second.

Les sympathisants de gauche sont moins enclins à voter pour un nouveau parti (39%) que les sympathisants de droite (46%). Mais se sont les personnes qui se disent "*sans proximité partisane*" qui sont le plus largement susceptibles de voter pour une nouvelle formation (76%). AFP 07.12

Tout d'abord, notons qu'il faudra absolument voter en 2014, alors que le taux d'abstention devrait avoisiner ou dépasser 50%.

Ensuite, bien des électeurs ignorent même l'existence de certains partis, par exemple le POI.

Enfin, les personnes qui se disent "*sans proximité partisane*" constituent l'immense majorité de la population qui a tendance à considérer que la droite ou la gauche c'est du pareil au même ou qu'elle vote pour l'un ou pour l'autre ne changera rien à sa condition.

En fait partie les couches les plus défavorisées et arriérées qui peuvent traditionnellement voter à gauche ou à droite ou éventuellement à l'extrême gauche ou à l'extrême droite, il suffit que 1, 2 ou quelques pourcents basculent de gauche à droite ou l'inverse pour qu'un candidat soit élu, c'est l'électorat le plus instable ou volatile, le plus prompt à l'abstention aussi, le premier parti de France.

Que ce soient ces couches qui précisément fassent les présidents, ministres, députés ou maires ne manque pas d'intérêt, dès lors on comprend pourquoi à peine élus ils font ce que bon leur semble puisque finalement ils tiennent leur élection et leur mandat des masses les plus arriérées ou inconscientes politiquement, ceci explique cela.

Bien entendu, cela n'a aucun rapport avec la démocratie, qui ne peut réellement exister qu'à partir du moment où elle est le produit d'un processus conscient.

En complément. Comment minimiser à l'avance la débâcle annoncée.

- Le Parti socialiste paré pour les municipales - Liberation.fr

- Le PS tente de réduire le scrutin municipal à des enjeux locaux - LeFigaro.fr

[L'élite intellectuelle au service de l'oligarchie financière.](#)

Un article que je me suis refusé de mettre en ligne.

De Doha à Bali : remettre le développement dans l'agenda de l'OMC pour le développement - La chronique de Recherches internationales - jeudi 5 décembre 2013 - legrandsoir.info

Stop, inutile d'aller plus loin, le titre de cet article nous suffira.

Les peuples devraient s'en remettre à l'OMC, alors que l'OMC ne vise qu'à briser la réglementation en vigueur dans de nombreux pays régissant leurs rapports économiques avec les pays dominants afin de protéger leurs intérêts ou leur marché intérieur pour financer leur développement, aux profits des banquiers et des actionnaires de multinationales occidentales en priorité.

Nous condamnons sans appel une telle démarche qui tend à lier le sort des peuples à ceux qui sont responsables du pillage des ressources de leurs pays et la surexploitation de leur main d'oeuvre.

Méfiez-vous des articles qui sont publiés par ce portail (Le Grand Soir).

Leurs auteurs vont de l'extrême gauche (la tendance Claire du NPA) à l'extrême droite si on considère que les défenseurs de la stratégie de l'oligarchie financière en font partie, on devrait même plutôt dire qu'elle est la véritable extrême droite, qu'elle est encore plus dangereuse que le FN, car elle, elle dispose des moyens de sa politique, voyez ce qu'ils ont fait de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, etc. à côté l'extrême droite genre Le Pen sont des impuissants, ils leur rendent service ponctuellement.

On ne peut pas sérieusement combattre le FN ou l'extrême droite sans combattre la stratégie néolibérale qui sème la guerre, la famine, la misère partout dans le monde, sans rompre avec le capital et ses institutions, les appareils pourris des syndicats.

ACTUALITE EN TITRES

[Chômage, précarité, pauvreté, "**on ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire**" : Hollande dégage !](#)

[Hollande : "*On ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire*" en Centrafrique - Francetv info](#)

[Propagande pour justifier une guerre.](#)

- Les Français se déploient en Centrafrique après les tueries - Reuters

- L'armée française se déploie peu à peu dans Bangui, plongée dans la terreur - LeMonde.fr

- Centrafrique: Les militaires français accueillis à bras ouverts à Bouar - 20minutes.fr

Ne jamais oublier que quel que soit le pays en Afrique ou en Asie qui est soumis à un conflit interne meurtrier, en proie à une guerre civile, un génocide ou qui entre en guerre contre son ou ses voisins, la situation sociale et politique est toujours le produit de la guerre de rapine permanente, du pillage de leurs ressources et de la surexploitation de leur main d'oeuvre auxquels se livrent les multinationales et les différents impérialistes avec la complicité de la classe dominante au pouvoir dans ces pays-là, dit autrement, que c'est le plus souvent la concurrence entre les intérêts de différents impérialistes qui conduit chacun à soutenir différentes fractions de la classe dominante en manipulant souvent selon des critères religieux ou ethniques des pans de la classe moyenne et des masses exploitées qui serviront de chairs à canons, qui est responsable de l'épouvantable drame que vivent tous ces peuples.

[Intox. Un euphémisme.](#)

- L'OMC conclut un accord "*historique*" - L'Express.fr

- L'OMC conclut un accord "*historique*" mais "*limité*", à Bali - Francetv info

[Où sont passés les antiracistes ? En Centrafrique au côté des colons mercenaires !](#)

- Cisjordanie: un Palestinien de 15 ans tué par l'armée israélienne - AFP

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande : chef de guerre du néolibéralisme.

- Sommet France-Afrique: une force africaine permanente relancée AFP

La France et l'Afrique ont appelé samedi à une "*large mobilisation internationale*" pour financer des opérations africaines de paix, pour permettre au continent d'assurer enfin sa propre sécurité via notamment la mise sur pied d'ici 2015 d'une force d'action rapide.

(Pas une "sécurité" alimentaire, n'exagérons rien ! - ndlr)

"*Il a été convenu que l'Afrique devait assurer elle-même sa sécurité, que c'était un principe fondamental. Il n'y a pas continent qui ne puisse assurer par lui-même son destin*", a déclaré le président français François Hollande.

(Avec des présidents fantoches ou triés sur le volet en fonction de leur faculté à se soumettre aux intérêts de l'impérialisme français et surtout américain au détriment de leurs peuples... - ndlr)

Lors de leurs débats, les participants ont insisté sur l'urgence à doter l'Afrique d'une force de réaction rapide, immédiatement mobilisable, dont la création avait d'ailleurs été annoncée en mai lors du dernier sommet de l'Union Africaine. Cette force, dotée d'un état-major "*projetable*" pourrait être opérationnelle dès 2015, grâce notamment au soutien renforcé de la France qui a proposé de mettre à disposition de l'Union africaine des "*cadres militaires*" et de former 20.000 soldats africains par an.

(Il s'agira surtout de disposer d'une "*force de réaction rapide, immédiatement mobilisable*", afin de mater les soulèvements populaires (de la faim) qui ne manqueront pas de se produire dans les années à venir, que les chefs d'Etat ou de gouvernements présents à ce sommet qualifiés de démocrates réprimeront dans le sang, alors qu'ils ont soutenu l'agression impérialiste contre l'Afghanistan, l'Irak, la Libye et la Syrie ou encore l'expédition coloniale contre la Côte d'Ivoire et le Mali, Hollande était en bonne compagnie et peut compter sur eux. - ndlr)

Selon la déclaration finale, la quarantaine de participants au sommet ont par ailleurs apporté une "*attention prioritaire à la question des espaces frontaliers et de la sécurité des frontières*", en particulier de la zone sahélo-saharienne sous la menace de groupes islamistes armés liés à Al-Qaïda.

(Groupes islamistes financés et armés par l'ami de la France, le Qatar... Là encore, personne pour relever, ces chefs d'Etat africains sont de misérables pantins... - ndlr)

La France accompagnera "*les pays qui le souhaitent par des projets de renforcement des forces de sécurité et de défense, de coopération transfrontalière et de développement de l'interopérabilité des forces armées africaines*", selon la déclaration finale. "*Nous sommes solidaires*", a dit François Hollande.

(Hollande est "*solidaire*"... de toutes les guerres impérialistes, génocides, etc. - ndlr)

Le président François Hollande a annoncé à l'issue de ce sommet que le contingent français atteindra 1.600 hommes samedi soir, soit 400 de plus qu'annoncé jusqu'à présent. "*Il n'y en aura pas davantage, ça suffira*", a souligné M. Hollande.

(L'empereur a décidé que "*ça suffira*", comme s'il était chez lui en Centrafrique ! - ndlr)

Ils demeureront dans le pays "*autant que nécessaire pour cette mission*", et jusqu'à la tenue d'élections, a souligné le chef de l'Etat français, alors que Paris n'évoquait jusqu'à présent qu'une intervention limitée dans le temps, autour de six mois.

(La guerre au terrorisme instituée par Bush en 2001 et soutenue par Hollande, en réalité contre tous les peuples qui refusent de se soumettre au nouvel ordre mondial, est vouée à être permanente. C'est marrant, on a l'impression que bien peu l'ont saisi, elle est le pendant policier ou militaire de la stratégie politique de l'oligarchie financière ou nouvel ordre mondial. Liquidation de tous nos droits sociaux et politiques d'un côté, régime policier ou dictature militaire de l'autre pour maintenir l'ordre établi. - ndlr)

"*On ne peut pas laisser en place un président qui n'a rien pu faire, a laissé faire*", a par ailleurs commenté M. Hollande, dans un entretien à RFI-TV5Monde, en référence au président Michel Djotodia (issu des rangs de l'ex-Séléka), censé quitter le pouvoir fin 2014 avant l'organisation d'élections.

(Il a raison Hollande, on devrait commencer par le chasser du pouvoir et renverser les institutions de la Ve République pour n'avoir rien fait pour permettre à chaque travailleur en France d'avoir un travail et de pouvoir en vivre, etc. - ndlr)

Quelques heures plus tôt, venue du Cameroun, une colonne blindée d'environ 200 soldats français avait traversé la frontière à 07H15 (06H15 GMT) et atteint dans la matinée la ville de Bouar (370 km au nord-ouest de Bangui), sous les applaudissements

d'une foule en liesse saluant les "libérateurs".

(L'offensive de la propagande officielle est lancée. ndlr)

"*Entrez comme chez vous!*", criait un homme dans la foule. "*Sauvez nous! on a trop souffert!*", s'égosillait un autre, en référence aux exactions de l'ex-rébellion Séléka (au pouvoir) sur les populations locales.

(L'AFP, officine de l'impérialisme français, consacre dix mots à un opposant à l'intervention militaire coloniale, dans la première phrase, vingt cinq dans la seconde, je les ai comptés, à celui qui la soutient. - ndlr)

Les combattants de la Séléka, qui avaient reçu la veille l'ordre des autorités de rester dans leurs casernes, se sont contentés d'observer le déploiement des Français, impassibles et l'arme au pied.

Les hommes en armes, pour la plupart éléments de l'ex-Séléka, étaient également nettement moins nombreux à déambuler que les jours précédents dans la capitale, où seules les forces africaine, française et la sécurité présidentielle sont désormais autorisées à patrouiller.

(On peut parler d'un coup d'Etat militaire réalisé par l'impérialiste français. - ndlr)

Après avoir subi des mois durant les exactions des ex-rebelles Séléka, venus du nord du pays et pour la plupart musulmans, beaucoup de Centrafricains, très majoritairement chrétiens, aspirent à la vengeance. Cette colère des populations contre les Séléka s'est progressivement reportée contre les civils musulmans, avec massacres et cycle infernal des représailles.

(C'est marrant, Hollande n'a pas manifesté le même empressement pour voler au secours des chrétiens syriens massacrés par les mercenaires sanguinaires armés par ses amis du Qatar, d'Arabie saoudite et d'Israël, les mêmes qui sévissaient au Mali notamment. -ndlr)

Jeudi, des groupes armés anti-Séléka infiltrés dans Bangui avaient lancé une offensive dans plusieurs quartiers. Ces incidents avaient débuté quelques heures avant le vote d'une résolution à l'ONU donnant mandat à la force africaine et à l'armée française pour rétablir la sécurité en RCA.

(Il faut donc en déduire que c'est l'annonce de cette entreprise impérialiste qui a encouragé les groupes armés anti-Séléka à procéder à ces massacres, assassins que les militaires français sont venus soutenir, eh oui, c'est cela la réalité ! - ndlr)

La France, qui a perdu la moitié de ses parts de marché en Afrique en dix ans au bénéfice de la Chine et des pays émergents, ambitionne de doubler en cinq ans ses échanges commerciaux avec le continent, a rappelé le président Hollande. AFP

(Merci, on avait deviné vos véritables intentions. - ndlr)

En complément. Vite : il faut envoyer nos militaires !

- Kenya : des dizaines de morts dans des violences inter-communautaires dans le Nord - LeMonde.fr

- Crise en Ukraine : « *La Russie a une attitude guerrière* » - LeMonde.fr

[Baroud \(du déshonneur\) dans "l'indifférence" générale.](#)

- Manifestation à Paris "*contre le chômage et la précarité*" - AFP

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi à Paris "*contre le chômage et la précarité*", parmi lesquelles le coprésident du Front de Gauche Jean-Luc Mélenchon, a constaté une journaliste de l'AFP.

Les participants (4.000 selon les organisateurs, 500 selon la police) étaient réunis à l'appel de quatre organisations de chômeurs et précaires (AC, Apeis, CGT Chômeurs et MNCP). Ils ont défilé de la Place Stalingrad, dans le Xe arrondissement, à la place de Clichy (XVIIIe).

Les organisateurs demandaient notamment "*une véritable politique de l'emploi et du revenu*" grâce à une "*autre répartition des richesses*" et "*une réforme de Pôle Emploi*" avec "*plus de moyens pour accompagner les chômeurs*", lors de cette manifestation organisée pour la 11e année consécutive.

"C'est une manifestation qui secoue l'indifférence. C'est la France qui souffre en silence qui est là, qui revient tous les ans avec courage et qui parle de la situation de millions de gens dans ce pays", a estimé Jean-Luc Mélenchon. Egalement en fin de cortège, ont défilé des militants du PCF et de Lutte Ouvrière. AFP 07.12

On aura noté que ces partis, syndicats et organisations qui comptent des centaines de milliers d'adhérents n'ont mobilisé que quelques centaines de personnes "contre le chômage et la précarité", à croire qu'ils s'en foutent en réalité, que dire d'autres ? Ils commémorent la pérennité de la misère humaine à défaut de combattre pour renverser l'ordre établi.

Récupération sordide. Pour avoir pérennisé la pauvreté des Noirs "merci Nelson Mandela" !

Des centaines de personnes défilent pour l'égalité à Paris

Quelque 1 150 personnes, selon la police, 2 000 selon les organisateurs, ont défilé samedi à Paris pour l'égalité des droits et contre le racisme, et pour "poursuivre le combat" de Nelson Mandela, deux jours après sa mort. Sous une grande pancarte "Merci Nelson Mandela", les manifestants ont marché à l'appel du monde associatif et de plusieurs partis politiques d'extrême gauche, avec diverses revendications comme la régularisation des sans-papiers, le vote des étrangers ou l'arrêt des contrôles de police au faciès.

La manifestation, partie de l'église Saint-Bernard occupée en 1996 par quelque 300 sans-papiers, avait lieu à l'occasion des trente ans de la marche pour l'égalité de 1983, surnommée "la marche des Beurs".

Parmi les banderoles brandies dans le cortège, on pouvait lire: "Nous sommes tous noirs, arabes, roms et musulmans". lepoint.fr 07.12

C'est le meilleur moyen de stigmatiser les "noirs, arabes, roms et musulmans"... A notre connaissance, il semblerait qu'ils ne bénéficient pas du même traitement qu'ils soient riches ou pauvres, aussi le seul combat qui mérite d'être mené se situe sur le terrain de la lutte des classes et non sur celui du communautarisme qui est détestable car il est l'expression du racisme, celui dont ces gens ne parlent jamais et pour cause.

Commentaire d'internautes.

1- "Mandela détestait tous les racismes, y compris envers les blancs.

Si je comprends bien la banderole de cette manifestation, on n'a pas le droit d'être blanc et catholique... Cela m'étonnerait beaucoup que Mandela, qui fut le meilleur ami de de Clerck, premier ministre (blanc) d'Afrique du Sud et de l'évêque Desmond Tutu, aurait approuvé une telle manifestation !"

2- "Bonjour la récupération.

Même pas honte ! Ils auraient pu attendre qu'il soit enterré avant de revendiquer des droits qu'ils ont déjà, comme si la France ressemblait à l'Afrique du Sud avant Mandela.

Pauvre Mandela, ils ne respectent pas grand-chose, même pas ta mort."

3- "Tout est prétexte à manifestation contre le racisme.

Encore une manifestation contre le racisme.

Pour excéder un peu plus les Français, les faire, de ce fait, voter un peu plus pour le F. N. , et entraîner un plus grand nombre de triangulaires lors des prochaines municipales."

En capitulant sur toute la ligne, les syndicats ont scellé l'avenir des travailleurs qu'ils ont livré à la dicature du patronat.

- PSA confirme l'étude de l'arrêt de lignes de production Reuters

Le groupe Peugeot Citroën a confirmé samedi la mise à l'étude de l'arrêt de deux lignes de production, à Mulhouse, dans le Haut-Rhin, et à Poissy, dans les Yvelines.

"Nous lançons une étude interne dans les prochaines semaines avec une conclusion probablement au premier trimestre 2014," a dit à Reuters un porte-parole du groupe Peugeot.

Un porte-parole de PSA avait reconnu le mois dernier que la question de la rentabilité de ces deux sites, dotés chacun de deux lignes de production, se posait.

"Il y a un seuil de production de 250.000 unités par an en deçà duquel conserver deux lignes n'est pas viable", avait-il dit.
"Sur Mulhouse, il y a un sujet."

Il avait ajouté que la production tournait autour de ce seuil de 250.000 véhicules par an à Poissy.

PSA a signé en octobre avec quatre des six syndicats du groupe un accord de compétitivité pour ses sites français. Reuters 07.12

Ouais, on va le faire populaire, nous sommes d'affreux gauchistes, extrémistes, des abrutis qui prennent leurs désirs pour la réalité, on sait bien ce que la plupart des militants pensent de nous, quand nous disons que mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration de classes conduit à y passer la main puis le corps tout entier un jour ou l'autre, on passe pour des dogmatiques, de vulgaires sectaires qui refusent de soutenir syndicats et partis qui livrent les intérêts des travailleurs aux capitalistes...

Pour exister comme militant, il faudrait se soumettre à cette capitulation, soutenir les appareils pourris des syndicats, tous les partis en sont sans exception... Et bien on va vous dire un truc très simple à comprendre, quand vous aurez tout bradé vous serez mort politiquement, certains d'entre vous le sont déjà depuis longtemps, il ne leur restera plus qu'à vous achever. Il arrivera forcément un jour où ceux qui détiennent le pouvoir décrèteront que vous n'avez même plus le droit d'exister, s'ils ne décident pas de vous liquider physiquement.

Notre pouvoir de rejeter tout compris, toute collusion avec le capital n'est pas une posture mais une question de principe et de survie politique ou de survie tout court dans certaines circonstances, l'oublier nous sera fatal. C'est un des enseignements de la lutte de classe du passé, vérifiez-le, je vous y encourage vivement. Prenez cela pour un conseil d'ami et non une leçon.

INFOS EN BREF

SOCIAL

Grèce

Le parlement grec adopte un budget de rigueur pour 2014 LeMonde.fr

Les députés grecs ont adopté, samedi 7 décembre, le projet de budget 2014 marqué par une baisse de 3,1 milliards des dépenses, sur fond de crispation des discussions avec les créanciers du pays.

Réduite à une étroite majorité parlementaire de 154 sièges sur 300, la coalition conservateurs-socialistes dirigée par le premier ministre Antonis Samaras a obtenu 153 votes favorables à la loi de finances, qui mise sur un retour de la croissance en 2014.

L'Union européenne a jeté une ombre sur ce dénouement positif en annonçant dans la soirée que la troïka des créanciers du pays différerait sa mission à Athènes au mois de janvier, entraînant le gel du versement d'un prêt d'un milliard d'euros en discussion depuis septembre, faute d'avoir obtenu la mise en œuvre de réformes demandées.

Le premier ministre s'est employé devant le Parlement à réfuter cette vision pessimiste, assurant que « le Grèce avait réalisé nombre de réformes que beaucoup pensaient impossible ». « Les changements sont énormes », a-t-il insisté, citant le « rétablissement de la compétitivité », la réduction drastique du déficit budgétaire, la baisse des taux d'emprunt à dix ans du pays.

Les différends avec la troïka portent sur plusieurs points : le sort d'un moratoire sur les saisies immobilières en vigueur depuis plusieurs années, l'avenir de trois entreprises publiques déficitaires, le montant du trou budgétaire pour 2014 et les mesures pour y faire face.

Mercredi, le président de l'exécutif européen José Manuel Barroso a exhorté le Premier ministre grec à poursuivre ses efforts en matière de réformes et à pleinement mettre en œuvre le programme convenu avec ses créanciers.

"Il faut faire plus sur le plan budgétaire ainsi qu'en ce qui concerne les réformes de la fiscalité et de l'administration publique, les privatisations", a expliqué M. Barroso. LeMonde.fr et AFP 07.12

[Haut de page ↗](#)

Le 9 décembre 2013

CAUSERIE

Dimanche 19h à Pondichéry, 14h30 à Paris

Journée radieuse, un peu de jardinage pour se détendre un peu. Les articles de novembre seront archivés sous peu, j'ai commencé le boulot écouteurs sur les oreilles (Magueswary regarde la télé tamoul derrière moi), en écoutant Lou Reed et Frank Zappa c'est déjà moins ingrat, au risque de faire des conneries, mais bon, on n'est plus à une connerie près !

Au fait, les manifs se succèdent, mais aucune contre l'intervention française en Centrafrique ? Le frère Mélenchon (entre autres) doit considérer que c'est pour la bonne cause... C'est difficile d'être à la fois antiraciste et anti-impérialiste, il faut choisir, on comprend.

Nous, nous considérons que la lutte contre le racisme est impossible sans lutter contre les entreprises coloniales de l'impérialisme, sans rompre avec les institutions internationales du capital, l'ONU et l'Otan en premier lieu, impossible pour le Front de gauche. Quelle est sa véritable nature dès lors ? La question mérite-t-elle encore d'être posée ? A plus.

Lundi 22h15

L'intérêt général coïncide avec les intérêts particuliers de la minorité d'exploiteurs en régime capitaliste.

L'intérêt général dans une société divisée en classes sociales ne peut pas représenter ou incarner les intérêts de la majorité de la population. Pourquoi ? Dans la mesure où à la fois la classe qui détient le pouvoir économique et politique ne représente qu'une infime minorité de la population, et les besoins de cette classe dominante pour être satisfaits nécessitent qu'elle s'accapare la majeure partie des richesses produites au détriment de ceux de la majorité qui les produit. Ainsi, l'intérêt général en régime capitaliste se confond avec les intérêts particuliers de la classe des exploités.

Autrement dit, cet antagonisme entre les besoins des différentes classes favorable à la classe qui détient tous les pouvoirs, repose sur le rapport existant entre les classes sur lequel a été fondé le système économique capitaliste, et si à l'origine ce sont des inégalités et des injustices qui lui ont servi de fondement, pour assurer sa pérennité la classe dominante doit s'employer à les entretenir, les perfectionner pour son propre compte.

La fonction de l'intérêt général réside dans la nécessité dans laquelle elle se trouve d'associer ou plutôt de soumettre tous les classes à son destin ou sa dictature, cette expression générique ne servant qu'à camoufler plus ou moins adroitement ses véritables intentions cupides et sordides.

Si l'intérêt général présente une vertu pour la classe des nantis, elle est une imposture pour celle des exploités.

Cette formule qu'on nous sert à longueur de temps a le pouvoir soporifique de sous-entendre que toutes les mesures qui seraient prises en son nom coïncideraient avec les intérêts de la majorité, alors qu'il n'en est rien en réalité, c'est une escroquerie politique.

Ils s'en servent ainsi parce qu'ils savent que dans l'imaginaire collectif elle a une valeur générale, alors qu'en fait elle a un contenu particuliers qui échappe à la conscience de la majorité de la population qu'ils trompent de la sorte délibérément.

C'est uniquement l'ignorance ou l'absence de conscience de classe des travailleurs qui leur permet d'avancer cette notion d'intérêt général.

Une petite histoire du grand-père à sa petite-fille. Prends un chou, une chèvre et un loup.

Qu'il se mette à pleuvoir et le loup s'adressant à la chèvre s'exclame que c'est un jour béni, car le chou va encore grossir avant d'être cueilli et dégusté par son amie la chèvre qui s'en trouvera encore plus belle et plus en chair.

La chèvre, qui ignore tout de ses intentions, ravie et flattée acquiesce, elle ne se demandera même pas en quoi cela concerne le loup, affable, attentionné à son égard, elle est prête à l'affubler de bien des qualités, ne sont-ils pas amis après tout !

Cette pluie, qui est un don de la nature et non un tour diabolique de notre prédateur, aura servi à renforcer la confiance dont se témoignent mutuellement nos deux amis, à entretenir en quelque sorte l'illusion qu'un intérêt général guiderait leurs destinées.

Moralité de cette histoire : l'intérêt général profite aux puissants, à ceux qui détiennent le pouvoir au détriment des faibles ou ceux qui en sont dépourvus. Méfie-toi de l'intérêt général, il est guidé par l'appétit insatiable des profiteurs, et malheur aux sots qui l'ignorent !

A-t-on encore le droit de s'exprimer ?

Quand on s'exprime ou qu'on est amené à prendre position sur un sujet ou une question d'actualité qu'on nous soumet, au mieux on ne peut le faire qu'en tenant compte des éléments portés à notre connaissance ou des données qui étaient parvenues jusqu'à nous dans le passé.

L'honnêteté intellectuelle nous commande de tenir compte de l'ensemble de ces éléments dans notre analyse ou les conclusions auxquelles nous parvenons.

Mais force est d'admettre que d'une personne ou d'un militant à l'autre ces éléments ne coïncideront pas forcément, c'est même rarement le cas en totalité ou plutôt jamais, puisque chacun a connu des expériences différentes au cours de son existence.

D'où la nécessité d'être le plus clair et le plus explicite possible dans notre discours pour le rendre compréhensible, afin d'éviter des quiproquos et que nos propos ne soient déformés ou détournés. Bien souvent des désaccords entre deux interlocuteurs peuvent naître de l'incompréhension qu'ils ne se réfèrent pas exactement aux mêmes expériences ou connaissances. En principe celui qui semble le mieux informé ou qui prétend maîtriser parfaitement son sujet devrait s'en apercevoir et s'employer à combler cette lacune afin que son interlocuteur dispose des mêmes éléments que lui pour analyser une situation, disons le plus librement possible ou en ayant les mêmes atouts en main pour le faire objectivement.

Au lieu de cela, au lieu de faire en sorte que chacun dispose des mêmes moyens pour se prononcer sur une question, les rapports entre nos deux interlocuteurs tournent à la concurrence et à l'affrontement, pour finalement aboutir au constat qu'ils sont en désaccords ou qu'ils ne peuvent pas s'entendre, en réalité en procédant de la sorte il leur était impossible de se comprendre et de parvenir à un autre résultat.

Il faut faire preuve de beaucoup de modestie et de patience pour qu'il en soit autrement, or c'est ce qui fait le plus défaut aux militants. Car lors d'une discussion avec un travailleur ou un militant, on devrait toujours tenir compte que chacun aborde une question sous un angle forcément différent, plus ou moins, et qu'il ne peut pas en être autrement, et qu'au lieu de s'acharner à vouloir avoir raison, on devrait davantage rechercher quels éléments absents de notre discours ou de notre échange sont à l'origine de notre désaccord, en partant du principe que nos deux interlocuteurs sont animés par les mêmes intentions, partagent les mêmes intérêts ou lutte pour la même cause.

J'ai précisé qu'ils pourraient être absents de notre échange, car de notre côté il faut admettre qu'on aurait pu passer à côté d'un ou plusieurs éléments rendant notre discours incompréhensible.

Bref, il faut admettre que nous ne sommes pas tous informés de la même manière et que la première chose à vérifier lors d'un échange, c'est qu'on parle bien de la même chose...

On savait déjà que l'intelligence n'était pas la faculté la mieux répartie parmi la population...

- Vaut-il mieux aujourd'hui naître riche ou intelligent ? - Atlantico.fr

Une étude du think tank américain Brookings Institute intitulée The Glass Floor (le plafond de verre) semble montrer que les enfants qui naissent dans des foyers riches ont plus de chances de réussir que les enfants intelligents. Atlantico.fr 08.12

Décidément les porte-parole du néolibéralisme ne doutent de rien, les voilà qui en viennent à décréter que l'intelligence serait une faculté innée dans certains cas, ils doivent considérer en faire partie ce qui les console de ne pas être riches, état auquel ces laquais aspirent ardemment.

Les deux sont difficilement conciliables. La réussite, cela s'achète puisque tout s'achète dans leur société pourrie, pas besoin d'être particulièrement intelligent. Pour rester riche, il suffit de s'entourer de vassaux intelligents, l'élite intellectuelle regorge de candidats prêts à occuper cette fonction. Comme disait Marx, pour être capitaliste il faut être voleur, donc l'intelligence chez un riche consistera à tout faire pour le demeurer ou augmenter encore sa fortune personnelle.

L'intelligence aura différentes significations selon notre statut social ou ce qu'on entend en faire.

Pour nous, l'intelligence coïncide uniquement avec la prise de conscience des facteurs et des rapports qui régissent la société et le monde dans leur transformation et les conduisent dans deux directions diamétralement opposées, le socialisme ou la barbarie néolibérale.

L'intelligence consiste à prendre conscience des lois dialectiques qui régissent le fonctionnement de toute chose et tout être, à maîtriser la méthode du matérialisme dialectique et historique qui permet d'en donner une interprétation fidèle à la réalité au stade de connaissances auxquelles est parvenu l'homme au cours de son évolution.

L'intelligence n'est pas acquise, c'est une faculté que l'on peut ou non développer au cours de notre existence.

Un savant, un scientifique, un chercheur ou un intellectuel en général peut-il se prévaloir d'une intelligence supérieure aux autres, dès lors que face à une question économique, sociale ou politique il est incapable d'y répondre d'une manière satisfaisante, entendez par là pour le bien-être de l'humanité ?

Le monde est dirigé par d'infâmes ignorants, dont l'intelligence est seulement au service de leurs propres intérêts ou ceux qu'ils représentent, ceux de la classe dominante, des riches.

La démographie exponentielle depuis un siècle n'a fait que favoriser l'ignorance au détriment de l'intelligence du monde dans lequel nous vivons, qui finalement ne concerne qu'une infime minorité, elle le pendant de l'infime minorité qui accaparent les richesses et nous pourrit la vie.

On a encore ici la preuve que ce ne sont pas les idées qui gouvernent le monde ou l'intelligence, mais bien l'action des plus riches pour le rester au détriment de la majorité qui continue de vivre dans l'ignorance.

Pas besoin d'être intelligent pour démasquer cette imposture.

- Anomalie française : pourquoi il y aurait tout à gagner à diminuer massivement les charges sociales des entreprises - Atlantico.fr

[Le FMI fer de lance de la lutte contre la pauvreté, si, si...](#)

- Birmanie: Christine Lagarde appelle le pays à lutter contre la pauvreté - AFP

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) Christine Lagarde a appelé samedi la Birmanie, en plein essor économique après des décennies de junte militaire, à se concentrer sur la lutte contre la pauvreté.

(Pauvreté que sème le FMI sur son passage depuis des décennies...

Ces dernières victimes en dates : la Grèce et le Portugal . - ndlr)

"Alors que la Birmanie s'ouvre et se développe, elle a besoin des bases structurelles d'une économie moderne. C'est une priorité urgente. Trois quarts de la population n'a pas accès à l'électricité", a-t-elle donné en exemple devant des étudiants en économie à Rangoun, au dernier jour de sa première visite dans le pays.

(Traduire : Les infrastructures minimum pour permettre l'installation de multinationales dévoreuses d'énergie et de main d'oeuvre à bas coût. - ndlr)

La Birmanie, un des pays les plus pauvres de la planète, a souffert pendant des décennies de la corruption et de la mauvaise gestion économique la junte militaire. Depuis la dissolution de la junte en 2011, les réformes économiques se sont multipliées, même si les obstacles restent nombreux.

(En réalité, la junte est toujours aux commandes, elle a juste troqué l'uniforme du militaire pour le costume trois pièces. Craignant que la Birmanie ne bascule dans le giron de la Chine, les Américains ont pris les devants. - ndlr)

Saluant une croissance annuelle de plus de 6% dans ce pays vu par de nombreux investisseurs étrangers comme un eldorado, elle a rappelé que 26% de la population vivaient toujours sous le seuil de pauvreté selon les données de 2010.

(C'est un "eldorado" pour les prédateurs en quête de chair fraîche à bas coût. - ndlr)

"La prochaine étape sera de construire sur ces acquis et de prendre le chemin d'une croissance durable et forte afin de faire reculer

la pauvreté", a-t-elle insisté.

(Mais pas de l'éradiquer, surtout pas, elle aussi sera "*durable*", les esclaves du Bangladesh à l'Ethiopie en savent quelque chose. - ndlr)

"*Trop de personnes ne sont pas équipées pour l'économie de demain*", a-t-elle encore dit, rappelant le manque de routes à travers le pays et le déficit d'accès au téléphone et à internet.

(Le développement du pays ne doit pas servir au bien-être de la population mais à lui permettre d'avoir accès à des biens de consommation et en devenir esclave ou dépendante, comme partout dans le monde. ndlr)

Elle a évoqué entre autres pistes pour la lutte contre la pauvreté le développement du rendement de l'agriculture, "*qui contribue à un tiers du PIB et fournit plus de la moitié des emplois*" du pays.

(Développement qui se fera au détriment de la paysannerie pauvre qui finalement sera dépossédée de sa terre... - ndlr)

Elle a critiqué comme des freins à un développement durable le fait que les dépenses de santé et d'éducation représentent seulement 1,5% et 1,7% du PIB, "*les plus bas niveaux au sein de l'Asean*", association des pays du sud-est asiatique.

(Quelle intention généreuse, alors que le FMI impose des réductions drastiques dans ces deux domaines aux pays qui jusqu'à présent assuraient un niveau convenable à leurs populations, au point de ne plus pouvoir leur fournir un service minimum de qualité... Pour exploiter en masse dans des usines la main d'oeuvre disponible et assurer leur bon fonctionnement il est préférable d'avoir à faire à des esclaves qui soient en bonne santé et qui comprennent les ordres qu'on leur donne ou ce qu'on attend d'eux. - ndlr)

Après avoir participé au Women's forum à Rangoun, forum international consacré à la place des femmes dans la société, elle a également souligné que "*seules 18% des femmes adultes avaient fait des études secondaires ou supérieures*" en Birmanie et étaient souvent cantonnées au secteur économique informel, les rendant plus vulnérables à la pauvreté. AFP 07.12

(Les femmes étant les plus vulnérables comme dans de nombreux pays, si elles étaient exploitées à égalité avec les hommes, le bonheur serait à leur portée, voyez les Ethiopiennes qui perçoivent un salaire royale de 28 euros par mois pour plus de 200 heures de travail, voilà un droit acquis qui mériterait bien un prix Nobel, non ? - ndlr)

ACTUALITÉ DU JOUR

[L'usure du pouvoir gagne en vitesse, au même rythme que l'impatience des masses.](#)

- Hollande jugé "*injuste*", "*faible*" et "*partisan*" - Le Nouvel Observateur

Cependant, 69% de ceux qui ont voté pour lui en mai 2012 recommenceraient, si le scrutin avait lieu dimanche prochain, à nouveau face à Nicolas Sarkozy. Le Nouvel Observateur 08.12

Le 6 mai 2012 Hollande a recueilli 51,63 % des voix exprimées, il a donc battu Sarkozy de 1,63%, si maintenant vous retirez 31% des voix à Hollande (100 - 69 = 31%), il serait largement battu contrairement à ce que pourrait laisser penser l'article du Nouvel Observateur.

Le taux d'abstention était de 19.65% et celui des votes blancs et nuls de 4.66%, soit au total 24, 31% des électeurs inscrits qui ont refusé de voter pour l'un ou l'autre candidat. A combien se monteraient-ils aujourd'hui ?

De quelle légitimité peut se prévaloir Hollande et son gouvernement, la majorité des députés ? Aucune. Ils la tiennent uniquement du contenu antidémocratique de la Constitution de la Ve République qui définit l'exercice de leurs mandats et en fixe la durée à cinq ans sans aucun contrôle ou risque d'être révoqués.

On nous rebat les oreilles avec ce qui serait un droit politique, démocratique, le droit de vote, comprendre qu'il faudrait absolument user de ce droit chèrement acquis par les générations passées, s'abstenir serait un crime ou faire preuve d'irresponsabilité, etc. alors qu'en réalité dans les conditions où il s'exerce, cela revient pour les travailleurs à se retrouver spoliés de tout droit politique, à abandonner ce droit à des imposteurs qui oeuvrent à la liquidation de leurs droits sociaux.

Vive la guerre ou plutôt : A bas le va-t-en-guerre Hollande ?

- Sondage: François Hollande apprécié pour sa politique étrangère - 20minutes.fr

- La popularité de Hollande en légère hausse, selon OpinionWay - Reuters

Tiens donc ?

- Les Français désapprouvent l'intervention en Centrafrique - Reuters

- Un sondage OpinionWay révèle que 64 % de Français sont contre l'intervention militaire française lancée par François Hollande.

Plus généralement, la politique étrangère du président Hollande fait 61 % de mécontents, contre 39 % de satisfaits. Reuters 08.12

Le Drian : ministre de la Guerre en Centrafrique. Dehors !

- L'opération de désarmement des milices commence - Le Nouvel Observateur

"*La période d'impunité est terminée*", a prévenu dimanche soir le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, qui s'exprimait sur des médias français. "*Demain*" (lundi), "*tout le monde pose les armes*", a affirmé le ministre. Ou alors "*on utilise la force pour les faire poser*", a mis en garde dimanche le ministre français de la Défense, Jean Yves Le Drian. Le Nouvel Observateur 08.12

Question : Quand est-ce qu'on les désarme ?

Centrafrique : Quand les médias français nient le caractère antimusulman des massacres - french.irib.ir

Les massacres continuent en Centrafrique. Des milices s'en prennent systématiquement aux musulmans peuls en commettant les pires des atrocités.

Ce matin l'Afp disait avoir compté plus de 80 corps entassés dans la mosquée ou répandus dans les rues de la capitale. Toutes ces victimes étaient musulmanes. Par les armes ou la machette, femmes et enfants sont taillés en pièces.

Et pourtant les médias français ne parlent pas de massacres antimusulmans, de persécutions religieuses mais de "*cycles de représailles*" entre les chrétiens et les musulmans bien que les musulmans soient bel et bien la minorité ostracisée.

Alors que des milices déciment les villages et quartiers musulmans, que les populations se regroupent dans les mosquées pour survivre; Le Parisien aliéné préfère mettre entre guillemets le mot "*massacre*" quand des musulmans sont passés à la machette. FranceTV préfère, elle, parler de la grande "*peur des chrétiens*"...

Les médias mensonges français démontrent ici que pour eux le musulman ne peut être que l'accusé, jamais la victime. Alors que l'ONU vient d'autoriser le déploiement des troupes néocoloniales françaises les exactions continuent.

De Paris à Bangui la même haine sévit, vous l'aurez compris. french.irib.ir 08.12

Deux poids et deux mesures. Quand Hollande-Fabius-Le Drian soutiennent des barbares sanguinaires.

- Rif de Homs : les takfiris décapitent 7 chrétiens - french.irib.ir

Les terroristes takfiris ont coupé la tête aux chrétiens syriens originaires du village de Wadi al Nassari, un district du rif de Homs.

Les corps sans tête des chrétiens ont été découverts à Al Hassan. Les otages avaient été sauvagement torturés avant d'être mis à mort par décapitation. Les corps déchiquetés avaient été abandonnés en pleine rue. french.irib.ir 07.12

Intervenir militairement en Centrafrique pour voler au secours des chrétiens victimes de massacres, d'accord, intervenir en Syrie pour soutenir ceux qui massacrent la communauté chrétienne, c'est normal, non ?

L'union mondiale des dictateurs ou le bal cynique des hypocrites.

Mandela dans des conditions particulières a sans doute fait ce qu'il pouvait faire de mieux. Sa principale faiblesse aura été de vouloir se concilier la minorité blanche (20% de la population) par crainte qu'elle se déchaîne et noie le pays dans un bain de sang qui aurait pu compromettre le processus engagé devant conduire à la fin de l'apartheid, alors que l'armement du peuple aurait pu lui permettre de se rendre maître des moyens de production et de changer les bases de la société.

A l'arrivée, il a surtout représenté les intérêts de la petite-bourgeoisie noire qui aspirait au même mode de vie que les Afrikaners, puis les pans de l'ANC corrompus dont certains dirigeants ont fait fortune, tandis que le prolétariat a gagné le droit de mener sa lutte de classe et d'élire les porte-parole de ses exploités qu'ils soient Blancs ou Noirs, sur le plan social sa condition n'a guère évolué.

- La classe politique mondiale s'apprête à dire adieu à Mandela - LePoint.fr

- Obama, Bush, Hollande et Sarkozy attendus à l'hommage à Mandela - Liberation.fr

En famille, c'est mieux.

- Nicolas Sarkozy rendra hommage à Nelson Mandela en Afrique du Sud avec François Hollande - 20minutes.fr

Le président français a invité son prédécesseur à faire le voyage avec lui. 20minutes.fr 08.12

L'Etat le plus immonde de la planète.

Le Premier ministre de l'apartheid se défile comme un rat.

- Netanyahu sèche les obsèques de Mandela à cause des frais de voyage - Francetv info

Il a annulé sa visite à la dernière minute. Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a décidé de renoncer à sa participation aux funérailles de Nelson Mandela à cause du coût du voyage en Afrique du Sud, rapportent les médias israéliens tard dimanche 8 décembre au soir.

Les frais à engager s'élèvent à sept millions de shekels au bas mot, soit 1,45 millions d'euros, pour son transport et sa sécurité sur place, précisent la radio publique et le quotidien Haaretz. Or, le Premier ministre israélien a récemment été sous le feu des critiques des médias qui ont révélé que les contribuables avaient versé près de 700 000 euros pour financer l'an dernier l'entretien de ses trois résidences. Les médias ont notamment relevé une note d'eau de 17 000 euros pour la villa personnelle équipée d'une piscine de Benjamin Netanyahu à Césarée, dans le nord du pays, où le Premier ministre passe une partie de ses week-ends.

Les relations étroites d'Israël avec le régime de l'apartheid

Reste derrière cette raison financière officielle, certains commentateurs n'ont pas manqué de rappeler qu'Israël avait entretenu des relations très étroites avec le régime de l'apartheid.

Après sa libération de prison, Nelson Mandela lui-même avait fait comprendre aux Israéliens, compromis avec le régime ségrégationniste, que la nouvelle Afrique du Sud souhaitait qu'ils accordent aux Palestiniens "*leur droit à la liberté*", a rappelé dimanche quotidien Yediot Aharonot Alon Liel, est devenu ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud en 1992. Francetv info 08.12

Quand le "**peuple juif**" est étranglé ou sert de caution politique au sionisme ou plutôt au néolibéralisme.

- Israël: la pauvreté reste élevée malgré une économie forte - AFP

Israël connaît une croissance économique rapide et un faible taux de chômage, mais son taux de pauvreté reste le plus élevé parmi les 35 pays membres de l'OCDE, a annoncé dimanche l'Organisation de coopération et de développement économiques. AFP 08.12

[Pour qui roulent-ils ?](#)

Récap des réacs. Populistes, communaristes, corporatistes, antirépublicains, antidémocrates, néolibéraux, européistes. Vous avez reconnu le PS sous ce masque, bravo !

- Maigre affluence pour la « Marche des Républicains » - lemonde.fr

14 heures place de la Bastille, ce dimanche 8 décembre. La dizaine d'organisateur de la Marche des Républicains est réunie autour d'un banc en pierre. Le mouvement, né le 11 novembre après les sifflets à l'encontre de François Hollande, veut rassembler les Français « après les attaques en direction de la République, que ce soit les huées contre le président, les insultes racistes contre Christiane Taubira ou encore les propos antisémites à l'encontre de Jean-François Copé », énumère Pierre-Samuel Guedj, un membre du comité. (Taubira, Hollande, Copé, la même famille quoi. - ndlr)

Annie-France, 60 ans, cette métisse est bien décidée à manifester. « Ce qui s'est passé avec Madame Taubira est intolérable, il faut que tout le pays parle d'une seule voix et s'accorde contre le racisme », explique-t-elle. (Une "seule voix", cela s'appelle l'union nationale. -ndlr)

Victoria, 22 ans. « C'est vrai que c'est rageant de voir nos institutions bafouées en permanence. » (Des suppôts des institutions antidémocratiques de la Ve République. - ndlr)

Pascal Buchet, le maire PS de Fontenay-aux-Roses, dans les Hauts-de-Seine, est venu avec ses enfants de 8 et 12 ans « défendre nos institutions et l'intérêt général ». D'autres politiciens étaient aussi présents à l'image du sénateur PS David Assouline ou des députés PS Sandrine Mazetier et Julie Sommaruga. (La racaille es démagogie. - ndlr)

15 h 15. La marche débute. Environ un millier de personnes défilent, sous le soleil, en direction de la place de la République. (Un millier, vous êtes vraiment sûr ? C'est Le Monde qui l'affirme. - ndlr)

Rémi, jeune UDI de 23 ans, n'est pas découragé par le peu de personnes présentes. (PS, UDI, même combat ! - ndlr)

Claire, Pauline et Nicolas, défilent eux emmitoufflés dans le drapeau européen « parce que la solution viendra de l'Europe ». (La solution finale sans doute ! - ndlr)

Pierre-Samuel Guedj lui affiche un certain enthousiasme à l'issue de cette Marche des Républicains. « Pour une première, on est très content. C'est une jolie mobilisation avec une diversité assez forte », se félicite-t-il. lemonde.fr 08.12

Qui sont-ils ?

La Marche des Républicains a été créée le 11 novembre, après les sifflets qui ont accompagné François Hollande sur les Champs-Élysées. Choqués par ces huées, de jeunes militants socialistes ont décidé de lancer ce collectif qui se veut « transpartisan ». Ils ont rapidement été rejoints par d'autres organisations de jeunes groupes politiques.

Sur les réseaux sociaux, certains soupçonnent cette Marche des Républicains d'être chapotée par le PS. lemonde.fr 08.12

Pierre-Samuel Guedj : Depuis le 11 mars 2013, PDG du bureau parisien de FleishmanHillard (groupe Omnicom) , dont il rejoindra l'équipe de management EMEA.

Pierre-Samuel Guedj, quarante-deux ans, est diplômé en sciences humaines de l'université de Paris-IV. Il a piloté le département affaires publiques et communication de crise de Burson-Marsteller, avant de diriger le département affaires publiques et communication institutionnelle de Publicis Consultants. Jusqu'à présent associé affaires publiques et communication de crise chez Publicis Consultants, il était en charge, notamment, des pratiques énergie et RSE de l'agence. lesechos.fr

No comment !

ACTUALITE EN TITRES

[Un zélé serviteur de l'oligarchie financière.](#)

- Union bancaire: Moscovici confiant dans un accord d'ici la fin de l'année - AFP

Hollande-Fabius-Le Drian dans le rôle de fer de lance de l'impérialisme guerrier à travers le monde, Moscovici en fer de lance des plus puissants banquiers anglo-saxons-sionistes, etc. Ce gouvernement est bien la réaction sur toute la ligne, il le confirme chaque jour davantage...

La stratégie du chaos

- Thaïlande : 100 000 manifestants dans la rue, dissolution du Parlement - LeMonde.fr
- L'opposition ukrainienne mobilise pour l'Europe à Kiev - Reuters
- Irak : 28 morts dans une série d'attentats près de Bagdad - LeMonde.fr

Conditionnement, propagande et fabrication de la réalité.

Ces titres de presse respectent la chronologie en partant du plus ancien qui remonte à 24 heures en arrière.

- L'opposition ukrainienne prévoit la plus grande contestation depuis 2004 - LePoint.fr
- L'opposition ukrainienne espère mobiliser un million de personnes - Reuters
- Environ 200.000 opposants pro-européens à Kiev - Le Nouvel Observateur
- Ukraine : 300 000 à 500 000 pro-européens réclament la démission du président Ianoukovitch - Francetv info
- La marche du million à Kiev dimanche - Le Nouvel Observateur

Les médias ont atteint l'objectif fixé par les organisateurs de cette manifestation pro-UE, la réalité est différente, il leur faut bien en convenir au risque de se ridiculiser, mais ils ne sont pas à cela près, rien ne les arrête.

Le dernier article paru ce lundi matin sur fr.news.yahoo.com

Entre 250 000 et 300 000 manifestants ont occupé la place de l'Indépendance et les rues voisines, scandant "*Démission !*" Les organisateurs ont affirmé que le nombre de manifestants avait "*approché un million*", tandis que la police a évalué le rassemblement à 100 000 personnes. LePoint.fr 09.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Italie - A droite toute !

- Matteo Renzi veut révolutionner la gauche italienne - Reuters

Le Parti démocrate italien devrait, sauf coup de théâtre, se choisir comme nouveau chef dimanche le jeune et charismatique maire de Florence, Matteo Renzi.

Âgé de 38 ans, Matteo Renzi est le grandissime favori de la primaire par laquelle le PD s'apprête à désigner son nouveau secrétaire général, en remplacement de l'actuel président du Conseil.

Le dédain de ce tribun aux accents populistes pour la gauche traditionnelle, son ambition affichée et la façon dont il a mis à l'écart nombre de ses proches valent au maire de Florence autant d'ennemis que d'amis dans son propre camp.

Mais aucun de ses rivaux, Pippo Civati, 38 ans, et l'ancien communiste Gianni Cuperlo, 52 ans, ne semble en mesure d'arrêter son ascension lors d'un vote ouvert à tous les Italiens inscrits sur les listes électorales, et pas aux seuls membres du PD. Les sondages d'opinion lui donnent entre 52 et 56% d'intentions de vote, 20 points de plus que ses poursuivants.

Débatteur télévisé hors pair, souvent comparé au Britannique Tony Blair, Matteo Renzi a déjà commencé à compliquer la tâche d'Enrico Letta en appelant le centre-gauche à assumer davantage son rang de premier parti de la coalition gouvernementale, au risque d'ébranler son fragile équilibre.

Le maire de Florence n'a pas dévoilé de programme précis, mais il a appelé Enrico Letta à réformer le marché du travail pour faciliter les créations d'emploi, le système politique et le fonctionnement de l'Europe.

"C'est maintenant ou jamais", a-t-il lancé cette semaine à la télévision. "Soit le PD saisit cette occasion, soit il sera balayé."
Reuters 08.12

Qu'est-ce que le Parti démocrate italien ?

fr.wikipedia.org - Au début des années 1990, lors de la crise majeure du système politique italien (affaire Mains propres) et de la dissolution du Parti communiste italien, un processus est entamé en vue d'unir les forces de la gauche au sein d'une entité politique unique. Ce processus permet l'entrée de Romano Prodi (anciennement proche de l'aile gauche de la Démocratie chrétienne) dans la politique nationale et la création de L'Olivier, une coalition de centre-gauche, comprenant notamment :

le Parti démocrate de gauche,
le Parti populaire italien,
la Fédération des Verts, les socialistes italiens,
l'Union démocrate.

La coalition, alliée au parti de la Refondation communiste, remporte les élections de 1996.

En 1998, le Parti démocratique de la gauche devient les Démocrates de gauche en fusionnant avec d'autres partis de centre-gauche. Les Démocrates de Romano Prodi fusionnent avec le Parti populaire italien se dotent d'une plate-forme de centre-gauche fondée sur le social-libéralisme, la social-démocratie et le christianisme social et fusionnent au sein de la coalition dite de La Marguerite en 2002.

Lors des élections de 2001, ces deux partis participent à la coalition de L'Olivier aux côtés des Popolari UDEUR, des écologistes et du Parti des communistes italiens sous la direction de Francesco Rutelli.

Le 19 avril 2007, les Démocrates de gauche tiennent leur dernier congrès à l'occasion duquel environ 75 % des membres du parti votent en faveur de la création du Parti démocrate dès que possible.

Les formations politiques suivantes se sont toutes dissoutes dans le PD :

Démocrates de gauche (social-démocrate) ;
Démocratie est liberté - La Marguerite (centriste) ;
Mouvement des républicains européens (republicain)

Le 21 novembre, le nouveau logo est dévoilé : il dépeint l'acronyme du parti (PD) avec des couleurs rappelant le drapeau tricolore italien (vert, blanc et rouge) et intégrant une branche d'olivier, symbole historique de L'Olivier. Selon les termes de Ermete Realacci, le vert représente les cultures écologiste et sociale-libérale, le blanc la solidarité catholique et le rouge les traditions socialistes et social-démocrates.

Son orientation idéologique est donc multiforme. Le parti, né de la fusion de plusieurs anciens partis, est traversé par des courants issus de l'ancien Parti de la démocratie-chrétienne et par des courants issus de l'ancien Parti communiste italien. Cette formation résulte donc à la fois de l'éclatement du système politique italien de l'Après-guerre et de la fusion d'éléments issus des deux principaux partis qui s'opposaient radicalement à cette époque sur une ligne de fracture gauche/droite. fr.wikipedia.org

2- Syrie

2.1- L'ONU rejette les accusations contre Bashar Assad - french.irib.ir

La haut-commissaire du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU a rejeté les accusations de crimes de guerre contre le président syrien Bashar Assad.

Farhan Haq, le porte-parole du secrétaire général de l'Onu Ban Ki-Moon, a déclaré mercredi que Navi Pillay avait rejeté les accusations de crimes de guerre contre le président Bashar Assad mais elle a accusé d'autres autorités syriennes. Farhan Haq a ensuite ajouté que Navi Pillay, la haut-commissaire du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a préparé une liste confidentielle des personnes impliquées dans les crimes de guerre, pourtant l'ONU n'était pas mesure de s'exprimer à ce propos, avant la publication de cette liste. Il y a deux jours, certains médias avaient annoncé que Navi Pillay avait explicitement accusé les autorités gouvernementales syriennes et notamment Bashar Assad de crimes de guerre. french.irib.ir 05.12

2.2- Salim Idriss, un général sans armée - french.trib.ir

Vendredi les terroristes du "*front islamique*", ce conglomérat créé par la fusion des milices Lawa al Towhid, de Ahrar al Chaam, et de Jaysh al Islam, a annoncé sa défection, faisant de Salim Idriss, le commandant de l'ASL, un général sans armée. Selon Al Alam, le front islamique qui a placé désormais tous ses œufs dans le panier de Riyad et continue à entretenir de très bonnes relations avec la Turquie a ainsi coupé l'herbe sous le pied de Edriss et ce à quelques encablures des pourparlers de Genève II, le 22 janvier.

Selon la presse occidentale, Salim Edriss et ses partisans ont transmis très récemment un rapport détaillé sur les activités des terroristes d'Al Qaida en action en Syrie aux services du renseignement US. Edriss a d'ailleurs annoncé lui-même vouloir les combattre, retirant de facto la condition qu'il imposait à la tenue de Genève II à savoir le départ d'Assad. Que se passe-t-il réellement? Selon certaines informations, les Etats Unis mènent en ce moment même des concertations avec les terroristes takfiris en action en Syrie via le Qatar et la Turquie. Ces concertations se déroulent évidemment au détriment de l'aile laïque de l'opposition armée à Assad.

La défection du front islamique finit ainsi de porter un coup fatal à l'ASL qui s'écroule de la sorte, laissant la place aux frères musulmans syriens ainsi qu'aux salafites wahhabites de l'EIL et d'Al Nosra. Les Etats Unis reviennent donc à la case départ en liquidant les "*non takfiris*" de l'opposition et en leur concédant toute initiative et ce, de concert avec l'Arabie saoudite. french.trib.ir 07.12

3- Arabie saoudite

Le Pentagone confirme la vente à l'Arabie des missiles TOW - french.trib.ir

Le Pentagone a confirmé la livraison des milliers de missiles anti-char TOW à l'Arabie.

Selon Reuters, le Pentagone a confirmé vendredi qu'il allait livrer près de 16.000 missiles TOW à l'Arabie dans le cadre de deux contrats séparés. Selon ce rapport la valeur de ces contrats s'élevait à plus d'un milliard de dollars. Les autorités du Pentagone ont annoncé que l'Arabie a commandé 14.000 missiles anti-char téléguidés TOW pour sa Garde nationale et plus de 1.700 autres pour ses forces terrestres. Les sources d'informations avaient auparavant fait état de ces contrats. L'Arabie prétend acheter ces missiles pour renforcer ses forces contre les terroristes intérieures et pour faire face aux menaces régionales.

Selon les sources d'informations, le régime de Riyad va recevoir également des avions F15 et F16 des Etats-Unis capables de lancer des missiles ailés. L'Arabie a une attitude violente contre les protestataires intérieurs, elle s'est ingérée dans les affaires yéménites, a occupé Bahreïn et soutient le régime militaire de l'Egypte et les terroristes en Syrie. french.trib.ir 07.12

4- Mali

Les soldats chinois au Mali - french.trib.ir

Le premier contingent chinois de maintien de la paix composé de 135 officiers et soldats, est arrivé mercredi soir à Bamako, la capitale malienne, a constaté un correspondant de Xinhua.

Les militaires chinois ont été accueillis par le secrétaire général du ministère malien de la Défense, le général de brigade, Yacouba Sidibé, le chef militaire de la Mission intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), le général-major, Jean Bosco Kazura, et l'ambassadeur de la Chine au Mali, Cao Zhongming.

Au total, 395 officiers et soldats chinois sont attendus au Mali dans le cadre de la MINUSMA.

Les militaires chinois, qui vont rejoindre les troupes de la MINUSMA, seront basés à Gao, la plus grande ville du nord du Mali, qui a connu une crise grave en 2012 du fait de l'occupation par les groupes islamistes et terroristes. french.trib.ir 06.12

5- Inde

Inde: la percée d'un parti anti-corruption affaiblit le parti du Congrès - AFP

Une percée surprise d'un jeune parti anti-corruption a infligé une défaite humiliante au parti du Congrès, au pouvoir en Inde, lors d'élections locales dimanche, quelques mois à peine avant les élections législatives nationales.

Le Congrès, au pouvoir depuis 2004, a perdu sa majorité dans les assemblées de quatre Etats où ont eu lieu des élections ces dernières semaines, y compris l'Etat de la capitale, New Delhi.

"Je voudrais féliciter les citoyens de Delhi d'avoir lancé un mouvement de politique honnête", a déclaré le leader du parti Aam Aadmi (parti de "l'homme commun"), l'ancien agent des impôts Arvind Kejriwal, qui a délogé de son siège la Première ministre de la capitale, Sheila Dikshit, en place depuis 15 ans.

Aam Aadmi, fondé il y a seulement un an, "ne se limitera pas à Delhi, mais s'étendra à l'ensemble du pays et triomphera de la corruption et de l'inflation", a-t-il proclamé.

Aam Aadmi, qui a profité du mécontentement général suscité par la corruption florissante sous le Premier ministre Manmohan Singh, a réussi aussi à empêcher le principal parti d'opposition nationaliste, le Bharatiya Janata Party (BJP), de devenir majoritaire à l'assemblée de l'Etat de Delhi.

Selon les résultats définitifs, le BJP a obtenu 31 sièges sur 70, Aam Aadmi est arrivé deuxième avec 28 sièges et le Congrès s'est retrouvé à la troisième place, avec huit sièges contre 43 dans l'assemblée sortante.

Le BJP a gagné très largement dans le Rajasthan et le Madhya Pradesh, et a remporté une victoire serrée sur le Congrès dans l'Etat troublé du Chhattisgarh. Le dépouillement dans le cinquième Etat où l'on a voté ces dernières semaines, la région reculée du Mizoram, également gouvernée jusqu'à présent par le Congrès, doit intervenir lundi.

Aam Aadmi n'a présenté des candidats qu'à New Delhi, mais son succès ne devrait pas manquer de l'inciter à se lancer dans une campagne nationale en vue des législatives que la plus grande démocratie du monde organise en mai prochain.

"Nous avons réussi à modifier le discours politique pendant ces élections", a déclaré l'un des lieutenants du chef du parti anti-corruption, Athishi Marlena.

Le BJP a également fêté ses résultats avec des danses au son de tambours et des feux d'artifice.

Lors de la campagne nationale, le leader du BJP Narendra Modi, tenant de l'aile "dure" du parti, affrontera probablement Rahul Gandhi qui devrait prendre la tête des troupes du Congrès.

M. Gandhi, dont le père, une grand-mère et un grand-père avaient été Premiers ministres, a dit dimanche que son parti comprenait la colère des électeurs et que la performance d'Aam Aadmi lui servirait de leçon.

"Il est de notre devoir de vous écouter. Nous avons entendu ce que vous avez dit", a-t-il déclaré.

Le parti du Congrès doit affronter une inflation galopante, un ralentissement de l'économie, plusieurs scandales de corruption et des doutes sur la capacité des héritiers de la dynastie Gandhi-Nehru à reprendre le flambeau. AFP 08.12

Si le parti Aam Aadmi n'avait pas existé, le BJP s'emparait de la capitale Delhi, CQFD. Pas le temps de commenter la situation en Inde, désolé.

Le parti de "l'homme commun" ou L'Humain d'abord du Front de gauche, c'est du pareil au même, non ? Tous frères et soeurs, patrons et ouvriers, décidément la franc-maçonnerie ramolit le cerveau comme disait Trotsky.

SOCIAL

1- France

Les enseignants et les étudiants des classes préparatoires sont appelés à une nouvelle journée de grève, lundi, assortie d'une manifestation à Paris, pour protester contre une possible réforme de leur temps de travail qui se traduirait par une baisse de revenus.

Le Snalc (Syndicat national des lycées et collèges) et le Snes (Syndicat national des enseignements de second degré), ainsi que six associations d'enseignants des classes prépas ont lancé un appel à la grève.

Le Snalc a demandé aux enseignants de province de se rassembler à Paris. Le cortège partira dès 14H du jardin du Luxembourg pour rallier le ministère de l'Education nationale.

Les étudiants du lycée Fénelon à Paris ont également appelé à manifester "contre ce projet et pour un système scolaire de qualité".

"Ce projet prend pour cible des filières dont l'enseignement est d'une qualité reconnue sur le plan international", estiment ces étudiants dans un communiqué.

Les professeurs craignent une hausse du nombre d'heures de cours et une baisse de 10 à 20% de leurs rémunérations.

Il y a des professeurs "et surtout les plus jeunes et ceux qui sont à la fois en lycée et en classe préparatoire, qui vont gagner avec cette réforme", avait répondu le ministre Vincent Peillon. "D'autres vont perdre dans des proportions qui sont de 3, 4 ou 5%", avait-il affirmé.

L'obligation réglementaire de service (ORS) de ces enseignants est de dix heures hebdomadaires, "déchargeables" de deux heures, une heure pour les enseignants de deuxième année et une heure au moins pour ceux qui ont des classes de plus de 35 élèves (la plupart).

Le ministère de l'Education nationale a proposé que tous les enseignants de ces classes préparatoires effectuent dix heures hebdomadaires. En contrepartie, M. Peillon a suggéré le versement d'une indemnité de 3.000 euros par an pour ceux qui enseigneraient au moins quatre heures devant plus de 35 élèves. AFP 08.12

2- Grèce

« On recherche Femme de chambre bénévole pour travailler dans un hôtel sur l'île d'Egine [une île grecque, ndlr], logée et nourrie », indiquait une offre d'emploi publiée le 22 novembre dernier dans le journal Xrysi Efkaيريا, et sur le site internet du journal, le plus populaire en Grèce pour les petites annonces.

Le numéro de téléphone de l'annonce indique qu'il pourrait s'agir de l'hôtel Artemis, un hôtel de 24 chambres qui se décrit lui-même comme un établissement familial situé à 100 mètres du front de mer d'Egine.

L'annonce a déclenché un véritable tollé en Grèce, mais apparemment, malgré son caractère illégal, l'hôtelier n'a pas été inquiété par les autorités.

Pour le journal Eleftherotypia, cette offre d'emploi scandaleuse révèle l'ultime déchéance de la Grèce: « Une vie en marge de l'existence. Une vie vide, sans espoir, dans laquelle la pauvreté est vécue comme quelque chose de normal, et où les nombreuses personnes sans réels moyens de subsistance semblent privilégiées en comparaison des masses de personnes affamées (...)

D'innombrables personnes privées d'emploi sont anxieuses et soucieuses de s'assurer du minimum pour survivre. Pour cette raison, le marché du travail ressemble de plus en plus à un marché d'esclaves. Les gens travaillent pour assurer leur pitance et ils renoncent à tous leurs droits (...)

Quant à la dignité humaine, écrasée sous le poids des nécessités les plus élémentaires pour la survie, elle perd graduellement toute sa signification ». express.be - wikistrike.com 05.12

N'a-t-on pas lu plus haut : « parce que la solution viendra de l'Europe » ?

ECONOMIE

Chine

L'excédent commercial s'est élevé à 33,8 milliards de dollars US, soit son plus haut niveau depuis janvier 2009.

Les exportations ont augmenté de 12,7% par rapport à novembre 2012, à 202,2 milliards USD, et les importations de 5,3%, à 168,4 milliards USD, ont précisé les Douanes.

Pour Liu Li-Gang et Zhou Hao, économistes à la banque ANZ, les exportations chinoises ont bénéficié d'"une amélioration de la demande de la part des économies développées", les Etats-Unis et l'Union européenne.

Sur les onze premiers mois de l'année, le volume total du commerce de la Chine a enregistré une hausse de 7,7% sur un an, à 3.800 milliards USD. Pékin s'est fixé comme objectif une progression de 8% cette année.

La production manufacturière dans le pays s'est maintenue en novembre à son niveau du mois précédent, soit le plus élevé depuis avril 2012. Et la croissance était de 7,8% au troisième trimestre, sur un an, après un net ralentissement lors des deux trimestres précédents. AFP 08.12

[Haut de page ↗](#)

Le 10 décembre 2013

CAUSERIE

21 nouveaux articles ont été ajoutés, deux nouveaux articles intéressants à lire dans cette page sur l'actualité, les infos en bref ne seront actualisées que demain pour cause de mauvaise santé.

Un mot quand même, un extrait d'un article que je n'ai pas mis en ligne.

L'Afrique du Sud a refusé de participer au Sommet France Afrique de Paris qui s'est achevé samedi pour les raisons que le président sud-africain, Jacob Zuma, a résumé en ces termes : *«Je ne trouve pas d'intérêt d'aller à un sommet France-Afrique, alors que la France n'encourage pas la démocratie que veulent les peuples de ses colonies. En effet la France ne renforce et consolide que ses intérêts dans ses colonies; dès qu'on veut la rappeler à l'ordre, elle n'hésite pas à déstabiliser les nationalistes qui trouvent gênant qu'après la soi-disant indépendance, que les richesses du colonisé continuent de nourrir l'économie du colonisateur».*

...«Nous voyons une Afrique forte qui doit avoir un leadership encourageant. Et non une Afrique que la France initie dans un processus de continuité à renforcer le pillage des ressources d'Afrique», assénera vertement Jacob Zuma. (source : mondialisation.ca 06.12)

Précision. J'ai corrigé quelques fautes de (syntaxe) traduction en français.

C'est étonnant, l'AFP ne s'en est pas vantée... Hollande encore moins évidemment...

[Haut de page ↗](#)

Le 11 décembre 2013

CAUSERIE

Je ne suis pas très bien depuis deux jours et pas du tout envie de causer. La prochaine actualisation du site dans deux jours, à l'exception de nouveaux articles mis en ligne.

[Jetez-vous dans les bras de l'UE... qui vous étouffera.](#)

Une terrible "menace" pèserait sur "les démocraties à travers l'Europe" dont les "conséquences" pourraient être "imprévisibles" nous avertit l'AFP, donc l'affaire est à prendre au sérieux.

Car voyez-vous, bien que les "indicateurs économiques incitent à l'optimisme", pas de bol "le chômage et la pauvreté éreintent chaque jour un peu plus leurs populations", et le plus triste c'est que personne n'y peut rien. Il faut croire que même le marché est en proie à la fatalité, quelle guigne tout de même et ce n'est pas manque de bonne volonté de ceux qui nous gouvernent !

Qu'importe, face à ce mauvais coup du sort, ingrats comme ils sont, et il faut bien le dire, irresponsables, les travailleurs s'apprêtent à les sanctionner injustement dans les urnes en 2014, soit en s'abstenant, en votant blanc ou nul, soit en votant pour une liste réputée opposée à l'UE, bref, le PS en France va prendre une raclée après celle des municipales et il risque de ne pas s'en remettre, la suite du quinquennat de Hollande va s'avérer compliquée ou pire encore, aussi il est urgent de voler à son secours. Comment ?

Pour conjurer le mauvais sort et tenter de réduire la défaite annoncée du PS et ses satellites, rien de tel qu'un amalgame ordurier

dont les journalistes attirés du régime ont le don : assimiler toute opposition à l'UE au "*poujadisme et populisme*", à l'extrême droite, quoi.

En réalité cette ligne politique leur a été soufflée par l'homologue italien de Hollande, Enrico Letta, qui le 1er novembre avait lancé que d'ici les européennes de mai "*une grande bataille est en cours: celle de l'Europe des peuples contre l'Europe des populismes*", traduire l'UE et tous ses partisans contre tous ceux qui s'y opposent et parmi lesquels les intentions sont diamétralement opposées, extrême droite, droite souverainiste, une partie de la gauche et l'extrême gauche. La même propagande de la dictature néolibérale est à l'oeuvre en Ukraine.

Une telle présentation des faits présente l'avantage de se jouer des frontières entre les classes qu'il s'agit pour eux de briser par tous les moyens ou de faire disparaître de la tête des travailleurs et des militants. Cette propagande s'inscrit dans la continuité des campagnes menées par le PS (en réalité décidées par les dirigeants du néolibéralisme à l'échelle mondiale) depuis un an et demi sur des thèmes de société ou des questions concernant des minorités, qui se sont soldées par un déni des droits politiques de la majorité et dont l'UE est l'aboutissement puisqu'elle en est la négation absolue.

En résumé, soutenez les partis partisans de l'UE ou joignez vos voix à celle de l'extrême droite, voilà qui conforte notre position : boycott des élections européennes de 2014 ! Rupture avec l'UE, la BCE, l'euro !

[La voix de l'obscurantisme est omniprésente.](#)

Des avancées sociales, des mesures progressistes, la démocratie, des valeurs humanistes, non tout cela ne les intéresse pas, rien ne retient leur attention, sauf prêcher l'obscurantisme.

Prosélytisme permanent des islamistes. Ces deux derniers jours sur le site de la radio officielle francophone iranienne french.irib.ir, j'ai relevé les titres suivants :

Les femmes voilées ultra fashion font débat aux Etats-Unis
Le président gambien arrive à l'Élysée avec un coran à la main
Coran maculé de sang de porc sur le terrain d'une mosquée
Un imam, tombé sous les coups d'une agression islamophobe
La Police d'Edmonton approuve un modèle de hijab
Le Groupe d'amitié islamo-chrétienne à l'assaut de l'Europe
De la baisse du niveau scolaire des français à l'excellence des élèves en école musulmane
Clamart sans mosquée, les musulmans sollicités
6 000 manifestants anti-islamophobie pour dénoncer le racisme
Malawi : des chrétiens mangent halal car c'est plus « sain »

Ni dieu, ni maître, penser par soi-même, interpréter la société et le monde dans tous leurs rapports et leur évocation uniquement à partir de faits matériels, objectifs, concrets, vérifiables et non à partir de grimoires fossilisés

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Mandela. Hold up du dictateur américain.](#)

- Obama prend la vedette de l'hommage planétaire à Mandela - AFP
- Hamid Karzaï : « Les Américains agissent en puissance coloniale » - LeMonde.fr
- Hommage à Mandela : les Sud-Africains entre célébration et désillusion - LePoint.fr
- Le président sud-africain hué à la cérémonie pour Mandela - Reuters

Le public venu rendre hommage à Nelson Mandela mardi au Soccer City Stadium de Johannesburg a sifflé et hué l'actuel président sud-africain, Jacob Zuma, avant que celui-ci ne prenne la parole à la fin de la cérémonie.

Jacob Zuma, dont le gouvernement a été éclaboussé par des scandales de corruption et de violence policière à répétition, devrait briguer un nouveau mandat dans six mois et espérait sans doute profiter de l'atmosphère d'union sacrée créée par la mort du "*père de la Nation*" pour soigner sa popularité.

C'était compter sans la rancœur de Sud-Africains de plus en plus critiques envers la pauvreté, l'insécurité et l'injustice sociale persistantes alors qu'a émergé une classe privilégiée de Noirs.

Humiliation suprême pour Jacob Zuma, au pouvoir depuis 2009, la fanfare présente dans les tribunes a dû jouer un morceau de musique pour faire taire les huées avant que le président sud-africain, déjà sifflé à son arrivée au stade, ne puisse prendre la parole. Reuters 10.12

En famille, c'est passionnel !

- Jacques Chirac, fan de François Hollande - L'Express.fr

Lors d'un déjeuner dominical avec Jean-Louis Debré, Jacques Chirac n'a pas tari d'éloges sur François Hollande. L'Express.fr 10.12

Ceux qui ont appelé à voter pour lui vont-ils payer l'addition ou nous la faire payer, d'après vous ?

Résistance

- Les enseignants de classes «*prépas*» en grève à plus de 68% - 20minutes.fr

- Kem One: les salariés votent le blocage des sites - AFP

Chantage.

- EADS menace de licencier faute d'accord sur la compétitivité - L'Expansion.com

Même l'aristocratie ouvrière va être mise à contribution... (c'est valable pour l'article précédent).

- H&M pourrait augmenter ses prix pour mieux payer les ouvriers - liberation.fr

Lagarde (en Birmanie) : la pauvreté est une "*priorité*"... à exploiter.

- Près d'un tiers des Grecs sans couverture sociale - LeMonde.fr

Les prédateurs ont leur parlement.

- Le Parlement européen rejette l'interdiction du chalutage en eaux profondes - LeMonde.fr

Intox

- L'UE s'engage à favoriser l'intégration des Roms - LeMonde.fr

Avec près de 30 millions de chômeurs ?

- Travailleurs détachés: accord européen pour lutter contre les abus - AFP

D'après une directive (loi européenne) datant de 1996, une entreprise peut "*détacher*" des salariés dans un autre pays de l'UE pendant deux ans maximum, à condition d'appliquer certaines règles du pays d'accueil (salaires, conditions de travail) tout en versant les cotisations sociales dans le pays d'origine.

Faute de contrôle efficace, ces principes sont régulièrement bafoués, notamment dans le bâtiment où nombre de travailleurs détachés sont payés en-deçà du salaire minimum.

Lundi matin, les syndicats européens avaient de leur côté plaidé pour obtenir l'accord le plus ambitieux possible. Environ 250 militants syndicaux se sont rassemblés devant le Conseil européen à Bruxelles, pour "*harmoniser les règles sociales européennes pour le bien-être de la population*" sous peine que le continent se transforme en "*cimetière social*". AFP 10.12

Ils ne pensent qu'à cela...

- Etre gay en Syrie - Slate.fr
 - Poutine nomme un journaliste homophobe à la tête de l'AFP russe - L'Express.fr
 - Mariage homosexuel : pas de poursuite contre la maire de Bollène - LeMonde.fr
-

ACTUALITÉ DU JOUR

L'opposition de gauche ne peut légitimer les institutions et le régime en place.

- Municipales et européennes: Lutte ouvrière fera cavalier seul - AFP

"C'est l'occasion de montrer qu'il y a une opposition de gauche, une opposition ouvrière à ce gouvernement", a-t-elle déclaré, estimant que les "travailleurs veulent imposer l'interdiction des licenciements" et "l'augmentation générale des salaires".

LO revendique 8.000 adhérents, un effectif "stable", selon Mme Arthaud. AFP 10.12

Ils ne doivent jamais se compter, c'est le meilleur moyen d'être "stable"...

La seule opposition de gauche, c'est celle qui refuse toute compromission avec les institutions du capital et qui boycotte les élections municipales et européenne de 2014.

Une dictature s'entoure de subalternes particulièrement médiocres

- François Chérèque remplacera Martin Hirsch à l'Agence du service civique - Liberation.fr

L'ex-dirigeant de la CFDT François Chérèque va être nommé à la tête de l'Agence du service civique, succédant à Martin Hirsch qui a pris les rênes de l'AP-HP (hôpitaux parisiens), a indiqué lundi le ministère de la Jeunesse et des sports. Elle sera entérinée par un décret présidentiel, a-t-on précisé.

Après avoir dirigé la CFDT pendant dix ans (2002-2012), François Chérèque a été nommé début 2013 inspecteur général des affaires sociales (Igas) et assure dans ce cadre le suivi du plan gouvernemental de lutte contre la pauvreté. Il est également président de Terra Nova, un centre de réflexion proche du PS. Liberation.fr 10.12

L'Empire craque de partout.

- Syrie : les Etats-Unis auraient caché qu'un groupe djihadiste avait accès au sarin - AFP

Les Etats-Unis savaient que les jihadistes du Front Al-Nosra sont capables de produire du gaz sarin mais ont ignoré ces renseignements pour mieux accuser le régime syrien dans l'attaque chimique du 21 août, dénonce un journaliste américain.

Dans un long article publié par la London Review of Books, Seymour Hersh -récompensé dans le passé pour sa couverture du massacre de My Lai pendant la guerre du Vietnam ou encore celle du scandale de la prison d'Abou Ghraïb en Irak- accuse l'administration Obama de «*manipulation délibérée du renseignement*» dans l'affaire des armes chimiques syriennes.

Des responsables de l'administration ont fait part de leur scepticisme devant cet article que des journaux américains auraient refusé de publier car ils le jugeaient insuffisamment étayé.

Seymour Hersh soutient que Washington a «*sélectionné*» les informations à sa disposition et passé d'autres sous silence, notamment celles selon lesquelles un groupe de l'opposition syrienne, le Front Al-Nosra, a les moyens techniques pour produire de grandes quantités de gaz sarin.

Il évoque notamment un rapport top-secret de quatre pages remis le 20 juin à un haut-responsable de la DIA, l'agence chargée du renseignement militaire, confirmant de précédents rapports sur les capacités d'Al-Nosra, notamment grâce à un de ses membres, Ziyaad Tarik Ahmed, un ancien militaire irakien spécialiste des armes chimiques.

«*Les renseignements indiquaient clairement que le régime Assad et seulement lui pouvait être responsable de l'attaque à*

l'arme chimique du 21 août», a maintenu lundi la Direction du renseignement national (ODNI), qui chapeaute les diverses agences de renseignement du pays, dont la DIA.

«Il n'y a pas d'indice à l'appui des allégations de M. Hersh allant dans un sens opposé et la suggestion qu'il y a eu une manoeuvre pour supprimer des renseignements est simplement fausse», a affirmé à l'AFP le porte-parole de l'ODNI, Shawn Turner.

Selon Seymour Hersh, l'administration Obama n'avait pas repéré de signe avant-coureurs d'une attaque malgré la présence de détecteurs à proximité des sites chimiques du régime. Et les accusations de Barack Obama le 10 septembre ne s'appuyaient selon lui pas sur des renseignements interceptés en temps réel mais sur une analyse des communications a posteriori.

«Ce n'était pas une description des événements spécifiques qui ont mené à l'attaque du 21 août, mais le détail d'un processus que l'armée syrienne aurait suivi pour n'importe quelle attaque chimique», avance le journaliste. AFP 10.12

J'ai retiré les passages où malgré tout pour l'AFP c'est Assad qui est responsable de l'attaque à l'arme chimique du 21 août. Toujours plus pourrie l'AFP. On a déjà lu dans un article du Réseau Voltaire que cette charge chimique avait été acheminée depuis une base militaire en Turquie...

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Venezuela

- Le parti de Nicolas Maduro remporte les municipales au Venezuela - Reuters

Le Parti socialiste au pouvoir a remporté les élections municipales organisées dimanche au Venezuela, un succès crucial pour le président Nicolas Maduro confronté à une dégradation de l'économie et au poids de l'héritage laissé par son mentor et prédécesseur Hugo Chavez.

Après dépouillement des bulletins dans trois quarts des 337 municipalités en jeu, le PSUV et ses alliés s'imposent dans 196 villes avec 49,2% des voix contre 42,7% à la principale alliance d'opposition, qui enlève 53 municipalités, indique la commission électorale qui a estimé la participation à 59%. Reuters 10.12

2- Egypte

Le référendum constitutionnel prévu à la mi-janvier en Egypte - Reuters

Le référendum sur la nouvelle Constitution égyptienne aura lieu à la mi-janvier, a annoncé lundi un membre du gouvernement. Reuters 10.12

3- Qatar

- Qatar : un Etat de non droit pour les journalistes - french.irib.ir

Les autorités du Qatar ont tiré, à leur manière, les leçons du grave incident dénoncé par le SNJ-CGT suite à l'arrestation à Doha de trois journalistes - dont celui de l'Humanité et du Monde - en octobre dernier.

Nos trois confrères avaient eu l'audace de dénoncer les terribles conditions de vie et de travail des migrants chargés de construire les installations du Mondial de football dans ce pays du Golfe.

Pour éviter toute surprise du même genre, Doha impose désormais officiellement une liste impressionnante de conditions à remplir pour les journalistes désireux de se rendre au Qatar. En clair, c'est un déni complet du droit d'informer, une atteinte grave à la liberté de circulation des professionnels de l'information dans un pays qui va accueillir des centaines de journalistes lors de la Coupe du Monde de football en 2022 . Qu'on en juge par quelques unes des conditions drastiques imposées aux medias.

La liste in extenso est visible sur le site du Quai d'Orsay.

Les journalistes désireux de se faire accrédités, doivent fournir, entre autres documents officiels comme les photocopies couleurs et les scans de leurs passeports, leurs numéros et horaires de vol, la liste complète du matériel emporté (audio, vidéo, photo, SNG).

Des emails ou des lettres officielles confirmant des prises de rendez-vous et des entretiens auprès de sociétés ou de personnalités au Qatar doivent être également joints au dossier.

Parmi les nombreux obstacles imposés aux journalistes figure notamment : *"Dans le cadre de ces déplacements, le journaliste devra se limiter à la couverture de l'événement pour lequel l'accès lui a été conféré et ne devra en aucun cas, sans autorisation préalable délivrée par la QNA, tourner d'autres sujets en extérieur ou interroger des résidents dans la rue.*

Voilà qui est dit et qui constitue un avertissement sans frais aux journalistes trop curieux...

Pour le SNJ-CGT, il est temps d'en appeler avec la FIJ à la Fifa, à l'Onu aux gouvernements européens pour faire cesser ces diktats antinomiques des principes fondamentaux du droit à l'information. (La CGT pourrait aussi en appeler au pape ! -ndlr)

Les investissements du Qatar en Occident dans le football, l'industrie du luxe ou dans les medias, ne peuvent suffire à s'acheter une image de marque en Occident.

Il faut exiger le retrait immédiat de ces conditions inadmissibles de couverture dans cet Etat de non droit pour les journalistes.
french.trib.ir 10.12

SOCIAL

1- Argentine

- Argentine: sept morts lors de pillages en pleine grève de la police - AFP

Sept personnes sont décédées entre lundi et mardi lors de violences au cours de pillages dans des provinces du

nord de l'Argentine, où la police est en grève depuis une semaine, ce qui porte le bilan total à neuf morts.

Le bilan des violences consécutives à cette grève des policiers entamée il y a une semaine s'établit désormais à neuf morts, une centaine de blessés et plusieurs dizaines d'interpellations.

Le phénomène, parti de Cordoba (centre de l'Argentine, à 700 km au nord de Buenos Aires), où des troubles ont éclaté mardi et mercredi derniers, s'est étendu à des villes des provinces d'Entre Rios et de Buenos Aires.

Le mouvement de protestation de policiers d'une dizaine de provinces, revendiquant des salaires plus élevés, ne touche pas la police fédérale.

Les actes de pillage sont récurrents en Argentine depuis la fin des années 1980. Pour le sociologue Enrique Zuleta Puceiro, c'est une particularité argentine, l'expression d'une tension sociale dans un pays rongé par l'inflation.

Fin 2001, une explosion sociale d'une grande violence avait surgi alors que le pays s'enfonçait dans une grave crise économique.

Il y a un an, des pillages de supermarchés avaient eu lieu dans plusieurs villes d'Argentine. AFP 10.12

2- Singapour

Violentes émeutes à Singapour - Liberation.fr

Des travailleurs indiens s'en sont pris à la police après la mort de l'un d'eux, écrasé par un autobus. On compte 18 blessés.

De violentes émeutes ont opposé dans la nuit de dimanche à lundi à Singapour des centaines de travailleurs étrangers à la police, choquant la cité-Etat à l'image multiethnique normalement très policée. Dix-huit personnes ont été blessées et des voitures de police brûlées dans les premières violences du genre depuis 1969, réveillant le souvenir des émeutes raciales qui avaient alors secoué Singapour.

Selon la police, les émeutes sont survenues après la mort d'un Indien, écrasé par un bus dans le quartier de Little India, où des milliers de travailleurs de la construction du sous-continent indien se réunissent le dimanche pour profiter de leur jour de repos, abusant parfois de l'alcool.

Les images des émeutes, les premières depuis les violences raciales de 1969 selon les médias, ont choqué la population de la cité-Etat, ville sans histoires où les autorités font régner un ordre absolu. Les violences révèlent la face cachée de la riche capitale financière, dont le succès dépend d'une cohorte de travailleurs étrangers, notamment indiens, qui s'estiment souvent les laissés-pour-compte du miracle économique singapourien. Liberation.fr 10.12

ECONOMIE

1- Etats-Unis

- Etats-Unis: la règle de Volcker sur la spéculation des banques adoptée - AFP

La règle de Volcker " *vise l'important objectif de limiter les risques excessifs pris par les institutions de dépôt et leurs filiales*", a souligné le président de la réserve fédérale, Ben Bernanke dans un communiqué.

"Avec la règle de Volcker, il sera hors-la-loi pour les banques d'utiliser de l'argent assuré par le gouvernement pour faire des paris spéculatifs qui menacent le système financier tout entier", a souligné le président Obama dans un communiqué.

Le texte approuvé mardi par cinq régulateurs stipule que les banques ne pourront plus "*faire de négoce à court terme de titres, de produits dérivés et de contrats sur les matières premières pour leur compte propre*".

La réglementation interdit aussi aux banques de posséder ou de participer à "*des fonds de placement ou des fonds spéculatifs*".

(Mais, mais... - ndlr)

Des exceptions permettent toutefois aux institutions de poursuivre ces investissements dans des opérations de couverture si elles "*démontrent*" que celles-ci sont destinées à se protéger de risques "*identifiés*". Elles sont autorisées à investir au nom de clients à condition que ces opérations soient très documentées. Elles pourront également faire le négoce d'obligations gouvernementales, d'Etats et de municipalités.

Le texte s'appliquera à partir du 21 juillet 2015, mais les régulateurs pourraient envisager de prolonger ce délai encore d'un an, a indiqué à la presse un haut responsable d'un des régulateurs.

(Ouf! - ndlr)

"Cette règle est conçue pour réduire de façon significative les risques pour notre économie et les marchés financiers, tout en préservant la vitalité des marchés américains de capitaux", a affirmé Marie Jo White, présidente de la SEC.

(En réalité, c'est exactement l'inverse qui va se produire. - ndlr)

Une des priorités "*était de s'assurer que cette règle se focalise sur les plus gros acteurs sans imposer de fardeau supplémentaire aux petites banques locales*", a estimé Thomas Curry, qui dirige l'OCC. AFP 10.12

Il était précisé que cette loi fait 70 pages et était précédée d'un préambule de près de 900 pages, de quoi l'interpréter ou la contourner plus facilement...

2- Cuba

- La Russie efface 29 milliards de dollars de dette cubaine Reuters

La Russie et Cuba ont discrètement signé en octobre un accord qui annule 90% des 32 milliards de dollars (23 milliards d'euros) que devait l'Etat communiste à l'URSS, a-t-on appris lundi de diplomates russes et européens.

Cuba s'est retrouvé en situation de défaut sur sa dette à la fin des années 1980, mais le pays, dont les recettes

d'exportations représentent 13 milliards d'euros par an, tente actuellement de restructurer ses anciennes obligations pour améliorer sa crédibilité internationale.

Lors de son annonce en début d'année, l'accord avec la Russie a irrité les autres pays du Club de Paris, une organisation informelle de pays créanciers, parmi lesquels l'Allemagne, le Japon et la France, car Moscou a été accusé de faire cavalier seul.

"Le Club de Paris devrait être content car un montant d'argent important n'est plus en jeu, ce qui rend plus probable un accord final", juge néanmoins un diplomate russe, alors que la dette non soviétique de Cuba représente entre 3,5 et 4,5 milliards d'euros. Reuters 10.12

[Haut de page ↗](#)

Le 15 décembre 2013

CAUSERIE

Comme annoncé les derniers jours, le site ne sera plus actualisé quotidiennement à partir du 11 décembre. Il ne comportera plus que des articles comme celui publié aujourd'hui, ainsi que des articles pour alimenter les différentes rubriques. Ce soir ou demain j'ajouterai une trentaine de nouveaux articles.

Je publierai des analyses sur des questions précises ou d'actualité relatives à l'évolution du monde dans lequel nous vivons, ainsi que les documents que les militants m'enverront. J'essaierai de les faire publier par d'autres portails.

J'arrête d'actualiser quotidiennement le site avant tout pour raison de santé, ensuite parce que je ne tolère plus l'isolement dans lequel les militants ont décidé de me maintenir, je parle de ceux qui auraient pu collaborer au site ou au courant politique que je représentais (qui ne m'appartient pas), qui possédaient un niveau théorique ou de connaissance suffisant pour rédiger des contributions politiques, mais qui ont préféré le confort de l'anonymat, qui critiquent leur parti mais continuent d'y consacrer tout leur temps, une hypocrisie ou lâcheté qui en vaut bien d'autres.

En fait, mon activité politique, que je le veuille ou non ou bien que je me sois refusé de l'envisager, devait conduire progressivement à une forme d'organisation à laquelle nous ne sommes pas parvenus à passer, faute de militants volontaires pour porter ce projet ou envisager ce développement. Je n'ai pas voulu l'admettre, alors que nous y étions condamnés sous peine à un moment donné de tourner en rond et de nous fossiliser à notre tour ; la perspective de se scléroser ou de se renfermer sur soi-même étant contraire à ma nature ouverte sur le monde autant qu'à ma conception de la lutte de classe, m'amène logiquement aujourd'hui à saborder le site tel qu'il existait depuis maintenant cinq ans et demi, pour je l'espère passer à la vitesse supérieure ou me consacrer à une activité politique plus riche et plus intense.

Je ne supporte plus cet état d'esprit, cette crainte compulsive ou maladie de piètres dirigeants ou faillis qui nous ont conduit là où nous en sommes aujourd'hui, j'entends ceux qui se réclament du trotskisme. Ils ont instauré un régime de terreur dans leur parti ou leur courant politique qui ne veut pas dire son nom, j'ai recueilli quelques témoignages qui le prouvent et dont j'ai déjà publié certains, auquel les militants qui ont accepté de se plier peuvent être déclarés morts politiquement, ils peuvent toujours prétendre le contraire, ce qui semble logique, que cela n'y change rien, c'est cet acte de décès qui nous a conduit au constat qu'il n'y avait pas lieu d'en attendre plus longtemps quoi que ce soit. D'autres étaient déjà parvenus à ce constat il y a quelques décennies, mais constatant qu'ils s'étaient à leur tour fourvoyés, j'ai voulu le vérifier par moi-même, patiemment, sur plusieurs années, en recourant à une autre méthode, pour finalement aboutir à la même conclusion, toutefois bien mieux étayée politiquement.

Ce n'est certainement pas en s'y prenant de la sorte que le mouvement ouvrier s'en sortira, bien au contraire, il est condamné à crever en continuant dans cette voie, mais bon, il nous faut admettre qu'elle apparaît relativement confortable pour bon nombre de militants gagnés au corporatisme et étrangers au socialisme. Les dirigeants trotskistes qui en portent la responsabilité, ont réussi à parachever l'oeuvre inachevée de Staline, telle est la conclusion à laquelle nous sommes parvenus après avoir analysé le cours de leur politique pendant 70 ans, une imposture permanente.

On ne va passer son temps à se répéter, je vous renvoie aux causeries depuis août 2008 qui étayaient largement mon propos. A de très nombreuses reprises je me suis risqué à avancer des positions qui tranchaient avec celles de tous les partis ou leurs satellites, dans huit ou neuf cas sur dix les faits m'ont donné raison, et si vous avez la substance de mes causeries en tête, vous pourrez encore le vérifier dans les jours ou les mois à venir.

Pour bien comprendre la situation, il fallait en permanence distinguer l'interprétation pour ainsi dire spontanée relative à des faits tirés de l'actualité et traités à la manière d'une abstraction, de leur interprétation en les intégrant dans un plan plus général ou

en tenant compte de l'ensemble des facteurs et rapports à l'échelle mondiale, les deux pouvant parfois présenter des aspects contradictoires conduisant à des confusions ou des quiproquos, des polémiques ou des désaccords inutiles.

On ne traite pas forcément une question ou on n'aborde pas toujours un thème sur la même échelle ou le même angle, d'où la nécessité de préciser notre méthode. C'est ce que je me suis appliqué à faire patiemment, avec détermination, j'ai entraîné les lecteurs à se livrer à cet exercice à travers une multitude d'exemples... Et bien même cela ne leur a pas convenu, du coup je me suis dit que décidément rien ne pouvait trouver grâce à leurs yeux, ils ont la mentalité de ces gens qui soi-disant se veulent exigeants, mais qui en réalité ici comme dans la vie en général se servent ou profitent (des autres) de ce qui est à leur disposition en estimant que tout leur est dû, ils se comportent exactement comme les gens qu'ils se permettent de critiquer ou juger, ils ont une conception de leur petite personne supérieure aux autres qui les met à l'abri de la critique pensent-ils, ils peuvent ainsi se permettre de faire ce que bon leur semble sans que personne ne soit autorisé à trouver à y redire, comme si les choses pouvaient continuer de la sorte indéfiniment.

Et bien non, c'était commettre là une grave erreur de le penser, même dans mon entourage le plus proche on m'a fait ce coup-là et j'ai dit stop ! Stop, il y en a marre d'être pris pour un con par des gens qui ont une très haute estime d'eux-mêmes, surfaites, qui à mes yeux ne le méritent pas, ils passent leur temps à justifier ce qu'ils pensent plus que ce qu'ils sont, et on comprend que cela vaille mieux le plus souvent car ils ne le supporteraient pas.

Je me fous que le taux de fréquentation du site chute de 99%.

De façon volontairement limitée, j'ai tenu compte de la susceptibilité des militants ou lecteurs, quand c'était possible ou que je le jugeais souhaitable, le reste du temps quand j'estimais qu'en tenir compte m'aurait conduit à des compromis inacceptables je m'y suis refusé, pas question de brader nos principes, tous ceux qui s'y sont risqués en sont arrivés à sombrer dans le populisme et à reprendre à leur compte la propagande des néolibéraux.

On a pu observer pas à pas le processus qui a conduit à leur complète décomposition : corrompus par le capitalisme pour avoir déserté le socialisme dès les années 40, par ignorance ou facilité, peu importe ici, ils sont devenus de féroces dogmatiques pour le masquer, c'est à cette occasion qu'ils acquièrent ou renforcent leur pouvoir, forgent leur appareil monolithique, ensuite pour justifier leurs errances qui se confondaient avec leur faillite politique ou leur trahison, ils les ont théorisées, cette étape devait servir de laboratoire à la suivante, il ne leur restait plus qu'à effacer (changer de nom et de modèle de parti) les traces de leur passé peu reluisant en les passant à l'acide nitrique de l'éclectisme qui souille tout, corrode tout, dissout toute conviction, tout principe, tout programme, sclérosés et se fondant dans les prothèses inoxydables de la collaboration de classes, ils devaient finir fossilisés dans la fosse à purain du néolibéralisme.

Qu'il nous soit permis, s'il vous plaît, de nous épargner une fin aussi épouvantable, avec le pif que j'ai, je ne m'en remettrais jamais ! On ne le souhaite à personne d'ailleurs, ce sont les militants qui s'y précipitent, il avait raison Eyschen de me dire qu'on ne fait pas boire un âne qui n'a pas soif en parlant de ses dirigeants, lui il est pareil ou pire encore, passons, on aura fait avec les moyens à notre disposition tout ce qui était en notre pouvoir pour aider notre classe à échapper au triste sort qui l'attend, c'est inévitable, il faut en avoir conscience, c'est préférable, j'estime avoir fait le maximum, m'être sacrifié ainsi que mon entourage, y compris mes braves bêtes, avoir été d'une honnêteté absolue, d'une sincérité que vous ne trouverez chez sans doute aucun dirigeant, jamais vous ne connaîtrez leur vie comme vous connaissez la mienne, je me suis entièrement dévoué à notre cause, j'ai fait d'énormes efforts pour progresser, j'ai vraiment tout donné, je pense être parvenu à un bon niveau politique et produit des analyses d'une profondeur assez rare, je ne suis pas un intellectuel à la base, et avoir prouvé que je pouvais aborder n'importe quel domaine ou traité n'importe quel sujet, sans a priori ou arrière-pensées, dogmes ou je ne sais quoi...

C'est cela qu'il fallait juger, qui a mes yeux a une grande valeur, au lieu de saisir l'occasion d'un désaccord pour rejeter tout le reste, l'essentiel, ou encore ne pas supporter un trait de ma personnalité pour décréter que je suis un connard, car à ce tarif là cela signifie que vous détestez la planète entière et je vous plains sincèrement.

Ne croyez pas que j'aurais agi de la même manière envers le POI, le NPA ou LO, car chacun à leur manière ils sont l'antithèse de ce pourquoi nous combattons, on ne peut donc pas vouloir en conserver quelque chose ou leur concéder des avantages puisqu'ils incarnent également ce que nous combattons, l'opportunisme et le régime, ce sont des obstacles à la construction du parti. Maintenant si vous vous en tenez aux apparences ou si vous considérez qu'elles sont prioritaires, vous aurez envie de garder ces partis et vous trouverez toujours le moyen de le justifier, eux c'est ce qu'ils pensent du PS et du PCF, donc à vous de voir, si tout ce beau monde vous convient ou non, en tout cas, ce sera sans nous.

[Les néolibéraux s'acharnent sur le gouvernement indien.](#)

- La justice indienne refuse de dépénaliser l'homosexualité - Francetv info

- L'homosexualité redevient un crime en Inde - Liberation.fr

Des travestis déambulent tous les jours dans les rues de Pondichéry, ils font la manche dans les boutiques du centre ville ou aux

feux de signalisation à Nelithope, c'est apparemment leur quartier général, certains font le tapin près du jardin botanique devant un commissariat de police, j'en connais un qui vend des légumes au marché central, un autre s'est installé récemment près de l'hôpital Jipmer où il vend des fruits.

Il y a une douzaine d'années de cela, le long de la Promenade des Anglais de Pondichéry, à l'extrémité est de la ville se trouve une route qui longe la mer et où se retrouvent chaque soir des milliers d'Indiens, elle est interdite à la circulation à la tombée de la nuit et bordée de dizaines d'échoppes ambulantes, ils y flânent ou font les cent pas dans un sens puis dans l'autre, certains, pauvres, y viennent en famille depuis la banlieue ou même des villages plus éloignés, d'autres pour se montrer, toute la bonne société s'y retrouve, d'autres encore pour flirter.

Il y a vingt ans de cela, il était encore impensable de tenir la main de sa petite amie ou de son épouse dans la rue sans se faire dévisager et insulter proprement, si un policier vous surprenait il vous ordonnait de cesser immédiatement en vous sermonnant.

Puis vint le jour où la télévision se répandit dans toutes les maisons, pas comme en France autrefois où on n'eut accès qu'à un seul programme, l'ORTF, non, immédiatement par l'intermédiaire d'un service câblé relativement bon marché les Indiens eurent accès à des centaines de chaînes de télévision, une extraordinaire ouverture sur le monde s'offrait à eux, une liberté difficile à maîtriser. Du coup, le développement économique avançant parallèlement à marche forcée, les mœurs tendirent à changer, à se libéraliser comme l'on dit, timidement, parfois de façon anarchique, les jeunes prirent de plus en plus de liberté au point de se jouer des règles en vigueur, déambulant le soir en se tenant par la main ou le bras, parfois pire, osant un baiser sur une joue. Des plaintes atterrirent au gouvernement qui s'empressa de décréter l'interdiction de se tenir par la main dans la rue...

En 1989 j'avais été surpris de voir mes beaux-frères tenir par la main leurs copains dans la rue, j'ai commencé par penser qu'il y en avait au moins deux qui étaient homosexuels, puis j'ai constaté qu'ils pratiquaient de même avec d'autres copains, je me renseignais et j'appris que c'était fréquent chez les jeunes entre bons copains, un signe d'amitié en somme, sans plus.

En Inde, puisqu'il n'est même pas pensable de se tenir par la main ou de s'embrasser dans la rue ou dans un lieu public, comment peut-on savoir qui est hétérosexuel et qui est homosexuel, c'est impossible, on s'en fout d'ailleurs, c'est l'affaire de chacun. Allons plus loin.

Quand un gay ou une lesbienne se pointe dans un bureau ou un commerce, quand il ou elle cherche du boulot, ce n'est pas écrit sur son visage qu'il est gay ou qu'elle est lesbienne, alors je voudrais qu'on m'explique où il y aurait discrimination ? Il n'y en a pas. C'est une pure invention des dictateurs de la pensée unique néolibérale et des abrutis de gauchistes qui leur collent au cul.

Il y a problème quand un homosexuel se travestit, mais là c'est son problème, c'est lui le problème.

Quand j'avais 20, j'avais les cheveux très longs, je portais des jeans rapiécés, de grandes chemises canadiennes et des savates en tissu, je dégoutais des boulots merdiques et mal payés, genre magasinier, balayeur, manutentionnaire, coursier, pompiste, OS, gardien de nuit, etc. Un jour je me suis dit que ce n'était pas une vie et que je pourrais essayer de mettre en valeur mes connaissances, je n'étais pas plus con qu'un autre et j'avais même déjà pas mal lu. Aussi je me suis décidé à aller chez le coiffeur, j'ai troqué mon jean contre un pantalon de ville classique, je me suis acheté chemise, cravate et veste et j'ai tenté ma chance en postulant à un emploi de bureau chez U-Bix (Konica), l'année suivante je passais à l'atelier où j'allais apprendre le métier de technicien, qui à défaut de faire ma fortune allait me permettre de faire ma vie et de vivre plus confortablement jusqu'à mon départ en Inde en 1990.

J'ai fait un compromis avec leur société en me coupant les cheveux et en changeant de tenue vestimentaire sans pour autant abdiquer mes idées ou ce que j'étais, la preuve c'est que plus de trente ans plus tard j'ai à nouveau les cheveux longs et je m'habille comme je l'entends en faisant un bras d'honneur à leur société de merde.

L'homo qui cherche du boulot, qui ne veut pas être emmerdé dans la rue, s'il n'est pas trop con, il n'a qu'à troquer ses bas résilles et sa petite jupette pour un jean, arrêter de se maquiller et se faire une queue de cheval et le tour sera joué, il pourra vivre tranquillement sa sexualité. Si maintenant il ne veut pas consentir ce sacrifice pour sauver l'essentiel, personne ne pourra rien pour lui, désolé, la société ne changera pas parce que monsieur a un caprice...

Allons plus loin. Vous voyez, parfois on croit avoir épuisé un sujet et puis on s'aperçoit qu'on était passé à côté de certains aspects.

Se marier, cela ne sert strictement à rien pour un hétérosexuel ou un homosexuel. Peu importe vos pratiques sexuelles, si vous avez des biens, vous faites un testament chez un notaire où vous indiquez le nom de la personne à qui vous désirez les céder à votre mort et le tour est joué, vous pouvez aussi lui faire une donation avant de trépasser.

Où est le problème pour des homosexuels ? Il n'y en a pas.

En Inde, c'est comme en France, tout ou presque fait l'objet d'une pénalisation. En France si votre bébé d'un ou deux ans piétine

la pelouse ou cueille une fleur dans un jardin public, si un gardien l'aperçoit il peut vous verbaliser ou non selon son humeur et la manière dont vous lui répondez, c'est de la tyrannie.

En Inde comme en France vous n'avez pas le droit de monter à trois personnes sur une moto ou une mobylette. En France vous serez immédiatement verbalisé si vous enfreignez cette règle, en Inde, vous pouvez monter à cinq sur une moto et vous arrêter au feu rouge aux pieds d'un agent de police qui ne fera même pas attention à vous, car s'il devait appliquer à la lettre la législation chaque fois que le feu passe au rouge en journée, il devrait verbaliser des dizaines de personnes, et si vous ajoutez les véhicules non conformes, sur 100 véhicules à moteur il n'y en aurait plus 10 qui circuleraient, le pays serait paralysé !

La différence entre l'Inde et la France, c'est que beaucoup de choses font l'objet d'une réglementation qui finalement n'est pas appliquée, du coup c'est un pays par bien des aspects moins liberticide que la France. Pourquoi les lois ne sont-elles pas appliquées ou font l'objet d'une interprétation très flexible? A cause de la corruption, parce que le niveau économique du pays ne s'y prête pas, ainsi que le mode de pensée de la population qui est tout aussi hétérogène ou inégalitaire que le niveau de vie, dans sa très grande majorité et dans tous les domaines le pays demeure sous-développé. On pourrait ajouter que la notion de citoyen ou d'appartenir à une nation n'existe pas pour de très nombreux Indiens, et quand la classe dominante et la classe moyenne se fait nationaliste, c'est uniquement quand cela correspond à leurs intérêts spécifiques, le sens civique n'existe pas en Inde, il est toujours supplanté par l'esprit de caste, la religion, les superstitions qui dictent à chacun les rapports qu'il doit avoir avec la société ou les autres.

En réalité, en Inde l'homosexualité n'est pas davantage un crime le mariage d'un adulte d'une cinquantaine d'années avec une fillette de 10 ans (assimilé en occident à la pédophilie, ma belle-mère a été mariée à l'âge de 12 ans et elle a eu ses premières relations sexuelles à 16 ans) ou encore la prostitution, ils sont parfaitement tolérés. Maintenant que les homosexuels fassent parfois l'objet d'attaques ou de discriminations, c'est inévitable que le législateur leur ait accordé des droits n'y changeant absolument rien, car il y aura toujours dans une société basée sur des rapports de domination (de classe) des gens qui ne toléreront que certaines personnes ne leur ressemblent pas, supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et ces comportements disparaîtront, de même que l'homosexualité diminuera ou se banalisera, le mariage des enfants disparaîtra également ainsi que la prostitution.

La décision de la justice indienne ne me choque pas puisqu'elle correspond à la mentalité de la majorité de la population, elle est plus démocratique qu'en France n'en déplaît aux tiers-mondistes gauchistes.

J'ajoute un complément à cette partie rédigée il y a plusieurs jours déjà.

Les puissances occidentales concentrent les contradictions du capitalisme, ce sont aussi les pays où la crise du capitalisme prend une forme particulièrement aiguë, où tous les rapports sociaux se délitent, il y a pour eux urgence à en faire supporter le poids à leur prolétariat, quand ils en ont les moyens, à défaut ou pour retarder l'effondrement de leur système économique il leur faut aussi s'en prendre à tous les pays dits émergents (BRICS) mais pas seulement, qui n'ont pas encore libéralisé l'ensemble de leur marché intérieur qui deviendra rapidement une importante source de profit à bon compte, ou qui occupe des positions importantes sur le marché mondial ou dans un secteur économique particulier (Argentine, Venezuela, Mexique, Bolivie, Syrie, Iran, Ukraine, etc.), soja, blé, pétrole, gaz, uranium, etc.

C'est le seul moyen qu'il leur reste pour rétablir le taux de profit au détriment des masses exploitées et du développement de ces pays là, aussi ils les harcèlent sur tous les fronts, ils veulent les faire passer pour archaïques ou antidémocratiques, alors qu'ils le sont eux-mêmes dans une proportion encore pire pour livrer des guerres de rapine à travers le monde. Ils n'hésitent plus à s'ingérer dans les affaires intérieures des différents Etats pour affaiblir leurs gouvernements ou les obliger à capituler devant leurs exigences, si besoin est ils sont capables de réactiver la méthode des coups d'Etat auquel ils recourent aux siècles derniers en Afrique et en Amérique latine ou encore en Europe centrale. Tout est bon pour ces tyrans, la cause des femmes, des homosexuels, des minorités, etc. dont ils n'ont que faire en réalité soutenant et armant le terrorisme dans le monde et pas seulement en Syrie ou au Liban, en Russie ou en Chine.

Et que font les partis ouvriers dans ce contexte ? Tous sans exception les soutiennent à des degrés divers, ouvertement ou hypocritement, les hypocrites dans le genre du POI sont les plus cyniques.

En Inde, tout le monde se fout de la cause des homosexuels, absolument personne n'en parle. Vous pouvez facilement imaginer que l'immense majorité de la population qui vit dans la précarité absolue en l'absence du moindre droit social ou politique à plus urgent à penser. Seuls les déchets ou décadents de certaines couches de la classe dominante et de la petite-bourgeoisie y prêtent attention du moment que les médias relaient leur préoccupation, et qu'elle sert à faire pression sur le gouvernement pour qu'il leur lâche quelque chose qui n'aura rien à voir avec la question des droits des homosexuels qui n'est qu'un prétexte pour déstabiliser le Parti du Congrès en pleine campagne électorale.

Plus un Etat ou un gouvernement est faible, en proie à la contestation d'une multitude de couches de la société, plus l'aide que les Américains et leurs alliés se proposent de leur accorder se trouvera justifiée aux yeux de la population suffisamment ignorante pour ne rien y comprendre, plus il sera porté à leur accorder des concessions qui se traduiront par une accentuation de leur

emprise politique sur ces pays-là au détriment de leurs concurrents chinois, russes, etc.

La stratégie néolibérale de l'oligarchie anglo-saxonne ne consiste pas à déclencher une guerre avec la Chine ou la Russie ou un autre pays, mais à les contraindre à accélérer l'adoption dans leur pays respectif de la politique néolibérale, à uniformiser au plus vite l'ensemble des rapports sociaux qui existent dans la société à l'échelle mondiale sur le modèle néolibérale, ce qui passe par des privatisations, la liquidation de tous les droits sociaux de ces peuples, passons sur leurs droits politiques puisqu'ils n'en ont déjà pas, car la profondeur de la crise du capitalisme risque à tout moment de faire voler en éclat l'ensemble de l'économie mondiale sans qu'ils soient certains d'en contrôler l'ensemble des conséquences si cela se produisait.

Il leur faut donc accélérer la marche en avant vers la réalisation d'un gouvernement mondial, ce qui nécessite que tous les rapports issus de la révolution russe et chinoise aient disparu et que seul le capitalisme dans sa forme néolibérale demeure la référence. Gigantesque chantier, trop vaste pour être mené à un train d'enfer compte tenu de l'archaïsme des masses et de l'immensité des populations en jeu. Il est impossible de bouleverser l'inertie de l'histoire en quelques mois ou années, surtout quand les rapports entre les classes n'ont pas subi de bouleversements pour le justifier ou l'accompagner, les gouvernements doivent affronter la résistance des masses qui s'arc-boutent sur leurs acquis ou à défaut sur leurs traditions ou modes de vie, contre lesquelles ils ne leur proposent rien ou des concessions sociales ce qui va à l'encontre de l'objectif recherché par les néolibéraux qui enragent et redoublent d'acharnement contre ces gouvernements, c'est valable pour l'Inde, la Chine, le Brésil, l'Afrique du Sud notamment.

L'avant-garde révolutionnaire en France et en occident ne peut pas soutenir la propagande orchestrée par les néolibéraux en faveur de minorités comme le font la gauche, l'extrême gauche et les gauchistes dégénérés, rappelons au passage pour ceux qui n'y penseraient pas que les néolibéraux sont les pires ennemis de notre classe, elle ne peut pas non plus soutenir ces gouvernements contre lesquels leurs propres prolétariats des villes et des campagnes combattent pour obtenir de nouveaux droits, elle doit se placer résolument au côté des prolétariats de chaque pays qui luttent pour la satisfaction de leurs besoins tout en dénonçant la politique impérialiste ou coloniale des gouvernements occidentaux.

Tous les gouvernements en Afrique, en Asie ou en Amérique latine quelle que soit leur étiquette politique sont les ennemis de la classe ouvrière, on peut se passer de les attaquer directement et provisoirement en fonction du contexte national ou international, quand ils incarnent la résistance à l'impérialisme, uniquement sur le plan tactique pour ne pas se placer sur le même terrain que la réaction qui entend récupérer à son propre compte la mobilisation des masses, comme on l'a vu récemment en France ou en Ukraine ou encore en Syrie il y a près de trois ans, et en cas d'agression militaire impérialiste, on pourra aller selon l'urgence ou les enjeux de la situation jusqu'à soutenir temporairement ces gouvernements en échange de nouveaux droits politiques si possible.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 décembre 2013

CAUSERIE

Pour tout vous dire, l'envie me démange comme jamais de fermer le site, tellement j'en ai marre de m'adresser à des ectoplasmes, des fantômes, en fait j'ai toujours eu en horreur ce genre de rapports. Je rappelle au passage qu'en principe ce portail était dédié ou réservé aux militants du mouvement ouvrier, je parle des causeries, le reste pouvant convenir à n'importe quel travailleur.

J'en avais saisi dès le départ les aspects détestables, mais je ne m'étais pas imaginé qu'ils convenaient si parfaitement à l'état d'esprit de gens apparemment sans principe ou qui se moquent d'en avoir ou non qui se connectaient sur le site, puisqu'ils ont le même comportement en présence de gens qu'ils en aient ou pas. Ils vous diront bien sûr que tout cela est faux, je me ferais des idées... De leur point de vue je leur concède volontiers puisqu'ils n'ont pas conscience de leurs actes. Entendez par là qu'il est permis à tout le monde de se réclamer de certains principes, c'est même franchement recommandé pour entretenir une bonne conscience à moindre frais et s'accepter tel qu'on est à moindre effort, mais que l'exercice s'avère beaucoup plus délicat, risqué ou périlleux, extrêmement rare dès qu'il s'agit de les mettre en pratique car on ne sait jamais jusqu'où cela peut nous entraîner, on craint aussi de se compromettre, c'est comme sa langue, vaut mieux la garder dans sa poche si on ne veut pas qu'on nous la coupe. Peu importe que nos idées ou paroles et nos actes ne correspondent pas...

Ce manque manifeste de discernement consiste à tout situer ou ramener sur le même plan, ce mode de pensée très économique ou élémentaire ne se limite pas à l'exemple que nous avons abordé. Il a une portée générale.

Pour reprendre notre exemple, ce manque de discernement exprime le refus de concevoir qu'une personne puisse être animée par des intentions différentes des autres, compte tenu qu'au préalable on a établi de manière arbitraire ou sans motif réel ou sérieux, inconsciemment, que leurs intentions devaient être semblables ou ne valaient guère mieux les unes que les autres. Dès

lors cette personne ne nous inspirera pas davantage confiance qu'une autre, puisqu'on a posé comme postulat qu'il fallait s'en méfier. C'est maladif. On pourrait dire à ce stade qu'on s'est employé à justifier notre état psychotique ou paranoïaque qui nous tient lieu d'équilibre mental, ce qui est indispensable pour se trouver bien quotidiennement tel qu'on est.

Il est donc nié que différentes personnes puissent avoir des comportements différents ou soient animées par un mode de pensée ou un idéal différent. Rappelons-nous, que vous ayez ou non des principes, que vous le prouviez ou les mettiez en pratique ou non n'a strictement aucune importance ou aucune incidence sur les rapports que les autres auront avec vous, c'est du pareil au même, on vous traitera de la même manière, généralement avec mépris ou condescendance. On mesure ici à quel point sont fragiles les progrès qu'a réalisés la civilisation humaine au cours des siècles ou millénaires passés, et qu'ils peuvent être remis en cause à tout moment.

Ils sont d'autant plus en danger qu'il n'existe pas de mode de pensée neutre ou apolitique, que nous le voulions ou non nous appartenons tous à une classe sociale déterminée, et que l'ignorance ou l'inconscience nous porte à soutenir des gens ou des regroupements de personnes, cela inclus les partis politiques, non pas sur la base de faits mais sur l'interprétation qu'ils en font et qu'on interprète à notre tour, c'est-à-dire qu'on leur accorde ce qu'on vous refuse quand bien même on sait qu'ils nous trompent, ce dont chacun a la preuve, et que de votre côté vous vous êtes employé à le démontrer sur la base des faits, que vous ayez fait preuve d'une sincérité ou d'une honnêteté absolue, on refuse de vous reconnaître cette qualité.

On le conteste selon le principe que quoi que vous fassiez finalement vous méritez le même traitement que les manipulateurs, faussaires, révisionnistes, imposteurs, illusionnistes et autres charlatans qui essaient dans le mouvement ouvrier. Ce qui n'est pas tout à fait exact, c'est bien pire en réalité, vous valez beaucoup moins qu'eux, peu importe que leur légitimité soit usurpée ou comment ils l'ont obtenue, votre statut étant inférieur aux leurs, on vous accusera d'user d'artifices pour faire valoir vos idées ou je ne sais quoi encore, peu importe que votre argumentation ou votre démarche ne repose que sur des faits puisque leur seul objectif consistait à déprécier vos travaux, contester vos analyses et vos conclusions, mieux encore, avant même que vous ayez ouvert la bouche ou produit la moindre ligne vous étiez cloué au pilori, on voulait vous réduire au silence.

N'allez pas croire que je serais en proie à un complexe d'infériorité ou de persécution, c'est l'acte d'accusation que reçoivent généralement ceux qui dénoncent l'ostracisme dont ils sont victimes de la part justement de ceux que leur discours ou leur existence dérange. Non, c'est seulement faire preuve de lucidité, dresser le constat que la plupart des hommes sont incapables de se regarder en face tels qu'ils sont et que cette faiblesse les conduit à avoir un comportement injuste et aveugle qui de toute évidence ne leur portera pas bonheur. Quand on parle de l'ignorance des hommes, cela ne concerne pas que la politique, cela commence par ce qu'ils sont eux-mêmes.

Chacun d'entre nous possède deux personnalités, psychologique et sociale.

L'une ou l'autre est privilégiée selon que l'on décide ou non de militer ou de combattre pour partager nos idées avec le plus grand chose pour parvenir à changer la société. C'est cet objectif qui guide nos idées et non l'inverse. Or il a été perdu de vue, plus personne ou presque n'ose l'évoquer de nos jours. Il faut donc admettre en partant de ce constat terrifiant que les idées qui essaient dans la société sont orientées dans une mauvaise direction et que la psychologie des hommes s'en ressent forcément, s'en trouve fragilisée, profondément déstabilisée, ce qui se traduit par des comportements anarchiques, arbitraires, violents, profondément injustes. Ils n'en sont que plus manipulables d'ailleurs, et ceux qui seront portés à l'être davantage que les autres, sont ceux qui justement croyaient y échapper, on se leurre souvent sur soi-même.

L'individualisme forcenée qui gagne sans cesse du terrain est le produit à la fois du déséquilibre social issu du rapport favorable à la classe dominante dans des proportions écrasantes de nos jours en l'absence de toute perspective politique au-delà du capitalisme, puisque la totalité du mouvement ouvrier lui est subordonné, a capitulé ou a déserté le combat pour le socialisme (en dehors de quelques groupes de militants qui sont eux-mêmes largement gangrenés par l'idéologie dominante ou paumés), et de ses conséquences psychologiques sur chaque individu livré à lui-même, angoissé par l'avenir incertain qui l'attend, qui cherche à s'en tirer par ses propres moyens au détriment des autres, dans une société où tous les rapports sociaux sont en voie de dislocation sous l'effet de leur subordination au marché élevé au rang d'idéal, conduisant à leur atomisation, à la destruction de tous les acquis de la civilisation humaine, à une société déshumanisée. Le renforcement de la concurrence que se livrent les travailleurs entre eux pour leur survie déteint infailliblement sur leur psychologie.

On pourrait développer ce thème sur des centaines de pages parce qu'il recouvre de vastes pans de l'activité humaine. On pourrait aussi parler du mensonge ou de l'hypocrisie qui fait figure de norme dans les rapports humains, au point qu'énoncer une vérité étayée par des faits incontestables vous vaut d'être traité de tous les noms, de provocateurs ou de passer pour un ringard, un grincheux ou un être aigri, un emmerdeur quoi, car toujours dans le même registre, si vous ne le supportez pas, c'est vous qui n'êtes pas normal, c'est vous le problème, les rôles sont inversés, et ce sont les mêmes personnes qui ensuite se plaignent que la société devient de plus en plus pourrie, par leur comportement ils y contribuent aussi.

Même en prenant des gants, si vous leur dites ne croyez pas leur rendre service, ils sont hermétiques à toute réflexion libre qui les encouragerait à réfléchir sur eux-mêmes, ils sont susceptibles jusqu'au bout des ongles, un autre aspect insupportable de leur personnalité, ils vous méprisent ou pire, vous manifestent de l'indifférence.

Sous l'effet du néolibéralisme, l'Etat a commencé à se débarrasser de ses attributs ou fonctions à caractère social ou collectif, décrétant que dorénavant ce serait à chaque individu d'y remédier ou de les assumer pour son propre compte, renforçant de fait son penchant à l'individualisme dans des proportions inquiétantes, au point de le fragiliser, de se sentir sans cesse sous la menace d'un ennemi invisible que vous incarnez par vos critiques ou la manière de vous exprimer qui sera ressentie comme une agression ou une violation de leur personnalité ou de leur liberté de pensée.

De quel droit franchement permettez-vous de commettre une analyse différente de la leur qu'ils assimilent immédiatement à un jugement, car en plus ils vous accusent de vous comporter en procureur, pour un peu en dictateur quand vous ne partagez pas leurs idées qu'ils sont incapables d'étayer sérieusement ou de défendre, peu importe, vous êtes un monstre, j'exagère à peine, vous insistez et ils vous claquent la porte au nez ou se jurent bien de ne plus vous revoir, c'est le comble puisque vous n'avez jamais manifesté les intentions qu'ils vous prêtent mais c'est ainsi, voilà où nous en sommes rendus, c'est incroyable, effroyable, cependant c'est la stricte vérité, hélas ! Il y a de quoi rester dubitatif, non ?

Ce passage m'a été inspiré par mes dernières expériences personnelles, politiques et autres qui m'ont laissé un goût amer. Je vous avouerais qu'elles m'ont stupéfiées, et pourtant vous imaginez bien qu'à 58 ans et depuis 2008 j'en ai entendu et encaissé des choses incroyables.

C'est marrant, quand j'ai enseigné au lycée de Pondichéry, certes pendant une brève période, j'avais eu le même comportement avec mes élèves qu'avec vous. Ils m'adoraient, ils voulaient que je reste, je faisais des remplacements, ils ne voulaient plus de leurs profs, ils s'emmerdaient avec eux et je les comprends. Pareil, je m'étais donné à fond, quand je sortais d'une heure de classe j'étais littéralement vidé, épuisé. Après seulement quelques cours et sans que jamais je n'évoque leurs profs parce que cela ne se fait pas chez moi, ils avaient pesé le pour et le contre. Leur faculté de discernement fonctionnait normalement et les avait amenés unanimement à me préférer à leurs profs dont des Françaises, j'en avais été très touché car cela signifiait que j'avais bien fait mon boulot et qu'ils l'avaient apprécié à sa juste valeur. Eux, pas les militants ou cadres qui se connectaient sur ce portail et qui n'ont jamais voulu y collaborer. Tant pis, je n'insisterai plus.

Passons à autre chose.

Le passage qui suit a été rédigé depuis quelques jours déjà, j'ai hésité à le publier, à quoi bon me suis-je dit. Pourquoi pas après tout, je me fous de l'accueil qu'il aura. Je n'ai pas actualisé les différentes rubriques, je n'en ai pas le courage, vous n'avez qu'à vous connecter aux différents portails que vous connaissez.

De mon côté, tous les jours je continue de télécharger des articles de presse et de sources diverses, j'ai le temps de les lire maintenant. Je vais sans doute bazarder la page d'accueil du site qui ne correspond plus à rien, il faut tourner la page, à contrecœur mais je n'ai pas le choix. Il n'existe aucun site comparable sur le Net, et ceux qui ont essayé d'imiter le mieux sont médiocres, en lisant la suite vous comprendrez pourquoi il ne peut pas en être autrement.

Manipulation des masses en Ukraine. C'était l'occasion rêvée sur une pleine page d'enfoncer le clou sur l'Union européenne.

Question : Quel parti ouvrier l'a fait ? Aucun. Conclusion : ils ménagent tous l'UE, ils sont vendus.

Décès de Mandela. C'était l'occasion rêvée sur une pleine page d'enfoncer le clou sur l'apartheid qui règne dans l'Etat sioniste Israël.

Question : Quel parti ouvrier l'a fait ? Aucun. Conclusion : ils ménagent tous les sionistes, ils sont vendus.

Pourquoi une telle agressivité ? Parce que finalement c'est le mouvement ouvrier, c'est notre classe qu'ils leur vendent, vous et moi, vous comprenez, non, vous ne voulez pas comprendre, alors c'est que vous avez déjà une mentalité d'esclave. Vous ne voulez pas comprendre non plus qu'ils ne font rien au hasard, que nous avons à faire à des manipulateurs professionnels et que leur statut de dirigeants repose sur une imposture.

Un camarade vient de m'écrire que lorsqu'il était rédacteur au journal Informations ouvrières à l'époque de l'OCI (ancêtre du POI-CCI), Pierre Lambert passait derrière et biffait systématiquement le nom de Mitterrand qu'il ne fallait surtout pas attaquer, cela en dit plus long que n'importe quel discours sur le révisionniste Lambert qui prétendait incarner la continuité du marxisme et du trotskisme dont il fut l'un des principaux fourvoyeurs au cours de la seconde moitié du XXe siècle, Daniel Gluckstein ayant pris la relève depuis.

Si lorsque l'actualité sociale ou politique nous fournit des matériaux de première importance qui permettent de vérifier et justifier notre théorie et qu'on ne les utilise pas, c'est qu'on a déserté le terrain du combat politique, on n'a pas pour objectif de construire un parti ouvrier révolutionnaire ni le socialisme.

Dès lors on est en droit de se poser des questions, c'est même fortement recommandé si on ne veut pas être manipulé soi-même et si on a également pour objectif de progresser sur le plan théorique et politique, devenir toujours un meilleur militant car ce n'est

pas inné, il ne suffit pas d'avoir rejoint une formation politique ou d'avoir dans sa poche une carte d'adhérent pour faire de vous un militant conscient capable d'interpréter la société et le monde et de transmettre cette connaissance, loin de là, loin s'en faut.

Il y a deux façons opposées d'aborder la théorie, dogmatique ou non. Elles correspondent à des objectifs différents.

La version dogmatique comporte également deux variantes.

La première consiste à traiter de questions théoriques en dehors de l'espace et du temps, découplé ou en dehors de l'actualité sociale ou politique, donc coupé de la réalité ou déconnecté de la situation que l'on a sous les yeux, à la manière des théologiens ou des sophistes.

La seconde est plus vicieuse, elle consiste à intercaler ou plutôt plaquer des citations des marxistes dans un article ou un texte pour justifier les positions ou la ligne politique que l'on a adoptée, dans le but non avoué d'impressionner les lecteurs ou s'octroyer une crédibilité à bon compte, pour ne pas dire usurpée à l'insu des lecteurs.

L'opération consiste à recourir à des textes datant d'un siècle ou plus qui concernaient évidemment une toute autre situation que celle que nous connaissons aujourd'hui, afin de fournir une légitimité à la politique que l'on défend, procédé qui relève d'un tour de passe-passe et s'avère fort malhonnête, car il sert en réalité à camoufler l'incapacité ou le refus de son auteur de fournir une analyse de la situation qui prendrait en compte l'ensemble des facteurs et des rapports qui la composent.

En résumé, les lecteurs sont appelés à soutenir ou adopter des conclusions politiques qui sont censées être conformes au marxisme sur la base de citations et d'une interprétation tronquée ou falsifiée de la situation telle que l'auteur d'un article se la représente ou la présente.

La version adogmatique consiste à traiter l'actualité sociale et politique, mais aussi économique, les trois aspects étant liés, de façon à faire ressortir le rôle que remplissent les facteurs déterminants qui composent la situation dans une perspective historique, de manière à en comprendre le comportement ou le fonctionnement, leur évolution, afin de saisir dans quelle direction ils s'orientent, quels liens ils existent entre eux ou comment leurs rapports évoluent, ainsi on peut saisir à la fois la situation et de quelle manière se transforme la société.

La théorie se comporte alors uniquement comme un outil à notre disposition, qu'on utilise, qui s'use, qu'il faut entretenir, qui nécessite d'être affûté, dont certaines parties usagées ou obsolètes doivent être remplacées avec le temps.

On y recourra avec parcimonie et beaucoup de prudence pour analyser la situation et en tirer des conclusions pratiques, sachant que la société et le monde ont connu de gigantesques transformations depuis qu'elle a été forgée au milieu du XIXe siècle. On n'en conservera telles quelles que les parties les plus solides ou qui sont à l'origine de ses fondations et qui n'ont fondamentalement pas changé en trois siècles, la société demeurant divisée en classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables par exemple en constitue un pilier indestructible, qui ne se corode pas avec le temps, toujours valable. En revanche, il nous faut absolument reconsidérer les rapports à l'intérieur des classes qui ont connu d'importantes transformations depuis le début du XXe siècle, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, plus précisément au cours des quatre dernières décennies, il est absolument impossible, impensable de recourir ou d'en appeler à la théorie du marxisme sans reconsidérer de fond en comble ces rapports, et c'est justement pour en être incapable ou s'y refuser que les dirigeants se réclamant du trotskisme se sont réfugiés dans le dogmatisme.

On aurait pu ajouter une dernière variante au dogmatisme ou un de ses sous-produits, l'éclectisme qui parfois lui sert de cache-sexe.

Vous avez pu observer comment des partis qui hier faisaient preuve d'un dogmatisme forcené (OCI-POI, LCR) se sont ouverts à différents courants politiques (de tous bords y compris de droite, dixit Mr. Schivardi) pour sombrer dans le travers opposé, un éclectisme sans frontière idéologique. En réalité ils se sont évertués à élever l'éclectisme au rang de dogmatisme jusqu'à tomber récemment (POI) dans le populisme, ce qui quelque part était prévisible ou inévitable à la longue, s'agissant de la LCR, c'était déjà ancré dans sa nature, c'est ce qui caractérisait principalement cette organisation depuis sa fondation. A ce titre, c'est encore les dirigeants de l'ex-OCI-POI qui ont tapé le plus fort en ressortant Jaurès du placard où il moisissait depuis près d'un siècle, afin de flatter la susceptibilité des transfuges du PS qui avaient rejoint ou allait rejoindre le PT ou le POI, allant jusqu'à en faire leur nouvelle icône, rétrogradant Marx tandis que Lénine disparaissait de la circulation, mieux encore, ils allaient réhabiliter Bakounine que Marx et Engels avaient viré de la Première internationale, cette fois pour flatter les anarcho-syndicalistes intégrés dans leur nouveau parti, donnant dans leur journal la parole aux transfuges du PCF qui se fendront d'articles où ils laisseront s'épancher leur nostalgie de la grandeur et de la gloire passée de leur ancien parti quand il était sous le contrôle du "Petit père des peuples", le grand et vénéré Staline, Trotsky a dû s'en retourner dans sa tombe ! On n'invente rien, chacun a pu le lire, c'est ce qui m'avait fait écrire un jour qu'ils avaient assassiné Trotsky une seconde fois. A ce stade, on ne pouvait plus parler d'errance, de confusion, de malencontreuses erreurs ou je ne sais quoi, ils assumaient parfaitement ce qu'ils faisaient et ce qu'ils étaient, le cap du cynisme le plus abjecte était dépassé, notez bien sans que leur courant trotskiste n'implose tellement il était déjà sclérosé, fossilisé, un cadavre politique. Passons sur leurs liens avec la franc-maçonnerie qui est le pendant laïc du sionisme et qui ont en commun le nihilisme comme théologie, l'éclectisme élevé au rang d'idéal, en réalité le tombeau de la

liberté, vous pouvez ajouter et du socialisme, puisque le néolibéralisme en est l'exacte antithèse, la plus parfaite négation.

Ils ne se sont donc débarrassés du contenu du dogmatisme qu'en apparence, pour mieux l'adapter à la situation et assurer leur propre survie politique, si on peut parler ici de survie... Cette métamorphose, qui devait leur être fatale, consista à abandonner l'enveloppe avec laquelle se confondait son contenu, dans la mesure où elle coïncidait avec ce qui au plus haut degré incarnait la mise en pratique sur le plan organisationnel la théorie marxiste, les enseignements les plus précieux de l'expérience du mouvement ouvrier internationale qu'incarnait la révolution russe de 1917 qui étaient concentrés dans la nature du parti ouvrier qui pour la première fois dans l'histoire avait porté le prolétariat au pouvoir, le parti de Lénine, le parti bolchevik, ce qui fera dire à Trotsky que le marxisme avait de nos jours comme contenu le léninisme, car ainsi avaient été trouvés et vérifiés par les faits le modèle de parti et les principes que devait adopter l'avant-garde du mouvement ouvrier, dont les contours avaient été esquissés par Marx et Engels après l'expérience de la Commune en 1871, quel outil la classe ouvrière devait se forger pour vaincre son ennemi, prendre le pouvoir politique et avancer sur la voie du socialisme.

En abandonnant ce modèle de parti qui était l'expression (consciente) achevée du marxisme, c'était l'antithèse du dogmatisme qu'ils allaient bazarder pour laisser libre cours à différentes interprétations contradictoires de la situation, à l'idéologie de la classe dominante. On pourrait dire encore qu'un dogmatisme allait en chasser un autre ou le remplacer. En réalité, ils allaient laisser pénétrer dans leur parti et accorder une place importante à des gens qui avaient une interprétation de la lutte des classes du passé, de l'histoire du mouvement ouvrier international, de l'évolution de la société et du monde étrangère au marxisme, qui de ce fait ne permettrait jamais de rassembler l'avant-garde révolutionnaire ou les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière dans le même parti, un tel parti étant forcément traversé par des contradictions permanentes dislocatrices, des tensions et des forces contraires ne partageant ni la même méthode (la révolution) ni les mêmes objectifs (la prise du pouvoir politique par le parti en s'appuyant sur les masses révolutionnaires et leurs organisations), sans véritable ligne directrice un tel parti était condamné à la faillite politique avant même de voir le jour.

En décrétant que leur parti devait être ouvert à tous les vents, les liquidateurs du marxisme, qui jusque là se camouflaient habilement derrière le masque du trotskisme, allaient découvrir leur véritable visage, justifier leur trahison ou leur adaptation au capitalisme qui ne datait pas d'hier et qu'ils nieront toujours par la suite en se présentant comme les défenseurs de la République et de la démocratie, assumant l'abandon du programme de la révolution socialiste au profit d'un réformisme bourgeois moribond qui devait les amener à ménager ou soutenir de plus en plus ouvertement l'ordre établi et les conduire dans une impasse politique dont ils ne se relèveront jamais, leur faillite politique étant complète et consommée. De son côté le NPA se vautra dans le social-impérialisme et participera à toutes les campagnes orchestrées par les néolibéraux après l'élection de Hollande.

La critique de ce nouveau dogmatisme qui ne veut pas dire son nom ne serait pas complet, si on ne faisait pas observer qu'il servait également à ces soi-disant trotskistes à couvrir leur opportunisme de toujours à travers le respect quasi névrotique de la légalité qu'ils affichent, leur respect maladif des institutions qui tourne à l'obsession, au fétichisme, auxquelles ils participent ou entendent participer quand ils en sont exclus, n'entendant rompre ni avec les institutions de la Ve République, ni avec ses partis, ni avec les appareils corporatistes des syndicats, ce qu'il leur était possible de faire autrefois, ce qui leur est devenu impossible depuis que bon nombre de leurs militants sont issus de ces partis ou participent aux différentes instances des syndicats, ces militants demeurant nostalgiques de leurs anciens partis qui pourtant véhiculaient l'idéologie dominante ou avaient servi avec constance et persévérance les intérêts du régime capitaliste, quand ils n'ont pas conservé un souvenir fantasmatique, idolâtre ou quasi mystique du PS ou du PCF.

On vantera le mérite d'un vaccin ou d'un médicament parce qu'il peut sauver des vies ou soigner, en considérant comme secondaires les effets indésirables ou négatifs qui peuvent les accompagner. Dans le cas du PS et du PCF c'est impossible, parce que la somme des effets indésirables qu'ils ont produits est supérieure aux avantages que la classe ouvrière a pu en tirer, compte tenu qu'ils ont contribué à l'enchaîner solidement au régime capitaliste et leur a interdit de s'en émanciper, leur interdisant toute guérison et les vouant à un plus triste sort encore dans les années à venir. Sérieusement, on ne peut pas célébrer des partis qui ont juré de faire votre propre malheur. En guise de vaccin, c'est en réalité un poison mortel qu'ils ont inoculé au mouvement ouvrier, à défaut d'en guérir totalement dans un premier temps, pour survivre il n'existe qu'un remède : rompre avec ces partis et les combattre jusqu'à la chute du régime qui précipitera la leur, et alors seulement nous pourrions envisager notre complet rétablissement et notre libération.

Le précédent paragraphe a été rajouté après coup. Notre approche de la réalité est totalement différente de tous ces gens, nous nous refusons à tout compromis consistant à concéder des avantages au régime, à ses représentants, aux institutions, à ses partis, aux dirigeants syndicaux, nous demeurons intransigeant sur les principes, jusqu'au bout, nous ne cédon rien, absolument rien.

Nous considérons qu'en régime capitaliste toute réforme, toute loi, tout décret, toute mesure adoptée par le législateur est tournée contre la classe ouvrière ou se retournera contre elle à un moment donné, profitera avant tout au régime, qu'elle est toujours accompagnée d'un pendant négatif, parce que la guerre de classe est permanente, ce qu'on a tendance à perdre de vue quand on ne sent pas directement concerné par telle ou telle aspect de sa politique, y compris internationale. Nous considérons chaque moment de la lutte de classe comme une étape vers le socialisme et non comme une fin en soi, c'est ce qui nous distingue des courants politiques opportunistes.

A la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, le mouvement ouvrier qui était largement influencé par le marxisme en

avait parfaitement conscience, il situait son combat dans la perspective du socialisme. Le passage de la social-démocratie dans le camp de la bourgeoisie en 1914, puis la dégénérescence stalinienne des partis de l'Internationale communiste une décennie plus tard allait aboutir à l'abandon de cette perspective et à la subordination totale du mouvement ouvrier au capitalisme. Bien que sa mobilisation ait parfois ou souvent un contenu contradictoire, le mouvement ouvrier contrôlé par les appareils stalinien et social-impérialiste, dès l'après-guerre son orientation allait être résolument bourgeoise, jusqu'à épouser de plus en plus les contours du corporatisme dans les années 80, davantage encore de nos jours. Laissons de côté la IVe République dont certains sont nostalgiques et qui en fut l'antichambre, la Ve l'accomplissement bien qu'inachevé. Référence ou rappel intéressant puisqu'elles présentent bien des similitudes, par exemple cette proportion à verser dans le colonialisme, la soi-disant gauche ayant toujours été farouchement impérialiste quand elle était au pouvoir et pas seulement, encore un facteur largement sous-estimé pour ne pas dire complètement occulté par nos trotskistes.

Comment les dirigeants trotskistes ont-ils pu tromper ainsi leurs militants ? En présentant comme sectaire ou dogmatique toute tentative de rompre avec les appareils du PS ou du PCF et des syndicats, parce que disaient-ils ces partis ou ces syndicats représentaient la quasi-totalité du mouvement ouvrier (à différentes époque selon les partis ou syndicats), rompre avec eux aurait été rompre avec les masses, ce qui relevait de la fabulation pure et simple, c'était admettre en réalité qu'il leur était impossible de définir une ligne politique indépendante de ces appareils pourris et que tout en les critiquant il fallait les ménager, le double langage ou double jeu que l'on retrouvera par la suite jusqu'à nos jours. Cela signifiait qu'il était impossible de s'adresser aux masses et aux militants indépendamment des appareils, de les exclure de toute perspective politique, qu'infâmes traîtres et bourgeois infréquentables qu'ils étaient il fallait faire avec, pas de gré ou de force, à contrecœur pendant une période limitée, non, pendant 70 ans, toujours en vérité. Trotsky écrira exactement l'inverse, mais ils n'en tiendront jamais compte.

C'est en mettant l'attitude qu'ils ont adoptée autrefois en perspective, qu'on découvre que le vers était dans le fruit dès le départ ou de l'étendue de la gigantesque manipulation à laquelle ils se sont livrés sans cesse avec leurs militants. Parfois des camarades se demandent quand ils ont changé, viré à droite, capitulé, etc. qu'ils observent attentivement l'attitude de ces dirigeants dans les années 45-50, puis dans les années 60-80, puis depuis 2000, s'ils prennent en compte tous les éléments que nous avons rapportés dans le site depuis 2005, ils se rendront compte qu'il existe en réalité un fil conducteur qui relie entre elles toutes ces périodes et qui est décisif : derrière le masque du trotskisme Lambert était un crypto-social-démocrate dégénéré, Krivine et Laguiller des crypto-staliniens, bon, depuis que leurs héritiers ou rejetons ont pris la relève les genres se mélangent, ils font même dans le crypto-anarchisme-gauchisme-populisme, la dernière théorie du genre à la mode !

Quelque part ils doivent être bien heureux que j'arrête d'actualiser le site, bon, ils ne sont pas encore complètement débarrassés de moi.

Il est regrettable que nous ne soyons pas parvenus à faire quelque chose à partir du site, apparemment aucun militant n'y tenait ou avait les qualités requises ou le niveau théorique nécessaire pour envisager de s'en servir pour regrouper des militants.

Je ne sais pas, soyons modeste, dans une association qui aurait pu s'appeler La voix de l'opposition de gauche, on aurait pu envisager de la doter d'une plate-forme politique et définir les moyens de la développer en se partageant les tâches.

Au lieu de procéder comme tous les partis qui lorgnent sur les militants des autres partis, nous aurions tapé dans la masse des militants et des travailleurs inorganisés, qui sont en fait les plus nombreux dans le pays, en faisant porter tous nos efforts sur la formation et non l'endoctrinement stupide et borné auquel nous avons eu à faire, notre objectif n'étant pas de changer le cours des choses puisqu'on n'en aurait pas eu les moyens, intervenir à notre niveau dans la lutte des classes si l'occasion s'en présentait, diffuser des tracts et notre journal (même réduit à quelques pages au début) de façon à rencontrer des travailleurs et discuter avec eux, faire en sorte que dans un premier temps chaque membre de l'organisation et chaque travailleur recruté progresse et que cette progression figure comme le premier objectif à la portée de tous et que chacun s'en contente, ce qui n'est pas rien en réalité, un élément de réelle satisfaction qui ne demanderait qu'à être partagé et à se reproduire, qui a lui-même constituerait une dynamique suffisante pour assurer la cohérence et la survie du groupe, de l'organisation.

Aucun parti ne s'adresse aux travailleurs, tous s'adressent aux dirigeants ou militants des syndicats, d'autres partis ou parfois aux leurs, à croire que leurs propres dirigeants ne les connaissent même pas, vous avouerez que c'est un comble, ce qui témoigne si nécessaire qu'ils s'en contrefoutent en vérité, ils sont comme cela que voulez et ils ne se referont pas, ne nous leurrons pas. Je ne lis plus leur littérature, celle de leurs différents courants ou de groupes de militants est encore plus insipide, passé la première ligne ma vue se trouble et j'abandonne de crainte de m'abimer davantage les yeux.

Nous nous serions adressés directement aux travailleurs comme à des collègues, des amis, des gens qui nous sont proches, qui nous ressemblent, en employant le même langage de vérité que celui que j'utilise dans le site, en abordant la situation et une multitude de questions à la manière de Marx et Engels, très simplement, sans recourir à un style ou une terminologie particulière, comme chacun les aborde dans la vie quotidienne, n'avez-vous pas remarqué que quel que soit le domaine qu'ils abordaient, l'économie, la politique, la nature, la biologie, la physique, la philosophie, les mathématiques, les sciences en général, les arts, Marx et Engels utilisaient toujours un style et une syntaxe épurés, concis, précis, accessible à tous et qui force l'admiration, que l'on peut essayer d'imiter, qu'on peut difficilement égalé, qui demeure indépassable car tellement efficace, voilà ce qui aurait pu nous servir de modèle, la méthode du matérialisme dialectique, cette merveille des merveilles, le plus fabuleux cadeaux qu'ils nous ont laissé et que d'autres par la suite ont entretenu Rosa, Vladimir, Lev notamment. C'est à en

être malade de savoir qu'elle pourrait tomber dans l'oubli.

Marx et Engels avaient un niveau de conscience tellement supérieur à leurs contemporains que pour diffuser ou partager leurs idées il leur a fallu en quelque sorte les vulgariser, et cela a donné les oeuvres qu'ils nous ont laissées. Il n'y avait rien de péjoratif dans leur démarche, bien au contraire, on aura du mal à trouver des auteurs qui respectent à ce point là leurs lecteurs.

Ce n'est pas le cas de nos dirigeants qui se foutent bien d'être incompris par le plus grand nombre ou que leur production soit ennuyeuse à mourir. Pourquoi ? Pardi, mais parce qu'elle n'a pas été rédigée pour eux ou pour qu'ils en tirent quelque chose, pour qu'ils aient le sentiment d'apprendre quelque chose ou de progresser en les lisant, ce n'est pas leur objectif.

Ce sont de piètres pédagogues et il ne peut pas en être autrement, sinon leurs propres contradictions remonteraient à la surface et leur pèteraient au visage. Car la pédagogie du marxisme est d'une efficacité redoutable sur ce plan-là aussi. Faites l'expérience, racontez-vous des histoires, trichez avec la réalité et essayez donc par la suite d'analyser le même sujet à l'aide du matérialisme dialectique. A un moment donné vous allez être pris d'un grand malaise, vos boyaux vont se tordre dans tous les sens et vous allez regretter amèrement d'avoir fait subir le même sort aux faits, maintenant vous pouvez prendre un laxatif pour abrégé cette pénible épreuve, que cette souffrance vous serve de leçon et vous incite à ne pas recommencer. C'est tout le mal que je vous souhaite.

Maintenant, cela ne veut pas dire qu'ils ne l'utilisent pas, mais uniquement à leur profit, ils ne tiennent surtout pas à ce que leurs propres militants la maîtrisent, car ils n'auraient plus aucune emprise sur eux. Eux ils l'emploient en politique à la façon des sophistes, en se contentant de l'utiliser jusqu'à un certain stade, jamais jusqu'au bout, c'est-à-dire qu'il ne faut pas remonter à l'origine d'un problème qu'on s'est destiné à analyser. C'est comme un plongeur en apnée qui avant de toucher le fond ou d'atteindre une certaine profondeur dirait stop, cette expérience me suffit pour raconter l'impression que j'ai ressentie comme s'il avait tout dit sur le sujet ou de ce que pouvait ressentir un plongeur en apnée, alors que d'autres descendront beaucoup plus bas et connaîtront d'autres impressions, leurs expériences n'étant pas comparables. Si vous croyez ce que vous a raconté cet apnéiste amateur (je ne sais pas si le mot existe, mais on se comprend), la version que vous retiendrez ne sera conforme qu'à sa propre expérience somme toute limitée, et non à celle d'un professionnel qui aura atteint une plus grande profondeur et qui rendra compte de la capacité de survie ultime du corps humain dans des conditions extrêmes, enseignement qui sera d'une toute autre portée. Nos dirigeants ont trop peur de se noyer !

Tenez pour le fun ou se détendre, voilà où mène leur connerie de féminisme, aux abrutis de gauchistes ou aux populistes d'extrême gauche qui nous donnent la nausée, Front de gauche, NPA et tendance Claire en tête.

La police de la pensée à l'oeuvre.

- "*Elle est de mauvaise humeur elle doit avoir ses règles*" - Le Nouvel Observateur

- "*Cocotte*", "*Elle est hystérique*" : le sexisme a la vie dure au travail - LePoint.fr

Camarade, vous ne vous en êtes pas aperçu, on a changé de régime, désormais on vit dans une société juste, parfaite, idéale, le bonheur quoi, alors attention, au moindre écart de langage les sales petits dictateurs de merde du PS, de gauche et d'extrême gauche vont vous dénoncer...

Prenez conscience que cette vermine puritaine fait le sale boulot que même la droite n'a pas osé faire quand elle était au pouvoir.

Plus cynique encore.

Légaliser l'euthanasie pour liquider les vieux qui coûtent trop chers à la société, en voilà une idée géniale !

- Avons-nous encore les moyens de vieillir ? Et si le débat récurrent sur l'euthanasie révélait aussi une angoisse sur le coût de l'allongement de la vie... - Atlantico.fr 17.12

Financer les pensions de retraités toujours plus nombreux, plus vieux et plus exposés à la perte d'autonomie est un des défis majeurs de la France pour les cinquante prochaines années, d'autant plus que la part de l'existence passée en mauvaise santé a augmenté. De quoi inquiéter fortement les personnes concernées et nourrir en sous-main le débat sur l'euthanasie. Atlantico.fr 17.12

Franchement, pourquoi s'obstiner à rester en vie au delà d'un certain âge, qui plus est si on est déjà mal en point, pourquoi ne pas opter pour l'euthanasie avant d'être réduit à l'état de dépendance ou de légume ?

Disons, quoi, réfléchissons, tu te déplaces difficilement, tu ne peux plus conduire ou voyager, tu es devenu un boulet pour ta famille ou ton entourage, tu comprends, si en plus tu prends de la place ou que tu dilapides notre héritage, merde, il est temps que

tu dégages, une petite piquouse pour t'anesthésier, une autre bourré de cyanure et l'affaire est réglée, en douceur, chouette non ?

Et ma retraite, je n'en aurai pas beaucoup profité.

Bon, d'accord, tu as arrêté de bosser à 69 ans et tu en as à peine 73, mais bordel fais pas chier, tu es déjà à moitié grabataire, tu n'en profites déjà plus de ta retraite, elle aussi elle est derrière toi, à ton âge quand même, tu ne vas tout de même pas avoir l'état d'esprit des profiteurs qui s'accrochent à leurs biens, un peu de dignité bon sang !

Elle est chouette la société qu'ils nous préparent, non ?

On ne remerciera jamais assez ceux qui ont soutenu le PS ou appelé à voter pour lui pendant des décennies... Si, si, on y tient, on pourrait nous accuser d'ingratitude.

Il se peut que demain j'actualise sommairement le site avec deux ou trois infos.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 décembre 2013

[CAUSERIE](#)

53 articles ont été ajoutés.

On verra demain si on actualise ou non le site.

[Quand on confond la patience et la prudence...](#)

Extraits du n°282 d'*Informations ouvrières*.

Titre - Allemagne : la "*grande coalition*" plébiscitée ? Prudence... Un article signé Marc Gauquelin

Les 470.000 adhérents du SPD étaient appelés à se prononcer le 14 décembre dernier pour ou contre un gouvernement de coalition avec la CDU-CSU.

Résultats.

- 280 956 ont voté pour ;
- 81 000 ont voté non ;
- 105 000 n'ont pas participé au vote.

Le oui l'a largement emporté.

76% des participants à ce vote ont manifesté leur accord avec ce projet de coalition CDU-CSU-SPD, ce qui représente 59 % des adhérents, donc un résultat sans appel.

Ce n'est pas l'avis du "*trotskiste*" Marc Gauquelin, autrefois pressenti comme dauphin de feu P. Lambert à la direction du POI (le courant CCI du POI).

Rappelons que du temps de l'OCI, du POI, du PT (et aujourd'hui du POI), son courant politique a toujours soutenu le SPD lors de chaque élection, il suffit de reprendre et de lire ou relire attentivement les articles qu'*Informations ouvrières* leur a consacrés au cours des 7 dernières décennies pour en avoir confirmation, de la même manière qu'ils ont toujours soutenu le PS à chaque élection, en fait toutes les sections de l'Internationale socialiste capitaliste, prétendant qu'il était réformable de l'intérieur, qu'il pourrait évoluer vers une position en rupture avec le capitalisme, vous connaissez le refrain et parfaitement la suite pour le vivre au quotidien sous le monarque dictateur Hollande.

Donc, l'exercice ici pour monsieur Gauquelin, Lacaze pour les initiés, devait forcément s'avérer très risqué ou périlleux compte tenu des résultats de ce vote qui sont parfaitement clairs et incontestables. Les travailleurs allemands n'ont rien à attendre du

SPD, rompre avec ce parti du capital est une nécessité absolue pour garantir leur indépendance de classe, sinon tous leurs droits seront broyés, liquidés les uns après les autres.

Il allait consister à minimiser le fait que le SPD est complètement gangrené par le capitalisme, c'est un euphémisme, en réalité depuis des lustres il est totalement étranger au socialisme, c'est un puissant instrument du capital pour maintenir sa domination sur une classe ouvrière politiquement complètement désarmée après avoir été trahie, puis abandonnée à son triste sort, dont témoigne si nécessaire les millions de travailleurs allemands encore plus pauvres que leurs collègues français.

Sauver le SPD contre lui-même, continuer de faire croire qu'il s'agirait d'un parti ouvrier ou qui représenterait les intérêts de la classe ouvrière, qu'il pourrait lui être utile dans le futur, tout comme le PS en France. Voyons comment il a procédé.

Tout d'abord, les résultats de ce vote n'auraient qu'un rapport qu'indirect ou éloigné, disons-le puisqu'il nous le suggère à voix haute, insignifiant ou pour ainsi dire aucun avec son contenu ou la question sur laquelle les adhérents du SPD devait se prononcer puisqu'il s'agissait en fait d'un plébiscite.

C'est marrant, en mai 2005 sur le TCE, le référendum en France avait aussi l'allure d'un plébiscite et ce qui en est sorti ne correspondait pas à ce qui semblait écrit d'avance. Mais bon, là encore on doit se faire des illusions ou comparer ce qui ne l'est pas, ces gens-là ne sont jamais à court d'arguments pour interpréter les faits comme cela les arrange. Un an avant j'avais pronostiqué la victoire du non en 2005.

- "81 000 adhérents ont puisé la force de rejeter le chantage et de dire non ! Quatre-vingt-un mille militants ont surmonté la pression qui poussait une partie des partisans du non (les plus méfiants à l'égard de la direction) à ne pas voter — les choses apparaissant, comme dans tous les plébiscites, en partie jouées d'avance."

On a affaire à un professionnel de la manipulation qui a forcément toujours raison et se donne beaucoup de mal pour nous en convaincre... en vain. 81 000, soit 17%, un pourcentage qu'il se passera bien de signaler, vous lirez plus loin pourquoi.

Il a précisé que ce plébiscite n'était qu'"en partie" joué d'avance, car dans le cas contraire toute son argumentation tomberait à l'eau ou plutôt, cela serait contradictoire avec les rapports qu'il entretient avec le SPD ou l'interprétation qu'il fait de sa nature sociale, affirmer d'emblée que les jeux étaient faits d'avance aurait été admettre que le SPD était entièrement gangrené par le capitalisme, or c'est impossible pour lui puisqu'il lui prête un grand avenir au côté de la classe ouvrière, comme le PS en France, le PSOE en Espagne, etc.

Quoi qu'il puisse s'être passé au cours de décennies et décennies sur le plan économique, social ou politique ou plus généralement dans la société, pour ces gens-là finalement rien n'a changé, tous les facteurs et tous les rapports qu'ils entretiennent sont demeurés exactement les mêmes, ils n'ont subi aucune évolution quantitative au point de connaître une transformation qualitative qui en modifie profondément ou radicalement la nature, non, la dialectique est morte le jour où Trotsky a été assassiné par Staline et depuis on doit s'en tenir à une théorie fossilisée, gravée dans le marbre pour l'éternité. Sauf que pour le faire avaler aux militants et le justifier, le temps passant, ils doivent se livrer à des contorsions ou des tours de passe-passe de plus en plus audacieuses pour masquer leur incurie politique, leur trahison, leur imposture. Poursuivons.

81 000 adhérents disent non, quel exploit ! 280 956 disent oui, c'est important mais sans plus, cela ne représente que 59% des adhérents, il minimise ce résultat, alors que l'essentiel est là et pas ailleurs puisque cela a permis depuis à Merkel de former son gouvernement. Il nous fait penser aux gouvernements des puissances occidentales qui estiment illégitimes les présidents élus qui ont franchi la barre des 50% de 1 ou 2% parfois plus, quand ils ne leur conviennent pas. C'est leur conception de la démocratie.

- "Quant à ceux qui ont voté oui, les 76 % de participants annoncés triomphalement par Sigmar Gabriel à la presse, ils sont 280 956 — ce qui est important — mais ne font que 59 % des adhérents..."

Mieux encore, parmi ceux qui ont voté oui, en réalité il s'en trouvait pour penser non ! Le cap de l'escroquerie politique est franchi allégrement. Et comment il le justifie ? En prétextant que ces adhérents tiendraient comme à la prune de leurs yeux à "leur vieux parti"... pourri jusqu'à l'os ou qui depuis un siècle a changé de nature, il se fait donc le porte-parole des adhérents les plus décomposés ou ignorants du SPD qui lui témoignent encore des illusions au nom d'une origine ouvrière qu'il a trahie, avec laquelle il a rompu en 1914, le SPD étant un instrument de la contre-révolution et du régime. Ainsi, il s'en fait le complice.

- "Sans oublier que parmi ces 59 %, beaucoup, opposés à la collaboration avec Merkel, ne se sont pliés aux consignes de la direction que pour ne pas affaiblir un peu plus leur vieux parti."

Vous allez voir ce que vous allez voir, alors que pendant plus d'une décennie on n'a rien vu venir, les adhérents du SPD appartenant à la grande bourgeoisie, à la petite-bourgeoisie et à l'aristocratie ouvrière se foutant bien des millions de travailleurs percevant des salaires de misère... Question : Pourquoi cela devrait-il changer demain, se seraient-ils soudainement soulagés de leur état d'esprit corporatiste pour se trouver une vocation socialiste ? C'est ce qu'il s'agit de faire croire

aux naïfs ou ignorants :

"la question des salaires incroyablement bas des travailleurs précaires va jaillir sur le devant de la scène"

Hypothèse gratuite ou pure démagogie, car évidemment dans n'importe quel pays il arrive toujours un moment où la question des bas salaires finit par poser problème ou faire l'actualité sociale. Mélenchon a été à la même école.

L'interprétation fallacieuse des faits à laquelle il s'est livré ne serait pas complète sans un effet d'annonce et un amalgame au secours d'une position politique intenable, impossible à justifier autrement que la capitulation politique de son courant politique devant le régime en place qu'incarne le SPD et le PS.

En Allemagne, des mouvements sociaux existent. Non, sans blague ! N'en existaient-ils pas déjà avant ce vote au SPD ? Oui, mais vous devez comprendre que depuis, ceux qui sont en cours pourraient être le "*premier signe d'une nouvelle situation*", ce qui confirmerait que les résultats de ce référendum au sein du SPD ne comptaient pas pour du beurre, ils se bougeraient pour les bas salaires, vous avez suivi n'est-ce pas, il s'est suffisamment torturé l'esprit pour vous le faire admettre, ayez pitié de lui, compatissez ? Non, vous ne voulez pas et vous avez raison.

Il voudrait que vous reconnaissiez qu'il existerait un lien entre la situation qui a conduit 17% des adhérents du SPD à rejeter une coalition avec la CDU-CSU et l'interprétation qu'il en a donnée avec la grève chez Amazon qu'il présente forcément sous un angle avantageux, elle affecterait "*trois gros centres de logistique*" donc on imagine des milliers de grévistes et la paralysie de l'entreprise... En réalité pas du tout.

AFP - Une porte-parole d'Amazon aux Etats-Unis a fait état pour sa part d'un total de 1.115 grévistes lundi en Allemagne, sur 23.000 salariés dans ses centres logistiques et de services aux clients dans ce pays (9.000 salariés permanents et 14.000 saisonniers pour les fêtes).

"La grande majorité de nos salariés en Allemagne n'ont pas participé à ces grèves", a insisté la porte-parole, selon laquelle *"Amazon n'a pas vu d'impact sur ses expéditions aux clients"*. AFP 16.12

- *"Pour ne prendre qu'un exemple, évoquons l'appel à la grève que vient de lancer, à la veille de Noël, le syndicat Ver.di (dont la direction avait appelé à voter oui) sur trois gros centres de logistique d'Amazon... Epiphénomène... ou premier signe d'une nouvelle situation ?"*

En complément, voyons comment ils avaient traité ce sujet les semaines précédentes.

IO n°274 page 11

Pas moins de quatre articles, dont trois de correspondants en Allemagne, qui rendaient compte pêle-mêle d'illusions et de désillusions sur la future coalition CDU-CSU-SPD, qui, comme en France, témoignait de l'absence totale de perspective politique... en dehors du SPD !

On constitue soi-disant un parti politique, mais surtout on ne fait pas de politique, on se borne au trade-unionisme. Faire de la politique sans dévoiler ou mettre en avant la véritable nature du SPD ou du PS : mission impossible.

IO n°278 page 11

Titre - Le congrès du SPD s'est tenu les 14, 15 et 16 novembre à Leipzig : "*La bombe à retardement*" ("Der Spiegel")

"Une page se tourne, en effet, elle nous était annoncée par le résultat des élections du 22 septembre. La résistance de la classe ouvrière allemande, durement touchée par la déréglementation du travail, ne pourra pas être contenue beaucoup plus longtemps..."

La Palice a parlé, tout est dit. Quelle profondeur d'analyse ! Puis : pschitt !

IO n°280 page 10

Titre - Allemagne : "*grande coalition*" ou pas, l'incertitude politique s'approfondit.

Quel suspens ma foi !

- *"La crainte devant les réactions possibles de la base du parti n'a, ces dernières semaines, pas quitté un instant les sommets."*

Parce que voyez-vous les dirigeants du SPD ne connaissent pas la base de leur parti, qui composent ses 470.000 adhérents, quelle est leur nature sociale, quel est leur niveau de conscience politique, etc. Donc ils étaient très très inquiets...

- *"La bataille qui va se poursuivre toute cette semaine décidera de l'issue de ce premier épisode d'une lutte politique essentielle en Allemagne."*

Ca-pi-tal !

Cette "bataille" se joue en réalité sur le plan institutionnel, or sur ce plan-là, comme en Grèce ou en Italie ou dans les autres pays de l'UE la Constitution et les institutions ont prévu le coup pour faire face à toutes les situations, il n'y a que la mobilisation de dizaines de millions de travailleurs en Allemagne ou ailleurs qui pourraient en perturber le fonctionnement ou menacer le régime...

"Toute l'Europe des défenseurs du capital et de l'Union européenne a rêvé d'une « grande coalition » allemande qui ouvrirait la voie à la constitution de gouvernements d'union nationale dans toute l'Europe, afin de museler la classe ouvrière."

Car elle ne l'est pas déjà ! Très fort !

"Malgré le soutien de Michael Sommer, président du DGB, de Frank Bsirske, président de Ver.di, elle n'aura pas les moyens de discipliner la classe ouvrière allemande."

Ben voyons ! Encore une affirmation qui n'engage que son auteur. Le prolétariat allemand est encore plus embourgeoisé que celui des autres pays, le mouvement ouvrier aussi, ne pas en tenir compte, c'est raconter n'importe quoi, pur charlatanisme !

- *"Bref, après le « triomphe » de Mme Merkel le 22 septembre, on nous annonce celui de Gabriel pour le 12 décembre..."*

Il faut dire que faire davantage preuve de perspicacité que les dirigeants du POI n'est pas très difficile !

Vous remarquerez qu'en permanence ils sous-estiment ou surestiment la portée ou la signification des faits qu'ils rapportent quand ils ne les tronquent pas. C'est sur cette base-là qu'ils réalisent leurs analyses.

Le minimum d'honnêteté voudrait que l'on commence par rendre compte des faits tels qu'ils sont, ensuite sur le plan tactique on peut privilégier tel ou tel aspect de la situation pour mettre en oeuvre la ligne politique qu'on a adoptée. Surtout on ne tort pas la réalité pour la faire correspondre à notre ligne politique ou nos positions, c'est malhonnête et intolérable. Idem avec la théorie.

Voilà ce qu'est et était le trotskisme version P. Lambert et Cie, une escroquerie politique permanente. Entre amateurisme, aventurisme et lobbying. Les anciens militants de l'OCI ne veulent pas l'admettre même quand on leur met les faits sous le nez, dans ces conditions on ne peut plus rien pour eux.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 décembre 2013

CAUSERIE

La prochaine actualisation du site lundi, sauf événement exceptionnel...

Bravo !

- La France, pays occidental le plus interventionniste en 2013. - AFP 19.12

Le républicain John McCain : *"Vive la France"* ! Ne soyez pas ingrat, ajoutez : Vive Hollande, le PS et tous ceux qui ont appelé à voter pour lui depuis 70 ans !

On va le marteler sans cesse puisque cela emmerde les intéressés qui passent leur temps à réécrire l'histoire, la leur aussi. Il faut dénoncer et combattre ce consensus avec le PS et les appareils des syndicats, la survie du mouvement ouvrier et au delà en dépend.

On ne cherchera pas à briser le consensus UMP-PS ou le consensus entre le PS-PCF et les appareils des POI-NPA-LO, les militants n'ont pas d'autres choix que se soumettre ou quitter ces partis en attendant des jours meilleurs qui verront un nouveau parti ouvrier révolutionnaire émerger, très rapidement s'ils désertent en masse leur parti car leurs appareils n'y résisteront pas.

Il faut les briser, ainsi quelques dirigeants et cadres honnêtes qui possèdent assurément de grandes qualités réagiront et se mettront au service de ce nouveau parti ou participeront à sa fondation. Contrairement à ce que j'avais esquissé ou soutenu il y a quelques années, ce serait une grave erreur de procéder à l'inverse et de rejoindre ces partis faillis, leurs appareils s'en trouveraient renforcés et vous auriez encore moins les moyens de les combattre. Les militants peuvent aussi démissionner en masse, et pour provisoirement ne pas cesser toute activité politique participer à leur convenance aux campagnes de ces partis, sans plus avoir de comptes à leur rendre ou subir leur centralisme bureaucratique.

Les questions que des Indiens me posent mille fois par an :

- Monsieur, vous êtes de quelle nationalité ?
- Heu, j'ai oublié, c'est préférable par les temps qui courent !
- Vous y retournez souvent ?
- Où ?

L'empire méprise les plus faibles et leur fait savoir.

- Kerry dit ses "regrets" à l'Inde ulcérée par l'arrestation d'une diplomate - AFP 19.12

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a exprimé mercredi ses "regrets" à l'Inde, ulcérée par les conditions de l'arrestation à New York d'une de ses diplomates qui a été notamment fouillée au corps.

Depuis le début de la semaine, les Etats-Unis s'emploient à apaiser la colère de l'Inde, où les autorités et les médias jurent de "redonner sa dignité" à leur consule générale adjointe à New York, Devyani Khobragade. Elle avait été arrêtée le 12 décembre et menottée alors qu'elle déposait ses enfants à l'école et a elle-même révélé -- et la police fédérale américaine l'a confirmé -- avoir été "fouillée au niveau des cavités corporelles".

Le ministre des Affaires étrangères Salman Khurshid a promis de "ramener cette femme chez elle" et de "redonner sa dignité (...) à tout prix" à Mme Khobragade.

Mais surtout, New Delhi a pris mardi des mesures de rétorsion contre les Etats-Unis: elle a ordonné la restitution des cartes d'identité et badges d'aéroport facilitant la circulation des diplomates américains en Inde. Elle a également donné l'ordre de bloquer des importations de l'ambassade américaine, en particulier les alcools.

Maintenant, notez le ton hautain et méprisant du journaliste de l'AFP :

- Cette affaire touche la fierté de l'Inde, qui se considère comme une puissance mondiale émergente.

La proximité des élections législatives en mai 2014 pousse le parti du Congrès, au pouvoir, et le parti nationaliste hindou et principal parti d'opposition, le Bharatiya Janata Party (BJP), à se montrer intransigeants dans cette polémique. AFP 19.12

Si on comprend bien, un Indien accepterait en temps normal d'être humilié, c'est normal puisque c'est un être inférieur vivant dans un pays arriéré. Il n'aurait pas de dignité partant de là. Vivant dans un pays pauvre, comment de telles valeurs ou de tels principes pourraient-ils émerger chez lui ?

Quand on voit ce qu'en font des individus soi-disant développés comme ces journalistes de l'AFP, on se dit quel gâchis, ils n'en sont pas dignes en effet, ce sont des rustres. Permettez-moi d'être plus indien que français, et je ne défends pas cette diplomate dont le sort ne m'intéresse pas.

Parole d'internaute.

- "Chantage..."

Les grands patrons font donc un chantage à l'emploi au chef de l'Etat français pour qu'il accepte de détruire le social, détruire les services public, détruire le code du travail tout cela pour leur propre bien (prime d'objectifs, stock option etc...) et le bien de leurs actionnaires.

Il faut paupériser et asservir tous les français pour qu'un poignée d'individus s'en mettent plein les poches. Comment en est-on arrivé là? Et bien c'est de la faute de nos politiciens corrompus qui n'ont cessé ces dernières années de donner toujours plus de pouvoir aux multinationales.

Il faut que l'Etat reprennent la main et remette en place ces rapaces avides, cupides, égoïstes et cyniques."

Comment en est-on arrivé là?

Normal, depuis que la menace que le mouvement ouvrier se radicalise à gauche a disparu au début des années 90 ou même quelques années plus tôt, les partis qui étaient des piliers du régime et faisaient office de contrepoids au capitalisme pour empêcher qu'un parti nouveau parti ouvrier révolutionnaire ne se construise, sans être socialiste ou communiste, sont depuis passés entièrement à son service. Il n'existe plus d'opposition susceptible de mobiliser les masses ou incarnant même de façon déformée leurs intérêts, c'est comme si elles n'avaient plus de représentation politique, donc plus de droits politiques ou elles sont réduites à l'impuissance en l'absence de direction.

C'est parce que le prolétariat et le mouvement ouvrier ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction dans laquelle les travailleurs auraient pu se reconnaître pour défendre leurs droits politiques et se mobiliser, que la réaction se sent pousser des ailes, elle a le champ libre ou presque. Elle voudrait bien pousser cet avantage le plus loin possible, mais en même temps elle craint qu'ils se radicalisent et que cela favorise leur regroupement dans des partis qui affichent leur opposition à sa politique, le plus grand danger serait d'en perdre le contrôle, ce en quoi elle est aidée quotidiennement par les médias qui relaient sa propagande et son idéologie.

C'est la compromission (puis la déchéance) et la faillite politique de l'avant-garde du mouvement ouvrier avec les sociaux-libéraux et les staliniens qui est responsable de la situation actuelle et l'absence de toute perspective politique.

Et puis, c'est la crise du capitalisme qui pousse les patrons à être de plus en plus exigeant envers l'Etat qui représente leurs intérêts. Ils n'ont pas le choix, alors ils usent des pouvoirs qui leur ont été accordés pour obtenir le maximum de concessions du gouvernement et des députés. Après tout, en grande partie ce sont eux qui ont fait les dernières élections, ils sont leurs obligés et leur rappel régulièrement.

Les actionnaires des multinationales et les banquiers peuvent difficilement admettre faire moins bien que leurs concurrents sous prétexte qu'il faudrait conserver à tout prix un modèle sociale par trop avantageux à la classe des exploités et dont bien des travailleurs dans le monde se passent très bien, ce dont ils se moquent comme d'une guigne, ils ne connaissent qu'une loi, celle du marché et ce ne sont pas des philanthropes, enfin quoi.

Non, ces politiciens ne sont pas corrompus, ils font le travail pour lequel ils ont été élus.

Vous êtes comme la plupart des gens et des militants à qui une dimension politique échappe, vous croyez qu'ils ont été élus pour faire une autre politique, mais vous oubliez que c'était une terrible méprise ou faire preuve d'une profonde ignorance de l'avoir cru ne serait-ce qu'un instant, en réalité, à aucun moment il ne leur a été donné mandat pour changer de politique ou je ne sais quoi, mais bien plutôt pour faire ce qu'ils voudraient puisque les électeurs leur ont donné carte blanche en votant pour eux tout en ignorant leurs réelles intentions, non ?

On pense toujours à l'aspect visible des choses, ce qui affleure à la surface et on oublie tout le reste qui existe bel et bien pourtant, on fait preuve d'un singulier manque de discernement en réalité, sinon on se raconte des histoires et on interprète la réalité comme cela nous arrange, à partir de ce qu'on croit avoir compris, mais ce n'est pas partir des faits, de la totalité de la situation puisqu'on fait l'impasse sur certains facteurs ou rapports qui faussent notre analyse.

C'est comme lorsqu'on se contente d'affirmer que les masses avaient des illusions dans Hollande, faut-il encore se demander quel en était le contenu précis. Elles savaient ce qu'elles ne voulaient plus, mais elles ne savaient pas pour autant ce qu'elles voulaient auquel cas elles n'auraient jamais voté Hollande, ou alors il faut admettre qu'elles connaissaient plus ou moins ses intentions et qu'elles s'en contentaient par avance, auquel cas elles sont servies et n'ont rien à regretter, or il semble que ce ne soit pas le cas, donc c'est qu'elles ne savent toujours pas ce qu'elles veulent vraiment. En revanche, les patrons savent très bien ce qu'ils veulent.

Pour nous, l'essentiel c'est le constat qu'elles ne savent pas ce qu'elles veulent qui traduit leur ignorance ou leur absence de conscience politique, et non les illusions qu'elles auraient dans Hollande, dès lors les aider à élever leur niveau de conscience politique ne doit pas consister à les jeter dans les bras de Hollande, ce qui sera incompréhensible pour elles, mais

au contraire à donner un contenu politique à leur rejet ou leur rupture avec les institutions de la Ve République dans la perspective d'un gouvernement ouvrier, dont la réalisation passe par la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire...

Tous les pays développés sont voués à une brutale régression sociale au stade actuel de l'évolution du capitalisme mondial, il ne peut pas en être autrement. En revanche, dans des pays comme l'Inde où la croissance économique est importante il est encore possible d'obtenir des avancées sociales, relativisons, qui ne profiteront pas à toutes les couches des masses exploitées et au prix de sacrifices qui lorsqu'on met tout dans la balance tend à s'annuler finalement, quand je vois autour de moi le mode de vie de la classe moyenne ou des ouvriers qui bénéficient de meilleurs salaires, franchement je ne les envie pas, je préférerais encore travailler au Smic en France.

Donc, cette régression sociale est inévitable en occident, dès lors de deux choses l'une, soit on conserve le régime actuel en sachant qu'on est voué à vivre toujours plus mal dans une société insupportable dans l'avenir, soit on décide qu'il faut liquider ce régime et reconstruire la société sur des bases nouvelles pour qu'elle soit meilleure et plus juste, ce qui implique d'en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, d'où la conséquence logique de refuser d'y participer d'une manière ou d'une autre.

Il faut savoir ce qu'on veut dans la vie, c'est difficile apparemment. Si on ne le sait pas, on se laisse vivre, on accepte les choses telles qu'elles sont, mais il est inutile de se dire en attendant des jours meilleurs, car il n'y en aura pas ou plus, c'est définitivement révolu, il ne nous reste plus qu'à prendre notre sort entre nos mains, pas individuellement, car on ne pourra pas s'en sortir mieux que les autres, c'est ensemble qu'il faut mener ce combat, il faut se faire à cette idée.

Imaginez un peu ce qu'ont dû se dire les Syriens qui vivaient tranquillement ou en paix comme vous et moi jusqu'en 2011, à partir du moment où leur pays a commencé à être dévasté par la guerre, certains ont fui ou ont pris la route de l'exode, d'autres ont pris le chemin de la résistance armée contre l'envahisseur et la barbarie, le pire cauchemar leur est tombé dessus, c'est terrible, vraiment terrible comme expérience, traumatisant, horrible, quelle que soit la décision qu'ils aient prise il leur a bien fallu prendre leur destin entre leurs mains, c'était devenu une question de vie ou de mort, la question de savoir s'ils avaient le choix ou non ne se posait plus vraiment, on est bien d'accord, dites cela aux travailleurs avec lesquels vous discutez pour les faire réfléchir, bien d'autres drames se produisent en France, par exemple quand un gars perd son boulot du jour au lendemain, ne peut plus payer ses crédits, se retrouve à la rue, le monde s'écroule autour de lui, c'est alors l'instinct de survie qui le pousse à agir, jamais il n'aurait imaginé se retrouver un jour dans une telle situation, et pourtant c'est arrivé...

Et bien demain, cela va arriver à des millions et millions de travailleurs à travers tous les pays développés, alors si on ne peut pas l'éviter, essayons au moins de nous y préparer, d'y préparer les travailleurs si on ne veut pas retourner un demi-siècle ou plus en arrière, avec son lot de souffrances quotidiennes qui seront pire que les sacrifices que l'on aurait pu consentir lors d'une révolution, voyez ce que vivent nos amis grecs ou portugais.

Il n'existe pas d'autres alternatives politiques, vivre de plus en plus mal et l'accepter, ou la révolution pour renverser le régime en place, prendre le pouvoir politique pour changer la société. Chaque travailleur quelle que soit sa situation peut y participer, chacun peut consacrer par semaine au minimum une heure ou plus à une activité politique, il ne manque que le parti pour incarner cette perspective politique.

[Le chiffre du jour. 37.](#)

- 37 millions de dollars : ce qu'a gagné en 2013 Warren Buffett... par jour - Atlantico.fr

Selon les estimations de l'institut Wealth-X, en 2013, Warren Buffett (Berkshire Hathaway) a gagné 37 millions de dollars par jour, soit 1,54 million par heure ou 25 694 par minute. Atlantico.fr 19.12

Chaque fois que j'écoute AC/DC dont il est fan paraît-il, je pense à lui, il ne me gâche pas mon plaisir, au contraire en écoutant du hard rock ou du heavy metal cela me soulage, j'ai la rage, la même qu'à 20 ans, apparemment cela ne se soigne pas, je me défoule à défaut de pouvoir faire la peau aux pourris qui gouvernent le monde.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Au Figaro, ils n'en ont pas eu besoin !](#)

- Les journalistes chinois contraints de passer un examen d'idéologie - LeFigaro.fr

... lui non plus...

- Edouard Martin devra "s'adapter sans lâcher ses convictions" - Le Nouvel Observateur

Cela ne risque pas de lui arriver !

[Faire croire qu'une majorité d'électeurs s'apprêtent à aller voter... pour que vous les imitez.](#)

- Une forte participation l'an prochain ? - Liberation.fr

Bonne nouvelle. Un sondage montre une forte volonté d'aller voter. Liberation.fr 19.12

Pourquoi l'adhésion de l'immense majorité (ou quasi-totalité en réalité) de la population à l'idéologie dominante ne trouverait-il pas son prolongement sur le plan institutionnel en allant voter par exemple ?

Oui mais voilà, confrontés à une multitude de difficultés matérielles les masses ont tendance à oublier ou tourner le dos aux institutions.

ACTUALITÉ DU JOUR

[Avez-vous des droits politiques ? Apparemment non.](#)

Les instituts de sondages s'intéressent paraît-il à la "volonté" des masses, mais pas les élus, cherchez l'erreur...

- Le Parlement adopte définitivement le projet de budget 2014 - AFP 19.12

Le deuxième budget du quinquennat Hollande, qui avait été rejeté par le Sénat, a été voté définitivement à main levée, dans un hémicycle peu garni, avec les suffrages des socialistes, écologistes et radicaux de gauche. Le Front de Gauche, mais aussi l'UMP, l'UDI et le FN ont voté contre. AFP 19.12

- La réforme des retraites définitivement adoptée - Reuters 19.12

Le Parlement français a définitivement adopté mercredi le projet de loi sur les retraites, une réforme clé du quinquennat de François Hollande jugée trop timide par les institutions économiques internationales, dont la Commission européenne.

Les groupes PS et des radicaux de gauche ont voté pour. Le Front de gauche a voté contre, de même que ceux de l'UMP et de l'UDI (centriste). Les écologistes se sont abstenus.

Le projet de loi prévoit un allongement de la durée de cotisation dans les secteurs privé et public à 43 ans à l'horizon 2035 ainsi qu'une hausse générale de 0,3 point en quatre ans des cotisations salariales et patronales.

La date de revalorisation annuelle des pensions de retraite est décalée de six mois, du 1er avril au 1er octobre. Reuters 19.12

- Feu vert du Parlement aux métropoles, dont celle du Grand Paris - AFP 19.12

Les sénateurs, par 162 voix contre 152, puis les députés, à main levée, ont adopté le texte commun aux deux chambres établi par une commission mixte paritaire (CMP, sept députés et sept sénateurs). Socialistes et radicaux de gauche ont approuvé le projet, combattu par le Front de gauche, et à quelques exceptions près, par l'UMP et l'UDI. Les écologistes ont voté contre au Sénat et se sont abstenus à l'Assemblée. AFP 19.12

[Du communautarisme au régionalisme ou le retour de l'Ancien Régime au galop sous l'égide des girondins ou du parti le plus réactionnaire de France : le PS.](#)

Les défenseurs des langues régionales se sont réjouis samedi de l'annonce par Jean-Marc Ayrault de la relance du processus de ratification de la Charte européenne les concernant, tout en exprimant leur "vigilance" quant à sa mise en oeuvre.

"C'est une excellente nouvelle, mais nous serons extrêmement vigilants quant à la mise en application", a déclaré à l'AFP Tanguy Louarn, président du comité français du Réseau européen pour l'égalité des langues, qui fédère les associations de défense des langues régionales.

Réclamée depuis plus de vingt ans par ces mouvements, de la Bretagne à la Corse en passant par l'Alsace et l'outre-mer, la mise en oeuvre de la charte, promise par le candidat François Hollande, a été relancée par le chef du gouvernement, qui s'est engagé à accélérer la ratification, vendredi lors de la signature du Pacte d'avenir breton à Rennes.

"On ne peut ressentir que beaucoup de satisfaction, depuis le temps qu'on attendait ça", s'est réjoui samedi Justin Vogel, président de l'Office alsacien du bilinguisme et vice-président (UMP) du conseil régional d'Alsace. "J'attends que cela se concrétise, on a déjà été déçus tellement de fois", a-t-il cependant ajouté.

"C'est une bonne chose que l'Etat français admette la présence d'autres langues que le français sur le territoire", a déclaré pour sa part Jean-Philippe Antolini, porte-parole du parti nationaliste corse Corsica Libera, demandant lui aussi: "Quid de la suite ?"

"Nous nous félicitons de cette initiative que nous demandons depuis des années. Cependant nous disons " la charte, oui, mais pas que la charte", a réagi de son côté David Grosclaude, élu de la région Aquitaine et président du Parti occitan.

Elaborée en 1992 et signée par le gouvernement Jospin en 1999, la charte n'a pas été ratifiée par la France, en raison notamment de problèmes d'ordre constitutionnel.

Jean-Marc Ayrault a toutefois jugé vendredi que le moment était "venu d'avoir ce débat au niveau du Parlement". Il a annoncé que "le gouvernement inscrira à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée nationale" une proposition de loi constitutionnelle (PPL), laquelle pourra être examinée "le 20 janvier", selon le président PS de la commission des lois, Jean-Jacques Urvoas.

"C'est la première fois qu'une proposition de loi dans ce domaine est soutenue par le gouvernement", s'est réjoui samedi Fulup Jacq, directeur de l'Office public de la langue bretonne.

Déconseillée par le Conseil d'Etat et strictement encadrée par le Conseil constitutionnel, la ratification de la Charte européenne exige un marathon législatif impliquant une modification de la Constitution.

"En l'état, la proposition de loi se réfère à des clauses interprétatives du Conseil constitutionnel qui risquent de verrouiller la Constitution, faisant plus de mal aux langues régionales que le flou actuel", estime M. Louarn. Selon lui, "il vaut mieux attendre que les mentalités soient prêtes" plutôt que de voter une loi insatisfaisante.

Ces clauses, qui se réfèrent aux articles 1, 2 et 3 de la Constitution et réaffirment la primauté du français, sont évoquées "pour faciliter l'adoption de la PPL constitutionnelle, qui nécessitera les trois cinquièmes du parlement réuni en congrès", explique Paul Molac, député apparenté EELV du Morbihan et soutien de ce texte.

Son adoption, rappelle-t-il, exigera pour la majorité de gauche de mobiliser également la droite, dans un contexte où "la fracture sur ce sujet n'épargne aucun parti, sauf les écologistes".

M. Urvoas a confirmé samedi que "depuis le début, le gouvernement dit qu'il n'a pas de majorité pour modifier la Constitution". Mais "depuis quelques mois, nous sommes quelques-uns à lui dire que cette majorité existe" pour faire adopter cette charte sans passer par un référendum, a-t-il ajouté.

Cependant, pour Christian Troadec, porte-parole de Bonnets rouges, "la priorité est à des mesures immédiates, comme la création d'une télévision publique bretonne et des transferts de compétences en matière culturelle".

"On n'est même pas au tiers de ce qui est actuellement permis", a-t-il ajouté, dénonçant "un Etat jacobin qui s'est construit contre ses propres peuples". AFP 14.12

Ils sont bien les représentants de l'Ancien Régime, de la pire réaction !

L'Union européenne, c'est la dislocation des acquis politiques de deux siècles de lutte de classe...

[Hollanderies](#)

On a les références qu'on peut.

- François Hollande en Arabie saoudite les 29 et 30 décembre - AFP

"L'Arabie saoudite est un partenaire de confiance et de référence pour la France au Moyen-Orient et il s'agit de conforter cette

relation excellente", souligne-t-on à l'Elysée.

Au cours de cette visite, plusieurs accords commerciaux devraient être signés et des perspectives d'investissements saoudiens en France évoquées, a-t-on précisé de même source.

La France a également développé une coopération institutionnelle avec le Royaume en matière judiciaire, universitaire, de santé ou culturelle. AFP 19.12

La culture de la charia et d'un régime féodal barbare est finalement avec la conception de la République et de la démocratie de Hollande et du PS, il faut le préciser.

Ceux qui ont des revenus en milliers d'euros ou qui peuvent encore économiser en fin de mois s'en foutent du moment que ces relations rapportent, l'argent n'a pas d'odeur, et puis c'est ce qui finance leur niveau de vie. Dites-nous, c'est bien leur état d'esprit, non ? Cela vous dérange qu'on le dise, tant mieux, on va continuer. Il faut être lucide, non ?

Le laquais des néolibéraux exécute leurs ordres à la lettre.

- JO-2014: François Hollande n'ira pas à Sotchi - AFP 15.12

Le président allemand Joachim Gauck a déjà annoncé qu'il n'y assisterait pas.

Le président français François Hollande n'assistera pas à la cérémonie d'ouverture des jeux Olympiques de Sotchi en Russie en février prochain, a indiqué dimanche le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius.

La vice-présidente de la Commission européenne, la Luxembourgeoise Viviane Reding, a annoncé lundi sur son compte twitter qu'elle ne se rendrait "*certainement pas*" à ces Jeux en raison du sort réservé aux minorités en Russie. AFP 15.12

Le président des nantis. 40 centimes par jour en plus pour survivre ou 12 euros par mois : estimez-vous heureux !

- Pour Hollande, la hausse du Smic est "*importante*" - L'Expansion.com

Je sens qu'on va organiser une délégation à l'Elysée pour lui expliquer que c'est insuffisant, car voyez-vous, le malheureux n'en a pas vraiment conscience, dixit les dirigeants du POI. Ce sera sans nous. On appelle cela faire allégeance au régime.

Le mauvais élève sermonné par ses paires.

- François Hollande sermonné par les grands patrons - atlantico.fr 19.12

Entre la pétition de patrons français de groupes étrangers et un déjeuner plein de reproches avec les poids lourds du CAC 40, la journée d'hier fut épouvantable pour François Hollande.

Il a d'abord reçu une pétition signée de 50 patrons de filiales de groupes étrangers installés en France, qui préviennent que leurs sièges ne veulent plus investir en France et expliquent pourquoi. La pétition signée par 50 présidents de grandes entreprises installées en France est assez incroyable. Parmi les signataires, on trouve les patrons français de Siemens, d'Accenture, d'HP France, Esso, American Express, Shell, ABB France, Hertz, Sony, Volkswagen, Barclays, Cisco etc. Au total, 50 filiales françaises de multinationales qui représentent en France plus de 150.000 emplois et plus de 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

Les maisons mères ne veulent plus investir et se développer en France et les raisons invoquées sont archi-connues du monde des affaires. Trop d'instabilité fiscale, aucune visibilité sur ce qui va se passer, trop de charges sociales, trop de bureaucratie et pas de goût pour le travail. Cette affaire est extrêmement grave parce que les 50 signataires de ces grosses entreprises estiment qu'ils représentent quelques 20.000 entreprises étrangères qui emploient indirectement 2 millions de salariés, 13% de la population salariée, 25 % de la seule industrie et assurent le tiers des exportations françaises.

Jamais depuis très longtemps on avait assisté à une telle fronde des chefs d'entreprise contre la gouvernance française.

Le plus étonnant, c'est que le jour même, le Président avait convié une dizaine de grands patrons français dont celui de Total, Suez, Société Générale, Publicis... des patrons qui se préparent à partir le mois prochain à Davos. François Hollande, s'interrogeant de savoir s'il doit aller à ce forum du capitalisme mondial, voulait connaître la tendance des débats cette année. Il

voulait évaluer l'intérêt qu'il y aurait pour la France à ce qu'il se rende à Davos. Il a donc fait un tour de table pour connaître l'avis de tous ces patrons.

La réalité a été plus que cruelle. Peu ont parlé de Davos. Tous ont dénoncé la situation française en reprochant au Président l'impuissance de la politique économique. Le ton n'était pas très amical d'après quelques participants. Tous ont parlé de la fiscalité, de son instabilité, du manque de compétitivité et de la difficulté à travailler en France. Tous ont parlé du déficit chronique de solidarité européenne à commencer par l'égoïsme français. De Christophe de Margerie (Total) à Maurice Levy (Publicis), François Hollande n'avait pourtant pas convié de dangereux provocateurs, simplement les poids lourds de l'économie française.

Le plus curieux, c'est qu'en accompagnant ses hôtes, le Président a laissé entendre qu'il était d'accord avec tout ce qu'il avait entendu. Comme le week-end dernier au Brésil, il a convenu que la fiscalité devait être stabilisée et même abaissée, que la compétitivité des entreprises était trop faible etc. atlantico.fr 19.12

Excellent témoignage. Quel parti ouvrier tout de même le PS !

Chez les aristocrates on peut tout se permettre.

- Jean-Vincent Placé doit régler environ 18.000 euros de PV en souffrance - 20minutes.fr 19.12

Comprenez, la région Ile-de-France est propriétaire de son véhicule (de service), il devait donc penser que ce serait la région qui paierait à sa place ou que l'Etat passerait l'éponge, ce serait étonnant qu'à l'arrivée il ne bénéficie pas de sa mansuétude et ne règle qu'une partie de cette somme...

La meilleure, c'est qu'il clame qu'il est honnête parce qu'il a payé le capital (6.000 euros), et que les 18.000 que le fisc lui réclame ne sont que les arriérés d'intérêts. Foutez-lui la paix franchement... Ils sont à vomir.

... quand ils ne sont pas courtisés...

- Dominique Voynet approchée par des ONG et de grandes entreprises - LeParisien.fr 17.12

Ce mardi, «*Le Monde*» reprenait dans ses pages la rumeur persistante qui donne Dominique Voynet partante pour l'Inspection générale des affaires sociales (Igas). Certains assurent même qu'un poste au sein de cette structure aurait été négocié directement avec l'Élysée pour que la maire ne se représente pas à Montreuil. «*Faux*», assure l'intéressée qui ne dément pourtant pas l'information d'un départ pour l'Igas dans les mois qui viennent.

Dans son entourage, on assure aussi qu'elle aurait reçu des propositions de promoteurs immobiliers, d'entreprises du secteur de l'énergie, comme Véolia ou EDF, ou pour prendre la tête de grandes ONG. LeParisien.fr 17.12

Pourquoi, la moquette est verte chez Véolia ou EDF ? Non, pas pour la fumer, pour s'essuyer les pieds dessus, ne faites pas semblant de ne pas avoir compris !

L'imposture suprême ou la "folie" ultralibérale du PS.

- "Le rapport sur l'intégration ne propose rien moins que de réécrire l'histoire de France"

Le poète disait il y a quelques années: "Plus c'est gros, plus ça passe". Il était sans doute loin de s'imaginer la dilatation exponentielle du gros qu'on veut nous faire passer aujourd'hui. Car derrière quelques mesures emblématiques de voile, ou d'apprentissage de langues aussi diverses que variées si l'on inclut l'ouverture aux langues régionales, c'est bien d'un "néo-homo" qu'on nous parle ici avec le rapport sur l'intégration dévoilé vendredi. L'être enraciné dans un territoire et fruit d'une histoire n'est plus, place à l'homme moderne habitant d'une terra nova qui ne connaît plus de frontières, tout comme la dangerosité de ses instigateurs par ailleurs.

L'histoire résiste encore? Supprimons ce repère embarrassant, que s'épanouisse l'homme libre de tout code, de tout passé, de toute valeur enfin qui ne pourraient que s'ériger en remparts maléfiques face à son insatiable volonté de s'autosatisfaire avant tout. Un néo-homo petit, ultime esclave d'un monde ultralibéral qui n'aurait plus à se soucier de sa mobilité dans le travail, ni de son surmoi néfaste à l'irrépressible besoin de consommer. Un homme "selfie" aimant à se contempler mais peu regardant sur le chlore dans le poulet ou le cheval dans le boeuf, bref, un nouvel homme moderne et mondialisé, qui reste une sorte de fog anglais pour les non-initiés.

"D'ici à ce que l'on demande à changer aussi les Grands Hommes du panthéon..."

Ce rapport sur l'intégration donc, ne propose rien moins que de réécrire l'histoire de France et de changer le nom de rues et places dans les villes. D'ici à ce que l'on demande à changer aussi les Grands Hommes du panthéon, il n'y a qu'un pas. Imaginons d'ailleurs d'ores et déjà l'honneur du discours fait pourquoi pas à quelque ministre dont le parti réclame ouvertement la suppression des nations: "*Sors d'ici Jean Moulin, avec ton cortège obsolète, place aux autres, nan mais allô quoi!*"...

Si la vision effrayante de ce discours reste encore bien heureusement éloignée, l'instillation de sa pensée n'est certainement pas le fruit du hasard. Quoi de mieux en effet, que d'accentuer encore la fracture entre ville et champ? Quelle plus belle ouvrage que de raviver les animosités et d'encourager les excès? A l'approche des municipales, quel plus beau soulagement que de provoquer des triangulaires dans les grandes villes et ainsi d'échapper au chaos annoncé? La gauche ultralibérale a ses raisons que le marché n'ignore pas, mais quand la logique aboutit systématiquement au double résultat, allégeance à la finance et montée du FN, la raison devient folie. Lexpress.fr 16.12

Ce qui est marrant ou plutôt pitoyable, c'est que ce sont des gens de droite qui dénoncent l'entreprise de dislocation des acquis de la civilisation humaine à laquelle se livre le PS, pas la gauche ou l'extrême gauche puisqu'ils sont complètement compromis avec le PS, disons les choses telles qu'elles sont.

Parfois on se fait la réflexion qu'on ne devrait pas le dire, mais trop, c'est trop, ces gens-là sont les complices de la stratégie néolibérale, on doit les démasquer, les combattre. Vous aurez remarqué que l'actualité s'emploie à me donner raison, quand j'insistais sur le danger extrême que représente la stratégie néolibérale ou idéologie du nouvel ordre mondial et dont tous les partis se foutent bien.

Des "**syndicalistes**" comme vous les aimez.

Un gain de 0,6% sur la masse salariale pour le patronat, un "**bon point**" salué par le Medef.

François Hollande, depuis la Guyane où il était en visite, a salué «*un accord majeur*» qui va donner la «*possibilité de se requalifier à tout moment*» de sa vie professionnelle. Et le ministre du Travail, Michel Sapin, a évoqué «*une grande réforme, porteuse d'avenir*».

Côté syndicats, les signatures de la CFDT, de la CFTC et de la CFE-CGC semblaient acquises, assez pour entériner le texte proposé par le Medef. La principale organisation patronale s'est toutefois heurtée à l'opposition de la CGT et, dans son propre camp, à celle de la CGPME. FO s'est pour sa part montré prudent, mettant en avant «*des bons et des mauvais points*».

L'accord prévoit que la contribution obligatoire des entreprises, qui allait jusqu'à 1,6% de la masse salariale, sera remplacée par un versement qui n'excèdera pas 1%.

Le Medef s'est dit «*très optimiste*» sur l'officialisation de cet accord dans les jours qui viennent. libération.fr 14.12

La CGT pourrait signer l'accord sur la formation professionnelle - lemonde.fr 19.12

Mercredi 18 décembre, dans la soirée, le bureau confédéral s'est réuni avec la délégation de négociateurs. Il s'est déclaré partisan d'une signature face à une délégation qu'il n'est pas parvenu à convaincre et qui a maintenu son hostilité à une ratification. Favorable à la signature, M. Lepaon, qui avait négocié le précédent accord sur la formation de 2009, veut adresser une note en ce sens aux fédérations et aux unions départementales de la CGT et faire valider, d'ici à la fin de la semaine, une possible signature par la CE, composée de 56 membres.

La situation est révélatrice des dysfonctionnements dans la gouvernance de la CGT depuis l'élection de M. Lepaon, le 22 mars, à l'issue du congrès de Toulouse. lemonde.fr 19.12

Un point c'est tout ! Quelle folie, c'est beaucoup trop demandé !

- Smic: Mailly (FO) réclame un coup de pouce "*d'au moins un point*" - AFP 15.12

Le numéro un de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a réclamé dimanche un coup de pouce au Smic d'"*au moins un point*" à la veille de l'annonce par le gouvernement de la revalorisation du salaire minimum pour 2014. AFP 15.12

- Le Smic horaire augmentera de 10 centimes au 1er janvier, sans coup de pouce - AFP 16.12

Il ne faut vraiment avoir aucune dignité pour oser réclamer 1% de plus sur un salaire de 1.113 euros net, soit 12 euros !

- En refusant d'aller au-delà de la revalorisation légale, Michel Sapin suit les préconisations du groupe d'experts sur le Smic,

chargé depuis 2008 d'"éclairer" le gouvernement sur les évolutions du salaire minimum.

Dans son rapport remis fin novembre, le groupe présidé par François Bourguignon et entièrement renouvelé s'opposait à un coup de pouce, craignant notamment qu'une "*hausse du Smic ne se traduise in fine par une baisse de l'emploi et une perte de compétitivité*". (Il s'agit des technocrates formés dans les grandes écoles, serviteurs zélés de l'Etat capitaliste, que personne n'a élu... - ndlr)

Ces experts font aussi valoir que le Smic en France est "*aujourd'hui très nettement au-dessus des niveaux constatés dans les autres pays de l'OCDE*". AFP 16.12

Ils sont payés combien ces parasites ?

Ils sont vendus idéologiquement et en vivent bien.

- Municipales : le délégué FO de Florange possible candidat UMP - Le Nouvel Observateur

Mercredi soir, le site du quotidien Libération avait en effet signalé que la candidate UMP envisageait de faire appel à Walter Broccoli sur sa liste. "*Pas du tout. Je dis le contraire*", a répondu jeudi le syndicaliste FO au Nouvel Observateur.com. S'il a bien rencontré la candidate, il dément formellement avoir rejoint son équipe : "*Je lui ai dit que j'étais bientôt à la retraite et que je cherchais un emploi dans une association caritative bénévole pour défendre les salariés. Et je lui ai dit que si elle devenait maire, elle pourrait m'appeler dans ce cadre là, et uniquement pour ça. Ça fait quand même une sacrée différence*", a-t-il corrigé. Francetv info 19.12

On ne connaîtra jamais la vérité exacte, prends-nous pour des cons, peu importe, que ce parasite ait été à la rencontre de cette candidate de l'UMP nous suffit...

[Conditionnement et manipulation. Sondage patronal ou la dictature du capital passe par des sondages sur mesure.](#)

- Les Français pour imposer plus de foyers, moins les entreprises - Reuters 19.12

Augmenter le nombre de personnes payant l'impôt sur le revenu, réduire la fiscalité des entreprises et prélever l'impôt à la source sont les mesures les plus souhaitées par les Français, selon un sondage BVA-Aviva publié mercredi sur le site internet du quotidien Les Echos.

Elles recueillent respectivement 66%, 64% et 63% d'avis favorables, devant la modification de la CSG pour la rendre progressive (56%). A l'inverse, la fusion de l'impôt sur le revenu et de la CSG recueille une minorité d'avis favorables (45%), tout comme la baisse ou la suppression d'avantages fiscaux (34%), l'individualisation de l'impôt (33%) et la hausse de la TVA pour financer une baisse des charges sociales (29%).

Selon ce sondage, les Français souhaitent qu'elle débouche sur plus de justice (48%), une simplification (45%), une plus grande compétitivité des entreprises (44%) et une baisse des impôts (41%).

Une partie du patronat français a dit ses attentes, notamment que ce débat débouche sur une trajectoire pluriannuelle de baisse des prélèvements. Reuters 19.12

Les travailleurs en connaissance de cause oeuvreraient à leur propre malheur ou réclameraient de nouveaux sacrifices, il y a donc un lézard quelque part, en réalité ils ne comprennent pas les tenants et les aboutissants, les rapports qui existent entre les questions qu'on leur pose. C'est pure manipulation, la fabrication d'arguments qui rejoignent étrangement les besoins exprimés par le patronat.

[Paupérisation](#)

En France

- Les Restos du Coeur atteignent le triste record du million de bénéficiaires - AFP 19.12

Les Restos du Coeur devaient à l'origine donner un coup de main temporaire aux plus démunis au coeur de l'hiver, mais 28 ans après l'association créée par Coluche est plus que jamais indispensable et vient d'atteindre le triste record d'un million de bénéficiaires.

Plus de trois semaines après le lancement de la 29e campagne hivernale de l'association, "*nous observons une hausse de 5% du nombre de bénéficiaires par rapport à la fin de la campagne 2013*", a déclaré Olivier Berthe, le président des Restos. "*Le cap d'un million a été franchi dans nos centres.*"

Au total, depuis l'hiver 2008 et le début de la crise, les Restos ont été amenés à soutenir 40% de personnes de plus, indiquait l'association en mars.

Les subventions publiques représentent 30% du budget. AFP 19.12

C'est plus économique de subventionner la misère que de la supprimer, CQFD.

En Allemagne

- La pauvreté atteint un niveau record en Allemagne - 20minutes.fr 19.12

La pauvreté a augmenté et a atteint «*un niveau record*» en Allemagne où les inégalités régionales ont aussi progressé, plongeant des régions entières dans une «*spirale du déclin*», s'alarment des associations d'aide sociale, dans un rapport publié jeudi.

«*L'Allemagne n'a jamais été aussi profondément divisée qu'aujourd'hui*», a déclaré Ulrich Schneider, président de la très respectée «*Paritätische Gesamtverband*», une fédération qui regroupe environ 10.000 associations actives dans le domaine de l'aide sociale et de la santé, lors d'une conférence de presse à Berlin.

«*Le taux de pauvreté, à 15,2%, a atteint un nouveau et triste record en 2012*», souligne l'édition 2013 du rapport annuel de cette organisation, qui s'appuie sur des données de l'institut allemand des statistiques (Destatis). «*Une personne sur sept est pauvre ou menacée de pauvreté*», avec un revenu inférieur à 60% du revenu médian, a noté Ulrich Schneider, en relevant la hausse quasi-constante du taux de pauvreté depuis 2006, selon le texte de son intervention diffusé dans un communiqué.

L'écart entre riche et pauvre a augmenté

La Paritätische Gesamtverband souligne que la pauvreté a progressé alors que le chômage, au contraire, diminuait dans le pays. «*Cela pointe du doigt le gonflement des emplois à bas salaire, la baisse des emplois à plein temps soumis à cotisations sociales, la hausse du temps partiel et des conditions d'emploi précaires depuis dix ans*», a estimé Ulrich Schneider.

Non seulement l'écart entre riches et pauvres «*a significativement augmenté en Allemagne*», mais en plus «*le fossé entre régions prospères et régions pauvres s'approfondit et s'élargit*», a-t-il ajouté. Ainsi, le taux de pauvreté dépasse à peine 11% dans les riches Etats régionaux du sud (Bavière, Bade-Wurtemberg) mais dépasse 20% dans plusieurs Etats du nord (Berlin, Brême, Saxe-Anhalt et Mecklembourg-Poméranie Occidentale).

«*Des centres pour jeunes ou personnes âgées, des bibliothèques, des piscines ferment dans beaucoup d'endroits*», s'alarme le rapport. «*Des régions entières sont plongées dans une spirale du déclin*», selon Ulrich Schneider, qui désigne la région de la Ruhr, ancien bastion industriel de l'Ouest de l'Allemagne, comme la plus problématique.

Le pouvoir d'achat moyen des salariés en Allemagne a baissé sur les neuf premiers mois de 2013, a annoncé par ailleurs jeudi l'institut des statistiques dans un communiqué. AFP et 20minutes.fr 19.12

En lisant ces lignes on pouvait penser à Détroit aux Etats-Unis...

En Espagne.

- L'OCDE appelle l'Espagne à réduire les indemnités de licenciement - AFP 18.12

L'Espagne, plombée par un chômage record (26%), doit encore réduire les indemnités de licenciement et mieux aider les demandeurs d'emploi à retrouver un travail, a estimé mercredi l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La quatrième économie de la zone euro, qui a déjà réduit ces indemnités à travers plusieurs réformes, "*a pris des mesures courageuses pour renforcer son marché du travail*", souligne l'OCDE dans un rapport.

Ces réformes "*ont aidé à créer des emplois et devraient renforcer encore la compétitivité et l'emploi dans les années à venir*", salue l'organisme, qui applaudit aussi la baisse des salaires qu'elles ont permise: "*les coûts de main d'oeuvre dans le secteur*

des entreprises ont diminué de 3,2% entre la fin de 2011 et le deuxième trimestre de 2013".

"Même si cette modération salariale affecte le niveau de vie des travailleurs, on commence à en voir les résultats en termes d'évolution de l'emploi et de postes de travail non détruits", écrit l'OCDE, alors que ce mécanisme est justement dénoncé par les syndicats.

"60% des travailleurs espagnols n'arrivent pas à 1.000 euros par mois", expliquait récemment à l'AFP Paloma Lopez, secrétaire à l'emploi du syndicat CCOO, et "les difficultés sont importantes car il faut continuer à rembourser le prêt immobilier" malgré tout.

Certains chiffres sont inquiétants: le taux de chômage espagnol, à 26,7% en données harmonisées en octobre, est le deuxième plus élevé de tous les pays de l'OCDE (juste derrière la Grèce) et est plus de trois fois supérieur à la moyenne parmi ces pays (7,9%).

Le taux bondit à 54,39% chez les 16-24 ans et désormais les chômeurs de longue durée (un an ou plus sans travail) représentent 50,4% du total, contre 19,1% fin 2007.

Alors que "l'Espagne reste un des pays de l'OCDE avec les indemnités de licenciement les plus généreuses", il faudrait réduire ces dernières "dans les grandes entreprises, et s'approcher ainsi de la moyenne en OCDE et en Europe".

L'OCDE appelle également à allonger les périodes d'essai et "améliorer l'efficacité des politiques destinées à promouvoir la réintégration des demandeurs d'emploi dans le marché du travail". AFP 18.12

Surenchère

- Le Parlement européen contre l'accord sur les banques, dit Schulz - Reuters

Le président du Parlement européen a rejeté jeudi l'accord conclu la veille par les ministres des Finances de l'Union européenne sur les modalités de recapitalisation et de fermeture des banques défaillantes dans la zone euro. Reuters 19.12

Un révolutionnaire ce social-démocrate... Plutôt le contraire, la preuve.

- "ous voulons que le rôle d'instance de décision en matière de résolution des problèmes des banques soit attribué à la Commission (européenne)", a-t-il dit.

En réalité c'est un farouche admirateur de la Commission européenne. Et il tient à le faire savoir.

- Il estime que les ministres des Finances ont cherché à "attribuer le pouvoir décisionnel aux Etats membres" et que le système mis en place est "trop compliqué", alors qu'il aurait fallu, selon lui, une "instance indépendante et rapide".

Indépendance rime avec absence de démocratie ou dictature comme chacun sait et il fallait traduire "rapide" par expéditive.

Et puis ce n'est pas pour des prunes qu'il a posé sa candidate à la présidence de la Commission européenne... Reuters 19.12

En complément

Ce que Moscovici taira :

- Même si le projet est européen, les Etats continuent de manœuvrer au niveau national pour protéger leurs intérêts. Ainsi, l'accord n'intègre ni les banques britanniques, ni, en Allemagne, les Caisses d'épargne, les banques coopératives et les banques des Länder. Le risque étant, si elles venaient à être mal gérées et à s'effondrer, de les voir menacer la stabilité de tout le système bancaire et de toute l'économie en Europe.

Le lien entre dettes bancaires et dettes publiques, en cause dans la crise de l'euro, ne sera pas complètement rompu puisqu'une banque mettant en péril le système financier pourra être démantelée, à terme, avec l'aide de fonds publics. Certes en dernier recours, comme l'exige l'Allemagne (qui craint pour son triple A si elle devait être garante de toutes les banques du Vieux Continent). Mais le contribuable sera tout de même mis à contribution.

Dans la chaîne de créiteurs privés, les petites entreprises et les particuliers ne seraient visés qu'en dernier ressort et seraient protégés par un plafond de 100 000 euros par personne, un plafond déterminé par un accord européen sur les garanties des dépôts bancaires.

Une « *protection* » qui rappelle la situation chypriote où les comptes supérieurs à 100 000 euros déposés sur les banques en faillite (Bank of Cyprus et Laïki) ont été ponctionnés de près de moitié il y a un an. lemonde.fr 18.12

Les maîtres du monde s'acharnent sur les pays dominés qui leur résistent

- L'Onu condamne Syrie, Iran et Corée du Nord sur les droits de l'homme - Reuters

L'Assemblée générale des Nations unies a condamné mercredi la Syrie pour les violations des droits de l'homme à grande échelle et fait part de sa préoccupation concernant de telles violations en Iran et en Corée du Nord. Reuters 19.12

- Syrie: les disparitions forcées constituent un crime contre l'humanité - AFP

Les disparitions forcées menées par les forces gouvernementales syriennes constituent un crime contre l'humanité, estime un rapport de la Commission internationale d'enquête des Nations unies pour la Syrie publié jeudi à Genève.

"Il y a de bonnes raisons de croire que les disparitions forcées commises par les forces gouvernementales dans le cadre de vastes et systématiques attaques contre la population civile constituent un crime contre l'humanité", affirme le rapport. AFP 19.12

Quand le régime d'apartheid assassine des Palestiniens.

- Un Palestinien tué par des soldats israéliens en Cisjordanie - Reuters 19.12

Des soldats israéliens ont tué par balles un membre des forces de sécurité palestiniennes qu'ils voulaient arrêter, jeudi à Kalkilia dans le centre de la Cisjordanie, a annoncé l'armée israélienne.

Le Palestinien, qui selon des habitants est un agent des services de renseignement âgé de 27 ans, a été tué de balles dans le dos, ont rapporté des médecins. L'officier, a déclaré un responsable palestinien de Kalkilia, a été abattu de sang-froid alors qu'il rentrait chez lui.

La mort de cet officier est la deuxième d'un Palestinien en Cisjordanie occupée en l'espace de quelques heures, après celle d'un homme décrit par des habitants de Djénine comme un militant du Djihad islamique de 23 ans, abattu mercredi par des soldats israéliens qui venaient l'arrêter. Reuters 19.12

Ce sont des assassinats.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Ukraine

Les réseaux antisociaux à l'oeuvre "*pour la cause*" : l'Union européenne.

- Ukraine : les réseaux sociaux, outil clé des manifestants pro-européens - lefigaro.fr 15.12

Les manifestations pro-européennes et hostiles au pouvoir de Viktor Ianoukovitch auraient-elles pris la même ampleur sans les réseaux sociaux? Malgré l'aspect parfois « *rustique* » de la contestation - barricades, braseros, chaudrons -, pas un protestataire ne se passe de portable et de connexion internet. Pour s'en convaincre, il suffit de voir la chasse au wifi ou aux prises de courant, à l'intérieur des bars attenants à la place de l'Indépendance, ou dans le centre commercial Globus, refuge chauffé des manifestants. Face à cette demande, une tente de connexion, baptisée « *IT Hamet* » a été montée à la hâte il y a trois jours sur la place, où une dizaine de tablettes numériques, un wifi gratuit et des prises sont à disposition. « *Nous travaillons tous dans l'informatique et ce sont nos employeurs qui en ont fait don pour la cause. Il y avait trop de problèmes avec la 3G* », explique un jeune bénévole.

Contrairement à la révolution orange de 2004, où la télévision, et surtout la chaîne d'opposition 5 Kanal servaient de relais à la contestation, cette fois, tout a commencé par les réseaux sociaux. Le 21 novembre, le premier appel à manifester est ainsi lancé sur Facebook, par des citoyens et des journalistes d'opposition, dont Mustafa Nayem, du site indépendant Ukrainska Pravda. Très vite, la page officielle ukrainienne Euromaidan sur Facebook atteint un record de « *likes* », près de 160.000 à ce jour, du jamais vu

en Ukraine. Depuis, plusieurs déclinaisons - linguistiques (Euromaidan in English) et régionales (Euromaidan Lviv) - ont vu le jour pour relayer infos, photos, actions ou conseils parmi les sympathisants. Une nouveauté dans le pays puisque les Ukrainiens avaient jusqu'à présent plutôt recours à VK ou VKontakte, sorte de Facebook russe.

De même, «c'est une révolution de Twitter», jusqu'à présent peu populaire, constate Mychailo Wynnyckyj, du département de sociologie de l'Université de Mohyla. En témoigne le hashtag ou mot-clé #euromaydan ou #euromaidan peint en grosses lettres sur un mur qui domine la place de l'Indépendance. Environ 20.000 followers suivent ainsi respectivement les comptes @EuroMaydan et @euromaidan. «Comme en Égypte ou en Tunisie au moment des révolutions arabes, c'est un nouvel instrument d'instantanéité pour s'informer et pour se faire entendre», ajoute l'enseignant. Les créations de comptes ont connu une hausse exponentielle après la répression dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre, avec jusqu'à 3000 messages par heure avec le mot-clé #euromaidan. Conséquence: le matin du «11-12-13», quand les forces de l'ordre ont donné un nouvel assaut pour «nettoyer» la place de l'Indépendance, l'information s'est répandue comme une traînée de poudre pour remobiliser les manifestants.

Ces réseaux sociaux et certains sites web permettent enfin de relayer les propositions d'entraide entre manifestants et sympathisants. Le hashtag #gettomaidan sur Twitter et le site galas.org.ua mettent en relation les provinciaux à la recherche de solutions de covoiturage ou d'hébergement pour venir manifester à Kiev. Le site Helpmaidan.org.ua permet de contribuer financièrement au mouvement, ou par le biais de dons en nature, selon les besoins du moment (chaussettes, médicaments, etc.). lefigaro.fr 15.12

Complément : Démagogie outrancière et coup de force...

- Vive l'Ukraine libre ! - LePoint.fr

Et ces notions de paix, de démocratie, d'État de droit dont les manifestants se sont fait des étendards... et cette idée qu'Europe est d'abord le nom d'une Idée et, donc, d'un rêve et d'un idéal qui signifient, eux-mêmes, un surcroît de civilisation mais aussi de prospérité... LePoint.fr

Vous aurez deviné qui a pondue cette envolée lyrique nauséabonde et si contraire à la réalité de l'UE : Bernard-Henri Lévy.

... et mise au point :

- Ukraine: Ianoukovitch met en garde les Occidentaux contre l'ingérence dans la crise - AFP

"Il est très important qu'il n'y ait pas d'ingérences dans nos affaires intérieures", a-t-il déclaré, après que plusieurs responsables européens, dont le ministre allemand des Affaires étrangères d'alors Guido Westerwelle et la secrétaire d'Etat adjointe américaine Victoria Nuland, avaient apporté leur soutien aux manifestants qui occupent le centre de la capitale ces dernières semaines.

Le ministère ukrainien des Affaires étrangères a appelé dans la foulée les étrangers à se comporter comme "des observateurs objectifs et impartiaux" en ajoutant que les Ukrainiens étaient eux-mêmes capables de "trouver un compromis". AFP 19.12

2- Syrie

2.1- De 3.000 à 11.000 combattants étrangers anti-Assad en Syrie - Reuters 17.12

Entre 3.000 et 11.000 combattants venant de plus de 70 pays, dont un nombre croissant d'Europe occidentale, ont rejoint les rangs des forces hostiles au président Bachar al Assad depuis le début du soulèvement en Syrie, estime un centre de recherches britannique dans un rapport rendu public mardi.

"Ces chiffres englobent ceux qui sont actuellement en Syrie, ceux qui sont retournés chez eux, qui ont été arrêtés ou tués."

Pour parvenir à ses conclusions, l'ICSR dit s'être appuyé sur 1.500 sources, parmi lesquelles des articles de journaux, des estimations officielles, des communiqués djihadistes et des publications mises en ligne sur les réseaux sociaux. Reuters 17.12

Ce chiffre est bien en deça de la réalité, ils seraient plusieurs dizaines de milliers en fait et autant comptent parmi les 125.000 morts.

2.2- L'Occident dit à l'opposition syrienne qu'Assad pourrait rester - Reuters

Les pays occidentaux ont prévenu l'opposition syrienne que les pourparlers de paix prévus en janvier en Suisse pourraient ne pas conduire à la mise à l'écart de Bachar al Assad en raison d'un risque islamiste en Syrie, a-t-on appris auprès de responsables de la Coalition nationale syrienne (CNS).

Inquiètes de l'influence croissante des islamistes radicaux, en particulier de ceux affiliés à Al Qaïda, au sein de la rébellion, les chancelleries occidentales ont en outre averti que la minorité alaouite dont est issu le président syrien conserverait un rôle de premier plan dans un éventuel pouvoir de transition, ceci en raison du contrôle qu'elle exerce sur l'appareil de sécurité.

Ce message a été transmis à des dirigeants de la CNS la semaine dernière à Londres lors d'une réunion des Amis de la Syrie, instance informelle regroupant des pays occidentaux et arabes, ainsi que la Turquie, hostiles à Bachar al Assad.

"Nos amis occidentaux ont clairement dit à Londres qu'on ne pouvait pas laisser Assad partir maintenant parce qu'ils pensent que cela déboucherait sur du chaos et une prise de contrôle par les activistes islamistes", a dit un membre éminent de la CNS, proche de responsables saoudiens.

Cette évolution traduit un changement de priorités des pays occidentaux, en particulier des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, aux yeux desquels la lutte contre l'expansion de l'islamisme radical au Proche-Orient l'emporte désormais sur la volonté d'un changement de régime à Damas.

Ce basculement suscite des tensions entre les différentes puissances soutenant la révolte contre Bachar al Assad, affirment des diplomates et des représentants de la CNS. Reuters 19.12

2.3- Syrie: Le chef du front Al-Nosra rejette la conférence de paix

Le chef du Front Al-Nosra a rejeté par avance les résultats de la conférence de paix sur la Syrie, prévue en janvier en Suisse, dans une interview ce jeudi à Al-Jazira, la première depuis la création de cette émanation d'Al-Qaïda en Syrie.

«Nous ne reconnaitrons pas les résultats attendus de la conférence de Genève-2 (...), les participants ne représentant pas les gens qui se sont sacrifiés et ont versé leur sang» pour lutter contre le régime du président Bachar al-Assad, déclare Abou Mohammed al-Joulani dans des extraits de l'interview diffusés et mis en ligne sur le site de la chaîne du Qatar.

L'homme, dont le groupe est considéré en Occident comme une organisation terroriste, ajoute que les participants à la conférence de paix *«n'ont aucune présence sur le terrain, et nous ne pouvons pas laisser le jeu de Genève-2 tromper la nation»*.

Le chef du front Al-Nosra, en rivalité avec l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIIL), un autre groupe islamiste extrémiste très actif en Syrie, indique militer pour un Etat islamique en Syrie, à instaurer «en consultation» avec les autres formations islamistes opérant dans le pays. 20minutes.fr 19.12

2.4- Abus choquants commis par des islamistes en Syrie, dit Amnesty - Reuters

Certains rebelles islamistes commettent *"une série d'atteintes choquantes"* aux droits de l'homme dans des prisons secrètes du nord de la Syrie, accuse l'organisation Amnesty International.

"L'Etat islamique en Irak et au Levant", l'un des groupes djihadistes les plus puissants de l'insurrection syrienne, contrôle sept prisons clandestines dans les zones tenues par les insurgés, dit Amnesty dans un rapport publié jeudi.

Les prisonniers sont détenus pour des raisons allant de soupçons de vol à des délits contre l'islam -comme le fait de fumer, ou d'avoir des relations sexuelles hors mariage.

D'autres sont simplement incarcérés pour avoir défié l'autorité de l'Etat islamique en Irak et au Levant, organisation affiliée à Al Qaïda, ou pour appartenance à des groupes armés rivaux, lit-on dans le rapport d'Amnesty.

"Parmi les personnes capturées et emprisonnées par l'Etat islamique en Irak et au Levant figurent des enfants qui n'ont parfois que huit ans, et qui sont détenus avec des adultes, dans les mêmes conditions cruelles et inhumaines que ces derniers", explique Philip Luther, directeur pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord au sein d'Amnesty international.

Selon Amnesty, plusieurs enfants ont été fouettés et, dans un cas au moins, le père d'un enfant a dû écouter les cris de celui-ci. Deux détenus disent avoir vu un enfant de 14 ans recevoir 90 coups de fouet dans une prison de Rakka. Un autre enfant du même âge, accusé d'avoir volé une moto, a été fouetté à maintes reprises, pendant plusieurs jours.

Appelant la communauté internationale à cesser de fournir des armes à l'Etat islamique en Irak et au Levant, Amnesty

International estime que la Turquie, tout particulièrement, devrait empêcher les combattants djihadistes et les armes de franchir sa frontière avec le nord de la Syrie. Reuters 19.12

SOCIAL

1- France

1.1- "**On a été jetés comme des malpropres**". C'est légal !

Ils apprennent leur licenciement par SMS - Francetv info

Licenciés fin novembre, les salariés de l'enseigne Discopar, un grossiste en produits pour salons de coiffure, de Béthune (Pas-de-Calais) ne digèrent toujours pas. Comme le raconte La Voix du Nord dimanche 15 décembre, certains ont en effet été mis à la porte par... un simple SMS.

Bien que peu délicate, cette manière de licencier un salarié n'est pas illégale. Comme le rappelle Le Figaro, la Cour de cassation a déclaré cette pratique légale et quelques cas ont déjà été signalés. Francetv info 15.12

1.2- Situation tendue chez STX: débrayage de 450 à 700 salariés - AFP 18.12

Un débrayage a réuni mercredi matin entre 450 et 700 salariés devant les portes des chantiers STX France de Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) alors qu'une commande de deux paquebots est suspendue à un accord syndical de compétitivité.

Une commande de deux paquebots que le croisiériste italien MSC envisage de passer aux chantiers de Saint-Nazaire est suspendue à un accord syndical de compétitivité, et ce alors que le plan de charge des chantiers est au plus bas.

Au printemps dernier, les tentatives de négociation entre les syndicats et la direction sur un accord de compétitivité ont échoué. Selon les syndicats, la direction de STX les a contactés de nouveau le 13 décembre pour obtenir de leur part un "*engagement à négocier et aboutir à un accord*" le 18 décembre, faute de quoi STX ne pourrait décrocher la commande MSC.

La CGT et FO ont refusé de signer l'accord qui selon FO s'apparente à "*du travail gratuit*" car une des demandes de la direction était l'augmentation temporaire de 20 minutes du temps de travail quotidien, sans rémunération supplémentaire. AFP 18.12

2- Grèce

- La Banque nationale de Grèce supprime 2.000 postes - Reuters 19.12

La Banque nationale de Grèce, premier établissement bancaire de Grèce, a annoncé jeudi lancer un plan de départs volontaires prévoyant jusqu'à 2.000 suppressions d'emplois, soit 15% de ses effectifs actuels.

Les employés du groupe, y compris ceux des filiales Probank et FBB acquises cette année, ont jusqu'au 30 décembre pour accepter les propositions de la direction. Reuters 19.12

ECONOMIE

1- Etats-Unis

Un doux euphémisme, le casino continue, faites vos jeux et remplissez-vous les poches !

- La Fed réduit ses achats d'actifs, reste accommodante - Reuters

La Fed a dit qu'elle réduirait à compter de janvier ses achats mensuels d'actifs de 10 milliards de dollars pour les ramener à 75 milliards.

Les trois programmes de rachats d'actifs lancés par la Fed depuis l'éclatement de la crise financière en 2008 ont fait exploser son

bilan qui atteint désormais près de 4.000 milliards de dollars.

La Fed a souligné le caractère "*modeste*" de la réduction du rythme de ses achats qu'elle a justifié par l'amélioration des conditions du marché du travail.

Afin de prévenir toute réaction brusque des marchés financiers qui pourrait compromettre l'affirmation de la reprise, la banque centrale américaine a dit qu'il "*serait vraisemblablement approprié*" de maintenir les taux au jour le jour proches de zéro "*bien après*" le passage du taux de chômage en dessous de 6,5%.

Elle s'était auparavant engagée à les maintenir à ce niveau au moins jusqu'à ce que le taux de chômage atteigne ce seuil.
Reuters 19.12

2- Espagne

Espagne: les créances douteuses au plus haut en cinquante ans - AFP 18.12

Les créances douteuses des banques espagnoles ont grimpé à 13% du total des crédits en octobre, soit un record historique en plus de cinquante ans, malgré la prochaine sortie du pays du programme d'aide européen au secteur, selon les chiffres officiels publiés mercredi.

Ces créances, surtout présentes dans l'immobilier (crédits de promoteurs et de particuliers risquant de ne pas être remboursés), s'élevaient à 190,97 milliards d'euros en octobre, soit trois milliards de plus qu'en septembre, a annoncé la Banque d'Espagne. AFP 18.12

[Haut de page ↗](#)

Le 21 décembre 2013

CAUSERIE

Samedi 21h10 en Inde

Pour me donner plus de souplesse dans la gestion du site et compte tenu de mon manque de temps et de courage pour archiver rapidement les articles du mois précédent, j'ai créé un fichier qui vous permettra de les retrouver par rubrique, cette page disparaîtra automatiquement dès que j'aurai fait le boulot, cela prend entre 3 et 4 heures, c'est très ingrat, comme 80% du boulot que je me tape pour actualiser le site.

Ce n'est pas ce soir que je me taperai ce boulot, je vais écouter (et regarder) des morceaux de concerts de hard et metal rock pour me détendre un peu en buvant un coup, j'en ai bien besoin, voilà vous savez tout.

J'ai remplacé le texte que le camarade m'avait envoyé par une nouvelle version qu'il vient de me faire parvenir, plus courte.
(Tribune libre)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 décembre 2013

CAUSERIE

J'ai publié un texte rédigé par un camarade qui a milité autrefois dans la même organisation que moi. Je ne partage qu'une partie de son analyse, ce qui n'a pas d'importance, j'ai publié son document tel quel sans commentaires et je ne le commenterai pas. Il n'aurait pas pu le faire publier ailleurs, simple constat.

Je publierai peut-être plus tard des extraits de notre correspondance.

En attendant, voici sa réaction à l'une de mes dernières causeries.

1/ le prolétariat et le mouvement ouvrier ont été incapables de se doter d'une nouvelle direction dans laquelle les travailleurs auraient pu se reconnaître pour défendre leurs droits politiques et se mobiliser

Comme tu le soulignes plus loin, la responsabilité des appareils, des partis ouvriers, mais surtout celle de l'avant-garde faillie en construction, est écrasante, et la bourgeoisie, à la différence notable du prolétariat, n'a pas, elle, de directions traîtres. Elle a aussi beaucoup moins de mal à s'unir, sur le plan national (sur le plan international c'est une toute autre paire de manches) le capital financier s'en charge avec la férocité souhaitable.

C'est une question importante en effet que déjà Trotsky posait que de savoir si la classe ouvrière sera(it) ou non capable de d'élever à la hauteur de ses tâches révolutionnaires pour le compte de l'humanité entière. J'écris dans mon texte qu'une nouvelle « fenêtre de tir » n'a pas été utilisée dans la décennie qui a suivi 1968, non par la faute de la classe ouvrière, mais faute d'avant-garde, et trompée par celle qui était (à mon avis) en train de se construire. D'ici à ce que s'en reconstitue une autre, il faut un certain temps, pendant lequel la crise générale du capitalisme risque fort de faire les plus énormes ravages, sans commune mesure même avec ce qu'elle avait produit après 1929, guerre comprise. Je ne vois pas comment cela pourrait être évité (mais Allah est plus savant !).

2/ la réaction se sent pousser des ailes, elle a le champ libre ou presque. Elle voudrait bien pousser cet avantage le plus loin possible, mais en même temps elle craint qu'ils se radicalisent et que cela favorise leur regroupement dans des partis qui affichent leur opposition à sa politique, le plus grand danger serait d'en perdre le contrôle.

Les limites du « *champ libre* » aux attaques générales de la bourgeoisie ne sont pas, pour moi, avant tout celles de la lutte des classes actuellement, du moins en France et dans les principaux pays capitalistes (aux USA moins encore). Elles sont fixées d'abord par son propre affaiblissement politique et économique dû précisément à la crise : les deux adversaires sont, pour des raisons différentes, très fatigués et affaiblis. De plus, la bourgeoisie française ne peut rien tenter sans la participation ; l'implication de plus en plus poussée, des appareils, tant politiques que surtout syndicaux. Quant aux « *partis qui affichent leur opposition à sa politique* », il faut les chercher sous les feuilles mortes. Il n'y a aucun mouvement de masse à envisager, à mon avis, qui les pousse pour l'heure ou à moyenne échéance à se regrouper dans ce qui reste des partis issus du mouvement ouvrier traditionnel, ni dans ce qui cherche plus ou moins (et de moins en moins) à ressembler à une avant-garde.

3/ c'est la crise du capitalisme qui pousse les patrons à être de plus en plus exigeants envers l'Etat qui représente leurs intérêts. Ils n'ont pas le choix, alors ils usent des pouvoirs qui leur ont été accordés pour obtenir le maximum de concessions du gouvernement et des députés. Après tout, en grande partie ce sont eux qui ont fait les dernières élections, ils sont leurs obligés et leur rappel régulièrement.

Je suis d'accord, à ceci près que le résultat des dernières élections n'est pas ce qui donne des ailes aux patrons. Ils en auraient eu bien davantage si Sarkozy était repassé. 2012 a été malgré tout pour eux une défaite politique, même si pour autant cela n'a pas été, pour l'autre camp, et tant s'en faut, une victoire. Il suffit de voir l'énorme crise (toutes proportions gardées) que traverse l'UMP en particulier, dont il serait surprenant qu'elle y survive, et la représentation politique de la bourgeoisie en général, pour qui le FN n'est tout au plus qu'un pis-aller, son national-protectionnisme ne correspondant pas aux intérêts principaux du Capital financier.

Cela dit, le gouvernement Hollande-Ayrault se soumet aux quatre volontés du patronat et des banques avec une servilité qui eut peu d'exemples ! Il y avait des larbins, il y a des serpillères.

4/ C'est comme lorsqu'on se contente d'affirmer que les masses avaient des illusions dans Hollande, faut-il encore se demander quel en était le contenu précis. Elles savaient ce qu'elles ne voulaient plus, mais elles ne savaient pas pour autant ce qu'elles voulaient auquel cas elles n'auraient jamais voté Hollande, ou alors il faut admettre qu'elles connaissaient plus ou moins ses intentions et qu'elles s'en contentaient par avance, auquel cas elles sont servies et n'ont rien à regretter, or il semble que ce ne soit pas le cas, donc c'est qu'elles ne savent toujours pas ce qu'elles veulent vraiment. En revanche, les patrons savent très bien ce qu'ils veulent.

Je suis d'accord avec toi, les masses n'avaient pas envers Hollande le centième des illusions qu'elles avaient envers Mitterrand, et tout ce qu'elles savaient pour l'essentiel, c'est « *ce qu'elles ne voulaient plus* ». Mais comment auraient-elles pu en savoir davantage ? Quel parti, quelle organisation a présenté ne serait-ce qu'un programme « *électoral* » leur permettant de s'y retrouver sur la base de leurs revendications et de leurs aspirations ? Elles sont complètement déboussolées : leurs illusions sur les appareils ouvriers ont en très grande partie disparu, mais rien ne les remplace dans le camp prolétarien, tandis que les appareils syndicaux poussent leurs organisations sans cesse plus avant dans une politique de « *cogestion* » qui est en fait une progression vers leur intégration à l'appareil d'Etat . Or la nature, et la nature humaine en fait partie, ont horreur du vide. L'abstention en comble une partie, le FN une autre. L'absence d'une avant-garde, armée de son programme politique, est ce qui pèse le plus crucialement sur cette situation.

5/ Tous les pays développés sont voués à une brutale régression sociale au stade actuel de l'évolution du capitalisme mondial, il ne peut pas en être autrement.

Je suis encore d'accord avec toi, à la dernière proposition près. Il pourrait en être autrement, au seul prix (assez cher aujourd'hui, c'est vrai, on peut même dire pour l'heure hors de prix) de la révolution prolétarienne victorieuse à l'échelle de plusieurs pays importants, pour commencer et entraîner les autres à leur suite. C'est ainsi que tu conclus : Dès lors de deux choses l'une, soit on conserve le régime actuel en sachant qu'on est voué à vivre toujours plus mal dans une société insupportable dans l'avenir, soit on décide qu'il faut liquider ce régime et reconstruire la société sur des bases nouvelles pour qu'elle soit meilleure et plus juste, ce qui implique d'en finir avec le capitalisme et l'ensemble de ses institutions, d'où la conséquence logique de refuser d'y participer d'une manière ou d'une autre. Fin.

Cela nous change des courriels d'insultes ou de calomnies, comme quoi il est possible d'avoir un échange d'idées sans se foutre sur la gueule ! Merci à ce camarade pour sa contribution.

Défense du marxisme.

Ce qui suit n'a rien à voir avec ce qui précède, l'inspiration m'est venu juste avant de m'endormir hier soir, je l'ai rédigé dimanche matin.

Le capitalisme n'a pas triomphé. Sur qui aurait-il pu remporter une victoire ? Certainement pas sur le socialisme puisqu'il n'a jamais existé, la seule expérience concrète qui devait y conduire n'a duré que 6 ans, elle avait commencé en octobre 1917 avec la révolution russe et elle a été soudainement interrompue en janvier 1924 avec la mort de Lénine. Contrairement au capitalisme, durant ces six années, le gouvernement ouvrier révolutionnaire dirigé par le parti bolchevik n'a déclaré la guerre à aucun pays, au contraire il a signé un traité de paix avec l'impérialisme allemand, il n'a fomenté aucun coup d'Etat, aucune guerre civile, aucune génocide, aucun exode, aucune famine. Il a soutenu tous les peuples combattant pour faire valoir leurs droits sociaux et politiques, pour leur indépendance, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il a octroyé des droits aux femmes, il a mis fin aux pogroms antisémites, il a protégé les minorités nationales, il a mis en place une législation du travail et octroyé aux travailleurs des droits supérieurs à ceux de tous les autres pays dans le monde, dans un contexte extrêmement difficile, il a commencé à s'attaquer aux inégalités et aux injustices dont les masses exploitées étaient victimes sous l'Ancien Régime...

A l'opposé le capitalisme n'a cessé de démontrer qu'il était synonyme de pauvreté, d'inégalités croissantes, d'injustices criantes, de terribles génocides et famines, et de guerres tout au long du XXe siècle, et il continue de plus belle depuis le début du XXIe siècle.

Quant aux différents régimes qui par la suite se présenteront comme socialistes ou communistes, en réalité ils seront l'antithèse du socialisme et du communisme. Leurs dirigeants s'accapareront le pouvoir politique pour satisfaire les propres besoins de leur caste pléthorique de bureaucrates au détriment de ceux des masses laborieuses, de la même manière que les capitalistes s'accaparent l'essentiel des richesses produites par les travailleurs. Mimique ou démarche commune, qui malgré l'antagonisme que constituera les deux modes de production en vigueur, la propriété collective et la propriété privée des moyens de production, les amènera à s'associer pour combattre leur ennemi commun, le prolétariat mondial tentant de s'affranchir des chaînes du capital et d'instaurer le socialisme.

Le capitalisme, tout comme le stalinisme dans ses différentes versions, est synonyme d'exploitation et d'oppression sans fin, alors que le socialisme ou le communisme est synonyme d'émancipation des chaînes de la servitude humaine, de la liberté.

Le capitalisme incarne le règne de la nécessité devant laquelle chacun d'entre nous est placé de manière fort inégale, chacun étant conduit à subir de gré ou de force, injustement selon son statut ou la classe à laquelle il appartient, le sort ou le destin qu'il lui a réservé.

Alors que le communisme incarne le règne de la liberté dès lors que chacun participe librement en fonction de ses capacités au fonctionnement de la société ou détient le pouvoir de décider son propre sort et son destin, en échange de quoi la société permet à chacun de s'épanouir sur le plan individuel, de satisfaire ses besoins et ses aspirations, de vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples.

Aucun pays, aucun régime dans le monde ne correspondant à cette définition du communisme dont le socialisme constitue la première étape, aucun pays, aucun régime n'ayant développé ces qualités ou respecté ces valeurs ou principes au cours du XXe siècle depuis 1924, prétendre que le socialisme ou le communisme aurait été vaincu par le capitalisme relève de la mystification, de l'imposture, ce qui est parfaitement compréhensible dès lors qu'on a à l'esprit qu'il est le fait de ceux qui passent leur temps à mentir à la population pour justifier le chômage, la précarité, la pauvreté, les guerres, au nom de la crise ou de la lutte contre le terrorisme qui ne servent en dernière analyse qu'à assurer la survie du régime capitaliste en pleine décomposition, putréfaction, décadent.

En réalité, c'est bien le capitalisme qui est synonyme de faillite, qui menace jusqu'à l'existence de la civilisation humaine, qui détruit ou ravage notre planète, et non le socialisme ou le communisme qui n'ont jamais existé.

En régime capitaliste, l'immense majorité de la population ne dispose d'aucun droit politique contrairement à ce qu'on a voulu nous faire croire : qu'il vous soit impossible de vivre sans travailler et vous resterez au chômage, que vous ne puissiez pas vivre avec votre salaire et vous devrez vous en contenter, que vous vous opposiez à la fermeture d'un hôpital de proximité et il sera fermé, que vous vous opposiez à la guerre et elle aura quand même lieu, etc.

En régime socialiste ou communiste chacun dispose des mêmes droits politiques : vous avez besoin de travailler pour vivre et chacun dispose d'un emploi en fonction de sa qualification ou ses diplômes, vous avez besoin d'un salaire décent pour satisfaire vos besoins élémentaires (et plus dès que la situation le permettra...), tous les travailleurs disposent de droits sociaux importants qui couvrent tous leurs besoins et le salaire minimum est fixé de tel sorte qu'aucun travailleur n'ait à se soucier du lendemain et peut dormir tranquille ainsi que ses enfants, vous disposez d'un système de soin basé uniquement sur les besoins exprimés par la population et non selon des critères de rentabilité, vous pouvez vivre en paix, jamais l'Etat socialiste ou communiste ne déclarera la guerre à ses voisins, etc.

Quant aux droits des minorités ou de certaines couches particulières de la société, en régime capitaliste ils sont plus ou moins garantis sur le papier ou par le législateur, en régime socialiste c'est en pratique qu'ils sont respectés, car il n'y a plus lieu d'opposer les droits des minorités à la majorité comme cela existait en régime capitaliste, ce qui rendait l'application de leurs droits impossibles ou problématiques, puisque cette opposition née de l'oppression de classe de la minorité sur la majorité n'existe plus, dorénavant c'est la majorité qui dispose du pouvoir politique et est le garant des intérêts des minorités.

Et s'agissant de la liberté d'expression ou des droits politiques de chacun, en régime capitaliste on ne peut pas dire qu'ils existeraient puisqu'ils ne servent à rien, dès que vous voulez leur donner une traduction pratique il s'avère que c'est impossible, le chef de l'Etat, le gouvernement, les parlementaires décident à votre place et vous n'y pouvez rien.

En régime socialiste ou communiste chacun dispose des mêmes droits politiques et personne ne peut décider à votre place, chacun participe à la gestion de la société et dispose d'un moyen de contrôle sur les décisions adoptées, puisque les élus tout comme le gouvernement sont révocables à tout moment et ne disposent d'aucun privilège. Les médias ou moyens d'informations sont contrôlés par la population et ils sont à son service, ils ne sont plus entre les mains de banquiers ou actionnaires qui décident qui peut s'exprimer et ce qui doit être publié ou rendu public ou non. Les médias privés ne sont plus subventionnés par l'Etat et ils sont traités comme des entreprises commerciales, qu'ils vendent leur salade et ils survivent, sinon ils disparaissent. Idem pour les partis politiques et les syndicats, qu'ils soient réellement au service des masses et ils se reconnaîtront en eux et assureront leur financement, dans le cas contraire qu'ils disparaissent.

Le socialisme, c'est aussi l'heure de vérité qui aura sonné pour tous sans exception. Ainsi il sera normal que tous ceux qui soutenaient le régime capitaliste et en vivaient disparaissent au fur et à mesure, tandis que de nouveaux médias les remplaceront avantageusement pour le bien-être de la population.

Ce qui est incompréhensible de nos jours, c'est qu'absolument aucun parti ne tienne ce discours, je peux l'affirmer sans prendre de risque et chacun peut hélas le vérifier. Vive le socialisme, vive le communisme, vive la liberté !

Eviter de se faire manipuler.

A quel exercice le pape s'est-il livré dans son *Evangelii Gaudium* (la joie de l'Évangile), diffusé mardi 26 novembre ? Il a dressé un constat très réaliste et particulièrement sombre sur l'état du monde à l'époque du néolibéralisme tromphant. Il a été jusqu'à accuser le capitalisme des pires crimes.

Du coup on pouvait lire sur un portail à la fin d'un article : "*Un bon début pour appeler à une révolution citoyenne. Non ?*". Le pape comme référence ? Dans les jours qui ont suivi cette publication papale les médias s'étaient demandé si le pape n'était pas tombé sur la tête car il avait tout l'air d'être marxiste, sans rire. Pour s'assurer qu'il n'en était rien et se rassurer, des journalistes ont été jusqu'à le rencontrer et lui poser la question à laquelle il aurait répondu spontanément : Dieu m'en garde ! Ouf, quel soulagement !

Droit de l'homme contre droit du citoyen.

Extrait de « *La Question juive* » (K. Marx 1843)

On fait une distinction entre les « *droits de l'homme* » et les « *droits du citoyen* ». Quel est cet « *homme* » distinct du citoyen ? Personne d'autre que le membre de la société bourgeoise. Pourquoi le membre de la société bourgeoise est-il appelé « *homme* », homme tout court, et pourquoi ses droits sont-ils appelés droits de l'homme ? Qu'est-ce qui explique ce fait ? Par le rapport de l'État politique à la société bourgeoise, par l'essence de l'émancipation politique.

Constatons avant tout le fait que les « *droits de l'homme* », distincts des « *droits du citoyen* », ne sont rien d'autre que les droits du membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire de l'homme égoïste, de l'homme séparé de l'homme et de la communauté.

La Constitution la plus radicale, celle de 1793, a beau dire : Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. « *Art. 2. Ces droits (les droits naturels et imprescriptibles) sont : l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.* » En quoi consiste la « liberté » ? « *Art. 6. La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui.* » Ou encore, d'après la Déclaration des droits de l'homme de 1791 : « *La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui.* »

La liberté est donc le droit de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Les limites dans lesquelles chacun peut se mouvoir sans nuire à autrui sont marquées par la loi, de même que la limite de deux champs est déterminée par un piquet. Il s'agit de la liberté de l'homme considéré comme monade isolée, repliée sur elle-même. (...) Mais le droit de l'homme, la liberté, ne repose pas sur les relations de l'homme avec l'homme, mais plutôt sur la séparation de l'homme d'avec l'homme. C'est le droit de cette séparation, le droit de l'individu limité à lui-même.

L'application pratique du droit de liberté, c'est le droit de propriété privée. Mais en quoi consiste ce dernier droit ?

« *Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.* » (Constitution de 1793, art. 16.)

Le droit de propriété est donc le droit de jouir de sa fortune et d'en disposer « à son gré », sans se soucier des autres hommes, indépendamment de la société ; c'est le droit de l'égoïsme. C'est cette liberté individuelle, avec son application, qui forme la base de la société bourgeoise. Elle fait voir à chaque homme, dans un autre homme, non pas la réalisation, mais plutôt la limitation de sa liberté. Elle proclame avant tout le droit « *de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie* ».

Restent les autres droits de l'homme, l'égalité et la sûreté. Le mot « *égalité* » n'a pas ici de signification politique ; ce n'est que l'égalité de la liberté définie ci-dessus : tout homme est également considéré comme une telle monade basée sur elle-même. La Constitution de 1795 détermine le sens de cette égalité : « *Art. 5. L'égalité consiste en ce que la loi est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse.* »

Et la sûreté ? La Constitution de 1793 dit : « *Art. 8. La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés.* » La sûreté est la notion sociale la plus haute de la société bourgeoise, la notion de la police : toute la société n'existe que pour garantir à chacun de ses membres la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés. C'est dans ce sens que Hegel appelle la société bourgeoise « *l'État de la détresse et de l'entendement* ».

La notion de sûreté ne suffit pas encore pour que la société bourgeoise s'élève au-dessus de son égoïsme. La sûreté est plutôt l'assurance de l'égoïsme. Aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé. L'homme est loin d'y être considéré comme un être générique ; tout au contraire, la vie générique elle-même, la société, apparaît comme un cadre extérieur à l'individu, comme une limitation de son indépendance originelle. Le seul lien qui les unisse, c'est la nécessité naturelle, le besoin et l'intérêt privé, la conservation de leurs propriétés et de leur personne égoïste.

J'ai trouvé cet extrait dans un article publié par le site Le Grand Soir, et non dans la littérature du POI, du NPA ou de LO, il ne faut pas rêver !

S'agissant du POI, qui n'a pas écrit une seule ligne sur la question du mariage homosexuel pendant les six mois qu'a duré la polémique, pour que par le biais d'un article consacré à un film on apprenne à la marge que l'homosexualité était particulièrement en odeur de sainteté au POI, leur courage habituel, ils ne pouvaient pas reproduire ce passage de Marx puisqu'il faisait la critique de la Constitution de 1793 qu'encense le POI, quand ils ne réalisent pas un parallèle douteux pour ne pas dire un amalgame entre la révolution bourgeoise de 1789 et la révolution prolétarienne russe de 1917, qui les a amené à s'encanailler avec des gens de tous bords politique y compris de droite, et à défendre aveuglément la République et la démocratie bourgeoise, l'Etat, le régime, car il faut bien les caractériser tout de même, non ?

[Notes de lecture.](#)

La presse ou l'illusion du quatrième pouvoir - Ahmed Cheniki - jeudi 19 décembre 2013 - legrandsoir.info

Encore une fois, avec l'histoire de la Syrie, les nouveaux rebondissements en Ukraine et les derniers événements au Mali et en Centrafrique, on commence à mieux comprendre la réalité des médias « *occidentaux* » souvent prisonniers des bailleurs de fonds et des espaces politiques dominants. legrandsoir.info

Quelle confusion !

Les médias ne sont pas "*souvent*" mais toujours financés par les banquiers. Leur jeu consiste à tenir compte des différents éléments ou des différents classes ou couches qui composent la société en favorisant en apparence les uns ou les autres de manière à faire croire qu'il existerait dans ce pays un semblant de démocratie dont ils seraient les porte-parole, tandis qu'ils propagent la propagande de la classe dominante.

Maintenant il se peut aussi qu'ils représentent ou favorisent les intérêts d'une couche particulière de la classe dominante, qu'ils interprètent avec des nuances la situation en fonction de la compréhension qu'ils en ont ou des besoins de leurs donneurs d'ordres.

Il arrive aussi qu'ils donnent la parole à de soi-disant opposants qui en réalité ne constituent pas une menace pour l'ordre établi, ils les manipulent à leur insu ou de bon gré.

De la même manière ils en viennent à lâcher quelques vérités quand le moment où il aurait été utile de les porter à la connaissance de la population est passé, ou suite à l'évolution de la situation sur le terrain lorsque pour des raisons tactiques ou suite à un changement de stratégie décidé en haut lieu ils estiment utile de les révéler, de s'en servir à des fins qui échappent toujours à leur auditoire. Pour mieux le berner ou pour qu'il passe l'éponge sur leurs grossiers mensonges à répétition - les gens ont la mémoire courte en général ou mal assuré par manque de convictions bien aiguisées, et se dise (leur auditoire) que finalement les médias ne sont pas aussi pourris que certains l'affirment exagérément, ils les informent malgré tout, alors que l'essentiel était ailleurs. Entre temps il aura été conditionné, il se sera fait balader, le temps de la réaction s'il existait sera passé, il aura laissé faire sans réagir, il ne se sera pas mobilisé, le gouvernement aura tranquillement appliqué sa politique, y compris internationale, son objectif aura été atteint sans encombre, sans rencontrer de résistance ou si peu, chacun aura tenu son rôle.

Les médias peuvent aussi être amenés à lâcher quelques infos à contrecœur, suite à des révélations rendues publiques par des journalistes ou des acteurs indépendants, quand leurs mensonges qu'ils martèlent du matin au soir pendant parfois des semaines ou des années menacent leur crédibilité ou finiraient par leur faire perdre trop de lecteurs ou d'abonnés, leur rôle indispensable de porte-parole du régime pourrait en être profondément et durablement altéré, ce qu'il faut éviter à tout prix, mais s'avère inévitable. Sans que cela ne les inquiète outre mesure toutefois, puisque cela ne porte pas à conséquence à court terme, les masses ne disposant pas (encore) des outils nécessaires pour comprendre pourquoi ils agissent de la sorte ou les rapports qu'ils entretiennent avec le régime, encore moins la nature du régime lui-même et par quoi le remplacer.

Avoir la moindre illusion sur le rôle des médias va de paire avec celles qu'on entretient dans le régime capitaliste dont ils sont le porte-voix.

L'hypothèse du "**capitalisme cognitif**" : pertinences et limites - Jean-Jacques Cadet - dimanche 15 décembre 2013 - legrandsoir.info

L'auteur s'emploie à nous expliquer que le capitalisme n'a pas vraiment changé tout en ayant changé, pour finir par une citation.

Yann Moulier Boutang l'exprime en ces termes :

"Se représenter le capitalisme actuel sous les vieux habits du capitalisme industriel ne nous aide en rien à construire un futur plus juste et plus satisfaisant". legrandsoir.info

Je crois qu'ils n'ont pas vraiment saisi ce qu'est le capitalisme.

Le capitalisme correspond à un acte performatif pour reprendre une expression qu'on utilise en linguistique, c'est-à-dire que c'est l'acte de produire qui produit la plus-value, l'acte qui consiste à agir sur la matière, à l'extraire, la transformer, l'assembler, sans la matière physique et sans l'action de la force de travail qui lui est appliquée, pas de production, pas de profit, pas de capitalisme. Toutes les activités intellectuelles ou qui dépendent du secteur des services n'existeraient tout simplement pas sans l'activité manuelle en amont, sans les ouvriers et les paysans. Elles sont le produit du développement de la division du travail, mais ne produisent pas de richesses.

C'est comme l'accélération de la circulation du capital ou la consommation à outrance qu'ils appellent croissance qui ne produisent pas plus de capital en soi, c'est toujours l'ouvrier et le paysan qui en produisent et eux seuls, ils sont plus nombreux à produire, ils produisent plus de marchandises, de capital, de plus-value, de profit. On pourrait caricaturer et dire qu'on peut se masturber l'esprit autant qu'on voudra il n'en sortira jamais la moindre once de capital. Par contre vous en aurez consommé.

Vous pouvez concevoir un bel avion sur une feuille de papier ou dans un bureau d'études, mais si des ouvriers ne produisaient pas les matériaux nécessaires à sa fabrication, n'assembleraient pas les différentes parties qui le composent, votre avion ne verrait jamais le jour, il ne serait pas commercialisé, pas d'avion, pas de client, pas de capital, pas de profit et pas d'argent pour payer les ingénieurs, les employés administratifs, personne quoi.

Je produis juste de quoi subvenir à mes besoins, quand mes cheveux poussent, je les coupe moi-même. Maintenant je produis au delà de mes besoins, je vends le surplus avec l'argent que j'en retire et je vais chez le coiffeur ou j'échange une partie du surplus de ma production contre une coupe de cheveux chez mon coiffeur. Et si demain je retourne à la situation antérieure, mon coiffeur sera au chômage, et s'il veut survivre il lui faudra aussi produire une marchandise qui aura une valeur d'usage pour ne pas crever de faim.

Un intellectuel ne produit rien, il profite du travail des ouvriers, c'est pour cela qu'il est mieux payé et mieux considéré dans la société, on n'ira pas jusqu'à dire qu'il se comporte comme le capitalisme mais il est porté à avoir la même mentalité ou à être plus proche du capitaliste que de l'ouvrier de par sa place dans le mode de production. L'ouvrier et le paysan sont toujours les plus pauvres dans la société capitaliste, parce que tout le monde vit sur leur travail ou de leur travail, qu'ils cessent de produire et tout leur système s'effondre, tous les autres secteurs d'activité sont paralysés ou disparaissent.

Il y a quelque temps lors des grandes grèves des mineurs en Afrique du Sud, j'avais écrit qu'on devait tout aux mineurs, ce n'était pas pour jouer aux ouvriéristes j'ai ce genre en horreur, non, c'était à bon escient, parce que c'est la réalité. Partant de là rien n'a changé depuis l'avènement du capitalisme, les analyses et les conclusions de Marx et Engels demeurent valables.

ACTUALITÉ DU JOUR

Hollande, le néolibéral ou la fusion de la franc-maçonnerie et du sionisme à la tête de l'Etat.

- Après une blague raciste sur Twitter, elle fait face à un déferlement d'insultes - LeFigaro.fr

- La blague de Hollande sur l'Algérie, «*incident regrettable*» selon Alger - Libération.fr

- Hollande se réjouit devant le Crif que Manuel Valls revienne d'Algérie «*sain et sauf*» - french.irib.ir 21.12

- La scène s'est déroulée au soir du lundi 16 décembre. Sous les dorures de l'Elysée, un anniversaire est célébré : les 70 ans du Crif (Conseil représentatif des institutions juives de France). Avant de prononcer son allocution chaleureuse de bienvenue, François Hollande a visiblement tenu à égayer l'atmosphère en adoptant son style facétieux.

C'est ainsi qu'à travers Manuel Valls, présent dans la salle (comme l'ont été Christiane Taubira, Anne Hidalgo et, entre autres convives, le journaliste Jean-Pierre Elkabbach), le chef de l'Etat a semblé improvisé une étrange plaisanterie. Après avoir fait remarquer que le ministre de l'Intérieur devait bientôt partir en Algérie, il fut immédiatement corrigé par l'intéressé qui lui précisa en être revenu. Répliquant à cette rectification, François Hollande a alors affirmé, sourire aux lèvres, que son ministre s'en était donc retourné «*sain et sauf*». Avant d'ajouter aussitôt : «*C'est déjà beaucoup !*»

Une partie de l'audience a visiblement apprécié la blague si l'on en juge par les rires audibles dans l'extrait suivant (visible à partir de 0'16).

Comme huit de ses collègues du gouvernement, Manuel Valls s'est effectivement déplacé en Algérie, en fin de semaine dernière, pour une visite d'ordre économique. Le pays n'avait connu aucune émeute ou manifestation sanglante. Pourquoi, dès lors, suggérer que l'Algérie serait un territoire duquel on pourrait ne pas revenir "*sain et sauf*"? Mystère. Et ce n'est pas dans la suite de son discours -particulièrement révérencieux envers le Crif, une organisation de plus en plus décriée pour son alignement systématique sur la politique d'Israël- que cette énigme relative aux périls de l'Algérie s'est éclaircie.

Il faut également souligner ici un détail éloquent : "*le texte intégral du discours*", disponible sur le site de l'Elysée, omet précisément ce passage («*sain et sauf*») tandis qu'il conserve pourtant d'autres improvisations (comme celle, hors-sujet, à propos du «*bonheur de retrouver*» Christiane Taubira). Notons également un autre élément qui en dit long sur les hommes de l'ombre à l'Elysée: le seul passage au cours duquel François Hollande a fait preuve d'une légère insolence a été gommé. S'adressant à Roger Cukierman, président du Crif, le chef de l'Etat a été un brin taquin :

C'est ce qui explique sans doute la liberté qui a toujours été la vôtre, encore aujourd'hui Monsieur le Président, car quand vous avez des choses à dire, vous les dites et vous les dites librement, franchement, sincèrement, bruyamment et nous vous écoutons.

Comme tout citoyen peut le constater en consultant la retranscription du site de l'Elysée, le mot «*bruyamment*» (audible à 4' de la vidéo et source de quelques rires -crispés?- dans l'assemblée) a disparu du compte-rendu officiel. En loucedé, serait-on tenté d'ajouter. Reste à savoir quelle sera, au printemps 2014, la réaction -notamment- des dizaines de milliers d'électeurs français d'origine algérienne vis-à-vis de ce qui ressemble fort à une blague douteuse de fin de banquet arrosé. french.irib.ir 21.12

Si je peux me permettre, si vous vous lancez dans une analyse de la lutte de classes au XXe siècle, n'oubliez pas quand vous aborderez la place qu'y a tenu le PS ce passage et celui qui figure plus loin sur la Syrie, notamment, sans rien omettre, sinon vous parviendrez à des conclusions qui s'avèreront forcément fausses...

Commentaires d'internautes.

1- *"On peut penser ce qu'on veut de l'Algérie, mais un président de la république, ça n'est pas le premier clampin dans le bar du coin qui balance des conneries une bière à la main ; ça doit mesurer ses paroles qui engagent la France. Il y a des règles en diplomatie qui s'appliquent quel que soit le pays que l'on cite. Hollande est un inculte grossier qui avait déjà fait ce genre de vannes à propos du Pape cette fois."*

Officiellement socialiste, en réalité antisocialiste, il lui faut en permanenc témoigner son attachement à la pire réaction : le sionisme qu'incarne le Crif en France.

2- *"De la part de n'importe qui d'autre on aurait hurlé au racisme, au fascisme et je ne sais quoi d'autre. L'humour est interdit à tous... sauf à Hollande, celui qui précisément, en raison des fonctions qu'il déshonore, devrait s'en abstenir..."*

N'est-il pas le monarque ? Il peut tout se permettre.

3- *" Qui parle d'arabophobie, d'islamophobie ? Est-il besoin d'un rapport ? Non, il suffit d'écouter le président de la république. Son hôte, le CRIF, a dû rester bouche bée devant tant de bêtise."*

Cela donne un éclairage particulier à l'opération Taubira qui confirme notre analyse, merci monsieur Hollande pour cette sortie. Le Crif l'a savourée, discrètement, la sournoiserie avec la mystification est l'une des principales qualités des sionistes.

4- *"Mais que font le MRAP, la LICRA, le PS, Merluchon, Amnesty, Besancenot, NPA, la CGT, les droitdelhommistes en tous genres, les verts, EELV, Placé, touche pas à mon pote et autres trucs débiles...?"*

C'est la même boutique !

5- *"Je n'ai pas entendu les réactions indignées de SOS Racisme, du MRAP.... D'habitude, ils sont plus réactifs!"*

Vous avez remarqué aussi, bravo ! Ils sont tous grassement subventionnés ou entretenus par l'Etat qui compte dans ses rangs une flopée de maquereaux qui se travestissent... Jusqu'au jour où la réalité les rattrape.

Les antiracistes institutionnels sont racistes en réalité, tout comme les écologistes de carrière sont les meilleurs ambassadeurs des multinationales de l'énergie, tout comme les internationalistes professionnels sont de fidèles social-patriotes. Et la mystification est loin de s'arrêter là...

[Syrie. Les masques tombent. Au coeur de la barbarie : Hollande.](#)

- Genève-2 sur la Syrie avec l'Arabie saoudite, mais sans l'Iran - AFP 20.12

La réunion préparatoire avec l'émissaire spécial de l'ONU Lakhdar Brahimi vendredi à Genève pour la Conférence sur la paix en Syrie, prévue le 22 janvier à Montreux, a permis de confirmer la liste des pays participants, l'Iran n'étant pas invité contrairement à l'Arabie saoudite.

"L'Iran fournit du personnel militaire et des moyens financiers pour les milices, y compris le Hezbollah libanais, qui aggravent encore plus la violence en Syrie (...) nous considérons comme difficile de les imaginer dans cette conférence", a souligné un haut responsable américain devant quelques journalistes.

A l'opposé, l'Arabie saoudite très engagée dans l'aide à certaines factions de l'opposition a été nommée sans commentaires dans la liste des pays invités.

"Si Genève-2 doit être la confirmation de Bachar al-Assad ou la transition politique de Bachar al-Assad à Bachar al-Assad, il y a quand même peu de chances que l'on reconnaisse ce rendez-vous comme ayant été la solution politique pour la question syrienne", a déclaré M. Hollande à l'issue d'un sommet européen où les dirigeants ont brièvement discuté du conflit syrien. AFP 20.12

Vous avez là la véritable nature de Hollande et du PS.

- Syrie: l'Arabie saoudite devenue l'ennemi "*numéro un*" de Damas - AFP 20.12

Le régime de Bachar al-Assad considère désormais l'Arabie saoudite comme son pire ennemi, l'accusant de détruire le pays en soutenant les jihadistes et l'opposition syrienne qui veulent le renverser.

Selon le vice-ministre syrien des Affaires étrangères Fayçal Moqdad, Ryad mène une politique de "*destruction systématique*" de la Syrie alors que selon lui d'autres pays, qui avaient dans un premier temps appuyé la rébellion, sont en train de modifier leur position.

M. Moqdad faisait notamment référence au Qatar, dont un émissaire a récemment rencontré le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah, Hassan Nasrallah, allié de poids de Damas.

"Tous ceux qui ont soutenu les groupes terroristes ont maintenant le sentiment qu'ils ont commis de graves erreurs. Le seul qui affiche son total soutien aux groupes terroristes, à Al-Qaïda, c'est l'Arabie saoudite", a-t-il affirmé.

"Si le monde veut éviter un nouveau 11 septembre, il doit dire à ce pays "trop c'est trop" et le mettre sur la liste des pays soutenant le terrorisme", a-t-il ajouté.

Début décembre, Damas avait même appelé l'ONU à "*punir*" Ryad pour son soutien aux "*terroristes*", un mot qui désigne tous les rebelles dans la rhétorique officielle syrienne.

Le ministère des Affaires étrangères avait alors demandé au Conseil de sécurité de prendre des mesures "*immédiates*" pour faire assumer au régime saoudien la responsabilité de "*soutenir le terrorisme en Syrie*".

"L'Arabie saoudite ne se contente pas d'envoyer des armes et de financer (les terroristes) mais les recrute également pour les envoyer tuer le peuple syrien", selon le ministère.

L'Arabie saoudite, invitée cette semaine à participer à la conférence de paix sur la Syrie prévue le 22 janvier en Suisse, a récemment affirmé qu'elle continuerait à soutenir les rebelles pour faire tomber Bachar Al-Assad "*avec ou sans soutien*" des Occidentaux.

Dans une tribune publiée par le New York Times, l'ambassadeur saoudien à Londres, Mohamed Ben Nawaf Ben Abdel Aziz Al-Saoud, affirme que son pays a "*d'énormes responsabilités au sein de la région en tant que berceau de l'Islam*", et constitue "*l'un des pouvoirs politiques les plus importants du monde arabe*". Selon lui, le royaume est prêt à faire "*cavalier seul*". AFP 20.12

Vous aurez apprécié au passage une nouvelle fois le ton particulièrement puant de l'AFP, il faudra s'y faire...

[L'alliance de l'anticommunisme, du corporatisme et du néolibéralisme : le fond de commerce du PS.](#)

- Thierry Pech prend la tête du think tank Terra Nova - Liberation.fr

Membre-fondateur de Terra Nova, Thierry Pech, normalien de 45 ans, a notamment été secrétaire général de la République des idées - le cercle de réflexion constitué autour de Pierre Rosanvallon.

Président de Terra Nova, l'ex-patron de la CFDT, François Chérèque, retrouve à ses côtés un homme qu'il connaît bien, puisque Thierry Pech a aussi été conseiller de la CFDT. Liberation.fr 19.12

Qui est Pierre Rosanvallon ?

En 1982, il crée la Fondation Saint-Simon avec François Furet.

Il soutient en 1995 la position de la CFDT à propos de la partie de la réforme de la Sécurité sociale portant sur l'assurance maladie et présentée par le gouvernement Juppé en 1995, signant notamment une pétition parue dans Le Monde en sa faveur.

Il crée en 2002, avec le soutien financier de grandes entreprises (Altadis, Lafarge, les AGF, EDF, Air France...), La République des idées, un « *atelier intellectuel* » qu'il préside. (source : Wikipédia)

Qu'est-ce la Fondation Saint-Simon ,

Issue des milieux anti-communistes de la Guerre froide, la Fondation Saint-Simon a discrètement rassemblé en France, dans les années 80 et 90, des personnalités politiques, économiques, culturelles et médiatiques. Entre autres membres éminents :

Pierre Rosanvallon, Alain Minc, Francis Mer, Serge July, Laurent Joffrin, Luc Ferry, Alain Finkielkraut, ou encore Christine Ockrent. Membre du Club de La Haye, un réseau international de think-tanks animé par la CIA, la Fondation Saint- Simon a éclipsé les intellectuels de la gauche non-atlantiste et imposé une forme de pensée unique en France.

Son fondateur et premier président, l'historien François Furet, ne faisait pas mystère d'avoir noué des contacts avec la CIA après avoir rompu avec le Parti communiste. De plus, il se présentait comme le continuateur de l'oeuvre de Raymond Aron, un intellectuel anti-communiste qui anima le Congrès pour la liberté de la culture, une vaste opération de la CIA pour manipuler les intellectuels ouest-européens et les enrôler dans la Guerre froide. Malgré ces indices, les liens éventuels de la Fondation Saint- Simon avec les services états-uniens ne furent jamais discutés. Notre enquête les a mis à jour.

(...)

Les fondateurs

La mise en place du réseau saint-simonien est le résultat de la rencontre entre deux intellectuels majeurs du courant anti-totalitaire, l'historien François Furet et le porte-parole de la CFDT Pierre Rosanvallon, et deux personnalités du monde économique, l'ultra-catholique Roger Fauroux et l'influent conseiller du patronat français Alain Minc.

François Furet

L'itinéraire politique de François Furet met en perspective les liens unissant les saint-simoniens et les néo-conservateurs états-uniens qui, par l'intermédiaire des fondations, financent les carrières de nombreux intellectuels français. François Furet, soutenu par l'ultra-conservatrice fondation Olin9 lance un programme de démantèlement de l'historiographie marxiste et parallèlement dénonce l'alliance avec les communistes en créant, avec le soutien états-unien, un think tank destiné à combattre le

Programme commun.

Militant communiste jusqu'en 1956, il obtient l'agrégation d'histoire en 1954 en se faisant le défenseur des thèses du marxisme orthodoxe. Il entre au CNRS en 1956, puis à l'EHESS ; après sa rupture avec le PCF, il tente de fabriquer une historiographie tendant à réfuter la doctrine marxiste. Il analyse la Révolution française comme un phénomène achevé avec la IIIe République et entreprend un travail de dénonciation du « *totalitarisme* » communiste. En quittant le PCF, François Furet devient un libéral intransigeant dans la lignée de Raymond Aron. Confirmant cette filiation intellectuelle, il crée avec Luc Ferry l'Institut Raymond Aron, qu'il dirige jusqu'en 1992. Président de l'EHESS de 1977 à 85, il part à Chicago en 1982 ; la même année, il crée la Fondation Saint-Simon. Au moment de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française, la Fondation Olin lui verse 470 000 dollars afin de financer son programme de recherche sur les révolutions américaine et française. En 1995, il publie *Le Passé d'une illusion*, ouvrage qui lui permet de revenir sur la fascination des intellectuels pour le marxisme et d'ériger le communisme comme une forme de totalitarisme équivalente au nazisme. Anti-mitterrandien radical et agent des néo-conservateurs étatsuniens, François Furet a construit une oeuvre intellectuelle conforme à la volonté de ses mécènes.

Pierre Rosanvallon

Son protégé, Pierre Rosanvallon, appartient à la jeune génération des « *anti-totalitaires* » formés dans les cercles aroniens de Commentaire.

Pierre Rosanvallon est diplômé d'HEC. Ex-dirigeant des JEC (Jeunesses étudiantes chrétiennes), il entre à la CFDT et lance, avec Edmond Maire et Marcel Gonin, la revue CFDT-aujourd'hui. Très proche de Jacques Delors avec qui il crée le Centre Travail et Société, il participe à de nombreuses expériences de la « *Troisième voie* ». Il écrit dans *Esprit*, *Le Nouvel observateur*, *Commentaire* (dés 1978). Grâce à François Furet, il entre à l'EHESS et devient responsable des études politiques jusqu'à la consécration du Collège de France. Auteur d'essai à prétention sociologique et historique, Pierre Rosanvallon fut « *l'éminence grise* » d'Edmond Maire à la CFDT, puis le conseiller de Jacques Delors. Il détient une place clé dans les réseaux saint-simoniens ; il représente la Fondation au comité directeur du Club de la Haye.

Pour lire la suite : ● [La face cachée de la Fondation Saint-Simon \(10.02.2004\)](#)

[Le mensonge dérégulé.](#)

- Libre-échange: Europe et USA nient toute volonté de "*dérégulation*" - AFP 20.12

Européens et Américains ont conclu vendredi à Washington le 3e round de leurs négociations commerciales en assurant qu'un accord de libre-échange ne serait pas synonyme d'une "*dérégulation*" généralisée de part et d'autre de l'Atlantique.

(Par rapport au titre, le premier paragraphe de cet article de l'AFP comporte déjà une contradiction. Il ne s'agit plus de nier toute dérégulation mais qu'il n'y aurait pas une dérégularisation "*généralisée*" sous-entendant ou admettant implicitement qu'il y aura bien malgré dérégulation dans certains secteurs clés à l'issue de ce traité. Une demi-vérité qui cache un mensonge en somme. - ndlr)

"*La dérégulation n'est pas et ne sera pas un objectif du TTIP*", l'accord commercial transatlantique, a déclaré à Washington le négociateur en chef européen, Ignacio Garcia Bercero, à l'issue du 3e round de discussions.

(La dérégulation ne sera pas un "*objectif*", évidemment, ils ne vont pas le revendiquer ou le clamer sur tous les toits, le TTIP en sera le produit. Une fois la dérégulation actée, le traité sera conclu. Ils justifieront ce traité une fois la dérégulation noyé dans un ensemble de mesures qui seront présentées sous un angle avantageux ("*doper leurs économies*"), tandis qu'ils minimiseront cette dérégulation, au besoin ils feront valoir qu'elle a fait de contreparties, les aspects positifs de ce traité l'emportant pour les deux parties et le tour sera joué. - ndlr)

Son homologue américain Dan Mullaney a, lui, insisté sur le fait que les discussions visaient avant tout à l'éliminer "*des divergences inutiles*" de part et d'autre de l'Atlantique et éviter des redondances dans des contrôles sanitaires ou sur des normes de sécurité automobile.

(Les différentes réglementations existantes des deux côtés de l'Atlantique sont parfois totalement contradictoires, incompatibles ou s'excluent réciproquement, pour le négociateur américain ce ne sont que "*des divergences inutiles*" dont il faut se débarrasser, ajoutons, au profit de la régulation la plus accommodante pour les multinationales américaines. Ils lâchent le morceau au paragraphe suivant. - ndlr)

Les tarifs douaniers étant faibles de part et d'autre de l'Atlantique, l'essentiel des discussions portent sur les barrières réglementaires qui freinent les échanges, soulevant des inquiétudes de la société civile.

(C'est dit, c'est bien la réglementation en vigueur dans l'UE et particulièrement la réglementation nationale des 28 pays de l'UE qu'il s'agit de liquider, quand elle s'oppose à la pénétration des marchandises (biens ou services) américaines qui ne la respectent pas. - ndlr)

"*Ces négociations ne consisteront pas à abaisser ou renier les standards les plus élevés de protection pour les consommateurs, l'environnement, la vie privée, la santé et le droit du travail*", a répondu M. Garcia Bercero lors d'une conférence de presse.

(Un grossier mensonge, ils ne sont plus à cela près, qui tourne au complot contre les peuples de l'UE, les Américains étant déjà sacrifiés. - ndlr)

Selon les deux parties, de nombreux thèmes ont été abordés au cours de la semaine, allant des matières premières aux droits de la propriété intellectuelle en passant par les appels d'offres publics. Mais les points précis en discussion n'ont pas été dévoilés, alimentant là encore des critiques sur l'absence de transparence.

Tout en assurant rechercher à "*maximiser la transparence*", M. Mullaney a affirmé qu'il fallait donner aux négociateurs l'espace nécessaire pour "*avoir des discussions franches*".

(La population ne doit pas savoir ce qui se trame dans son dos, ce qu'ils trafiquent ou manigancent pour lui imposer des normes, des lois, un traité sur lesquels il lui sera interdit de se prononcer qui plus est, en dictateur, ils poussent donc l'audace ou l'avantage jusqu'à faire de l'opacité de leurs magouilles une nécessité, pour le bien de ces peuples cela va de soi...

S'ils étaient réellement animés de bonnes intentions à leurs égards, ils n'auraient rien à leur cacher, il faut donc en déduire que ce n'est pas le cas et que ce traité va porter un coup fatal à leurs droits au profit des multinationales qui elles sont tenues parfaitement informées de ces tractations, et pour cause elles en sont les inspiratrices et en seront les bénéficiaires, ce qui est évidemment incompatible avec les intérêts ou les besoins des peuples de l'UE, ce dont il faudra leur cacher jusqu'au bout.

Il s'agit ni plus ni moins que d'instituer un droit privé dicté par les besoins des multinationales au détriment du droit public ou collectif des citoyens ou des Etats, qui seront finalement dépossédés de tout droit, tel est le but de la manoeuvre. Comme le disent certains sans exagération, c'est gravissime. Ce qui suit le confirme. -ndlr)

Les deux négociateurs se sont également efforcés de déminer une autre controverse sur le mécanisme de protection des investisseurs qui sera intégré dans le futur accord de libre-échange.

(La négation des droits des Etats et des citoyens est entièrement contenue dans cette formule, la protection des investisseurs qui aura force de loi sur toute autre loi dans absolument tous les domaines. - ndlr)

Dans une lettre publiée lundi, environ 180 ONG et syndicats ont dit craindre que ce mécanisme ne porte "*atteinte au processus démocratique*", en permettant aux entreprises de contester en justice des mesures prises par les Etats pour protéger l'environnement ou la santé publique.

"*Nous prenons ces inquiétudes très au sérieux*", a affirmé M. Garcia Bercera, ajoutant que le mécanisme devra être défini "*le plus précisément possible*" pour éviter toute interprétation "*arbitraire*".

Le négociateur américain a pour sa part affirmé que les Etats-Unis ne "*transigeraient jamais*" avec le droit des Etats à agir dans l'intérêt de leur population.

(Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'une fois établie la dictature des multinationales, elle s'appliquera quoi qu'il arrive et il sera pratiquement impossible de revenir dessus.

Le tour de passe-passe consiste ici à admettre que n'importe qui pourra porter plainte contre une multinationale sans pour autant qu'elle cesse de dicter sa loi où la manière dont elle a interprété ce traité, aussi longtemps qu'un jugement définitif n'aura pas condamné ses agissements, ce qui pourra prendre de nombreuses années, faisant appel à une armée d'avocats, contestant la légitimité de la plainte portée contre elle ou la qualité du ou des plaignants, etc. pour finalement obtenir gain de cause ou avoir abandonné le produit ou la pratique qui était à l'origine de cette plainte pour les remplacer par d'autres identiques sous un autre habillage et ainsi de suite.

Voyez où en sont arrivés les Américains : ils bouffent de la merde, ils ont une vie de zombies, un niveau intellectuel misérable, ce sont des cobayes de l'industrie agroalimentaire et pharmaceutique et personne n'y peut rien. Dollar, whisky, Coca, Mc Do, sexe, drogue, violence et guerre. - ndlr)

Pour la première fois depuis le lancement des discussions, les négociateurs n'ont en revanche pas eu à répondre aux questions sur le scandale de l'espionnage américain qui a menacé de faire dérailler le processus lors des deux précédents rounds, en juillet et à la mi-novembre.

(Normal, puisqu'il s'est avéré que tous les pays concernés en étaient les complices ! Ils ignoraient juste jusqu'à quel niveau il s'appliquait. Dorénavant ils le savent et l'acceptent puisqu'ils sont les vassaux de l'Empire, ils sont tous conquis au néolibéralisme, à la stratégie du nouvel ordre mondial sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne. - ndlr)

ACTUALITE EN TITRES

[Les voix du seigneur sont impénétrables.](#)

- Chômage: l'Insee ne voit rien venir, le gouvernement si - AFP

[Le régime est friand de ce genre de provocation](#)

- Une Femen mime un avortement dans l'église parisienne de la Madeleine - Liberation.fr

La militante aux seins nus a également uriné devant l'autel. - Liberation.fr 20.12

[Régime policier. La police de la pensée unique a encore frappé.](#)

- Gérard Darmon condamné pour avoir traité Gilbert Collard de "*petit con*" - L'Express.fr

Ainsi la liberté d'expression est de plus en plus bâillonnée, réprimée, leur société de plus en plus liberticide, la dictature en marche...

[Encore une belle victoire pour le patronat.](#)

- FO signe l'accord sur la formation professionnelle - Reuters

La CFDT, la CFTC et la CFE-CGC ont déjà annoncé qu'elles signeraient l'accord. Reuters 20.12

Ah la vie de château !

- Un vendeur de château et son acheteur chinois s'écrasent en hélicoptère - AFP

Assassinat légal au quotidien.

- Gaza: un Palestinien tué par des balles israéliennes - L'Express.fr

Pour la deuxième fois en deux jours, un Palestinien a été tué ce vendredi par des tirs israéliens, cette fois dans le nord de la bande de Gaza. L'Express.fr 20.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Libye

- Libye: assassinat du chef des renseignements de Benghazi - AFP 20.12

"Des inconnus ont tiré des coups de feu sur le colonel Fethallah al-Gaziri, chef des renseignements militaires de Benghazi, et l'ont tué sur le coup", a déclaré à l'AFP un responsable de sécurité sous couvert de l'anonymat.

Selon cette source, *"al-Gaziri, qui a été nommé récemment à ce poste, se trouvait à Derna pour assister à un mariage de sa nièce, dont la famille réside dans cette ville"*, théâtre d'une vague de violences ces derniers jours.

M. al-Gaziri a été tué en plein rue dans le centre-ville de Derna, a déclaré à l'AFP un porte-parole de sécurité de Benghazi, le lieutenant-colonel Ibrahim al-Charaa.

Ces derniers mois, les assassinats visant des militaires, des policiers, des juges, des notables et responsables de médias à Benghazi et à Derna ont fait plus de 300 morts, mais les autorités n'ont pas réussi à arrêter leurs auteurs.

Jeudi, un homme a été tué jeudi dans l'explosion de sa voiture à Tobrouk, le premier assassinat du genre dans cette ville de l'extrême Est de la Libye, signe que les attaques s'étendent dans cette région.

Et à Benghazi, la tête d'un homme été découverte. Il avait été enlevé et ses ravisseurs réclamaient une rançon. AFP 20.12

SOCIAL

1- Espagne

- Espagne: l'avortement quasi-interdit, féministes et gauche outrées

Promesse de campagne en 2011 du chef conservateur espagnol Mariano Rajoy mais retardé depuis, le projet de loi supprimant quasiment le droit à l'avortement en Espagne a été approuvé vendredi par le gouvernement, féministes et gauche dénonçant un "retour de 30 ans en arrière".

L'Espagne se replace ainsi parmi les pays européens les plus restrictifs dans ce domaine.

Le projet de loi annule de fait la loi de 2010 qui autorise l'avortement jusqu'à 14 semaines et jusqu'à 22 semaines en cas de malformation du fœtus.

Il revient à l'esprit des pratiques en vigueur entre 1985 et 2010, mais les durcissent par certains aspects, même s'il supprime tout délit pénal pour la femme.

Un total de 118.359 avortements ont été enregistrés en Espagne en 2011, après 113.031 en 2010.

Selon une étude de l'institut Metroscopia publiée en mai dans le journal El Pais (gauche), 46% des Espagnols sont favorables au maintien de la loi de 2010 contre 41% en faveur de la limitation de l'avortement. AFP 20.12

2- Afrique du Sud

- Un des plus puissants syndicats sud-africains retire son soutien à l'ANC - Le Monde.fr

Le National Union of Metalworkers of South Africa (Numsa), syndicat de la métallurgie sud-africain, « ne soutiendra pas l'ANC ni aucun autre parti en 2014 », a déclaré Irvin Jim, son leader. La centrale regroupe trois cent mille ouvriers, très critique à l'égard de la politique du gouvernement depuis plusieurs mois. « *Le Numsa va étudier la possibilité de fonder un mouvement pour le socialisme, car la classe ouvrière a besoin d'une organisation politique* » qui la représente, a-t-il ajouté, à la tribune d'un congrès extraordinaire tenu à Johannesburg.

Depuis la chute de l'apartheid et l'élection à la présidence de l'Afrique du Sud de Nelson Mandela, en 1994, le pays est dirigé par l'African National Congress (ANC, Congrès national africain), qui s'appuie sur le Parti communiste et sur la grande confédération syndicale Congress of South African Trade Unions (Cosatu), dont le Numsa est le membre le plus puissant. Le Numsa a appelé le Cosatu à sortir à son tour de l'alliance gouvernementale. « *Le temps de chercher une autre solution est arrivée* », a déclaré Irvin Jim, sous les acclamations de ses adhérents.

L'ANC a remporté jusqu'ici toutes les élections nationales depuis 1994, et tous les observateurs s'accordent à dire qu'il remportera encore celles d'avril 2014. Mais la popularité du parti de la lutte contre l'apartheid s'érode peu à peu. Le chômage, les accusations de corruption et l'impopularité du président Jacob Zuma jouent contre lui.

Le Numsa a notamment critiqué la politique économique du pouvoir, accusé de favoriser les grandes entreprises au détriment des travailleurs, et s'était insurgé en 2012 après la fusillade policière qui avait fait trente-quatre morts parmi les mineurs de Marikana en grève.

Depuis presque vingt ans, le syndicat de la métallurgie a soutenu financièrement l'ANC et encouragé ses membres à y adhérer. « *Faire grossir les rangs de l'ANC a eu comme seule conséquence de livrer encore plus de victimes de la classe ouvrière, comme des moutons offerts au massacre par la bourgeoisie qui dirige l'ANC* », a déclaré M. Jim.

Le syndicat a par ailleurs ajouté sa voix à celles qui réclament la démission du président Jacob Zuma, après la polémique sur la rénovation de sa résidence privée pour 15 millions d'euros au frais de l'Etat. Jeudi, un rapport intergouvernemental a totalement blanchi le président, affirmant que tous les travaux étaient justifiés par des impératifs de sécurité. Mais l'opposition et des voix critiques continuent de crier au scandale. « *Le congrès a appelé le président Jacob Zuma à démissionner immédiatement, à cause de la politique néolibérale de son gouvernement (...), qui trempe dans la corruption, le clientélisme et le népotisme.* » Le Monde.fr et AFP 20.12

S'agit-il d'une manoeuvre dans un contexte social explosif à l'approche des élections présidentielles pour tenter de contrer l'AMCU (une dissidence du Numsa) qui avait ravi la direction de la révolte des mineurs (Marikana) en août 2012 au Numsa, qui est l'un des piliers de la confédération syndicale Cosatu, associée au pouvoir au sein du gouvernement mené par le Congrès national africain (ANC) ?

En attendant on ne peut qu'encourager des syndicalistes à rompre avec l'ANC qui est un parti bourgeois.

Tout comme en France, on appelle les responsables syndicaux et les militants des différents syndicats qui se veulent indépendant de l'Etat et du capitalisme à rompre avec les appareils des syndicats et à rassembler pour construire un véritable syndicat ouvrier indépendant...

ECONOMIE

Mexique

Mexique: le président promulgue la réforme énergétique - AFP

Le président mexicain Enrique Peña Nieto a promulgué vendredi la réforme constitutionnelle qui met fin à 75 ans de monopole de l'Etat sur les ressources énergétiques.

Le Parlement avait adopté la semaine l'ensemble du texte qui prévoit en particulier l'ouverture de la compagnie pétrolière d'Etat Pemex aux investissements privés.

La réforme énergétique est un élément central du programme de réformes engagé depuis un an par le président mexicain dans les domaines de l'éducation, des télécommunications et de la fiscalité, dans le but de relancer l'économie mexicaine, la seconde d'Amérique latine.

Mais l'ouverture de l'industrie du pétrole et du gaz à des capitaux privés est pour la gauche un sujet ultra-sensible, dans un pays marqué par la nationalisation du pétrole et l'expulsion des compagnies pétrolières étrangères en 1938.

La réforme est le fruit d'un accord entre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du président et du Parti action national (PAN, droite).

De son côté, le Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), troisième force politique du pays a estimé que ce texte entérinait une "*privatisation sauvage*" du pétrole mexicain.

Le projet adopté prévoit notamment que Pemex, l'entreprise pétrolière de l'État mexicain, pourra passer des contrats avec des investisseurs privés, nationaux ou étrangers, ou leur accorder des licences d'exploitation ou d'extraction.

Un Fonds mexicain du pétrole sera chargé d'administrer les recettes issues de ces contrats tandis que seront créées deux commissions de régulation, la Commission nationale des hydrocarbures et la Commission régulatrice de l'énergie.

Autre disposition adoptée, la disparition du conseil d'administration de Pemex des cinq représentants du Syndicat des travailleurs du pétrole qui y siégeaient jusqu'à présent.

Cette disposition aboutira à un Conseil d'administration de Pemex restreint, passant de 15 à 10 membres : cinq membre du gouvernement fédéral, dont le ministre de l'Energie disposant d'une voix prépondérante, ainsi que cinq membres "*indépendants*". AFP 20.12

[Haut de page ↗](#)

Le 24 décembre 2013

CAUSERIE

Avant-hier j'ai oublié deux titres et il y avait quelques erreurs de formatage dans la causerie.

[L'alliance de l'anticommunisme, du corporatisme et du néolibéralisme : le fond de commerce du PS.](#)

- Thierry Pech prend la tête du think tank Terra Nova - Liberation.fr

[Le régime est friand de ce genre de provocation](#)

- Une Femen mime un avortement dans l'église parisienne de la Madeleine - Liberation.fr

La militante aux seins nus a également uriné devant l'autel. - Liberation.fr 20.12

La suite plus tard dans la journée. Ce matin je croyais qu'on était le 23 décembre !

Meilleurs voeux à tous.

Mardi 9h30 à Pondichéry

Beau soleil, torse nu comme d'habitude, il commence à faire chaud, mais le temps peut chager très vite en période de cyclones. Je télécharge deux concerts de Lynyrd Skynyrd pour ce soir, et hier j'ai réussi à télécharger pendant que je bossais une douzaine d'albums, Aerosmith, Scorpions, Ozzy Osbourne, Van Halen, Def Leppard, Black Sabbath, Santana, Zappa, de quoi

couvrir le bruit des canons !

Repas indien aux crevettes ... et Bordeaux ! Quant aux cadeaux, la vie est un cadeau, bon, ou un poison, au choix !

Je rajouterai quelques articles dans la journée. Bonne soirée et portez-vous bien.

Le président le plus ouvertement sioniste de la Ve République

Non, ce n'était pas une boutade lancée à la légère ou une erreur de communication, d'ailleurs contrairement à ce qu'affirment les médias, sa sortie était mesurée et déterminée, elle était destinée à flatter le racisme anti-Arabe des sionistes du Crif. Du coup il n'a rien regretté du tout, lisez attentivement ce que dit l'AFP : "Algérie: Hollande exprime ses *"regrets pour l'interprétation"* de ses propos", donc il regrette les interprétations qui ont été faites de ses propos qui en réalité ne lui appartiennent pas, mais pas ses propos en eux-mêmes qu'il maintient.

Pourquoi ? Mais parce que le Crif l'observe, il ne peut pas se dédire, il doit les assumer, il doit pousser le cynisme jusque là, souvenez-vous que le cynisme avec la détermination est la marque de fabrique du sionisme ou du néolibéralisme, il est des leurs, donc il n'a pas le choix, il doit adopter la même attitude.

Le chef des godillots PS à l'Assemblée nationale, Bruno Le Roux, l'a confirmé à sa manière en déclarant sur RTL que *"si les Algériens ont pris ça pour eux, cela ne leur était pas destiné. C'est pour cela qu'il y a eu des regrets"*, à qui donc cela était-il destiné sinon au Crif de la part d'un de ses zélés serviteurs, qui par ailleurs n'a jamais été malintentionné envers l'Algérie, les Algériens, les Palestiniens, les Libyens, les Syriens, les Afghans, les Irakiens, les Arabes en général, pas même les pétromonarques dégénérés du Golfe dites-le, ma foi, c'est un saint homme épris de justice, de paix et de liberté et la boucle est bouclée : *"Le sujet est clos, je crois que vraiment tout a été dit"*, a déclaré lundi la porte-parole du gouvernement français Najat Vallaud-Belkacem (AFP 23.12), circulez il n'y a rien à voir !

Je crois qu'on va faire un petit front unique avec le parti de Hollande en 2014, qu'en pensez-vous ? Non, je ne voudrais pas vous donner envie de vomir avant le réveillon, je suis dégueulasse... Fuyez les partis ou les groupes qui sont sur cette ligne politique. A bas le PS, pour un gouvernement ouvrier sans le PS (et le PCF) !

Qu'est-ce que c'est qu'un syndicaliste dévoyé ou corrompu par le capitalisme ? Démonstration.

- « *La logique de rentabilité des banques non remise en cause* » - Gaël De Santis - lundi 23 décembre 2013 - legrandsoir.info

Le contexte.

- Lors du sommet de jeudi et vendredi, les dirigeants européens ont décidé de travailler à la création d'une union bancaire. La première pierre de cette dernière a été posée mercredi, par la décision des ministres de l'Économie de confier à la Banque centrale européenne (BCE) la supervision des banques, aujourd'hui contrôlées par des autorités nationales.

Lors du Conseil européen de jeudi et vendredi, les chefs d'État et de gouvernement ont avancé sur la construction d'une union bancaire. Secrétaire CGT de la Banque de France, Denis Durand pointe les insuffisances du projet.

Question : En quoi cela nous concerne-t-il ? En rien ou presque puisqu'il s'agit d'une opération consistant à mieux subordonner le secteur bancaire européen au pouvoir ou au contrôle de l'oligarchie financière anglo-saxonne ou américaine toute puissante. Elle va servir à épurer ce secteur ou réduire le nombre de banques pour arriver à une nouvelle concentration du capital, l'objectif ou l'issue de chaque crise du capitalisme.

Le capitalisme étant dorénavant entré dans une phase ultime de crise permanente qu'il est incapable de réduire, son état d'endettement abyssal en témoigne notamment, ou d'affronter en recourant au moyen qu'autrefois il n'hésita pas à employer pour se donner un second souffle, une guerre mondiale, pour assurer sa survie menacée il n'a pas d'autre alternative que d'accélérer le cycle de reproduction du capital (ce qu'ils nomment la croissance) qui dégage à chaque rotation de nouveaux profits pour couvrir ses positions et assurer son entretien au quotidien sous peine d'être à découvert et déclarer en faillite, il en est là. Il lui faut donc serrer partout les boulons et faire preuve d'une rationalisation brutale et à marche forcée qui fera forcément des mécontents et des dégâts dans ses rangs, et laissera des cadavres derrière lui, d'où les tensions qui peuvent se faire jour ici ou là qui sont vite maîtrisées en haut lieu, si nécessaire en menaçant les indisciplinés ou en étouffant leurs victimes, tous les coups sont permis tant l'enjeu est de taille.

Il faut surtout que les banques cessent de se faire concurrence ou qu'elles décident de leur politique, dorénavant elle leur sera dictée par le cartel des plus puissantes banques américaines et européennes via la BCE (la Fed en réalité) ou des institutions qui en dépendront et qui n'auront d'indépendance que le nom. Ce carcan imposé aux banques par les oligarques historiques on va dire, correspond à la nécessité dans laquelle ils se trouvent de passer à l'échelle de l'économie mondiale de l'étape (anarchique)

des monopoles à celui (plus ordonné) des oligopoles qui en principe aurait pour fonction d'en finir avec toute forme de concurrence entre capitalistes, de manière à rationaliser également tous les rapports qui en découlent, et dont se nourrit la lutte des classes qu'à terme ils se destinent de neutraliser.

Créer une société où tous les rapports en amont comme en aval seraient ordonnancés par une autorité unique, de telle sorte qu'il serait facile d'en contrôler et d'en prévoir les besoins et le comportement, d'automatiser ou robotiser son fonctionnement, l'ensemble constituant une immense chaîne d'où aucun maillon ne pourrait s'échapper, la liberté de chacun d'entre eux étant entravée par celle des autres coïncidant pour tous par une absence totale de droits, la notion de classe étant abolie ainsi que la lutte qui en découlait, toute forme de résistance serait anéantie ou vaine dès lors que chacun serait réduit à une individualité dénuée de contenu social, de repères, d'histoire, de passé, ainsi les maîtres du capitalisme auraient réussi à se débarrasser des contradictions mortelles inhérentes à leur système économique, de leur ennemi et de la menace du socialisme. On mesure le chemin immense qu'il leur faudra encore emprunter pour atteindre leur objectif, ce qui ne sera pas demain la veille, sachant qu'à chaque pas ils seront confrontés à la lutte de classe des exploités.

L'Union bancaire européenne à bien d'autres vertus si on peut dire, il leur sera plus facile d'agir sur les taux de change, des matières premières et les marchés en général, aucun Etat ou aucune collectivité ou entreprise ne pourra plus passer entre les mailles du filet dresser par le marché ou la BCE. Les banquiers vont encore accroître leur pouvoir sur les Etats, et les peuples vont devoir continuer de payer leurs dettes, s'ils ne les dépouillent pas un jour ou l'autre de leurs économies, ne les taxent pas sur leur patrimoine (habitation) quand ils en ont ou leur confisquent.

Le décors étant planté, compte tenu qu'ils se destinent de nous saigner ou qu'on sera les principales victimes de leurs magouilles, on ne voit pas en quoi nous pourrions nous y associer de près ou de loin, plus loin on s'en tiendra et mieux cela vaudra, notre indépendance et notre liberté d'action, notre survie en dépend.

Ce n'est pas l'avis de ce représentant syndical de la CGT qui se verrait bien collaborer à leur opération scélérate, et qui va jusqu'à regretter de ne pas y avoir été associé jusqu'à présent.

Question de Gaël De Santis : L'accord trouvé est censé, selon les dirigeants européens, « préserver la stabilité financière ». Est-ce le cas ?

Rien que la question pose problème. En quoi serions-nous intéressés par "la stabilité financière" qui ne pourrait profiter qu'aux banquiers et se réaliser aux détriments de nos intérêts ? De plus, on a plutôt intérêt à ce que le système financier s'effondre et qu'une crise ouverte s'en suive qui pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire.

Denis Durand. L'une des raisons principales de la crise a été que les banques ont été incitées, par la politique monétaire et leurs actionnaires, à utiliser leur pouvoir de création monétaire pour injecter de l'argent dans les marchés financiers. (...)

En réalité, c'est confondre l'origine de la crise tout en l'escamotant avec la réponse qu'ils ont tenté d'y apporter. Elles ont agi de la sorte pour contrer les effets de la crise du capitalisme qui conduisait à un assèchement des liquidités nécessaires pour continuer d'assurer les transactions de banque à banque et pour couvrir leurs positions. Elles ont dû prendre ce risque tout en se livrant à une spéculation effrénée, qui un jour ou l'autre agira comme un boomerang, parce qu'elles n'avaient pas le choix, pour éviter à la fois la paralysie de l'économie et la banqueroute.

Question de Gaël De Santis : Qu'est-ce qui doit changer dans le système bancaire ?

Denis Durand. Il faudrait pousser les banques à financer le développement des services publics, les investissements qui créent de l'emploi dans les territoires et préservent l'environnement. Outre la question d'une autre réglementation bancaire, avec d'autres normes de crédits et de ressources, cela pose celle d'une autre politique monétaire.

La BCE a le pouvoir d'imposer les conditions auxquelles elle prête aux banques, en fixant le niveau des taux d'intérêt sur le marché monétaire, en changeant les conditions auxquelles les banques peuvent emprunter auprès d'elle. Cela suppose de la démocratie au sein de la BCE, qui passe par un changement de ses statuts, de ses missions et de sa gouvernance.

Au niveau national, on aurait besoin de pôles publics financiers qui seraient des instruments pour réorienter l'ensemble du système financier.

Au niveau local et régional, les citoyens devraient pouvoir interpeller les banques sur leur comportement, obtenir la mobilisation du crédit bancaire en fonction d'objectifs sociaux, économiques et environnementaux.

Donc il faudrait faire du neuf avec du vieux, conserver le système financier, la BCE, tout le système capitaliste quoi, jusqu'à imaginer "*la démocratie au sein de la BCE*", une aberration totale, ce qui n'a rien d'étonnant, j'allais oublier de préciser que cet article avait été publié au départ dans L'Humanité, on comprend mieux pourquoi ce "*syndicaliste*" termine ainsi :

Question de Gaël De Santis : Le fait que la supervision passe au niveau européen rend-il plus difficile l'intervention citoyenne ?

Ils y tiennent à associer les travailleurs au sort du capitalisme pour mieux les y enchaîner, ne rigolez pas ce sont des communistes !

Denis Durand. Dans l'état actuel, transférer le pouvoir à la BCE n'est pas un progrès pour la démocratie. En 2009, quand a été créée l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), qui supervise les banques en France, la CGT et la CFDT avaient demandé qu'y siègent des représentants des syndicats. Cela n'a pas été le cas. D'où une consanguinité entre l'ACP et le milieu de la finance. Au niveau européen, rien n'a jamais été prévu pour que des représentants des citoyens disposent de pouvoirs au sein de la BCE.

Quel dommage franchement de ne pas être associé à la gestion de la BCE et du secteur bancaire, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier y aurait gagné en indépendance pour mieux les combattre, en réalité pour se faire broyer ! Le stalinisme n'est pas mort, il a juste changé de masque : citoyen !

En complément

1- Les banquiers auraient dû faire appel au service de la CGT et de la CFDT...

Cinq ans après, a-t-on vraiment réussi à sortir du modèle financier qui provoqua la crise de 2008 ? - Atlantico.fr

2- L'UE : ils ne peuvent plus s'en passer, une idylle, une passion...

Une «*initiative citoyenne*» pour légiférer sur l'eau déposée à l'UE - Liberation.fr 23.12

ACTUALITE EN TITRES

[Le même discours et la même politique depuis plus de 30 ans !](#)

- Pour 2014, Hollande affiche sa résolution sur la croissance et le chômage - 20minutes.fr 23.12

Pour François Hollande, 2014 ne devrait pas être tellement différent de 2013. Le chef de l'Etat a jugé lundi que «*deux exigences*» attendaient le gouvernement en 2014, «*celle de faire reculer durablement le chômage*» et «*celle de renouer durablement avec la croissance*». Des exigences valables en 2012, 2011, 2010, etc. 20minutes.fr 23.12

Vous aurez remarqué qu'ils lient toujours la hausse de la croissance et la baisse du chômage, en fait la précarité et la baisse du coût du travail sont les conditions préalables à la création d'emplois, CQFD. Et encore...

[Rentabilité oblige !](#)

- La SNCF prévoirait de supprimer plus de 1.400 postes en 2014 - Reuters

La SNCF qui s'attend à la poursuite de la baisse de sa rentabilité en 2014 prévoit de supprimer 1432 postes l'an prochain, écrivent dimanche Les Echos.fr. Reuters 22.12

Ah, si c'est une affaire de rentabilité, on s'incline, la notion de service public ou les besoins de la population sont secondaires, normal !

[Youpi !](#)

- Japon: la première année des "*Abenomics*" a ravi la Bourse - AFP

- Rebond des fusions-acquisitions en 2013, les patrons confiants - Reuters

... et tant pis !

- La reprise en Espagne ? Un grand nombre d'Espagnols ne la voit pas - AFP

Les européistes-fascistes, poujadistes, mondialistes se mobilisent.

- Ukraine: la mobilisation pro-européenne s'essouffle - AFP
- Les Bonnets rouges appellent à la "*mobilisation générale*" contre l'aéroport Notre-Dame-des-Landes - Francetv info
- Nouvelle manifestation à Bangkok contre le Premier ministre - Reuters

Le Soudan manquait à leur tableau de chasse, alors qu'il était inscrit à leur agenda depuis au moins 2001...

- Les Etats-Unis prêts à agir au Soudan du Sud - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Centrafrique

- Importante manifestation antifranaise à Bangui - lefigaro.fr

Des milliers de musulmans, sympathisants de l'ex-rébellion Séléka, ont manifesté pacifiquement dimanche contre l'opération militaire française «Sangaris», après un accrochage meurtrier lors d'une opération de désarmement.

«*Non à la France*», «*Hollande criminelle!*», scandaient notamment les protestataires, qui entendaient dénoncer «*la partialité*» des militaires français déployés depuis début décembre en République centrafricaine, où ils tentent de mettre fin à des violences interreligieuses à grande échelle.

Dimanche matin, trois combattants Séléka avaient été tués dans un accrochage avec des soldats français, au cours d'une opération de désarmement des groupes armés dans un quartier nord de la ville. L'état-major de l'armée a confirmé l'existence de cet accrochage mais a refusé de donner un bilan chiffré du nombre de morts.

L'incident avait provoqué une première manifestation de quelques dizaines de personnes, des sympathisants de l'ex-Séléka qui avaient bloqué une grande avenue allant à l'aéroport avant d'être dispersés par des policiers congolais de la force africaine en Centrafrique (Misca).

Les militaires français tentent de désarmer les belligérants. Ils ont neutralisé en priorité les combattants de l'ex-Séléka, aujourd'hui pour la plupart désarmés et cantonnés. Privés de la protection de ces Séléka dans la rue, de nombreux musulmans sont furieux de l'action des soldats français, s'estimant laissés à la merci des atrocités des milices chrétiennes Anti-Balaka et des exactions des chrétiens, très majoritaires dans la capitale.

Après un répit de quelques jours, les incidents ont repris depuis jeudi soir, éclatant de façon intermittente dans plusieurs quartiers où les tensions intercommunautaires restent vives et la situation extrêmement volatile. lefigaro.fr 22.12

2- Tunisie

Les islamistes quitteront le gouvernement tunisien le 14 janvier

La Tunisie devrait avoir une nouvelle Constitution ainsi qu'un nouveau gouvernement au plus tard le 14 janvier, ont annoncé lundi les médiateurs des pourparlers réunissant le parti islamiste Ennahda au pouvoir et l'opposition.

«*Le compte à rebours concernant le processus électoral et gouvernemental commencera le 25 décembre et s'achèvera le 14 janvier au plus tard*», a déclaré à la presse Ahmed Mahfoudh, porte-parole du dialogue national.

Les pourparlers ont duré des heures lundi pour déterminer le calendrier de formation du futur gouvernement de Mehdi Jomaâ, un indépendant censé conduire la Tunisie vers des élections. Ils doivent reprendre mercredi, a jouté Ahmed Mahfoudh, bâtonnier de l'Ordre des avocats.

Medhi Jomaâ, le futur Premier ministre, commencera à choisir les membres de son cabinet à partir du 25 décembre, a confirmé Mouldi Jendoubi, secrétaire général adjoint de la puissante syndicale UGTT, qui parraine ces pourparlers. (Encore un syndicat indépendant de l'Etat ! - ndlr)

Selon ce nouveau calendrier préliminaire, l'actuel gouvernement de l'islamiste Ali Larayedh est censé démissionner avant le 14 janvier, date marquant le troisième anniversaire de la révolution ayant abouti à la chute de l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali.

Les islamistes d'Ennahda, qui dirigent le gouvernement depuis octobre 2011, ont accepté de quitter le pouvoir à condition qu'en parallèle soit adoptée la future Constitution, en cours d'élaboration depuis deux ans, et que le calendrier des futures élections soit fixé. AFP et libération.fr 23.12

ECONOMIE

Chine

- Chine: les taux interbancaires s'envolent malgré la banque centrale - AFP

De vives tensions persistent sur le marché interbancaire chinois, en dépit d'injections de centaines de milliards de yuans par la banque centrale dans le système financier, ravivant le spectre de la grave crise de liquidités de juin.

Après un brusque coup de fièvre la semaine dernière, les taux interbancaires chinois --auxquels les établissements financiers se prêtent quotidiennement de l'argent entre eux--, ont poursuivi leur flambée lundi.

Référence du marché, le taux de refinancement à sept jours a grimpé jusqu'à 9,8%, un sommet depuis la sévère pénurie de liquidités survenue en juin, et un net bond par rapport au niveau de 8,2% atteint vendredi, selon des chiffres de Dow Jones Newswires.

"*Cette nouvelle envolée des taux montre que la défiance des marchés aggrave le resserrement de la liquidité*", les banques rechignant de plus en plus à se prêter de l'argent entre elles, a expliqué Wendy Chen, analyste de Nomura Securities basée à Shanghai.

A l'origine des tensions des derniers jours, un énième coup de vis des autorités: soucieuse d'enrayer l'accroissement persistant du crédit dans le pays, la Banque populaire de Chine (PBOC) a suspendu sur les deux premières semaines de décembre ses opérations de marchés régulières visant à injecter de nouvelles liquidités.

Ce resserrement a exacerbé la nervosité des établissements bancaires, les rendant encore plus réticents à céder des fonds dans un tel environnement.

La PBOC s'est finalement décidé à agir pour tenter d'apaiser leurs inquiétudes, en procédant en fin de semaine dernière à des injections massives de liquidités. AFP 23.12

[Haut de page ↗](#)

Le 25 décembre 2013

CAUSERIE

Je n'ai pas publié une dizaine d'articles que j'avais téléchargés dans mon disque dur parce que les analyses qu'ils contenaient étaient vraiment trop éloignées de la réalité. A ma connaissance, seuls deux portails fournissent des articles comportant des analyses intéressantes car elles partent des faits, le Réseau Voltaire et Mondialisation.ca.

Tous les portails dont je mets des articles en ligne publient des textes d'auteurs qui la plupart du temps n'appartiennent pas à ces portails, on retrouve d'ailleurs leurs articles dans différents portails dont le nôtre.

Il semblerait que les responsables de tous ces portails ne sélectionnent pas les articles qu'ils publient en fonction des mêmes critères ou des mêmes exigences, ce qui fait qu'on trouve tout et n'importe quoi. C'est parfois hélas le cas aussi dans notre

portail parce que je n'ai pas le temps de lire tous les articles que je publie avant de les mettre en ligne. Quand il y en a peu, j'ai le temps de lire et je procède à une sélection plus rigoureuse.

Tenez, aujourd'hui j'ai lu un article sur l'Arabie saoudite et ses relations avec les Etats-Unis que j'ai trouvé insupportable tant il était contraire à la réalité. Il avait une orientation politique bien déterminée qui prenait le pas sur les faits. Imaginez, les Etats-Unis se seraient laissé entraîner pratiquement inconsciemment dans une aventure en menant leur guerre contre le terrorisme après le 11 septembre 2001, autrement dit le coup d'Etat du 11 septembre 2001 n'avait pas été orchestré justement pour justifier les guerres que les Américains allaient livrer par la suite (Afghanistan, Irak, Libye, etc.), le lien entre les deux événements disparaissait, je ne peux pas laisser dire un truc pareil, c'est du niveau du négationnisme. Cet article a été publié par Investig'Action et Le Grand Soir, notamment.

Régulièrement je me refuse à publier des articles figurant dans ces portails et d'autres (Agoravox, Wikistricke, etc.). Parfois j'en laisse passer exprès, car j'estime que c'est instructif de lire comment on peut interpréter sous des angles différents et totalement erronés certains faits, et de voir comment par la suite leurs auteurs s'en sortent pour le justifier.

Souvent on se trouve désarmé pour répondre à certains arguments. Cet exercice sert à remédier à cette lacune, à condition toutefois de considérer l'ensemble du processus et de prendre en considération de quelle manière s'articulent les différents éléments qui le composent. De l'erreur ou de l'omission du départ, souvent un grossier mensonge intentionnel, parfois un fait ou un facteur sciemment occulté ou réduit à l'état d'abstraction, isolé de la situation qu'on décrit ou auquel on fera jouer un rôle déterminé, ou encore qu'on chargera d'une signification particulière alors que cela n'avait aucune raison d'être, il s'agira d'une extrapolation ou d'une pure fabulation, d'une interprétation fantaisiste ou gratuite qui n'aura rien à voir avec la réalité des faits, petit à petit l'auteur glissera l'air de rien de la réalité dans l'imaginaire, procédé difficile à repérer ou à déjouer quand il repose sur un ou des non-dits que le lecteur ignorent ou qui ne lui viendront pas à l'esprit, ou encore à cause de son manque de connaissance du sujet abordé, pour finalement aboutir à une conclusion foireuse ou sans intérêt, totalement déconnectée de la réalité et qui pourra induire le lecteur en erreur.

On peut cependant détecter ce genre d'articles en recourant à un moyen très simple. Il suffit de se demander et de rechercher dans l'article qu'on lit quelle est l'opinion de son auteur, quels rapports il entretient dans son discours avec les faits qu'il rapporte. La sémantique ou le choix des mots qu'il a employés dans son article nous sera d'une grande utilité pour répondre à cette question.

Voici le passage en question qui servait d'introduction à ce article.

- *"Chacun sait d'où provient l'argent d'al-Qaïda, mais alors que la violence est sectaire, l'Occident ne fait rien. (L'"Occident" ne serait pas lié à cette violence, ils ignoraient tout de la faculté des islamistes fondamentalistes à se transformer en barbares sanguinaires de la pire espèce. - ndlr) On sait que les donateurs en Arabie Saoudite ont joué un rôle crucial dans la création et le maintien de groupes djihadistes sunnites ces trente dernières années. (En guise de non-dit et pas des moindres, Al-Qaïda a été une créature des Américains, qui si on le nie ne permet pas de comprendre grand chose par la suite. Ben Laden et Al-Qaïda ont été des instruments de la CIA, les Saoudiens ont servi à la fois de trésoriers et de cautions, les preuves figurent sur le Net et dans notre portail. Sans même qu'il soit nécessaire de recourir à ces preuves, en faisant preuve d'un minimum de logique on peut démontrer que la version qui nous est proposée des relations entre Al-Qaïda et les puissances occidentales n'est pas sérieuse, car qui peut croire un seul instant que les Américains auraient laissé les Saoudiens développer une telle organisation (idem pour le talibans) alors qu'ils étaient omniprésents dans ce pays et la région, que la monarchie saoudienne et le régime était entièrement entre leurs mains ? Des pays comme le Qatar, le Koweït, l'Arabie saoudite, n'existent que par la volonté des Américains et leurs alliés britanniques. - ndlr) Mais quelle que soit la détermination supposée des États-Unis et de leurs alliés, depuis le 11 septembre, à mener « la guerre contre le terrorisme », (Stop ! Ils ont produit le 11 septembre pour justifier la guerre contre le terrorisme qu'ils ont théorisée, justement en se servant de leur marionnette comme bouc émissaire, Ben Laden et Al-Qaïda. Ce n'est pas une supposition, mais une certitude. Affirmer le contraire même en y mettant les formes pourrait laisser croire qu'il en aurait été autrement, on ne peut pas laisser dire une telle contrevérité. Maintenant, cette version frauduleuse des faits est à rapprocher du fait que les auteurs de ce portail croient toujours dur comme fer en la version officielle du 11 septembre 2001, ils continuent de nier la multitude des matériaux accumulés pendant 12 ans qui prouvent que le 11 septembre 2001 a été orchestrée depuis l'administration américaine au plus haut sommet de l'Etat une fois la version officielle totalement démontée pièce par pièce, aujourd'hui il n'en reste plus une qui tienne debout. Ne pas lier le 11 septembre et leurs véritables auteurs à la politique guerrière que Washington allait enclencher dans la foulée, c'est justifier la politique américaine. - ndlr) ils ont fait preuve d'une retenue surprenante quand il s'est agi de presser l'Arabie saoudite et les monarchies du Golfe de fermer le robinet financier qui maintient les djihadistes en activité."*

(On passe ainsi crescendo d'une supposition à une surprise (sic!) permettant ou plutôt suggérant au lecteur d'en arriver à la certitude que les Américains n'ont aucune emprise sur l'Arabie saoudite ou si peu, en fait ce serait même eux qui se feraient balader ou manipuler par les Saoudiens, sans rire. En réalité, c'est ne pas comprendre ou refuser de prendre en considération qu'à Washington il existe différentes factions de la classe dominante qui s'affrontent, entre celle qui serait partante pour bombarder la Syrie quitte à mettre à feu et à sang la région et par voie de conséquence déclencher une guerre mondiale, faire tout péter si nécessaire, et celle qui préfère opter pour une solution politique pour parvenir au même objectif, quitte à ce que cela prenne plus de temps que prévu, après tout, ce ne serait pas la première fois (ni la dernière) où ils rencontreraient des obstacles et devraient changer de tactique.

Il est clair également qu'Obama a joué sur les deux tableaux, ce qui rend l'interprétation de l'implication des Américains en Syrie plus compliquée, entre le soutien à l'ASL et laisser la voie libre aux Etats du Golfe qui armaient les salafo-takfiristes ou les mercenaires affiliés à Al-Qaïda, en estimant qu'en joignant leurs efforts ils parviendraient bien à renverser Assad, calcul erroné, puisque les miliciens de l'ASL n'envisageant pas d'établir un Etat islamique wahhabite en Syrie, la Syrie étant composé d'une multitude de communautés, il était impossible d'instaurer un Etat qui reposerait sur une seule communauté et spolieurait les intérêts des autres, seule un régime incarnant l'ensemble de ces communautés est viable en Syrie, comme au Liban voisin d'ailleurs, pour recourir à une dictature qui s'appuierait sur un régime policier, il faudrait le soutien de l'armée et de la majorité de la population, ce dont bénéficiaient S. Hussein ou M. Kadhafi par exemple, une situation comparable à celle de la décolonisation par exemple, or la Syrie se trouve face à une situation exactement l'inverse.

On arrêtera là, après avoir précisé une dernière chose. Nier que différentes factions s'opposent à Washington va finalement de paire avec la négation qu'une d'entre elle a organisé le 11 septembre 2001 pour ensuite se lancer dans une guerre sans fin contre le terrorisme, on en a la démonstration sous les yeux, guerre contre le terrorisme sans fin puisque en réalité il n'y a pas terroristes à combattre, ce sont eux et leurs alliés du Golfe qui recrutent les candidats, les forment, les arment et les paient. Et l'Afghanistan alors ? Laissez-nous rigoler, ils vont quitter ce pays après 13 ans de guerre et d'occupation après avoir cédé le pouvoir... aux talibans avec lesquels ils sont en discussion et avoir introduit une Constitution basée sur la charia, relancé à plein pot la culture du pavot, au moins pendant ce temps-là le complexe militaro-industriel, le Pentagone et la CIA auront bien vécu, les forces productives qui ne peuvent pas être contenues dans le mode de production capitaliste se transforment en forces destructrices, et puis rien de tel que la guerre pour accélérer le cycle du capital et réaliser des profits monstrueux, comme leurs guerres ! Un dernier mot, on a appris ces derniers jours que les Américains allaient livrer 15.000 missiles, excusez du peu, à l'Arabie saoudite, mais sans doute que les malheureux ne savaient pas ce qu'ils faisaient, ils ne doivent pas avoir conscience de la situation politique dans ce pays, on va leur écrire pour tout leur raconter. - ndlr)

Notez bien que l'article en soi était intéressant, sa présentation intolérable. Il se peut qu'elle ait été rédigée par l'auteur de cet article, si c'était le cas nous dirions que sa version du 11 septembre coïncide avec celle du portail qui l'a publié, donc il n'y aurait pas lieu de corriger ce qui a été dit plus haut qui demeurerait valable dans les deux cas.

Un peu d'orthographe.

On peut écrire *au delà* avec ou sans trait d'union, sauf pour situer le lieu où résident les anges, l'au-delà !

Soudan du Sud : un pays sans Etat ? Si, l'ONU !

- Soudan du Sud: 6.000 Casques bleus de plus, l'armée reprend la ville de Bor - AFP

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé mardi l'envoi de près de 6.000 Casques bleus de plus au Soudan du Sud où l'armée gouvernementale a repris aux rebelles la ville de Bor, malgré les appels à la fin des combats.

Le Conseil a adopté à l'unanimité de ses 15 membres la résolution 2132 qui fait passer le plafond autorisé des effectifs militaires de la Minuss de 7.000 à 12.500 soldats. Le nombre de policiers atteint désormais 1.323 hommes contre 900 auparavant.

Au-delà de la catastrophe humanitaire annoncée, les combats menacent la production pétrolière sud-soudanaise, et l'économie dans son ensemble -- l'or noir représente 95% de la fragile économie nationale.

Selon des analystes du groupe de recherche JBC Energy, citant le ministère du Pétrole du Soudan du Sud, "la production de pétrole de l'Etat d'Unité est à l'arrêt, ce qui entraîne une perte de production de 45.000 barils par jour". AFP 24.12

La partition du Soudan a été orchestrée et imposée par Washington selon la stratégie définie par les néolibéraux, qui avaient placé le Soudan sur la liste des sept pays producteurs de pétrole ou de gaz dont il leur faudrait prendre le contrôle une fois qu'ils auraient réalisé le coup d'Etat du 11 septembre 2001, qui leur permettrait de justifier leur intervention militaire contre les régimes de ces pays au nom de la guerre contre le terrorisme, régimes qui constituaient une menace pour la démocratie et la sécurité des Etats-Unis et du reste du monde, pour leurs propres peuples que des dictateurs tyrannisaient et la boucle de la propagande néolibérale était bouclée.

Les gouvernements et les médias du monde entier allaient leur emboîter le pas, ajoutons tous les partis politiques dont aucun n'aura le courage de dénoncer la version officielle du 11 septembre 2001, on mesurera au passage le degré de décomposition, de putréfaction du mouvement ouvrier et de son avant-garde, à ce niveau-là, force est d'en déduire qu'ils sont irrécupérables, honte à eux ! Passons.

Des pays se retrouvent sans Etat ou avec des Etats sans ressources suffisantes, sans armée, sans finance pour assumer les fonctions régaliennes d'un Etat et sans lesquelles ils ne peuvent pas prétendre à leur indépendance, il n'existe plus pour ainsi dire.

Et au delà encore, dans l'impossibilité de financer des services publics, ne parlons pas de leur développement ou d'infrastructures, leurs richesses sont pillés par les multinationales des différents impérialistes, placés en état de survie artificielle, dépossédés de leur souveraineté, ils se retrouvent soumis au bon vouloir ou entièrement sous la tutelle de l'ONU et ses différentes agences ou encore d'ONG qu'elle finance, de l'alimentation de pans entiers de la population à la sécurité ou au maintien de l'ordre en passant par ses besoins élémentaires en matière d'éducation ou de santé.

D'autres pays qui ont subi une attaque impérialiste occidentale se retrouvent totalement désorganisés, avec un Etat sans réels pouvoirs, livré au chaos et à la corruption, au crime organisé, contesté par des couches, des pans ou des factions entières de la société selon des critères ethniques, religieux, communautaires, chacune défendant ses propres intérêts, en réalité ceux des nantis qui trônent à leur sommet, chacune étant soutenue par un impérialisme ou un des régimes archaïques et barbares du Golfe.

Dans les deux cas, les masses exploitées des villes et des campagnes se retrouvent absolument sans droits sociaux et politiques, sans défense face à l'arbitraire, livrées à elles-mêmes.

Dans de nombreux pays se trouvent mêlées à différents niveaux les particularités de ces deux types de pays, les seigneurs qui les gouvernent les ayant vendus aux multinationales tout en acceptant que les différents impérialistes occidentaux leur dictent de quelle manière ils devaient gérer leur pays, par l'entremise du FMI et de la Banque mondiale ou directement, en échange de quoi ils les soutiennent ou leur permettent de demeurer au pouvoir et de s'enrichir sur le dos de leur peuple. Quand ils sont usés, ils en changent (de seigneurs) de gré ou de force.

Et quand un chef d'Etat décide de rompre ce pacte ou se fait trop gourmand ou encore refuse de céder à leurs exigences, ils lui déclarent la guerre, bombardent son pays, le déboulonnent ou l'assassinent.

Ainsi vont les relations entre les impérialistes occidentaux et l'Afrique, le Maghreb, le Moyen et le Proche-Orient.

Parole d'internaute

L'internationale des oligarques.

1- *"En France les médias aiment à nous présenter Khodorkovski comme un héros de la liberté ! Alors qu'il s'agit d'un simple malfrat, comme d'autres magnats russes du pétrole, qui a volé les richesses de son propre pays.*

A moins de 40 ans riche à milliards, qu'avait-il fait ? Inventé des outils informatiques révolutionnaires ? Non, profitant du passage de son pays du statut d'ancienne URSS à la Russie de Boris Eltsine, profitant du flou juridique de la situation ainsi que de l'aide de la mafia, ce Monsieur avait tout simplement "collectivisé" les ressources naturelles de son pays à des fins personnelles.

Il serait temps qu'ici, par simple détestation de Poutine, on cesse de nous le présenter comme une victime ou comme un chevalier blanc de la politique !

2- *"En 1991 l'URSS n'est plus. Comment expliquer que des milliardaires soient apparus en quelques années alors que la propriété privée était anecdotique. Curieuse cette ode aux oligarques russes prédateurs des années 90. Poutine y a mis fin après le désastre des années Gorbatchov et Eltsine. Il ne sert à rien d'encenser la liberté si celle-ci rime avec prédation (oligarques), décadence et anarchie (pussy riots et consorts).*

En complément. Mikhaïl Khodorkovski pourrait retrouver ses milliards "**placés**" en Suisse - lepoint.fr 24.12

Mikhaïl Khodorkovski, actuellement en exil en Allemagne, a déposé une demande de visa Schengen pour la Suisse. Il pourrait venir s'établir en Suisse, où vit déjà Inna, son épouse.

Le député socialiste zurichois Andreas Gross souligne que si Mikhaïl Khodorkovski possède encore de l'argent, "*de quoi lui permettre de ne plus travailler jusqu'à la fin de sa vie*", il le doit au Tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire de la Confédération, qui a levé le séquestre sur ses avoirs entre 2004 et 2007. Pendant des années, Moscou a tenté, en vain, de faire main basse sur cinq milliards d'euros placés dans cinq banques en Suisse par l'oligarque et ses proches.

Dans un premier temps, le ministère public de la Confédération répondait favorablement aux demandes de Moscou, bloquant 6,2 milliards de francs suisses (5 milliards d'euros). Mais il est rapidement désavoué par le Tribunal fédéral, qui annule l'entraide judiciaire, considérant que la justice russe était aux ordres du Kremlin et agissait dans un but essentiellement politique. lepoint.fr 24.12

ACTUALITE EN TITRES

Parti de l'ordre. Quelle galère !

- Paris: NKM au pied du mur, plombée par les divisions de son camp - AFP

- Paris : Pour Jean Tibéri, NKM «*fait n'importe quoi*» - LeFigaro.fr

Chouette, enfin le front unique ouvrier !

- La Courneuve : PS et PC feront liste commune - LeParisien.fr

Mystification. T'as le droit de croire que t'as des droits !

- «*Je croyais que quand t'étais à la rue, tu perdais ton droit de vote*» - Liberation.fr

Croire, c'est parfois fatal !

China tour.

- La Chine devrait viser une croissance de 7,5% en 2014 - Reuters

- Chine: les taux interbancaires retombent, la banque centrale rassure - AFP

Faites votre marché...

- Les capitaux étrangers à l'assaut du marché immobilier espagnol - AFP

- L'Indonésie facilite les investissements étrangers - AFP

Vite, il faut une intervention militaire en Ouganda ou bombarder le pays !

- Washington critique une loi réprimant l'homosexualité en Ouganda - Liberation.fr

Après l'Union européenne, les Etats-Unis se sont insurgés contre une loi ougandaise pénalisant l'homosexualité. Liberation.fr 24.12

Ils en pensent quoi les gauchistes qui ont un sexe à la place du cerveau (et du programme !) ? Et l'Arabie saoudite ?

66 ans de massacres ininterrompus.

- Des raids israéliens sur la bande de Gaza tuent une enfant - Le Nouvel Observateur

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Chine

- La Chine annonce l'abolition des camps de rééducation - AFP

La plus haute instance législative chinoise a formalisé mardi l'abolition des camps de rééducation par le travail, introduit il y a plus d'un demi-siècle, selon des médias d'Etat.

Le comité permanent de l'Assemblée populaire nationale (ANP), la chambre d'enregistrement législative des décisions du

Parti communiste chinois (PCC), a également assoupli une autre importante loi sociétale, celle de l'enfant unique.

Apparus en 1957, les camps de rééducation par le travail permettaient de détenir des personnes sur simple décision de police, et ce jusqu'à quatre ans. Objet de multiples abus, ils sont notamment utilisés par les autorités locales contre les contestataires, les internautes dénonçant la corruption ou les "*pétitionnaires*" demandant réparation d'un préjudice.

Ces camps sont devenus "*superflus*" à mesure que s'est développé le système judiciaire du pays, a indiqué l'agence officielle Chine nouvelle, se référant à un texte émanant du gouvernement.

"*Les législateurs ont reconnu le rôle important du "laojiao" (système des camps de rééducation par le travail) joué dans la sauvegarde de la sécurité publique et le maintien de la stabilité sociale et la punition des contrevenants*", a assuré Chine nouvelle. Et d'ajouter que le "*laojiao*" a accompli sa mission historique".

Le comité permanent de l'ANP, réuni depuis lundi pour une session de six jours, a estimé que le programme de rééducation par le travail a d'ores et déjà été remplacé par d'autres dispositifs.

Par ailleurs les législateurs ont introduit un assouplissement de la politique de l'enfant unique, adoptée il y a trois décennies pour freiner l'accroissement démographique dans le pays le plus peuplé du monde.

Le PCC avait annoncé en novembre que les couples dont un membre est enfant unique seront autorisés à avoir deux enfants.

Actuellement, la loi chinoise interdit aux couples d'avoir plus d'un enfant. Des exceptions existaient toutefois jusqu'à présent pour les couples dont les deux membres sont enfants uniques, ainsi que pour les minorités ethniques ou les couples ruraux dont le premier enfant était une fille.

Cette modification des règles du planning familial est destinée à enrayer le vieillissement de la population chinoise, tout en remédiant au net déséquilibre des genres : le ratio est désormais de 115 naissances de garçons pour 100 filles, selon Chine nouvelle.

Quant au taux de fécondité, il s'établit actuellement à 1,5 enfant par femme, très en-deçà du seuil de 2,1 enfants supposé garantir le renouvellement des générations. AFP 24.12

Ils vont transformer les camps de rééducation en vastes prisons pour opposants...

ECONOMIE

1- Espagne

- Les capitaux étrangers à l'assaut du marché immobilier espagnol - AFP

Au beau milieu du quartier très chic de Madrid, le majestueux bâtiment à la façade de style Mudejar du centre commercial ABC Serrano et un symbole de la tradition architecturale du pays. Mais il n'est plus espagnol.

Comme de nombreux autres édifices prestigieux, magasins, bureaux ou appartements en Espagne, il a été acheté par l'un des fonds étrangers qui reviennent dans le pays, après avoir fui l'explosion de la bulle immobilière en 2008 qui a précipité la crise.

"*Depuis l'été, il y a une fièvre des investissements en Espagne*", affirme Jose Luis Ruiz, un consultant indépendant de vente immobilière.

"*Il y a des dizaines de fonds d'investissement de tous les grands pays, comme les Américains, les Allemands et les Britanniques, qui se concentrent sur l'Espagne*", dit-il.

Les investissements dans l'immobilier en Espagne sont revenus à ses niveaux d'avant la crise immobilière de 2008. En 2013, ils ont doublé pour atteindre quatre milliards d'euros, grâce aux investisseurs étrangers, selon un rapport de la société immobilière CBRE, dont le siège est à Los Angeles.

Ces fonds proviennent principalement des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de France, ainsi que de riches investisseurs privés d'Amérique latine.

Après avoir enregistré une chute de 37% en moyenne depuis la mi-2007, les prix immobiliers en Espagne ont progressé pour la première fois depuis 2010 sur la période juillet-septembre. Le prix des logements neufs et anciens ont augmenté en moyenne de 0,7% au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent.

Dans le secteur résidentiel, *"il y a un grand nombre d'étrangers -Français, Belges, Hollandais, Anglais, Allemands et dernière des Russes- qui souhaitent posséder une maison ici pour leur retraite ou pour avoir une résidence secondaire"*, explique Mikel Marco-Gardoqui.

Des Marocains de classe moyenne acquièrent des maisons à Malaga et *"les Français achètent comme des fous sur la Costa Brava"*, la côte du nord-est du pays, renchérit Fernando Encinar, l'un des fondateurs d'Idealista, premier site Internet d'annonces immobilières en Espagne.

Ce redressement est brandi par ceux qui veulent voir une reprise en Espagne, sortie timidement de deux ans de récession au troisième trimestre. Mais les professionnels du secteur restent prudents.

Les banques, dont certaines ont dû recevoir une aide européenne de 41,3 milliards d'euros, accumulent un taux de créances douteuses de 13%, soit un record absolu en 50 ans.

Or une grande partie de ces créances sont des crédits de promoteurs et de particuliers risquant de ne pas être remboursés et les banques ont toujours sur les bras des stocks immobiliers invendus.

La hausse du prix du logement *"est un chiffre positif, évidemment"*, souligne Carlos Ferrer-Bonsoms, le directeur à Madrid du groupe international Jones Lang LaSalle.

"En même temps, les gens se demandent comment c'est possible" alors qu'on *"a parallèlement des informations qui nous disent le contraire, comme le temps que va mettre le secteur bancaire pour se défaire du stock qu'il a"*, poursuit-il.

Quelque 1,5 million de logements restent invendus sur le marché, selon Fernando Encinar, qui doute d'un redressement solide du secteur à court terme.

"Vu l'état de l'Espagne, les investissements étrangers sont notre seul salut. Car il semble très difficile que nous puissions nous en sortir par nous-même", dit Ruiz. AFP 24.12

2- Indonésie

- L'Indonésie facilite les investissements étrangers - AFP

Les investisseurs étrangers auront un accès accru notamment aux centrales électriques, aux ports, aux aéroports et à l'industrie pharmaceutique.

Les investissements étrangers pourront atteindre 100% (contre 95% auparavant) dans les centrales électriques construites avec un partenariat public-privé et d'une capacité de plus de 10 mégawatts, a indiqué Mahendra Siregar, chef de la commission des investissements.

Cette limite sera de 49% pour les aéroports et de 95% dans les ports et les routes à péage, a-t-il ajouté.

Pour l'industrie pharmaceutique, le seuil sera de 85% contre 75% précédemment. AFP 24.12

[Haut de page ↗](#)

Le 27 décembre 2013

CAUSERIE

Précision sur le contenu du bandeau défilant en haut de la page d'accueil.

Réserve Fédérale (Fed) - 23 décembre 1913 - 23 décembre 2013 : un siècle de mystification. PS - 1914-2014 : un siècle d'imposture. Le même combat.

Une alliance qui date d'un siècle (Impérialisme stade suprême du capitalisme - Lénine) entre l'oligarchie financière et la social-démocratie dégénérée incarnant la petite-bourgeoisie et les couches favorisées de la classe ouvrière subordonnées au capital, l'oligarchie financière ayant de nos jours adoptée le néolibéralisme (ou néoconservatisme), la social-démocratie s'étant transformée en social-néolibéralisme-impérialiste et ne bénéficiant que du soutien de certains pans de la bourgeoisie, des couches privilégiées et dégénérées de la petite-bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, leurs liens étant demeurés indéfectibles au cours du siècle écoulé.

A tout hasard je lance cet appel, ce serait bien qu'un camarade résume en quelques pages le rôle qu'a joué le PS en tant que pilier du régime en place depuis le 4 août 1914, disons les grandes lignes, les faits marquants ou significatifs qui témoignent qu'il n'a pas changé de nature dès lors qu'il avait basculé dans le camp de l'ennemi avec armes et bagages pour reprendre la formule consacrée. Comment il a pu faire illusion et comment cette illusion a sans cesse été entretenue jusqu'à nos jours, par qui (la liste va être trop longue !)... Sa responsabilité et son implication dans les deux guerres mondiales, son anticommuniste viscéral. La liste des partis de l'Internationale socialiste et son soutien aux despotes africains, à des régimes dictatoriaux.

Autre chose.

Dans les articles que nous lisons, les auteurs rapportent des propos tenus par différentes personnes occupant des fonctions importantes dans leur pays et qui sont amenés à être diffusés par les médias ou rendus publics, discours qui peuvent s'adresser à des auditoires très divers, notamment aux représentants d'un Etat ou à la population d'un pays en particulier ou mondiale.

Or, il arrive très souvent qu'il ne vient pas à l'esprit des rédacteurs de ces articles que les propos qu'ils ont rapportés pouvaient avoir été prononcés sans que son auteur n'en croit un mot. On va en donner un exemple plus loin. Ils ne se demanderont pas s'ils correspondaient à la réalité ou s'ils n'avaient pas été prononcés uniquement dans le but de produire un effet recherché, une tactique pour conditionner la population dans une direction précise.

Autrement dit, ils nous livrent des analyses à partir de ces propos ou en leur accordant une place importante dans leurs démonstrations, alors qu'en réalité ils avaient seulement une valeur de propagande (gouvernemental ou d'un lobby) ou ils étaient destinés à détourner les lecteurs de certains faits marquants qui leur auraient permis d'interpréter la situation d'une toute autre manière ou d'arriver à des conclusions inverses des leurs, qui de fait coïncident avec la version officielle, car tout en se voulant indépendant ou critique par rapport au pouvoir, du fait de cette erreur ou faiblesse ils s'en font les instruments, ils sont eux-mêmes manipulés et manipulent leurs lecteurs.

- *Le triple jeu des néoconservateurs* par Laurent Guyénot - 1er mars 2013 - voltaire.net

● *Le triple jeu des néoconservateurs.* (Réseau Voltaire) (01.03.13)

Il s'agit d'un excellent article mis en ligne dans notre portail qui décrit une facette du néolibéralisme et son lien avec le sionisme. Les éléments qu'il fournit sont capitaux pour comprendre un des pans du néolibéralisme, celui lié intimement à Israël. Il pêche par bien des aspects, mais laissons cela de côté ici et intéressons-nous à ce que l'auteur disait des relations entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite après le 11 septembre 2001. Extraits.

- "Parmi les pays visés par les néoconservateurs après le 11-Septembre se trouve aussi l'Arabie saoudite. Sa mise en accusation est inscrite dans le scénario du 11-Septembre, par le fait qu'Oussama Ben Laden et 15 des 19 prétendus pirates de l'air sont Saoudiens. C'est David Wurmser qui ouvre les hostilités dans le Weekly Standard avec un article intitulé « *La connexion saoudienne* » prétendant que la famille royale est derrière l'attentat. Le Hudson Institute, l'un des bastions des néoconservateurs, mène depuis longtemps une virulente campagne de diabolisation de la dynastie saoudienne, sous la houlette de son co-fondateur Max Singer (aujourd'hui directeur de recherche au Institute for Zionist Strategies à Jérusalem). En juin 2003, l'institut sponsorise un séminaire intitulé Les discours sur la démocratie : l'Arabie saoudite, ami ou ennemi ?, où toutes les interventions suggèrent que « *ennemi* » est la bonne réponse. Un événement spécial salue la sortie du livre Le Royaume de la haine : comment l'Arabie saoudite soutient le nouveau terrorisme global, de l'Israélien Dore Gold, qui a été conseiller de Netanyahu et Sharon et ambassadeur d'Israël aux Nations Unies.

Le 10 juillet 2002, le néoconservateur franco-américain Laurent Murawiec, membre du Hudson Institute et du Committee on the Present Danger, intervient devant le Defense Policy Board de Richard Perle pour expliquer que l'Arabie saoudite représente « *le noyau du mal, la force motrice, l'adversaire le plus dangereux* », et recommander que les États-Unis l'envahissent, l'occupent et le morcellent. Il résume sa « *Grande stratégie pour le Proche-Orient* » par ces mots : « *L'Irak est le pivot tactique. L'Arabie Saoudite est le pivot stratégique. L'Égypte est le prix.* » Murawiec est l'auteur de plusieurs ouvrages de diabolisation des Saoud, dont *Les Princes des Ténébres : l'assaut des Saoudiens contre l'Occident*. Le résumé d'éditeur de son livre français La guerre au XXIe siècle mérite d'être cité : « *Le royaume a protégé pendant des années Ben Laden, formé d'ailleurs à l'origine par une unité spéciale de la CIA. La dynastie des Saoudiens a financé en connaissance de cause le terrorisme en soutenant des centaines d'organismes islamiques soi-disant humanitaires. Le pouvoir royal a réussi au fil des ans à infiltrer des agents d'influence*

au plus haut niveau de l'administration américaine et à organiser un efficace lobby intellectuel qui contrôle désormais plusieurs universités du pays parmi les plus prestigieuses. »

Bien qu'omniprésents dans le gouvernement Bush, les néoconservateurs sont, en fait, les principaux inspireurs de la contestation soft du 11-Septembre, représentée en France par le journaliste Éric Laurent, qui admet la responsabilité d'Al-Qaïda mais concentre ses recherches sur les liens entre les Bush, les Saoud et les Ben Laden. Dans leur livre déjà cité, *La Fin du Mal* (2003), Richard Perle, l'éminence grise du Pentagone, et David Frum, le propre rédacteur des discours du président Bush, affirment que « *Les Saoudiens se placent d'eux-mêmes dans l'Axe du Mal* » et implorent le président Bush de « *dire la vérité sur l'Arabie saoudite* », à savoir que les princes saoudiens financent Al-Qaïda. Pour comprendre l'inanité d'une telle accusation, il suffit de savoir que les Saoud ont déchu Oussama Ben Laden de sa nationalité en avril 1994, exaspéré par ses accusations incessantes contre la présence militaire américaine qu'ils tolèrent sur le lieu saint de l'Islam depuis la première Guerre du Golfe. Dans une Déclaration de guerre contre les Américains qui occupent le pays des Deux lieux saints, diffusée en 1996, Ben Laden appelle au renversement de leur régime et, en 1998, admet son rôle dans l'attentat du 13 novembre 1995 contre le quartier général de la Garde Nationale à Riyad. Oussama Ben Laden est l'ennemi juré des Saoud. Il est inimaginable que les Saoud aient comploté avec lui contre les États-Unis ; en revanche, il est plausible qu'ils aient comploté contre lui avec leurs amis du clan Bush, en lui mettant un attentat sur le dos pour lancer l'armée américaine à ses trousses et, du même coup, liquider le régime Taliban pour le compte d'UNOCAL. Tout porte donc à croire que la famille Bush est impliquée dans le complot du 11-Septembre... (...)

... les accusations de complicité avec Al-Qaïda lancées contre le Pakistan et l'Arabie saoudite visent à corroder l'alliance des États-Unis avec ces pays afin que les États-Unis n'aient plus qu'un seul allié dans la région : Israël. Ce que semblent vouloir déclencher les crypto-sionistes est une guerre mondiale d'où sortiront affaiblis et morcelés tous les ennemis d'Israël, pour des décennies à venir, de sorte qu'Israël pourra même se passer des États-Unis, ruinés par leurs dépenses militaires comme le fut l'URSS dans les années 80, et de surcroît détestés à travers le globe."

L'auteur poursuit et termine son article après avoir cité des auteurs juifs ou sionistes, la Bible, etc. là où il voulait entraîner les lecteurs, présenter Israël comme le responsable et le seul bénéficiaire de la politique (étrangère et guerrière) américaine.

Cet article a été publié le 1er mars 2013, donc récemment, 12 ans après le coup d'Etat du 11 septembre 2001 ayant impliqué le Mossad, c'est le premier aspect et non des moindres qui n'apparaît pas ici et qui ne le pouvait pas, pour la simple et bonne raison que dans le cas contraire il n'aurait pas pu développer sa théorie ou son argumentation aurait présenté des aspects trop contradictoires pour être vraiment prise au sérieux, imaginez le Mossad au côté de Saoudiens même en disgrâce pour préparer le 11 septembre...

Donc, 12 ans plus tard il nous présente l'Arabie saoudite comme l'ennemi juré d'Israël et des Etats-Unis, ce serait ainsi que les représentants du sionisme gravitant autour du pouvoir ou dans les sphères de l'administration américaine et qui étaient parfaitement au fait des relations entre les deux Etats et les Etats-Unis, on avait donc à faire avec de parfaits ignorants sur la collaboration établie de longue date entre les trois Etats, étonnant non ? Incroyable, il faudrait dire.

Mieux encore, l'auteur de cet article ne lirait pas, ne serait pas informés des travaux et enquêtes d'investigation qui ont été menés depuis le 11 septembre, dont les conclusions ont été rendues publiques (qui figurent sur le Net) et qui établissent qu'il n'existe aucune preuve matérielle (témoignages directs ou vidéos) attestant de la participation du moindre Saoudiens dans les attentats du 11 septembre 2001, Ben Laden ayant nié de son côté y avoir participé de près comme de loin. Il en est resté 12 ans plus tard aux déclarations des néoconservateurs David Wurmser, de Hudson Institute, Laurent Murawiec, Richard Perle, David Frum, contredites par les faits, et la suite des événements

Il semblerait qu'au contraire les liens, les relations ou la collaboration entre les Etats-Unis et Israël d'un côté et l'Arabie saoudite de l'autre n'aient jamais été aussi proches ou fructueuses depuis. L'Arabie saoudite a soutenu toutes les guerres engagées par l'impérialisme américain et sioniste depuis le 11 septembre 2001, il est même ce 27 décembre 2013 le principal créancier et maître d'arme de la destruction de la Syrie soutenu par Washington, Tel-Aviv, Paris, Londres, l'UE. Pour un farouche ennemi de l'Amérique et d'Israël cela la fout plutôt mal, au point qu'on le surnomme maintenant le sioniste arabe !

Que les néoconservateurs et les sionistes aient présenté l'Arabie saoudite comme leur pire ennemi au lendemain du 11 septembre c'est un fait indéniable et qu'il n'y a lieu de nier évidemment, encore aurait-il fallu en traduire la signification, surtout après coup, cette lacune est inexplicable si on perd de vue là où l'auteur de cet article voulait entraîner les lecteurs, donc si on résume 12 ans plus tard il occulte le fait que par la suite les relations et la collaboration entre les trois compères n'ont jamais été aussi excellentes, ce qui ne présage pas des événements à venir bien sûr, nous nous arrêterons à la date de cet article, le 1er mars 2013 quand leurs relations étaient au beau fixe, en décembre de la même année face aux difficultés qu'ils rencontrent pour renverser Assad, il semblerait que des tensions soient intervenues entre eux qui ne remettent pas en cause leur bonne entente d'hier et le fait qu'ils partagent bien toujours le même objectif.

Contrairement à la conclusion de l'auteur de cet article qui en réalité coïncide avec son interprétation étroite ou bornée du néolibéralisme ou du sionisme, qui en fait servait de point de départ ou de support à son analyse qui s'en trouve dès lors en partie erronée, j'estime que toute idéologie ou stratégie politique est dictée par des intérêts économiques ou sociaux ou traduit

ces intérêts.

Comment croire un seul instant que ce serait la version biblique ou sioniste (israélienne) du néolibéralisme qui déterminerait la politique américaine à laquelle la totalité des puissances occidentales sont soumises ? C'est stupide comme question, grotesque, n'est-ce pas ? Cette politique qui correspond avec la suprématie de l'oligarchie financière est uniquement déterminée par ses besoins à l'heure où le capitalisme mondial est entrée dans une phase de crise permanente, dislocatrice...

Israël, tout comme l'Arabie saoudite, ne sont que des pions qui leur sont utiles, qu'ils manipulent et qu'ils peuvent liquider si besoin était. Israël a servi (notamment) à diviser et affaiblir, briser la résistance des pays arabes face à la domination des différents impérialistes occidentaux qui pillent leur richesse, essentiellement le pétrole et le gaz. Israël n'est que la succursale militarisée d'Exxon-Mobil, Texaco, Shell, Total, etc. dans la région.

Malgré tout certains Etats ont continué à refuser leur tutelle (dont le Soudan, la Syrie et l'Iran), ceux qui seront systématiquement militairement attaqués (Afghanistan, Irak, Libye) et en grande partie détruits à partir du 11 septembre, pire, qui pour prétendre à leur souveraineté commercent avec la Chine, la Russie et des pays dits émergents sur lesquels l'impérialisme occidental peine à maintenir sa domination (Inde, Brésil, Afrique du Sud, etc.), ils instrumentalisent dorénavant le schisme intervenu chez les musulmans, les particularités religieuses existant au Moyen et Proche-Orient ou entre pays à majorité musulmane pour dresser les sunnites contre les chiites, en utilisant le régime wahhabite et qatari ou du Golfe comme base arrière du terrorisme d'Etat et créanciers.

On sait aujourd'hui que les djihadistes salafo-takfiris qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple sont armés et financés par les Américains, les Turcs, les Saoudiens, les Qataris, les Israéliens et plusieurs pays de l'UE dont la France. Bien que leurs intérêts ne soient pas forcément exactement les mêmes, ils font cause communes contre le régime syrien, le Hezbollah et l'Iran soutenus par la Russie, la Chine et les pays émergents, Inde et Afrique du Sud notamment.

Pendant longtemps ils ont cru qu'il suffirait de sortir de leur chapeau une opposition en exil pour retourner le peuple syrien contre Assad, ce fut le CNS puis l'ASL, mais ce schéma n'a pas fonctionné. Depuis ils mettent l'accent sur les hordes de sauvages sanguinaires affiliés à Al-Qaïda qui se livrent à des atrocités abominables sur la population civile sans obtenir de meilleurs résultats. On nous dit que les puissances occidentales auraient été surpris par la déroute de l'ASL et la montée en puissance du Front Al Nosra et de l'Etat islamique en Irak et au Levant, qu'il nous soit permis d'en douter. Il pourrait s'agir d'un changement de tactique, celle ayant mis en scène l'ASL ayant échoué, pour tenter par la terreur de briser la résistance du peuple syrien et casser l'unité de l'armée, la faire douter d'une possible victoire.

Ce pourrait être aussi un moyen pour justifier à nouveau auprès de la population mondiale qui y était hostile une intervention militaire en Syrie, pour se débarrasser cette fois du terrorisme qu'ils ont eux-mêmes exporté dans ce pays, en décrétant que le régime d'Assad n'étant pas capable d'en venir à bout, il faut bien que quelqu'un se dévoue pour faire le boulot à sa place, en avançant comme ultime argument qu'il constitue une menace pour la stabilité de la région (sic!) et leurs propres intérêts.

Quoi qu'il arrive, ils ne changeront pas de stratégie, la guerre leur coûte cher dit-on, certes, mais elle rapporte aussi, l'économie de guerre est ce qui se fait de plus rentable dans le genre on a tendance à l'oublier, marchandise à peine produite et déjà consommée, détruite, le cycle du capital achevé à la vitesse de la propagation d'une balle, génial en somme, le profit tombe dans la poche des actionnaires de l'industrie d'armement, les mêmes banquiers qui tirent profit de l'endettement des Etats qui financent cette guerre... et décident cette politique. C'est le principal aspect qui faisait défaut dans l'article que nous avons évoqué plus haut.

Cela dit, pour terminer en revenant à notre article. Un jour effectivement les néoconservateurs ont présenté l'Arabie saoudite comme l'ennemi des Etats-Unis et d'Israël, si demain ils échouent en Syrie par la voie guerrière, ils auront un bouc émissaire tout trouvé sur lequel reporter leur défaite, l'Arabie saoudite, il leur suffira de faire réchauffer leurs déclarations et accusations à la suite du 11 septembre, et les sachant d'un cynisme sans fond, il ne serait pas étonnant que leurs sorties à l'époque aient été dénuées d'arrière-pensées ou qu'ils n'aient pas eu une autre idée en tête, quand on sait qu'il leur est arrivé de programmer leurs coups tordus 25 ans à l'avance ou davantage, venant de leur part tout est possible.

On ne reviendra pas ici plus à fond sur leur stratégie globale, disons que les inégalités de développement dans le monde ou l'histoire passé demeurent source de tensions, voire de conflits entre impérialistes... On conserve sous le coude cette théorie, tout en admettant que la mondialisation et plus encore le mondialisme a tendance à les atténuer ou à les amplifier selon les obstacles ou difficultés que rencontre l'impérialisme américain.

Une info toute fraîche des derniers jours qui vous a peut-être échappé et qui montre encore une fois qu'ils ne s'entendent pas si mal que cela... sur le dos des peuples évidemment.

- Morgan Stanley vend son négoce de pétrole au russe Rosneft - Reuters 22.12

Avec ce rachat, le groupe russe dirigé par Igor Setchine, puissant allié du président Vladimir Poutine, se lance sur le

marché américain. L'Etat russe détient près de 70% de Rosneft. Reuters 22.12

Je mettrai peut-être en ligne dans cette page une nouvelle fois des extraits brièvement commentés (des titres seulement) d'*Impérialisme stade suprême du capitalisme* de Lénine, pas par dogmatisme ou pour qu'on puisse réciter notre cathéchisme ensemble, mais parce qu'on y trouve une analyse du développement du capitalisme et du rôle de l'oligarchie financière qui correspond exactement à ce qui s'est produit après 1916. Je dirais même mieux, on croirait ces lignes écrites hier au regard de la situation que nous avons sous les yeux, comme quoi quelque part nos dirigeants n'avaient pas besoin d'aller chercher bien loin pour comprendre dans quel monde nous vivions et quelle évolution il allait connaître dans l'avenir, ils n'avaient pas besoin de se creuser la tête ils avaient tout cela à leur disposition sous les yeux, mais apparemment ils devaient être aveugles.

Le camarade auquel j'ai répondu insistait sur la nécessité de se doter d'un nouveau programme, car pas de programme, pas de parti, on est bien d'accord, et pas de parti, pas de révolution (victorieuse), et bien là on a les bases de ce programme, pour analyser la situation. Tous les programmes des partis ou des résolutions des congrès des quatre Internationales commençaient par une analyse de la situation. Maintenant on ne peut envisager sérieusement la construction d'un nouveau parti ou le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire dans une même structure si au départ on n'est pas d'accord sur l'analyse de la situation, donc il faudrait commencer par là, sinon à notre tour on versera dans l'aventurisme ou le charlatanisme.

[Une vidéo.](#)

Libye et Syrie. Qui sont ces terroristes que la France a soutenus ? (mondialisation.ca)
<http://www.youtube.com/watch?v=U2dPlywak5c>

Saviez-vous que les Britanniques et les Français avaient désigné comme interlocuteurs représentant l'opposition à Kadhafi des terroristes recherchés par Interpol ? Etonnant, non ? Non, pas vraiment en fait. Ce qui l'est en revanche, c'est de ne pas l'avoir appris, quand déjà, à quand cela remonte-t-il, aux années 80-85, hier quoi, vous avouerez qu'on a fait face à un désert informationnel quand la Libye a été attaquée. A ma connaissance je précise, mais sans doute étiez-vous dans le même cas que moi.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Effet d'annonce...](#)

- L'ONU condamne les destructions de maisons palestiniennes par Israël - LeMonde.fr

... et la réponse...

- Israël va annoncer de nouveaux logements dans les colonies - Reuters

[Cela ne fait aucun doute effectivement : elle est inexistante.](#)

Pierre Laurent sur son blog : " *je ne crois sincèrement pas que l'autonomie du PCF à l'égard des choix néolibéraux de la social-démocratie européenne ne fasse de doute pour quiconque au sein du PGE.* " LeMonde.fr 26.12

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Quel temps fait-il à l'Elysée ?](#)

Hier soir j'ai eu le droit à un concert polyphonique tonitruant de grenouilles et crapauds, du coup je me suis dit : tiens, il va faire beau demain, le chômage est en baisse en France. Raté ! Et pourtant vous avez du beau temps aujourd'hui, nous aussi, mais ici c'est normal !

La propagande officielle en est arrivée à ne plus commenter l'orientation du chômage, à la hausse ou à la baisse, mais à analyser l'angle de la courbe qui représente sa progression, ce qui évite de préciser dans quelle direction il évolue, très fort !

- Hausse du nombre de chômeurs en catégorie A en novembre - Reuters
- Hollande juge l'inversion de la courbe du chômage «*bien amorcée*» - Liberation.fr
- Chômage : 17 800 demandeurs d'emplois de plus en novembre - LeParisien.fr
- Le nombre de chômeurs repart à la hausse mais l'"*inversion est amorcée*" pour Hollande - L'Expansion.com
- Le PS optimiste sur la baisse du chômage Reuters -

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est reparti à la hausse en novembre en France après le net recul enregistré le mois précédent, augmentant de 0,5%, soit de 17.800, pour s'établir à 3.293.000, selon les données publiées jeudi par le ministère du Travail.

En tenant compte des personnes ayant exercé une activité réduite (catégories B et C), il s'inscrit en revanche en baisse de 0,1% (-6.900) à 4.876.100. Avec les départements d'Outre-mer, le total atteint 5.174.300.

Sur un an, la progression du nombre de chômeurs en catégorie A en métropole ressort à +5,6%. Elle est de 5,9% en incluant les catégories B et C.

Le taux de chômage, qui était de 10,9% à la fin du 3e trimestre, se stabiliserait à 11,0% à la fin du premier semestre, une évolution bien loin de l'inversion de la courbe promise par François Hollande pour fin 2013. Reuters 26.12

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Egypte

- L'Egypte déclare les Frères musulmans "*organisation terroriste*" - Francetv info

Le gouvernement égyptien veut faire taire les Frères musulmans. Il a déclaré le mouvement islamiste "*organisation terroriste*" mercredi 25 décembre. Cette annonce officielle place désormais sous le coup d'une sévère loi anti-terrorisme la confrérie du président destitué Mohamed Morsi. Le gouvernement a décidé de "*punir conformément à la loi quiconque continuerait à appartenir à ce groupe après cette annonce*".

Le gouvernement a en outre interdit aux membres du mouvement islamiste, né en Egypte mais qui a essaimé ailleurs dans le monde, de manifester. Les partisans de Mohamed Morsi se mobilisent quasi-quotidiennement en Egypte pour réclamer le retour au pouvoir du seul président jamais élu démocratiquement du pays.

Ces décisions interviennent trois semaines avant un référendum constitutionnel que les Frères musulmans ont appelé à boycotter. Elles ont aussi été prises au lendemain d'un attentat contre la police qui a choqué en Egypte. Le gouvernement égyptien estime que les Frères musulmans sont responsables de cet attentat survenu mardi, alors qu'il a été revendiqué par un mouvement jihadiste.

En réponse, un dirigeant des Frères musulmans a appelé ses partisans à poursuivre la mobilisation contre les nouvelles autorités en Egypte. "*Les manifestations vont continuer, c'est certain*", a déclaré Ibrahim Mounir, membre du bureau de la Guidance de la confrérie en exil à Londres. Il a qualifié d'"*invalidé*" la décision du gouvernement de déclarer la confrérie "*organisation terroriste*". Francetv info 25.12

2- Liban

- Le plan de guerre saoudien contre le Hezbollah - french.irib.ir 26.12

Les sources sécuritaires libanaises font état d'une focalisation sans précédente des opérations terroristes des milices takfiris sur la bande côtière du sud Liban, tout proche du bastion du Hezbollah. Selon Al Nashra, l'Arabie saoudite qui arme et finance les takfiris a placé son champ d'action anti Hezbollah dans des régions ultra sensible, là où les habitants ne peuvent presque rien contre les terroristes tant leur nombre est grand et leur infiltration, vaste. Les localités de Al Naama et celle de Tripoli en font d'ailleurs

partie. Toujours d'après les sources sécuritaires libanaises, l'Arabie saoudite n'a pas l'intention de laisser "tranquille" le Hezbollah, au moins pour le moment. Les récents propos du secrétaire général du Hezbollah où il a violemment dénoncé Riyad en sont d'ailleurs la meilleure preuve. En ce sens, les hordes takfiris à la solde des Al e Saoud travaillent à étendre leur action à la bande côtière du sud du Liban et les préparatifs sont en train d'être mis en place. Cette région qui compte plusieurs localités comme Khalda, Doha al Has, Al Nazama, Al Sadiyat, Vadi al Zina seront très prochainement le théâtre d'affrontements entre l'armée libanaise et le groupuscule salafiste d'Al Assir. En effet les maisons, les lieux de résidences de ces cités côtières se sont transformés dès à présent en un lieu de recrutement de terroristes. C'est dans les rangs des réfugiés syriens que Al Assir et cie choisissent " leurs combattants", réfugiés poussés au bout par la précarité de leurs conditions et donc prêts à tout faire. Les cités côtières sont désormais des centres de soutien logistique et sécuritaire aux terroristes contre la localité de Zahiya et d'autres localités du sud du Liban.

Selon les sources bien informées, la situation géographique de la bande côtière est extrêmement dangereuse dans la mesure où une vaste action terroriste est propre à séparer la capitale Beyrouth du sud du pays et à couper toutes les voies de communication entre les forces internationales et l'armée libanaise d'une part et le Hezbollah de l'autre. Une action terroriste des takfiris pourrait se manifester via des attentats, des embuscades, des tirs de missiles contre Zahiya et ses localités environnantes. Les mosquées de ces localités côtières se sont d'ailleurs transformées en lieux de fréquentation des jihadistes syriens, libanais, palestiniens. Quelques 150 terroristes takfiris armés d'armes semi lourde ont déjà mené une manœuvre en toute discrétion et ils continuent leurs agissements nocturnes. Dans des repaires des terroristes, les forces de sécurité ont trouvé la carte des casernes et des bases de l'armée libanaise ce qui laisse présager de futures opérations contre l'armée. Selon les sources sécuritaires c'est depuis leur centcom situé à Riyad que les takfiris salafite wahhabite reçoivent des ordres. Al Al Naama, à Khalda et dans la cité de Ketar Maya, ce sont les officiers saoudiens qui donnent des ordres. Ainsi Riyad compte proliférer " le modèle tripolitain" sur la bande côtière, mettre au pas l'armée nationale, isoler le Hezbollah dans son bastion, et tuer " les chiens chiïtes " en grand nombre. L'objectif final consiste à pousser la résistance à quitter la Syrie. mais Nasrallah compte-t-il se laisser faire? french.trib.ir 26.12

3- Jordanie

Les Etats Unis ont menacé le souverain hachémite d'éviction du pouvoir, si ce dernier ne se soumettait pas à la volonté américaine dans le dossier syrien. Selon une source bien informée en Jordanie et bien au courant des bruits du palais, les Etats Unis auraient menacé indirectement Abdallah au mois de juillet dernier, lui affirmant que sa survie à la tête du royaume "dépend entièrement du degré de sa fidélité dans la mise en application des recommandations de la Maison Blanche".

Suzanne Rice, conseillère pour la sécurité nationale US a invité au mois de juillet son homologue jordanien, Amir Hamza Ben al Hossein, à la Maison Blanche. la rencontre se serait déroulée dans un climat tendu : " si Amman tergiverse et retarde la mise à exécution des recommandations de Washington au sujet de la Syrie (ndlr : le maintien des camps d'entraînement des terroristes, l'aide à leur envoi en Syrie ...) et bien cela signifiera la fin du règne d'Abdallah" ce serait l'affaire de quelques heures. "Si Abdallah dit non, il sera remplacé par l'un de ses proches", aurait dit Rice à son interlocuteur ahuri.

Dans la cour des hachémites, l'idée la plus répandue est que la colère américaine reflète celle de Bandar Sultan, le chef du renseignement saoudien, agent des plans US en Syrie. Selon cette même source, le renseignement jordanien s'oppose littéralement à la politique syrienne de Bandar Sultan " il n'y a qu'une seule partie jordanienne qui est d'accord avec Bandar Sultan; Nasser Joudah, ministre des AE". Le roi Abdallah s'accroche au trône pour pouvoir transmettre le pouvoir à son fils. Plusieurs offensives d'envergure des terroristes takfiris ont été lancées contre rif de Damas ces dernières semaines depuis les camps d'entraînement de la Jordanie voisine. french.trib.ir 25.12

4- Syrie

- L'Amérique veut-elle maintenir Assad au pouvoir - french.trib.ir 25.12

Les dirigeants américains semblent arriver à la conclusion que le maintien au pouvoir du président Bachar al-Assad serait préférable à la montée au pouvoir des groupes islamistes extrémistes qui menacent les intérêts des Etats-Unis et d'Israël dans la région.

Le Département d'Etat américain a demandé aux pays musulmans du Moyen-Orient de ne pas soutenir par leurs leviers politiques, financiers et humains, les groupes terroristes en Syrie, en faisant directement allusion au Front al-Nosra et à Daëch (l'Etat islamique en Irak et au Levant). Selon le site web de Middle East Online, cela intervient alors que dans certains pays arabes, il y a des courants qui critiquent le Département d'Etat américain de ne pas avoir mentionné dans son communiqué le nom des groupes qui soutiennent le gouvernement du président Bachar al-Assad et l'armée syrienne, comme le Hezbollah libanais ou les groupes en Syrie qui sont liés directement ou indirectement à l'Irak ou à l'Irak.

Néanmoins, la plupart des analystes politiques de la région estiment que dans son récent communiqué le département d'Etat américain s'est adressé implicitement aux gouvernements des pays comme l'Arabie saoudite et le Qatar qui se servent des aides logistiques de la Turquie pour envoyer des combattants et des armes aux groupes terroristes qui sont actuellement actifs à l'intérieur de la Syrie. Récemment, les groupes islamistes radicaux comme le Front al-Nosra et Daëch ont réussi à prendre en

main le contrôle de plusieurs passages frontaliers entre la Syrie et la Turquie, passages qui étaient autrefois contrôlé par l'Armée syrienne libre (ASL) dont les bases et les dépôts d'armes et de munitions sont tombées dans les mains des terroristes. Des analystes estiment que dans ce contexte, les dirigeants des Etats-Unis auraient préféré le maintien au pouvoir du gouvernement du président Bachar al-Assad, au lieu de voir la montée au pouvoir des mouvements islamistes extrémistes qui menaceraient les intérêts des Etats-Unis et du régime israélien dans la région.

Le communiqué du Département d'Etat américain a été publié lundi par l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, et ses copies ont été envoyées aux ambassades des pays arabes à la capitale irakienne. Dans ce communiqué, le Département d'Etat a vivement condamné les attaques terroristes contre les forces de l'armée et de la police irakiennes, et a estimé que des terroristes de Daëch (l'Etat islamique en Irak et au Levant) étaient derrière ces attentats. Pour la Maison Blanche Daëch est une organisation directement liée à al-Qaïda que les Américains considèrent comme l'ennemi numéro un des Etats-Unis et de l'Irak, et la plus grande menace contre toute la région du Moyen-Orient.

Selon les observateurs, la multiplication des attaques terroristes dans toute la région ont vivement inquiété les dirigeants américains. C'est pourquoi la maison Blanche aurait probablement décidé de changer de cap en Syrie et de soutenir plutôt le maintien au pouvoir du gouvernement du président Assad. Par ailleurs, la coalition des opposants au gouvernement de Damas disent que les forces du Hezbollah libanais et du groupe paramilitaire Abolfadhl al-Abbas (lié probablement à certains courants en Irak) coopèrent militairement avec l'armée syrienne et le gouvernement de Bachar al-Assad. french.irib.ir 25.12

[Haut de page ↗](#)

Le 29 décembre 2013

CAUSERIE

Samedi 22h10 à Pondichéry

Toutes les fenêtres sont ouvertes, un ventilateur tourne car il fait un peu chaud, mais c'est l'hiver ici aussi... Il n'y en a qu'un qui se porte mieux, c'est l'ordinateur qui démarre du premier coup, pourvu que cela dure !

21 nouveaux articles mis en ligne. Le site sera actualité dimanche si j'en trouve le courage ou lundi.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 décembre 2013

CAUSERIE

Le camarade auquel j'ai répondu m'a contacté pour me faire savoir qu'il allait à son tour me répondre dans quelques jours, qu'il prenne son temps, rien ne presse au point où nous en sommes ! Comme quoi il n'a pas mal pris mes commentaires qui se voulaient argumentés et constructifs, sans aucune animosité de ma part ou arrière-pensées, c'est si rare de nos jours qu'il fallait le souligner, même dans mon entourage direct les gens sont devenus susceptibles ou ils prennent tout de travers sans se donner la peine de réfléchir, cela en est navrant et bien triste.

En vieillissant, je ne sais pas si on s'arrange ou non, cela nous guette tous, de vieillir un jour, j'ai 58 ans, on ne doit pas saisir ce prétexte pour se croire arriver à quelque chose ou avoir forcément compris quelque chose de la vie, généralement c'est plutôt le contraire qui est vrai, et si malgré tout on le pense, on n'aura pas conscience de la régression intellectuelle qui a déjà fait son oeuvre les années précédentes et on finira très mal. Alors vaut mieux se dire qu'on a encore tout à apprendre et qu'on ne sait rien, c'est préférable pour tout le monde.

La modestie cela ne s'acquiert pas en un jour ou cela ne se décrète pas, cela se cultive, s'entretient. Et franchement quand on a conscience de ses lacunes, faiblesses et limites cela rend bien service, sans hypocrisie aucune sinon c'est malhonnête, en guise de bon voeux je vous appelle à l'adopter les yeux fermés. Vous verrez, on en retire que des bienfaits.

On peut nous prendre pour des naïfs et abuser de nous, certes cela peut arriver et c'est désagréable, mais finalement cela ne

retire rien au bonheur de posséder cette qualité et surtout au plaisir d'en faire profiter les autres. Qu'ils ne vous le rendent pas forcément, loin de là, on apprend aussi à ne rien attendre de la même manière qu'on ne leur doit rien, ce n'est pas le plus important puisqu'en même temps on apprend à ne pas juger nos semblables, ce qui ne les empêchera pas de nous accuser de les juger pour éviter toute discussion sérieuse, c'est pratique pour se défilier, mais là encore il faut l'accepter, cela fait partie de la règle du jeu, en fait on peut passer pour très rigide parce qu'on est intransigeant sur les principes, alors qu'en réalité on fait preuve de beaucoup de patience et de retenue envers ceux qui n'en ont pas beaucoup ou qui ne se donnent pas beaucoup de mal pour en acquérir, en toutes choses le dilettantisme et la paresse sont à bannir car ils sont source de désordre et d'erreurs.

Tout cela est formulé idéalement évidemment, aucun d'entre nous n'a une vie facile et chacun essaie de faire au mieux, c'est avec cet état d'esprit que je m'exprime en général et il ne faut pas le prendre autrement, et quel que soit le ton que j'emploie, je ne suis jamais animé d'une autre intention, qu'on m'en prête d'autres ne me concerne pas et je n'y peux rien.

Progresser est un travail de toute une vie, c'est plus passionnant que de se bourrer le crâne de théorie ou de connaissances qui ne nous serviront à rien ou qu'on ne saura pas forcément utiliser à bon escient, vaut mieux encore forger nos propres outils (méthode) pour faire de bons ouvriers (militants) du socialisme. Les temps sont durs et le sujet qu'on va aborder aujourd'hui montre à quel point la confusion est à son comble. A nous d'aborder courageusement cette épreuve et de surmonter les innombrables obstacles qui se dressent sur la voie du socialisme.

C'est tout le mal qu'on se souhaitera pour 2014. Et vive le socialisme !

Je n'ai pas eu le temps de traiter toute l'actualité en raison de l'affaire Dieudonné à laquelle j'ai consacré beaucoup de temps, on verra la suite demain ou après-demain. J'ajouterai demain matin quatre articles de presse sur la visite de Hollande à ses amis les barbares de Riad.

Passez un bon 31 décembre en ayant une pensée pour tous ceux qui le passeront la faim au ventre ou sous les bombes.

[Un aspect que nous avons négligé.](#)

La remise en cause du dollar dans les échanges pétroliers de la Libye de Kadhafi fut en grande partie à l'origine de son renversement par l'Otan, et maintenant la menace qui pèse sur l'Iran et la Chine, tous les pays qui seraient tentés de remettre en cause la suprématie du dollar sont condamnés à terme à subir le même sort...

[Sur le sionisme.](#)

- Pourquoi un accord Iran-États-Unis sur le nucléaire iranien ? - Robert Bibeau - mercredi 25 décembre 2013 - legrandsoir.info

Israël est évidemment le grand perdant de cet accord inter-impérialiste. Il y a trois ans que nous répétons que le sionisme et les tenants de la religion juive ne gouvernent pas le monde. legrandsoir.info

C'est mal poser le problème.

Le sionisme sert les intérêts des banquiers anglo-saxons qui sont les plus puissants du monde, sans plus.

Ces banquiers dont la plupart sont d'origine juive sont en réalité athées ou plutôt nihilistes, leur seule religion, c'est l'argent et le pouvoir politique qui va avec, contrairement aux sionistes liés à l'Etat théocratique d'Israël qui sont des juifs fanatiques et racistes, antisémites et partisans de l'apartheid. Les banquiers anglo-saxons-juifs ne sont pas racistes, leur fond de commerce c'est l'exploitation de l'humanité toute entière sans distinction de sexe, de race, de religion, de philosophie.

L'Etat d'Israël n'aurait jamais dû exister, il n'est pas le seul dans ce cas-là, loin de là, on pourrait citer la plupart des pays du monde, particulièrement en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient, mais aussi les Etats-Unis qui est le produit de l'extermination d'un peuple, les sionistes se sont contentés d'expulser un peuple quand ils ne l'ont pas massacré quand il résistait.

Au Moyen et au Proche-Orient la plupart des sémites sont Arabes, les sémites juifs sont une infime minorité. A l'échelle mondiale les juifs sont également une infime minorité et il en a toujours été ainsi. L'objectif de dominer le monde est apparu dans la tête de banquiers d'origine juive au XVIIe siècle, elle prit forme au siècle suivant et c'est vraiment au XIXe siècle qu'elle se concrétisa, pour s'affirmer au début du XXe.

C'est seulement à cette époque que prit corps ou que fut théorisé le sionisme. Il repose sur une mystification à caractère mythologique ou religieux pour ce qui était de la façade ou des apparences, qui tenait lieu de justification historique, et sur un aspect purement économique à l'ère du développement du machinisme et du moteur à explosion, automobile, aviation, transport maritime, tanks, de l'industrie qui allait recourir aux dérivés du pétrole, les matières plastiques, dont les applications

étaient promises à un avenir et des profits colossaux pratiquement illimités dans le temps, qui détenait le pétrole et le gaz était sûr de dominer le monde, de détenir un pouvoir extraordinaire.

Le sionisme allait s'articuler autour de ces deux volets théologique et économique, et ses différents courants se réclameront de préférence de l'un ou de l'autre sans qu'ils existent de réelles frontières entre eux, bien que ce soit l'aspect économique qui l'emporte, puisque l'aspect théologique est depuis le départ une imposture, ce qu'oublient les antisionistes parce que leur interprétation du capitalisme présente de grave lacune ou relève de la fantasmagorie religieuse. La version économique du sionisme qui se nomme néolibéralisme (ou mondialisme) est le produit du capitalisme à un certain stade de son développement, voué à la faillite ou à son effondrement.

Ce sont les banquiers anglo-saxons d'origine juive qui sont à l'origine d'Israël et non des juifs qui seraient attachés à leur religion, parce qu'il allait servir leurs intérêts économiques. La politique américaine qui est dictée par le cartel de banquiers de la Fed dépend de leurs intérêts économiques et de leur stratégie politique dans laquelle ils s'insèrent. Concentrant le pouvoir économique entre ses mains, l'oligarchie financière ou plus largement l'industrie financière ou encore le marché domine le capitalisme et lui impose une orientation générale, une stratégie mondiale déterminée à laquelle l'ensemble des capitalistes sont priés de se soumettre de gré ou de force, la survie du capitalisme en dépend au stade de putréfaction qu'il a atteint et se confond avec l'époque des oligopoles ayant pour tâche d'établir un nouvel ordre mondial ou un gouvernement mondial sur le cadavre de la lutte des classes et du socialisme.

En politique, comme en économie d'ailleurs, rien n'est acquis définitivement, et qui ne prospère pas ou ne persévère pas perd des parts de marché ou de l'influence, du pouvoir, l'oligarchie financière est donc condamnée à défendre ses positions, y compris militairement, à accroître son pouvoir politique, d'autant plus qu'ils sont sous le coup d'une double menace, les contradictions du capitalisme qui minent leur pouvoir sur le plan économique, et la lutte de classe des exploités qui le mine sur le plan politique, la combinaison des deux étant explosive.

Israël est un Etat artificiel qui ne doit son existence qu'à l'armée et à la Couronne britannique, qui elle-même n'a dû son salut qu'à la famille des banquiers Rothschild ou de la Banque d'Angleterre, c'est la même chose. On pourrait ajouter les Etats-Unis ou les banquiers historiques de la Fed qui sont les mêmes qu'à Londres ou à la City.

S'en prendre à Israël, c'est s'attaquer au quartier général de ces banquiers qui ont découpé la carte du Proche et du Moyen-Orient de façon à s'assurer une rente faramineuse sur le long terme à partir de la mainmise sur le pétrole et le gaz de la région, qui leur ont permis par ailleurs de conquérir les secteurs clés de l'économie mondiale ou de les contrôler, pour dicter leur politique aux grandes institutions financières ou politiques internationales et finalement à un nombre grandissant de gouvernements. C'est seulement dans ce sens qu'il faut analyser la politique américaine.

De leur côté, les Israéliens profitent de cette situation qui en fait un acteur incontournable et un pilier de leur stratégie politique pour obtenir des subventions de l'administration américaine et un soutien militaire. Leur seul objectif se résume à leur survie, territoriale et politique, qui prend une tournure dramatique puisqu'en réalité selon J. Attali, il n'existe plus parmi la communauté juive dans le monde qu'une infime minorité qui soit vraiment "*pure*", dont les deux parents ou l'ascendance soit d'origine juive, critère indissociable de la fable ou du mythe du "*peuple juif*" sur laquelle repose la justification de l'existence de l'Etat sioniste.

En résumé, les sionistes israéliens n'ont pas forcément les mêmes intérêts que les banquiers anglo-saxons d'origine juive, d'où les contradictions qui peuvent apparaître ou les tergiversations auxquelles on a assisté au sommet de l'administration israélienne ou américaine sur la politique à adopter au Proche et au Moyen-Orient, les uns privilégiant leur survie, les autres leur stratégie politique globale ou mondiale. Ce qui complique encore plus le décryptage de leurs positions politiques et peut induire en erreur, c'est que la plupart des juifs américains (et dans d'autres pays, en France par exemple) possèdent la double nationalité et tentent de concilier les intérêts du sionisme israélien ou théocratique et sa version purement idéologique ou politique, le néolibéralisme.

On aurait pu ajouter un mot sur ceux qui ne vivent ni aux Etats-Unis ni en Israël, qui sont d'origine juive ou non et qui soutiennent le sionisme et le néolibéralisme, car ils ne peuvent que soutenir les deux, comme le font Hollande, Fabius, Valls par exemple, les médias et une grande partie des intellectuels, l'oligarchie financière ayant encore besoin d'Israël, tout en ayant adopté le néolibéralisme qui sert de support à leur stratégie mondialiste, ils sont inséparables.

Cette analyse où ne figure aucune référence s'appuie sur les données fournies par les articles mis en ligne dans le site et qui proviennent d'une multitude de sources. Si je n'avais que cela à faire je consacrerai mon temps à les rechercher une par une, mais j'ai autre chose à faire, chacun peut vérifier s'il le souhaite la véracité des éléments ou arguments avancés et préciser ou développer les points qui n'ont été qu'effleurés ici.

Et puis ce n'est pas la première fois que nous abordons ce sujet, je vous renvoie aux causeries précédentes, utilisez la fonction "*rechercher*" qui figure dans Adobe Reader taper des mots clés et vous retrouverez facilement les passages des causeries qui ont été consacrés à ce sujet.

Une dernière précision, au fil du temps j'ai essayé d'affiner mon analyse, donc des contradictions et des erreurs peuvent exister dans mes causeries, la plus récente fait office de mise à jour, complète ou remplace les précédentes.

Vous constaterez au passage que le mouvement ouvrier et son avant-garde évite soigneusement ce sujet qui est tabou, au mieux ils tentent de le traiter sur le plan politique avec bien des lacunes et des contradictions qui rendent une fois de plus leurs discours inaudibles pour ne pas dire pire et la situation incompréhensibles au plus grand nombre, je suis absolument certain que parmi les lecteurs de cet article, la plupart confondaient les deux volets du sionisme ou confondait sionisme et néolibéralisme. J'espère avoir été suffisamment clair et précis.

Quoi de neuf ? Rien !

Comme au PCF hier comme aujourd'hui.

Edouard Martin, de la lutte des classes à la lutte des places (PRCF) - vendredi 27 décembre 2013 - legrandsoir.info

La CGT hier rassemblé derrière l'appareil stalinien du PCF.

Syndicalisme rassemblé = syndicalisme jaune - Front Syndical de Classe- samedi 28 décembre 2013 - legrandsoir.info

Le véritable héritage de Mandela : La fin de l'apartheid racial, la croissance de l'apartheid social.

Revendications de la Charte de la Liberté abandonnées en 1994 par l'ANC et Mandela :

"Nationaliser les mines, les banques et les industries en situation de monopole fait partie du programme de l'ANC, et tout changement, toute modification à cet égard apparaît inconcevable."

(source : La deuxième mort de Mandela - Alain Vidal - samedi 28 décembre 2013 - legrandsoir.info)

Cela nous fait penser aux 101 propositions contenues dans le Programme commun de gouvernement du PS-PCF-MRG de 1981, dont l'essentiel sera abandonné ou renié, ce qui était prévisible au regard de la nature des partis qui composaient cette coalition...

Un autre extrait va vous donner envie de vomir Mandela.

Sans le risque de guerre civile généralisée qui grandissait depuis la révolte de Soweto en 1975, sans la peur qu'avaient les Blancs de tout perdre, Mandela serait probablement mort en prison. La hantise d'être confrontés à des revendications populaires portées par un nouveau « Lumumba », fit que les responsables de l'apartheid proposèrent des « négociations » qui du côté noir furent dirigées par Cyril Ramaphosa, l'actuel vice-président de l'ANC, militant syndicaliste (un homme à qui Mandela fit confiance toute sa vie). Du côté blanc, Roelf Meyer, le chef des négociateurs afrikaners de 1990 à 1994, disait de Cyril Ramaphosa : « *Nos idées et nos styles étaient différents, mais nous avons réussi à nous entendre, et je savais que je pouvais lui faire confiance dans les négociations.* »

Il ne s'était pas trompé, Cyril Ramaphosa était déjà membre du conseil d'administration de la mine de platine de Lonmin, quand en 2012, à Marikana, la police protégeant les intérêts des actionnaires, fit tirer sur les mineurs en grève ; bilan : 34 morts, 78 blessés. Courageux combattant anti apartheid, à « forte tendance socialiste », ce « responsable syndical » possède aujourd'hui les 145 restaurants McDonald d'Afrique du Sud, l'entreprise Shanduka, l'un des plus grands fonds d'investissement sud-africains, des actions dans le secteur de l'énergie, dans les mines et l'immobilier, dans les banques, les assurances et les télécommunications. Cyril Ramaphosa est devenu le symbole de « la réussite » de cette bourgeoisie noire sud-africaine qu'on surnomme les Black Diamonds ... En 2012, sa fortune est estimée à 685 millions d'euros. Il était le favori de Mandela pour les prochaines présidentielles. (source : idem)

Affaire Dieudonné M'Bala M'Bala. Offensive sioniste. Il est minuit dans le siècle ou le crépuscule de la civilisation humaine.

Si Voltaire n'a jamais écrit la devise : *Je ne suis pas d'accord avec ce que vous dites, mais je me battrais jusqu'à la mort pour que vous ayez le droit de le dire*, il en a exprimé la philosophie. La citation apocryphe serait une extrapolation tirée de ses Questions sur l'Encyclopédie où il dit : *" J'aimais l'auteur du livre de l'Esprit (Helvétius). Cet homme valait mieux que tous ses ennemis ensemble ; mais je n'ai jamais approuvé ni les erreurs de son livre, ni les vérités triviales qu'il débite avec emphase. J'ai pris son parti hautement, quand des hommes absurdes l'ont condamné pour ces vérités mêmes. "*

Dans *Questions sur les miracles*, Voltaire défend la liberté d'expression et en particulier la liberté de la presse : *Le droit de dire*

et d'imprimer ce que nous pensons est le droit de tout homme libre, dont on ne saurait le priver sans exercer la tyrannie la plus odieuse (...). Soutenons la liberté de la presse, c'est la base de toutes les autres libertés, c'est par là qu'on s'éclaire mutuellement. Chaque citoyen peut parler par écrit à la nation, et chaque lecteur examine à loisir, et sans passion, ce que ce compatriote lui dit par la voie de la presse. Nos cercles peuvent quelquefois être tumultueux : ce n'est que dans le recueillement du cabinet qu'on peut bien juger (...)

Dans son Dictionnaire philosophique : *La discorde est le grand mal du genre humain, et la tolérance en est le seul remède.*
(source : un article du portail Agoravox)

Cela dépend envers quoi et envers qui, quelle classe détient le pouvoir, etc. en l'occurrence Hollande-Fabius-Valls-Le Drian sont tolérants envers les djihadistes sanguinaires qui sévissent en Syrie, le sionisme qui pratique l'apartheid en Palestine le Mossad qui commet des attentats terroristes, des assassinats d'opposants à travers le monde, le communautarisme islamiste que le PS a encouragé en France, puis instrumentalisé, tolérance envers toutes les dictatures en Afrique, au Moyen et au Proche-Orient ou encore dans le Golfe aussi longtemps que cela les arrange ou plutôt l'impérialisme américain, tolérance qui prend la forme d'un soutien à toutes les guerres impérialistes décidées par les Américains... En revanche condamnation de tous les mouvements de libération nationale, de tous les régimes manifestants leur velléité d'indépendance, tous les pays qui refusent de s'aligner sur Washington et Tel-Aviv, Russie, Chine, Bolivie, Cuba, etc.

Le PS est un parti de droite, capitaliste, impérialiste, antisocialiste, réactionnaire, ce qu'il ne faut jamais perdre de vue quand on analyse sa politique, ses prises de position et les déclarations parfois trompeuses de ses dirigeants.

Pour se marrer uniquement :

- Cambadélis : l'inversion de la courbe du chômage est « à portée de main » - LeMonde.fr

Il suffit de tendre le bras vers le bas, en voilà une belle quenelle !

A propos de Dieudonné.

De gauche, ensuite déçu, dégoûté, lâché, conpue par la gauche, il s'encanailera avec l'extrême droite. Cela fait immédiatement penser à certains ouvriers syndicalistes ou passés par certains partis de gauche ou d'extrême gauche qui ont par la suite rallié le FN.

Une fois qu'ils ont franchi le pas en se plaçant résolument dans le camp de l'ennemi, nous ne pouvons plus rien pour eux. Il ne reste plus qu'à espérer qu'ils franchiront un jour la barricade dans le sens inverse une fois qu'ils auront compris qu'ils s'étaient trompés de camp, en attendant nous devons les combattre comme des ennemis de notre classe et du socialisme, nous n'avons pas le choix.

Monsieur M'Bala M'Bala se défend d'être antisémite ou raciste, alors que signifie son discours, à quel degré faut-il le prendre ?

Visiblement il fait dans la provocation, ce que tous les commentateurs admettent pour aussitôt l'oublier, parce que cela les arrange pour immédiatement reprendre les accusations d'antisémitisme portées contre lui par les sionistes de la Licra, du Crif, de Hollande, Valls, Copé notamment.

Prêter à son geste, la quenelle, un contenu nazi, hitlérien ou antisémite, est hors de propos, ridicule, grotesque, ordurier et diffamatoire, volontairement outrancier pour que personne ne le conteste, mais cela ne marche pas, l'intéressé s'en défend et lui donne un contenu anti-système, n'étant pas responsable des autres interprétations qui pourraient en être faites et dont il ne porterait pas la responsabilité, ce qui jusque là est parfaitement défendable.

Là où à mon avis il a commis une grave et fatale erreur, c'est d'avoir poussé trop loin la provocation dans son discours (et ses fréquentations) au risque de fournir à ses farouches détracteurs l'occasion rêvée de le présenter comme un antisémite assumé, mais surtout d'avoir tenu des propos qui pourraient être pris au premier degré par bien des auditeurs qui ne partagent pas forcément le même état d'esprit antisioniste que lui, et qui pour le coup seraient tentés de les prendre pour de l'antisémitisme et d'y adhérer, ce qui reviendrait en quelque sorte à faire la promotion de l'antisémitisme, ce qui est évidemment intolérable et condamnable, sans appel.

Je n'ai jamais vu aucun de ses spectacles et cela ne m'intéresse pas, je ne connais pas plus que vous ce personnage, je considère son humour misérable comme la plupart de ses semblables de nos jours qui sont plutôt pitoyables, à l'image de la société. Maintenant on nous dit qu'il est charmant, tolérant, que c'est un grand humaniste, bref, qu'il posséderait plein de qualités ce qu'on veut bien admettre, il n'empêche qu'en toute conscience en permettant ou en favorisant une interprétation antisémite de ses sketches ou de ses déclarations qui se veulent antisionistes, en flattant l'antisémitisme de ses relations d'extrême droite, il est devenu carrément exécrable, désolé, le clown ne nous fait pas rire du tout.

Si pire il devait y avoir encore dans cette affaire car c'est possible, c'était du côté des sionistes, du gouvernement et des partis PS-UMP qu'il allait surgir inévitablement, réclamant des sanctions, s'en saisissant pour créer un précédent en tentant d'interdire ses spectacles, menaçant de concocter une nouvelle loi liberticide, de restreindre un peu plus la liberté de pensée dans ce pays déjà soumis au carcan étouffant de la dictature de l'idéologie néolibérale, nous nous y opposerions évidemment, de la même manière que nous nous sommes prononcés contre toutes les mesures adoptées par les gouvernements précédents au nom de la lutte contre le terrorisme, dont on avait averti qu'un jour où l'autre ils s'en serviraient ou les retourneraient contre le mouvement ouvrier, ce qu'on a déjà pu observer dans différents pays, notamment aux Etats-Unis et en Espagne plus récemment, en Grèce aussi.

Le gouvernement et le PS ultra minoritaire dans le pays avaient besoin d'un prétexte pour déclencher une nouvelle campagne de diversion pour faire passer plus facilement leur politique antisociale et faire oublier leur bilan calamiteux avant les élections de 2014, après l'affaire Taubira montée en épingle qui leur permit de réaliser l'union nationale sur le thème de l'antiracisme, alors que les guerres coloniales de rapine de l'impérialisme français se poursuivaient et allaient s'intensifier en Afrique et au Proche-Orient. Sans perdre de temps il leur fallait enclencher le plus rapidement possible sur un autre thème qui a dû leur être soufflé par le Crif reçu récemment à l'Elysée ou lors de la visite de Hollande en Israël dernièrement, ce qui devait au passage leur servir à réaffirmer leur soutien indéfectible à l'Etat sioniste quelques semaines avant une autre échéance cruciale, la tenue de la Conférence internationale Genève II sur la Syrie, alors que la France vient juste de se voir décerner le prix du pays occidental le plus interventionniste en 2013 devant les Américains. Bref, pendant qu'à l'extérieur le gouvernement guerroyait contre les peuples en Afrique et au Proche-Orient et affiche son soutien à l'Etat sioniste et ses alliés du Golfe qui détruisent la Syrie et massacrent son peuple, il fallait à l'intérieur à Hollande monter une nouvelle opération pour tenter d'endiguer son impopularité record pour un président de la Ve République, ainsi que son isolement face à la multiplication des conflits sociaux qui secouent le pays et concernent tous les secteurs d'activité, apparaître une nouvelle fois comme un démocrate ou un humaniste, alors qu'il se comporte à l'extérieur comme à l'intérieur du pays comme un dictateur au service du capitalisme financier et son idéologie nauséabonde, le néolibéralisme dont le sionisme est un des aspects.

La condamnation de l'esclavage par l'Etat français il y a quelques années avait pour fonction de légitimer l'exploitation effrénée que subit le prolétariat en Asie et en Afrique de la part des multinationales occidentales (notamment) ou d'éviter de le condamner ce qui revient au même, comme l'exploitation de la Shoah a servi à légitimer la création de l'Etat d'Israël et couvrir les crimes abominables qui ont été commis à cette occasion par les sionistes sans parler de l'expulsion des Palestiniens de leurs terres et maisons condamnés à l'exode, la condamnation de l'antisémitisme sert à légitimer l'apartheid que font subir depuis les sionistes aux Palestiniens qui vivent encore en Israël, ainsi que ceux des territoires palestiniens, et à soutenir la politique extérieure du gouvernement Netanyahu contre la Syrie, le Hezbollah et l'Iran, le gouvernement français étant totalement aligné sur la politique de Tel-Aviv.

En conclusion, si nous ne soutiendrons pas monsieur Dieudonné M'Bala M'Bala, nous condamnons toute tentative entreprise par le gouvernement pour interdire ses spectacles ou le faire taire. A notre connaissance, ce n'est pas lui qui est aux commandes du pays, ce n'est pas lui qui conduit une politique guerrière en Afrique et au Proche-Orient, ce n'est pas lui qui s'affiche avec le dictateur Netanyahu ou Obama, l'émir du Qatar ou le monarque d'Arabie saoudite qui envoient des djihadistes égorger ou décapiter la population civile en Syrie, ce n'est pas lui qui applique le TSCG, qui s'attaque à l'école, aux hôpitaux, à nos retraites, à la Sécu, etc. qui est responsable du chômage de masse, de la précarité et de la pauvreté qui gagnent chaque jour du terrain, mais bien Hollande et son gouvernement, les députés du PS, ce sont eux nos ennemis ainsi que le patronat pour lequel ils gouvernent, l'ensemble des partis qui représentent les intérêts du capital, UMP, UDI, FN.

Cette opération qui succède à celle sur le racisme envers les Noirs est du même registre que celles précédemment sur les homosexuels, les Roms, etc. qui servent à chaque fois à stigmatiser une minorité ou une communauté, qui ne peuvent pas vivre librement leurs différences dans une société basée sur les inégalités entre les classes et à l'intérieur des classes, à tous les étages de la société et des rapports sociaux où se retrouvent cette division entre les classes qui caractérise le capitalisme, ces rapports de dominants à dominés qu'ils reproduisent infailliblement quel que soit la législation en vigueur, ces communautés étant minoritaires elles seront fatalement maltraitées ou rejetées en régime capitalisme, prétendre pouvoir régler leurs problèmes en régime capitalisme revient à faire croire que sans changer de régime il serait possible de satisfaire les besoins sociaux des travailleurs.

Le sujet du sionisme et de l'antisémitisme et la manière dont il se présente (sous la forme d'un amalgame de la part de Valls) étant particulièrement tordu, je m'y suis repris à plusieurs fois pour l'aborder le plus simplement et le plus clairement possible.

Aussi, il comporte trois parties. Nous venons de voir la première, la seconde qui suit se compose d'un complément plus politique qui déborde notre sujet, la troisième a été réalisée à partir de différents articles de presse et déclarations qui constituent en réalité les faits ou la matière qui m'a permis de réaliser les deux parties précédentes. Ainsi chacun dispose de quoi se faire librement sa propre idée, mon intention n'ayant jamais été d'imposer la mienne, comme d'habitude.

On peut dénoncer au passage le mélange des genres entre la droite et la gauche, parfois allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, les alliances de circonstances ou davantage encore qui font fi de la nature sociale des classes et des partis politiques, qui participent à la dilution de la conscience de classe des militants du mouvement ouvrier et bradent l'indépendance de classe du prolétariat, au delà les éloigne un peu plus de la perspective du socialisme auquel ils sont de plus en plus étrangers, une fois

infiltré et entretenu méticuleusement et sournoisement cet état d'esprit complaisant envers l'idéologie de la classe dominante dans la tête des masses et des militants favorisant son enracinement, ensuite il ne faut pas s'étonner du degré de décomposition ou de putréfaction atteint par le mouvement ouvrier et son avant-garde, plus largement de la société. Nos détracteurs ou adversaires pourront toujours dénoncer notre dogmatisme ou notre intolérance qui consistait à refuser tout compromis sur les principes, toute collusion avec l'ennemi, nous les revendiquons, nous les assumons, nous leur ferons remarquer que pour le moment ce n'est pas de cela dont il s'agit mais de leur bilan politique calamiteux, de leur faillite politique qui est un des facteurs clés de la situation et pour la comprendre.

Le laxisme, le dilettantisme, l'éclectisme, l'aventurisme, l'ouverture des partis à tous les vents s'est traduit au fil du temps par l'abandon des principes et de la perspective politique du socialisme qui structuraient le mouvement ouvrier et son avant-garde, d'incompréhension de la situation et de la direction dans laquelle elle allait évoluer en compromis, puis en reniements, qu'il fallut bien assumer et justifier par la suite en les maquillant, théoriser en somme la collaboration de classe avec le capital et l'Etat par le biais de leurs liens avec les appareils traités du mouvement ouvrier, partis et syndicats, qui consista à troquer l'air de rien le socialisme scientifique pour le socialisme bourgeois ou réactionnaire (voir le Manifeste de Marx-Engels), le programme de la révolution socialiste par l'absence de programme tout court ou un programme réformiste social-patriote, qui une fois passé le stade du révisionnisme à l'heure du néolibéralisme entend faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ou traduit leur impuissance, et mène infailliblement à une impasse politique, à une adaptation toujours plus profonde au capitalisme, au corporatisme ou à une accélération de leur propre décomposition politique.

C'est le refus de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat qui conduit à ce mélange des genres évoqué plus haut, à l'impression qu'il n'existerait plus aucune alternative au capitalisme dès lors qu'on accepte de se placer sur son terrain, à l'abandon du socialisme et à évacuer l'idée ou la perspective qu'il serait possible de changer la société. D'ailleurs plus personne n'ose défendre les idées du socialisme, ils ont enterré le Manifeste du parti communiste qui se terminait ainsi : "*Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social passé*", quelle horreur, ce serait passer pour des gauchistes ou des terroristes !

Le PS ayant le même programme et la même politique que le parti officiel de l'ordre, l'UMP, ce qui se nomme la gauche continuant de considérer le PS comme un parti ouvrier ou de gauche, seule sa politique serait de droite, l'extrême gauche tenant un discours en apparence radical pour finalement lui emboîter le pas, l'extrême droite jouant sur les deux tableaux en se présentant comme une alternative à la droite et à gauche, reprenant à son compte dans sa propagande une partie du programme délaissé par la gauche et l'extrême gauche tout en absorbant celui de la droite, on allait oublier le patronat qui pouvait en profiter pour développer une politique démagogique faussement sociale calquée en partie sur l'extrême droite, bref, tout est fait pour que chacun épouse les idées portées par les médias et les partis auxquels ils offrent une tribune sans se soucier de savoir si elles sont de droite, de gauche ou d'extrême droite, le PS, le gouvernement, le patronat et l'extrême droite se partageant le gain de cette stratégie, le PS et le gouvernement se contentant d'assurer la continuité des institutions réactionnaires de la Ve République, de gérer au mieux la société pour le compte du patronat, le patronat engrangeant les cadeaux et les concessions, l'extrême droite rêvant d'un ras de marée électorale en sa faveur en 2014, les seuls perdants étant ceux qui ne sont pas cités ici, vous aurez deviné de qui il s'agit.

Revenons à notre sujet.

Monsieur M'Bala M'Bala s'est donc réfugié dans les bras de l'extrême droite antisémite à défaut de mieux pour combattre le sionisme.

Un jour j'ai eu un échange par courriel avec le responsable d'une association réputée anti-impérialiste américain et sioniste, qui m'avait adressé cette réponse qui ne m'avait pas totalement surprise, mais qui témoignait un opportunisme assumé et effréné pour le moins nauséabond :

- "*C'est une constante de notre association que de reprendre la théorie de Jean Moulin qui allia au sein du Conseil de la Résistance aussi bien l'extrême droite que l'extrême gauche à l'exception de ceux qui avaient trempé leurs mains dans le sang des Républicains espagnols.*"

Monsieur M'Bala M'Bala peut donc justifier ses relations avec l'extrême droite en prétextant de ne pas être le seul dans ce cas-là et loin de là. Pour rompre son isolement semble-t-il, comme d'autres s'encanaillent avec des représentants ou des élus du PS, du PCF, de l'UMP ou de l'UDI, toujours pour la bonne cause. Les uns et les autres peuvent nier partager les idées des gens qu'ils fréquentent assidûment, on veut bien les croire sur parole, mais le problème n'est pas là, il réside dans le fait que cette proximité débouche sur un amalgame des genres (des classes) que les médias et certains intellectuels aux ordres exploitent ou instrumentalisent pour manipuler les masses trop ignorantes ou inconscientes (inorganisées) pour déjouer cette manoeuvre. C'est déjà mettre le doigt dans l'engrenage.

Il n'y aurait que 20 à 40% de la population qui serait influencée par la propagande gouvernementale que cela suffirait à leurs relais pour l'interpréter à leur manière, neutraliser la majorité qui n'a pas de représentants ou alors ils sont divisés, discrédités, etc. et prendre des mesures politiques en conséquences en prétendant qu'elles sont soutenues par la majorité, les médias et les instituts de sondages se chargeant de le faire croire, accessoirement avec le soutien de la gauche et de l'extrême gauche, à moins qu'ils se terrant dans un silence (complice) ou une neutralité bienveillante à l'égard du PS et du gouvernement.

Face aux masses très largement inorganisées et sans véritables représentants, leurs voix sont pour ainsi dire atomisées et ne s'additionnent pas, elles comptent pour du beurre même si elles sont majoritaires, on est en démocratie n'est-ce pas ! Le gouvernement étant isolé, le PS étant minoritaire aussi, ce sont les instituts de sondages qui sont chargés de suppléer cette carence de soutien de masse à la politique du gouvernement, de légitimité, qui lui servent de rabatteurs virtuels et sans contrôle, pour un peu le PS les compteraient bien dans ses effectifs, en tout cas c'est suffisant pour adopter une loi et faire croire qu'elle aurait le soutien de la majorité, qu'elle en aurait été à l'origine et que le gouvernement aurait agi conformément à la démocratie et la boucle est bouclée.

Lorsque pour faire passer une loi ou revendiquer sa légitimité (qui en cache ou plusieurs autres qu'il fera passer simultanément), le PS peut trouver avantageux de conserver le clivage droite-gauche, sachant que l'appartenance du PS à la gauche ne sera pas contestée par la gauche et l'extrême gauche ou qu'il obtiendra leur soutien. Un cas d'école.

Hollande et le PS savaient avant même mai et juin 2012 que leur politique antisociale serait immédiatement contestée par la majorité des travailleurs puisqu'ils allaient poursuivre celle de Sarkozy et de l'UMP en l'amplifiant, aussi il leur fallait dès le départ briser la barrière qui existait entre la droite et la gauche, faire en sorte que les masses se retrouvent désorientées et divisées, leur capacité de mobilisation neutralisée, d'où la campagne en faveur du mariage homosexuel qui fut lancée en réalité avant même l'élection de Hollande et s'est poursuivie pendant plus d'un an, avec le soutien de la gauche et de l'extrême gauche décomposées, rappel :

- Un Français sur deux favorable à l'adoption pour les couples homosexuels - 20minutes.fr 05.03.2012

- La majorité des associations homosexuelles appelle à voter Hollande - AFP 26.04.2012

- Mariage homosexuel : un baiser déjà culte - LePoint.fr 05.11.2012

- Le projet de loi sur le mariage homosexuel a été présenté mercredi en Conseil des ministres le 7 novembre 2012

- Le Front de Gauche appelle à manifester pour le mariage homosexuel les 19 et 27 janvier - AFP 11.01.2013

- 63 % des Français favorables au mariage homosexuel - LePoint.fr 25.01.2013

- Des centaines de milliers d'opposants au mariage gay et à l'adoption par les couples homosexuels se sont rassemblés dimanche à Paris... Reuters 24.03 - La France est officiellement devenue, samedi 18 mai, le quatorzième pays à permettre aux couples homosexuels de se marier. lemonde.fr 17.05.2013

Le conditionnement démarra début mars 2012 pour s'achever à la mi-mai 2013, et pendant ce temps-là le TSCG, la "règle d'or", le budget d'austérité 2013 et l'ANI (notamment) allaient être adoptés dans la foulée, pas mal manoeuvré n'est-ce pas ?

Où est passé la gauche ? Elle est morte, elle a capitulé en rase campagne !

Le personnage et son parcours.

Le parcours de Dieudonné, l'homme qui n'aimait pas les Juifs - Le Point.fr 27.12

Dieudonné M'Bala M'Bala, né en 1966 d'une mère française et d'un père camerounais, devient célèbre pour ses sketches avec l'humoriste Élie Semoun. Il se pose en redresseur de torts d'un pays qui occulterait sa responsabilité dans l'esclavage et la traite des Noirs. En mai 1997, il se présente aux législatives à Dreux comme candidat anti-FN contre Marie-France Stirbois. Il déclare alors : "*Le seul parti qui m'inquiète et contre lequel je m'engage, c'est le Front national.*" Il obtient 7,74 % des suffrages.

Le 30 novembre 2000, dans le sillage de Coluche en 1981, il annonce son intention de concourir à la présidentielle de 2002 pour "*révéler le malaise*" des citoyens face au "*manque de crédit*" des hommes politiques. "*Je suis de toute façon, par culture, un homme de gauche, bien que je ne sache plus aujourd'hui où est la gauche.*" Puis il renonce par la suite à se présenter. Le 4 mars 2001, il renonce également à se présenter aux municipales de Dreux pour laisser toutes ses chances au candidat socialiste. Il reçoit alors le soutien des Verts, de Guy Bedos, de Daniel Cohn-Bendit.

Le 6 juin 2002, il se présente aux législatives à Sarcelles (Val-d'Oise), notamment contre Dominique Strauss-Kahn, et recueille 2,2 % des suffrages.

Dieudonné entame alors sa radicalisation, sur le thème d'un anti-sionisme radical et de plus en plus nauséabond.

Le 11 novembre 2006, Dieudonné effectue son premier rapprochement officiel avec Jean-Marie Le Pen à la Fête bleu-blanc-rouge du Front national au Bourget. Une partie de l'état-major du FN s'affiche peu après à l'un de ses spectacles.

Le 26 décembre 2006, il invite le négationniste Robert Faurisson sur scène, lors d'un de ses spectacles. En 2008, Jean-Marie Le Pen devient le parrain du quatrième enfant de Dieudonné. Le Point.fr 27.12

Polémique pour une quenelle.

Ce qui est extraordinaire, c'est que tandis que son auteur en fournit une signification précise et les sionistes s'emploient à lui en donner une autre, Hollande et Valls adoptent la version des sionistes, pourquoi, parce que ce geste a été repris et détourné par des gens d'extrême droite.

La tentation de la dictature écrivions-nous sous Sarkozy, elle s'amplifie sous Hollande.

En quoi son auteur en serait-il responsable ? Depuis quand serait-on responsable de l'interprétation par autrui de nos actes ou paroles ou de l'usage qu'ils en font ? Demain notre portail pourrait être invoqué par des gauchistes par exemple et jugé subversif, interdit.

C'est gravissime, car à partir de là n'importe qui pourrait s'approprier vos actes ou votre discours et vous faire accuser, sanctionner, emprisonner. C'est le fait d'une dictature et de dictateurs.

Question : La gauche et l'extrême gauche vont-ils se saisir de cette affaire contre Hollande et Valls pour défendre la liberté d'expression ?

Avant de poursuivre, deux questions : A quand remonte ce geste, pourquoi s'il devait comporter une signification répréhensible n'a-t-il pas été sanctionné plus tôt ?

- Pour certains archéologues de la quenelle, c'est dans un sketch sur les mammifères lors de son spectacle intitulé 1905 et joué en 2005 que, pour la première fois, Dieudonné M'bala M'bala a effectué ce geste. lemonde.fr 11.12.2013

- On a vu apparaître ces «*quenelles*» dans le cadre de la campagne du Parti antisioniste, dont il fut l'éphémère tête de liste en Ile de France aux européennes de 2009.

- En 2010, c'est une équipe de candidats de l'émission Secret Story qui, interrogée lors d'un des appartés face caméra pour commenter les derniers épisodes, affirme avoir glissé une grosse quenelle à ses concurrents. Benjamin Castaldi lui-même reprend la formulation sur le plateau.

- Le 23 janvier 2013, le footballeur de Montpellier Mathieu Deplagne marque son premier but en pro.

- Le 5 mars 2013, c'était un candidat de Top Chef, l'émission culinaire star de M6, qui faisait une référence à Dieudonné en citant la phrase «*Au-dessus, c'est le soleil*».

- Le 20 juin, sur TF1, dans l'émission Bienvenue chez nous, un jeune homme est apparu portant un tee-shirt «*Au-dessus c'est le soleil*».

- Un peu plus tôt dans le mois, c'est cette fois l'équipe de la saison 2013 de Pékin Express (M6) qui pose en faisant une quenelle. (source : slate.fr 28.12)

Il s'est donc écoulé au minimum quatre ans depuis que ce geste est apparu et autres formules citées plus haut.

- Dans une vidéo publiée le 20 août intitulée "*Dieudonné et la quenelle de la révolution*", l'humoriste explique, légèrement ironique, que derrière ce geste qu'il qualifie "*d'un peu anodin et potache se cache un acte subversif (...), déclic qui sera à l'origine de l'émancipation des masses laborieuses*".

"*Ca ne m'appartient plus, cette formule magique appartient à la révolution qui arrive*", se dédouane-t-il. AFP 25.12

"*La seule voie dont dispose notre client face à cet emballement médiatique, c'est la voie judiciaire. La quenelle, c'est un bras d'honneur détendu. La seule signification par rapport aux spectacles de l'artiste Dieudonné, c'est celle-ci*", explique Me David de Stefano, l'un de ses avocats. L'humoriste n'a pas voulu répondre à l'AFP. AFP 25.12

- Pour les associations juives, ce bras tendu vers le bas, la main de l'autre bras étant portée à l'épaule, n'est rien d'autre qu'un salut nazi déguisé, ce que Dieudonné conteste.

- Interprété pour certains comme un salut antisémite, pour d'autres comme un simple bras d'honneur anti-système.

- Salut antisémite d'après certains, simple bras d'honneur anti-système selon d'autres.

- La quenelle est, si on ose dire, le bras armé de l'idéologie de Dieudonné. Tout à la fois running gag, symbole politique et bras d'honneur dirigé contre ceux «*d'en haut*», «*glisser une quenelle*» consiste à placer sa main ouverte sur son bras opposé, à allonger le dernier pour faire un signe dont la signification est explicite. La référence au salut hitlérien est évidemment volontaire. slate.fr 28.12

- "Quenelle" : "Je ne suis ni antisémite ni raciste", se défend Anelka Le Nouvel Observateur

"J'assume totalement", explique le joueur de foot après sa "quenelle", geste qu'il qualifie d'"anti-système". Le Nouvel Observateur 29.12

- La "quenelle" : "un geste nazi" pour Chantal Jouanno Francetv info

L'offensive lancée par Valls.

Que d'efforts déployés pour faire oublier leur véritable nature : social-libéral-impérialiste-sioniste, serviteurs zélés du néolibéralisme Et faire passer leur politique de même nature : la réaction sur toute la ligne.

"Malgré une condamnation pour diffamation, injure et provocation à la haine et à la discrimination raciale, Dieudonné M'Bala M'Bala ne semble plus s'embarrasser de la moindre limite", peut-on lire dans un communiqué de Manuel Valls.

"Dans ces conditions, le ministre de l'Intérieur a décidé d'étudier de manière approfondie toutes les voies juridiques permettant d'interdire des réunions publiques qui n'appartiennent plus à la dimension créative mais contribuent, à chaque nouvelle représentation, à accroître les risques de troubles à l'ordre public", ajoute le ministre de l'Intérieur. Reuters 28.12

Pour Manuel Valls, «*depuis longtemps, Dieudonné n'est plus un comique et sa démarche ne relève plus de la création. Pour tout dire, il ne fait plus rire personne. Ses spectacles sont devenus des réunions publiques où il déverse sa haine*». Le ministre veut donc «*casser*» la «*mécanique de haine*» de Dieudonné et «*en finir avec l'impunité et la complaisance*» auxquelles l'humoriste controversé «*a eu droit*», a-t-il fait valoir. Soutenant que Dieudonné est «*antisémite et raciste*», Manuel Valls ne veut «*écarter aucune possibilité, y compris un durcissement de la loi*» et «*espère*» parvenir à une interdiction dès 2014.

Ceux qui avaient dénoncé la haine des Roms chez Valls vont-ils maintenant s'associer à sa campagne infâme ? Attendons de voir, je n'ai pas eu le temps de visiter les sites de quelques partis pour prendre connaissance de leurs réactions à cette affaire.

Les préfets «*devront apprécier à l'occasion de chaque spectacle si le risque de trouble est caractérisé et justifie d'interdire la représentation*», a expliqué Manuel Valls au journal Le Parisien.

Le risque de trouble à l'ordre public est un «*motif totalement fallacieux*», a répondu l'avocat de Dieudonné, Me Jacques Verdier. «*Cela impliquerait qu'il y aurait des risques de manifestations préalables ou postérieures à ce spectacle, or depuis des années que Dieudonné organise ses spectacles, il n'y a jamais eu le moindre incident*», a-t-il affirmé, et «*jamais un spectacle de Dieudonné n'a été interdit*».

Plusieurs organisations, notamment la Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (Licra), ont déjà saisi le Préfet pour appeler son attention sur les risques de troubles à l'ordre public que peut susciter ce spectacle», avance le texte. 20minutes.fr et leparisien.fr 28.12

Hollande prend le relais.

Après Manuel Valls en novembre, c'est François Hollande qui le 16 décembre qui s'en est pris à "ceux qui se prétendent humoristes et qui ne sont que des antisémites patentés que nous devons également combattre". AFP 25.12

- Hollande soutient Valls contre Dieudonné - Liberation.fr

Le Président a déclaré «*approuver*» l'action du ministre de l'Intérieur qui étudie les moyens d'interdire les spectacles de l'humoriste.

«*Il faut approuver et soutenir le gouvernement et le ministre de l'Intérieur par rapport à des propos ou à des actes dont le caractère antisémite ne peut pas être nié*», a déclaré le chef de l'Etat, en réponse à une question sur Dieudonné au cours d'une conférence de presse.

Un peu plus tôt dans la journée, c'est le président de l'UMP, Jean-François Copé, qui a apporté son «*soutien total à la décision*» du ministre de l'Intérieur, dans un message publié sur Twitter.

Soutien total à la décision de M. Valls. Assez de ce silence convenu devant l'antisémitisme de Dieudonné et de ceux qui le cautionnent. JFC

— Jean-François Copé (@jf_cope) December 29, 2013 Liberation.fr 29.12

En complément

Paul Bernard, conseiller de l'ombre, il rédige les discours de François Hollande.

Selon Alain Gresh (directeur adjoint du monde diplomatique. - ndlr), Paul Bernard tiendrait régulièrement la plume de François Hollande, comme il le fit, notamment, pour la commémoration du Vél' d'Hiv ou lors de la tuerie de Toulouse. L'éminent membre du CRIF aurait inspiré également les propos tenus par notre président au cours de la visite du premier ministre Netanyahu, ainsi que l'essentiel de son discours à la tribune des Nations Unies. Ainsi la maison Hollande serait infiltrée par le CRIF, partisan inconditionnel et unilatéral de l'État d'Israël dont il a soutenu toutes les interventions militaires, de la guerre contre le Liban en 2006 à celle contre Gaza en 2012.

Cette présence, pour le moins inédite, inspire en toute logique au directeur adjoint du Diplo cette réflexion marquée au coin du bon sens : « *Imagine-t-on un instant un citoyen français de confession musulmane, engagé dans une association de soutien au peuple palestinien, chargé d'écrire les discours du président de la République ?* » (source : bvoltaire.fr 02.12.2012

Le Crif et la Licra sortent du bois.

C'est l'avis du numéro un du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), Roger Cukierman. "On est très préoccupés par l'impact de ce geste qu'on considère comme un salut nazi", dit-il à l'AFP. AFP 25.12

"On entend souvent dire que c'est un geste antisystème, alors que c'est un salut hitlérien inversé, ce n'est pas une surinterprétation" de dire que c'est "antisémite", affirme Sabrina Goldman, avocate de la Licra. AFP 25.12

De là à aller en justice, il n'y a donc qu'un pas selon elle: "Juridiquement, on peut analyser ça comme une injure à caractère raciale"... Même si l'avocate se demande "si un seul geste non accompagné de parole peut être poursuivi".

Le terrain judiciaire semble instable en effet, comme le dit M. Cukierman : "On ne veut pas aller au procès contre des gens si l'on risque de perdre". AFP 25.12

Roger Cukierman, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), s'est félicité de cette décision des autorités françaises. (Annoncée plus tôt par Valls de tenter d'interdire les spectacles de Dieudonné - ndlr)

"Ça va dans la bonne direction parce que si on avait continué de laisser faire, on pouvait craindre des violences", a-t-il déclaré sur i>TELE. "Il est temps que l'on fasse taire M. Dieudonné, qui n'est plus du tout un humoriste, il est devenu un commerçant de la haine." Reuters 28.12

Interview Le Nouvel Observateur de Clotilde Chapuis, présidente de la Licra en Gironde.

Je vais leur répondre très clairement : la liberté d'expression s'arrête là où la loi l'autorise ou l'interdit. En l'occurrence, le racisme et l'antisémitisme ne sont pas des opinions mais des délits répréhensibles. Le Nouvel Observateur 27.12

Une autre info.

- Une pétition, mise en ligne le 23 décembre sur le site change.org, a réuni près de 2.500 signatures en quatre jours pour demander l'interdiction de l'un de ses spectacles prévu le 26 janvier à Bordeaux. Le Nouvel Observateur 27.12

Sur Internet j'ai trouvé une pétition pour la dissolution de la Licra qui peut être interprétée comme un soutien à Dieudonné qui a obtenu plus de 133.000 signatures.

La LICRA, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme, au contraire de lutter contre ces idéologies fascistes qui portent atteinte à la notion même de la Nation, comme à celle d'Humanité, la LICRA, par ses actes est un trouble à l'ordre public perpétuel, perfide, et nocif au possible aux valeurs fondamentales garanties par les lois de la République, le venin despotique que ses dirigeants et membres veulent insuffler dans la veine démocratique, au profit de l'hégémonie esclavagiste américano-sioniste, imposée au peuple au niveau planétaire sous l'intitulé revendiqué "*du nouvel ordre mondial*".

Et pour ce faire, la LICRA invoque toujours un trouble à l'ordre public qu'en fait, à chaque fois, méthodiquement et à cette fin pernicieuse, elle a elle-même généré.

Pour toutes ces raisons, trouble à l'ordre public incessant et systématique, incitations répétées à la haine, entraves revendiquées au droit constitutionnel des comédiens et artistes d'exercer leur travail, atteintes à la liberté d'expression, et même, dernièrement, incitations à commettre des délits, voire des crimes, nous, citoyens de France de tous horizons, origines, confessions et courants politiques réunis en la présente pétition, nous demandons aux pouvoirs publics d'ordonner la dissolution de la LICRA, association loi 1901, Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme.

Pétition adressée à : Dissoudre la LICRA (Ligue Contre le Racisme et l'Antisémitisme) (source : Change.org)

- Le Congrès juif européen appelle à la suspension d'Anelka pour un "*salut nazi*" - LePoint.fr 29.12

Les médias aux ordres se déchaînent. Lynchage en règle gouvernemental et médiatique sioniste.

- Les spectacles de Dieudonné dans le viseur de Manuel Valls - AFP

- Face à Dieudonné, Valls veut casser une "*mécanique de haine*" - Francetv info

- Le parcours de Dieudonné, l'homme qui n'aimait pas les Juifs - LePoint.fr

- '*Dieudonné vomit sa haine des juifs à longueur de spectacle*' - Le Nouvel Observateur

- Les «*réunions publiques*» de Dieudonné dans le viseur du gouvernement - 20minutes.fr

- Dieudonné dans la mire de la place Beauvau - Liberation.fr

- Dieudonné: de la quenelle à Manuel Valls - L'Express.fr

- La dieudonnisation des esprits, une (grosse) quenelle qui vient d'en bas - slate.fr

- Contre Dieudonné, il est temps de réagir - Nouvel Observateur 27.12

Par Laurent Joffrin - Directeur du Nouvel Observateur

Il existe en France des lois contre le racisme pour faire taire Dieudonné, vedette d'adeptes qui croient défier "*le système*" alors qu'ils ne sont que les jouets stupides d'une opération antisémite.

Il est un raciste banal, tel qu'il en existait tant dans les années 1930. Sous des oripeaux burlesques, il déverse à longueur de vidéos postées sur YouTube - qui prend là une triste responsabilité - ses obsessions anti-juives et négationnistes.

Le salut qu'il a inventé, la "*quenelle*", une variante plus ou moins grotesque du salut hitlérien.

Il existe en France des lois contre le racisme. Il est temps qu'elles s'appliquent. Faut-il passer par une interdiction pure et simple édictée par le gouvernement de la République ? Ou bien par des procédures judiciaires ? Les juristes trouveront les modalités les plus adéquates. Mais le sens de l'action nécessaire n'est pas douteux. La liberté d'expression est générale en France. Elle souffre seulement quelques exceptions, par exemple pour les nostalgiques d'une idéologie qui a ravagé l'Europe entre 1933 et 1945. Nous y sommes. Il s'agit de réduire quelques nazis au silence. Ce n'est pas une affaire politique ou philosophique. C'est une affaire de police. Nouvel Observateur 27.12

- "*Dieudonné vomit sa haine des juifs à longueur de spectacle*" - Nouvel Observateur 28.12

Pour Libération, une affaire qui "pue" et qui "ne mérite même pas que l'on s'y attarde", le cas de Dieudonné et de ses centaines de milliers ou davantage d'admirateurs relèverait de la psychiatrie, sans rire de la part du journal qui dénonçait autrefois les camps d'internement psychiatriques dans l'ex-URSS, de la graine de gestapo ou de guépéou.

- La dérive de Dieudonné a clairement besoin d'être enrayée. Mais comment ? (...) A ce niveau-là, on se dit qu'un psychiatre serait peut-être plus utile qu'un ministre de l'Intérieur. Libération.fr 29.12

Du côté de Dieudonné.

- Dieudonné porte plainte pour diffamation contre le président de la Licra - 20minutes.fr 24.12

L'humoriste controversé Dieudonné a déposé une plainte pour diffamation contre X, le 13 décembre, rapportent Les Inrocks ce mardi. Cette plainte viserait les propos d'Alain Jakubowicz, président de l'association de Lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Licra).

Ce dernier a en effet comparé dans une lettre, début décembre, le geste popularisé par Dieudonné, «*la quenelle*», à un «*salut nazi inversé signifiant la sodomisation des victimes de la Shoah*».

Selon le site de l'hebdo, les avocats de Dieudonné vont également déposer plusieurs plaintes à partir de janvier, contre les médias Le Monde, Le Figaro, BFMTV, France 2, mais aussi contre le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls. Ils sont jugés comme des «*auteurs supposés de propos diffamatoires qui ont une responsabilité d'information ou une autorité*», précise l'hebdo. 20minutes.fr 24.12

Me Sanjay Mirabeau, avocat de l'humoriste, a déclaré ne pas voir ce qui dans les spectacles de son client pourrait "prêter à une interdiction en raison d'un trouble à l'ordre public".

"Pour nous, il n'y a aucune voie juridique qui permette à un ministre de l'Intérieur, à un homme seul, d'interdire à un humoriste de se mettre en scène et de faire des spectacles", a-t-il dit sur i>TELE. Reuters 28.12

Nicolas Anelka, auteur d'un doublé samedi avec West Bromwich Albion en championnat d'Angleterre, a fêté son premier but du jour avec le signe controversé de la «*quenelle*», rendu populaire par l'humoriste-polémiste

La ministre des Sports, Valérie Fourneyron a estimé sur Twitter, que «*le geste d'Anelka est une provocation choquante, écoeurante*».

Le geste d'Anelka est une provocation choquante, écoeurante. Pas de place pour antisémitisme et incitation à la haine sur terrain de foot

— Valérie Fourneyron (@vfourneyron) 28 Décembre 2013

Le Congrès juif européen a appelé samedi les responsables de la Ligue Un anglaise de football à suspendre le Français Nicolas Anelka, l'accusant d'avoir fait un «*salut nazi*». 20minutes.fr 28.12

Dieudonné a remercié dimanche dans un tweet pour son "soutien" le footballeur français Nicolas Anelka qui a fêté samedi un but en Angleterre avec une "quenelle". "Bravo à Anelka pour sa quenelle ! Magnifique ! Et merci pour ton soutien !" écrit Dieudonné, qui réaffirme que la "quenelle" n'est "pas un signe nazi ou antisémite". LePoint.fr 29.12

En complément.

La réaction sioniste approuve la politique étrangère de Hollande.

- La France a raison d'intervenir militairement en Afrique - Causeur.fr

Christiane Taubira a le soutien de BHL : normal elle est sioniste pour l'occasion.

Le boycott fait ses preuves contre tous les apartheid - Loic Dupont et Anna Bouamama - samedi 28 décembre 2013 - legrandsoir.info

- "En France, la garde des Sceaux, Christiane Taubira, refuse d'abroger la circulaire visant à engager des poursuites contre les personnes participant aux actions de boycottage des produits israéliens." legrandsoir.info 28.12

La seule voie légale dont dispose le ministre de l'Ordre

Le ministère de l'Intérieur annonce étudier "toutes les voies juridiques" pour interdire les "réunions publiques" de Dieudonné, qui contribuent, selon lui, à "accroître les risques de troubles à l'ordre public" Le Nouvel Observateur 27.12

Cet argument lui a été soufflé par ses amis sionistes de la Licra qui l'ont invoqué pour faire interdire les spectacles de Dieudonné.

Alors qu'au cours des dernières années aucun incident n'a été signalé avant, pendant ou après les spectacles de Dieudonné, la préfecture de Paris a cru bon de déployer un service d'ordre musclé et visible pour ne pas dire provocateur à proximité du théâtre où il se produit dans le 11e à Paris, c'était samedi soir 28 décembre

- La police est également présente sur les lieux. Les CRS présents avec au moins quatre véhicules surveillaient la situation, tout en se tenant à l'écart. leparisien.fr 28.12

ACTUALITÉ DU JOUR

[Hollande chef de guerre, le VRP des marchands de canons, apporte son soutien aux poseurs de bombes au Liban et en Syrie.](#)

- Hollande en Arabie saoudite, crises régionales et commerce au menu - AFP

- Arabie saoudite: Hollande et le roi Abdallah d'accord sur les crises régionales - AFP

- Hollande rencontre à Ryad le président de la CNS - Reuters

François Hollande tentera à partir de dimanche en Arabie saoudite de tirer parti du refroidissement des relations entre Riyad et Washington pour se rapprocher d'un partenaire incontournable dans une région en proie à de multiples crises.

Pour son deuxième déplacement dans le royaume, le président français abordera avec le roi Abdallah et le prince héritier Salman tous les dossiers chauds du moment, du programme nucléaire iranien à la crise égyptienne en passant par la guerre en Syrie ou les menaces sur la stabilité du Liban.

Dans une interview au quotidien saoudien Al Hayat à paraître dimanche, François Hollande salue "le premier client de la France au Moyen-Orient", qui contribue à la croissance par le "rôle modérateur qu'(il) joue sur le marché pétrolier dans cette phase essentielle qu'est la reprise économique". (Ajouton le "rôle modérateur" de l'Arabie saoudite qui arme les barbares djihadistes qui massacrent la population civile syrienne. - ndlr)

"Notre coopération bilatérale se renforce dans tous les domaines. Et notre vision de l'économie mondiale est proche."

Pour un conseiller du chef de l'Etat, "il est important de pouvoir s'entendre sur un agenda politique qui nous permette, ensemble et avec d'autres, de traiter les crises". (Il parle ici d'un régime dictatorial avec lesquels Hollande, Fabius et Le Drian s'entendent à merveille. Question à ceux qui ont appelé à voter PS pendant plus d'un demi-siècle : Etes-vous vraiment certain que le PS n'était pas pire ou plus à droite encore que l'UMP ? Hollande ne s'emploie-t-il pas à le démontrer par hasard ?- ndlr)

Riyad a apprécié la fermeté de la diplomatie française lors des négociations sur ce dossier, et le "vive la France" lancé par le sénateur républicain John McCain a trouvé un écho dans la péninsule arabique comme en Israël.

Pour François Hollande, l'Iran doit maintenant "passer aux actes en donnant les preuves qu'il renonce à se doter de l'arme atomique" en fournissant "toutes les garanties nécessaires". (Mais pas Israël, normal. - ndlr)

Autre sujet d'exaspération pour l'Arabie saoudite, le manque supposé de soutien américain à l'opposition en Syrie qui a mené le royaume à décliner en octobre un siège temporaire au Conseil de sécurité de l'Onu en guise de protestation.

Dans ce contexte, la volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad en raison de l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée à Riyad.

La situation en Egypte figurera également au menu des discussions. Riyad apporte un soutien inconditionnel à l'armée face aux Frères musulmans soutenus par le Qatar.

Mais Paris défend une position moins intransigeante à l'égard de ceux qui sont désormais qualifiés d'"*organisation terroriste*" par les autorités égyptiennes. (Traduire : Hollande soutient toutes les organisations terroristes d'où qu'elles viennent, indistinctement soutenues par le Qatar, la Turquie ou l'Arabie saoudite du moment qu'elles ont l'appui d'Israël. - ndlr)

"*Le référendum constitutionnel des 14 et 15 janvier prochains en sera une étape importante. Mais, au-delà, il sera déterminant que les libertés et les droits fondamentaux soient assurés et que l'ensemble des courants politiques rejetant la violence puisse participer au processus de transition*", déclare le président français dans le journal Al Hayat.

Ce rapprochement diplomatique avec Riyad devrait aussi être l'occasion de marquer des points sur le plan économique.

"*Ce qui est très clair, ce que disent les Saoudiens, c'est que le roi Abdallah aujourd'hui donne la priorité à la France*", dit une source française.

Outre ses gigantesques besoins en infrastructures qui font rêver les géants du BTP comme Vinci ou Bouygues, le pays procède à la modernisation de son appareil militaire qui pourrait déboucher sur d'importants contrats pour Paris.

La France a déjà obtenu de participer à la modernisation de frégates saoudiennes et s'intéresse de près aux besoins de la marine du royaume ou à ses systèmes de défense antiaériens.

Paris aimerait participer au programme nucléaire saoudien et livrer ses Airbus à la compagnie Saoudia, mais aussi attirer davantage d'investissements "*productifs*" saoudiens en France, comme ceux qui ont permis le sauvetage du volaille Doux. (L'Arabie saoudite aurait le droit de développer un programme nucléaire dès lors que la France en aurait le contrôle (et en tirerait profit), mais par l'Iran ou d'autre pays qui veulent développer leur programme nucléaire civil avec l'aide de la Russie. - ndlr)

"*Les grands programmes d'équipement saoudiens correspondent aux domaines d'excellence des entreprises françaises. La France offre, quant à elle, des opportunités pour les investissements saoudiens qui peuvent y trouver le savoir-faire, les technologies et les services qu'ils recherchent*", explique François Hollande. AFP 28.12

Après son entretien de deux heures avec le roi Abdallah, le président français s'est félicité d'une grande convergence de vue avec le roi sur le dossier syrien et libanais. "*Avec le roi Abdallah, nous avons mis en garde tous ceux qui aimeraient déstabiliser le pays*", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse, mettant aussi en exergue les positions très proches des deux pays sur le nucléaire iranien. AFP 29.12

En complément. Les premières retombées de la visite du monarque français chez son homologue saoudien.

- Ryad va donner 3 milliards de dollars au Liban pour acheter des armes françaises - AFP

L'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises, a annoncé dimanche le président de la République libanais, Michel Sleimane. AFP 29.12

- Un groupe saoudien veut porter plainte contre EDF - Reuters

Soroof International, un conglomérat contrôlé par un prince saoudien, a annoncé dimanche son intention de porter plainte devant la justice saoudienne contre le groupe public français EDF. Reuters 29.12

Voilà qu'il se prend pour le seigneur du Liban ou plus modestement se fait l'écho d'Obama.

- Liban: Hollande appelle à tenir la présidentielle dans les délais prévus - AFP

- Hollande va rencontrer Hariri - Liberation.fr

[Dictature en marche. L'UE vous place une cannelle !](#)

- Les roulés à la cannelle danois dans le viseur de l'Union européenne Francetv info -

C'est une brioche traditionnelle danoise à la cannelle, appelée kanelsnegle. Ces roulés sont dans le viseur de Bruxelles, comme le révèle samedi 28 décembre le Huffington Post. En cause : la trop grande quantité de cannelle contenue dans les brioches.

C'est une loi de 2008 qui est à l'origine de l'affaire. Le texte régleme la quantité de cannelle autorisée dans les aliments. Une réglementation que le Danemark doit appliquer. C'est une substance naturellement présente dans la cannelle dite "*de Chine*"

qui est visée par l'Autorité européenne de sécurité des aliments, la coumarine.

Selon le texte de l'UE adopté en 2008, la dose journalière ne doit pas dépasser 0,1 mg de coumarine/kg de poids corporel car une consommation excessive peut entraîner des risques pour le foie. Plus de la moitié des brioches à la cannelle sont concernées, selon une étude du ministère de l'Alimentation danois. Aucune exception n'est prévue par les autorités, malgré le succès important de ces brioches. Le président de l'Association des boulangers danois déplore "*la fin de la brioche à la cannelle telle que nous la connaissons*".

La Suède, qui produit aussi des fameuses brioches à la cannelle (kanenbullar), a trouvé la parade. Les autorités suédoises ont classé les pâtisseries ont été classées dans la catégories des "*plats traditionnels et saisonniers*". "*Ce qui leur autorise un niveau de cannelle trois fois plus élevé que la limite fixée par Bruxelles*", explique le Huffington Post. Francetv info 28.12

Et le pinard alors, l'alcool, le chocolat, les oeufs, la crème fraîche, etc. ne présentent-ils pas un risque pour le foie ? Ma foi non décrètent les tyrans de Bruxelles.

ACTUALITE EN TITRES

[C'est tout, c'est une honte !](#)

- Apple a payé son patron 4,25 millions de dollars cette année - AFP

[Prenez le pouvoir !](#)

- LFoundry: sans argent pour tenir 3 mois, les syndicats en appellent à l'Etat - AFP

- SITL, ex-usine du groupe ex-Fagor, en cessation de paiement - AFP

[Une illusion qui aura tourné court.](#)

- 2013: marchés émergents, la fin du miroir aux alouettes - AFP

[Le krach annoncé.](#)

- Le marché de la dette va devoir réapprendre à voler de ses propres ailes en 2014 - AFP

[La lutte pour un meilleur partage des richesses en bonne voie...](#)

- L'Afrique, eldorado potentiel pour voitures de luxe - AFP

Porsche, Range Rover, BMW ou encore Mercedes... sur les routes chaotiques d'Abidjan, de nombreuses voitures de luxe se fauillent entre des guimbarde tremblotantes, témoignage d'une Afrique toujours plus consommatrice d'automobiles onéreuses. AFP 29.12

Quelle horreur ! C'est de la propagande pour les négriers. Et je ne peux même pas écrire : quand est-ce qu'on plastique l'AFP pour oser écrire un truc pareil, on va m'accuser d'incitation au terrorisme !

Le titre est volontairement provocateur, cette info confirme l'inanité de cette orientation politique, nous ne combattons pas pour un meilleur partage des richesses comme le font désormais tous les partis du mouvement ouvrier vendus au capital, nous combattons pour le renversement de la classe des capitalistes qui détient le pouvoir, en cela nous demeurons fidèle au marxisme et au socialisme.

[La peuple est contre, le monarque est pour : adopté, c'est cela la démocratie made in UE !](#)

- La Lettonie passe à l'euro le 1er janvier, la population réticente - AFP

[La chasse aux déserteurs est lancée !](#)

- Listes électorales: Les mairies font la chasse aux 3 millions de non inscrits - 20minutes.fr

[Et les centaines de milliers de travailleurs inscrits sur les listes HLM qui attendent depuis des années ?](#)

- Le préfet du Nord sommé de trouver un hébergement pour trois nouvelles familles roms - AFP

Le tribunal administratif de Lille a ordonné vendredi au préfet du Nord de trouver un hébergement d'urgence pour trois familles roms hébergées à la Bourse du travail de Lille, après une décision similaire pour 17 familles jeudi, a-t-on appris de source judiciaire. AFP 27.12

[La stratégie du chaos.](#)

- Attentat à Beyrouth: Le bilan s'alourdit à 7 morts - 20minutes.fr

- Bangladesh : des centaines d'opposants arrêtés - AFP

- Bahreïn: l'opposition chiite annonce l'arrestation de son chef - AFP

- Turquie : la police disperse les manifestants anti-Erdogan - LePoint.fr

- Egypte: Des étudiants islamistes incendient un bâtiment d'université au Caire, un mort - 20minutes.fr

- Soudan du Sud: le gouvernement prêt à un "*cessez-le-feu immédiat*" - AFP

- Irak: un député sunnite arrêté, son frère et 5 gardes tués - AFP

- Centrafrique. Craignant les représailles, les Tchadiens fuient en masse - Le Nouvel Observateur

- Un manifestant antigouvernemental tué à Bangkok - Reuters

[Haut de page ↗](#)